

La diplomatie discrète et P.-A. Albertini

La classe politique française a toujours du mal à garder la mesure. On en a un nouvel exemple avec la polémique qui se développe depuis plusieurs jours autour de l'affaire Albertini, du nom de ce jeune coopérant condamné à quatre ans de prison en Afrique du Sud, et qui vient de faire l'objet d'un échange de prisonniers : bon gré mal gré, Pierre-André Albertini, qui n'en demandait sans doute pas tant, a été transformé en héros par la propagande du Parti communiste, tandis que des voix s'élèvent à droite et à l'extrême droite pour dénoncer en ce pléide jeune homme un dangereux terroriste.

La vérité est plus simple. L'affaire Albertini n'est pas une nouvelle affaire Dreyfus : le coopérant, qui n'est pas communiste, contrairement à ses parents, enseignait dans une université noire du Ciskei, l'un des cantons sud-africains théoriquement indépendants mais, en fait, totalement contrôlés par le pouvoir blanc de Pretoria. Il a vécu là une expérience incontestablement éprouvante pour tout individu qui n'a pas atteint des sommets de cynisme et d'indifférence, et c'est tout naturellement qu'il s'est lié d'amitié avec des militants anti-apartheid.

Certains d'entre eux avaient décidé que leur combat passait par la lutte armée. A-t-il alors été utilisé ou a-t-il agi en connaissance de cause ? C'est à lui de le préciser, s'il le juge bon ; toujours est-il qu'il a été arrêté pour avoir transporté des armes et de l'argent dans une voiture équipée de caches. S'il n'a pas été jugé pour cet acte, c'est à la suite de tractations avec l'accusation dont le droit sud-africain - tout comme le droit anglo-saxon - a le secret : les autorités voulaient essentiellement qu'Albertini témoignât contre ses amis noirs, ce qu'il a finalement refusé de faire, d'où sa condamnation à quatre années de prison.

Même si Albertini a violé le devoir de réserve auquel il est administrativement astreint, le gouvernement français avait le devoir de venir à son secours. Contrairement à ce qu'a prétendu le Parti communiste, celui-ci n'a fait sans lésiner sur les moyens, mais dans la discrétion, ce qui est souvent dans ce genre d'affaire une condition de la réussite. Ce n'est pas la campagne du PC qui a fait échouer l'affaire : la libération d'Albertini est plutôt due au talent de plusieurs diplomates français qui ont su nouer les fils d'une négociation complexe et profiter de la volonté sud-africaine de se débarrasser de deux prisonniers finalement encombrants en échange d'un de leurs officiers, détenu en Angola. La volonté de l'Angola et du Mozambique - deux pays dont la situation est particulièrement critique - de se rapprocher de certains pays occidentaux a fait le reste.

Le dénouement de l'affaire Albertini est-il aussi le reflet d'une modification des conceptions de la question d'Afrique australe ? Certainement pas, si l'on a en tête l'obstination suicidaire avec laquelle les dirigeants sud-africains s'accrochent à l'apartheid. Peut-être, si l'on raisonne en termes beaucoup moins radicaux et si l'on pense en particulier aux relations de l'Afrique du Sud avec les régimes d'Angola et du Mozambique et à la question de Namibie.

L'affaire prouve, en effet, que Pretoria n'est pas totalement insensible à la crainte d'un isolement diplomatique complet et au poids des sanctions. Les gouvernements occidentaux ne doivent jamais oublier. L'apartheid est un drame historique complexe qui concerne tous les hommes de bonne volonté, mais sa solution ne passe pas forcément par la violence et certainement pas par des polémiques franco-françaises qui manquent étrangement d'envergure.

(Lire nos informations page 4.)

Avant le référendum en Nouvelle-Calédonie Vingt mille caldoches célèbrent une « fête de la liberté »

Les partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République se sont mobilisés, le mercredi 9 septembre, à Nouméa : vingt mille personnes environ se sont rassemblées pendant plus de trois heures pour entendre différents discours entrecoupés de spectacles. A quatre jours du référendum, le camp « loyaliste » a ainsi réussi à ravir au FLNKS le devant de la scène, au moment où M. Chirac venait de reprocher aux chaînes de télévision de faire la part trop belle aux indépendantistes.

NOUMÉA
de notre envoyé spécial

« Trouver des images » : telle était l'obsession du camp anti-indépendantiste depuis que le FLNKS était parvenu à convaincre du caractère non violent de son action, depuis que les scènes du mâtissage du 22 août sur la place des Cocotiers avaient provoqué, en métropole, l'effet que l'on sait. « Trouver des images » pour regagner le terrain perdu dans la bataille de la communication. Le RPCR, par le passé, ne s'y était pas montré trop malhabile. Sa dernière idée en date : faire porter en triomphe M. Bernard Pons par une poignée de Mélanésiens, scène soigneusement préparée par le cabinet du ministre des DOM-TOM.

En organisant, le mercredi 9 septembre, sa grande Fête de la liberté, clou de sa campagne pour le référendum, le RPCR n'a certes pas inventé de nouvelles images. Mais il

a offert à la Nouvelle-Calédonie tricolore un beau « remake » des grands jours de 1984-1985 quand la patrie était en danger. Du tricolore partout : dans les ballons lâchés, sur les parachutes qui sont venus se poser au milieu de la foule, sur les visages grimaçants des adolescents, sur les jupes, les chaussures, les pantalons, les chemises de cette foule multiraciale comme le RPCR aime les rassembler. Ah ! on a dû les fouiller de fond en comble les penderies nouméennes pour y dénicher l'assortiment qui joigne l'esthétisme aux patriotisme.

Tout à tour, au téléphone - c'est M. Lafleur qui tenait le combiné -, MM. Jacques Toubon, François Léotard et Bernard Pons, les deux derniers en partance pour le conseil des ministres, ont exprimé aux quelques vingt mille personnes présentes les effusions de la métropole.

DANIEL SCHNEIDERMAN.
(Lire la suite page 11.)

Pression démographique et crainte du chômage Un afflux d'élèves complique la rentrée des lycées

Treize millions d'élèves et un million de fonctionnaires se sont donné rendez-vous, mardi 8 septembre, dans les écoles, les collèges et les lycées. Une rentrée normale dans les écoles primaires et les collèges, mais difficile dans les lycées de la région parisienne, et surtout dans les lycées des grandes villes, en raison de la prolongation de la scolarité face à la crainte du chômage. Des mesures d'urgence ont dû être prises pour accueillir les effectifs supplémentaires.



■ Le vaisseau futuriste de M. Monory. ■ La pression augmente dans les lycées. ■ Les bénéficiaires de la désertification. ■ Le ras-le-bol des éditeurs scolaires.
Pages 13 à 16

L'ENQUÊTE : Jean-Paul II en visite aux Etats-Unis

Les catholiques américains, fidèles et rebelles

Le pape doit arriver le jeudi 10 septembre à Miami (Floride), première étape d'un voyage de 30 000 kilomètres et de onze jours aux Etats-Unis, où il s'est déjà rendu en 1979. Cette fois, Jean-Paul II visitera les grands Etats du Sud et de l'Ouest : Floride, Caroline du Sud, Louisiane, Texas, Arizona et Californie. Il s'adressera aux minorités noire et hispanophone. A Miami, le pape sera accueilli par le

président Ronald Reagan et rencontrera les dirigeants de la communauté juive américaine - six millions de personnes - qui avaient été à la pointe de la contestation après la réception de M. Kurt Waldheim au Vatican, le 25 juin dernier. Le climat s'est détendu après un entretien du pape avec des personnalités juives le 1^{er} septembre à Rome. L'Eglise catholique américaine - cinquante-deux millions de

fidèles, quatre cents évêques - est l'une des plus turbulentes et influentes du monde. Des manifestations de féministes et d'homosexuels sont prévues sur le parcours du pape, notamment en Californie.

L'épiscopat apparaît lui-même divisé par rapport à certaines orientations romaines touchant à la morale sexuelle et à la place des femmes dans l'Eglise.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Pour un oui ou pour un non, il est à la télévision et il est réputé « mettre les pieds dans le plat ». Peu après la visite au Vatican de M. Kurt Waldheim, John O'Connor, archevêque de New-York, invite les juifs de la ville à un office commun de prières. Le refus est instantané. Qu'à Dieu ne plaise, il se fait photographier le lendemain sur un lit d'hôpital près d'un malade du SIDA. Et s'il a des exonerations de taxes à réclamer au bénéfice d'une école catholique de New-York, cet ancien vicaire général des armées appelle directement Edward Koch, le maire de la ville, avec lequel il déjeune pourtant une fois par semaine.

Décriqué, à l'image du cardinal O'Connor, dans le débat public américain, l'épiscopat catholique des Etats-Unis - avec quatre

cents évêques, l'un des plus puissants et influents du monde, y compris financièrement - a gardé des réactions conservatrices et cléricales qui semblent remonter à l'époque où cette Eglise d'immigrés irlandais, italiens ou polonais, s'efforçait encore de sortir de l'ombre portée par les grandes sœurs ennemies protestantes.

L'exemple le plus caricatural à ce point de vue est celui de Mgr Antony Bevilacqua, évêque de Pittsburgh, qui interrompit un jour une cérémonie de confirmation parce qu'il avait aperçu une petite fille parmi les enfants de

choeur et qui, le jeudi saint dernier, refusa de laver les pieds d'une jeune femme au cours de la cérémonie qui, ce jour-là, en souvenir du geste du Christ, a lieu dans toutes les églises.

Capable de positions de pointe dans le domaine social et politique, comme l'ont montré ses documents de 1983 sur l'armement nucléaire et de 1986 sur l'économie capitaliste, la hiérarchie catholique est beaucoup plus divisée et réservée sur les évolutions internes touchant à la liturgie, à la catéchèse, à la morale sexuelle ou à la place des femmes dans l'Eglise. Ses avancées et ses

reculs désorientent un nombre croissant de fidèles, mais de plus en plus le Saint-Siège à Rome, qui le considère comme un épiscopat imprévisible et peu sûr.

Le terrain a été déminé au cours des derniers mois et cette deuxième visite aux Etats-Unis de Jean-Paul II ne laissera vraisemblablement rien paraître de la crise froide qui existe pourtant bel et bien entre la hiérarchie américaine et le Vatican. Président de la conférence épiscopale en novembre dernier, Mgr James Malone de Youngstown (Ohio) - remplacé depuis par Mgr John May, archevêque de Saint-Louis (Missouri) - accréditait lui-même la thèse d'un conflit en déclarant qu'il existait « une désaffection croissante et dangereuse entre des secteurs entiers de la vie de l'Eglise américaine et le Vatican ».

(Lire la suite page 8)
HENRI TIVCO.

Crise politique aux Philippines Le gouvernement a offert sa démission à M^{re} Aquino. PAGE 36

Relations interallemandes Un rapprochement à petits pas. PAGE 3

Election américaine Les incertitudes d'une campagne présidentielle désertée par la classe politique. PAGE 6

Le Danemark sans gouvernement Le premier ministre a présenté la démission du cabinet de centre droit. PAGE 3

Les bénéfices de Renault Le PDG confirme le redressement de la Régie. PAGE 31

Les stratégies présidentielles Le quitte ou double de M. Le Pen et les handicaps de M. Lajoinie. PAGE 10

La révolte des détenus L'homme en prison. PAGE 12

La documentation du « Monde » sur écran Le serveur G. Cam, filiale de la Caisse des dépôts, en assure la commercialisation. PAGE 18

« Débats » Lettres de lecteurs à propos du « racisme ordinaire ». PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 36

Un suspense haletant par l'auteur de « LA FILLE PRODIGE »

Jeffrey Archer

Dans la gueule du dragon

Amour, intrigues et politique: Archer connaît la musique. L'EXPRESS

PRESSES DE LA CITÉ

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Festival Berlioz

Le Festival Berlioz de Lyon a placé sa huitième édition sous le signe des Troyens, en version intégrale et en une seule soirée. Pour les amateurs d'art lyrique, c'est l'événement de la rentrée.

Expositions

Tout Fragonard au Grand Palais. Le Corbusier à l'étage noble du Centre Pompidou. L'Espagne depuis La Grèce, en quatre expositions.

Pages 19 à 24

Débats

La guerre des « looks »

Ce qui est rassurant, quand même, c'est que le contenu finit par l'emporter...
par ANDRÉ BERCOFF (*)

Il est assez sain, pour notre « glorieux » hexagone, que Jacques Chirac se soit transformé, l'espace d'une fin de vacances, en attaché de presse d'une chanteuse blonde ripolinée qui a fait du « look » son messianisme majeur. Comme il fut, naguère, assez ému d'entendre Mitterrand parler « branché », « cablé », et proclamer son admiration pour Michael Jackson.

MM. Le Trouhadec saisis par le débâche médiatique ? Produits lancés sur le marché présidentiel en quête de clientèles ciblées ? Serviteurs résignés et laborieux de la société du spectacle qui ne connaît jamais rien sans accompli ? Il y a sans doute un peu de tout cela chez les stars du grand Politix Circus, qui ne peuvent s'empêcher de combiner en maugrant les centaines de milliers de jeunes électeurs se ruant, pâles, vers les embrassements de guitares électriques et de gigantesques sonos, alors qu'on ne les verra quasiment jamais dans les grandes fêtes militantes. Le pouvoir est au bout de la caméra : ce diction d'un grand timonier de la pub semble être devenu l'un des dix commandements du candidat conscient et organisé. *J'apprends, donc le soir*, l'idéologie du show biz domine relativement bien les masses politiciennes laborieuses.

Cet engouement n'est pas neuf : il avait, en France, surgi il y a une trentaine d'années, avec les prestations de Martine Carol (*Caroline chérie* dans les meetings politiques de Roland Nungesser et Robert Hersant). De Gaulle superstar n'avait évidemment pas besoin de courir à Bercy ou à l'Olympia, assurant seul, avec son faire-valoir Malraux, la totalité du spectacle : le régime pompidouien se chauffait agréablement au bain-marie des dernières « trente glorieuses ». La fin de l'expansion à tout va allait proclamer l'ère des jeux du cirque. Puisqu'on ne pourrait plus assurer le plein emploi et la croissance continue, que la fête commence ! *« Ils demandent du pain ? Donnez-leur de la bricole ! »* Marie-Antoinette avait hélas ! pour elle, deux siècles d'avance.

Que l'on se remémore Giscard en pull-over avec sa Madonna à lui ! Yvette Horner. Chirac dans sa période pré-Walkman, brandissant fièrement des balais à la « une » du *Fig Mag*, Jospin chantant les *Feuilles mortes* chez Patrick Sébastien. Léotard en

villante et marathonnienne petite culotte. Fabius en chaussons du dimanche matin, en quête de croissants, faute d'améliorer la croissance...

Que l'on pense au « Bébête Show » et à « L'oreille en coin », qui ont irrémédiablement banalisé, avec leur complicité enthousiaste, nos dignes représentants.

Il y aurait, dans cette frénésie du paraître, quelque chose de rassurant : si elle ne s'accompagnait d'une opacité tout aussi frénétique, propre à dissimuler l'éternel déphasage entre souhaitable et possible, paroles et actes, promesses et réalisations. Mais cela est une autre histoire.

En tout état de cause, la classe politique devra bien apprendre, un jour, à se passer de ses conseillers en communication. Jamais un coup de dé médiatique n'abolira le hasard électoral, et les spectateurs du Niagara quotidien d'images-sous apparence beau-coup moins passifs et beaucoup plus lucides qu'on pourrait le croire : il n'est que de lire les sondages pour que jaillisse cette évidence, à savoir que dans la tragédie que nous sommes, la communication ne joue pas le rôle de la tragédie, mais celui de la comédie. Le bon Marshall Mac Luhan certifierait que *« le message est le message »*. Mais les bons citoyens ont-ils encore vraiment envie de ce genre de « body-body » ?

(*) Journaliste et écrivain.

La dictature du provisoire

Le triomphe de l'« événement », du fugitif et du paraître aboutit à une méconnaissance de la réalité sociale

par ALAIN BOURDIN (*)

Il suffit que Jacques Chirac embrasse Madonna... Les commentaires suscités par ce non-événement nous rappellent que la politique est devenue spectacle. Celui qui ne sait pas faire parler de lui se condamne à mort : dans la pêche aux voix, qu'importe le flet pourvu qu'il se remplisse. Mais les embellissements, les hésitations et les incohérences que la gauche comme la droite manifestent à l'égard de divers milieux, et pas seulement des jeunes, montrent que les responsables politiques, désormais familiers d'économie, ne savent pas — ou plus — connaître la société. Pourquoi ?

Personne ne reprocherait à un homme politique de vouloir se faire élire pour exercer le pouvoir : le ministère de la parole ne vaut pas le plus médiocre des secrétaires d'Etat. Aujourd'hui, la réussite suppose une bonne stratégie de communication. En ce domaine, les instruments sont peu nombreux car terriblement contraints par le système médiatique, et les résultats désireux parfaitement définis : se faire connaître, plaire, donner l'impression que l'on crée l'événement, tout cela se mesure dans quelques indices semestriels répétés. La reste, que ce soit les études bourrées de sciences humaines ou le coup de génie de celui qui trouve la bonne affiche, fait partie des moyens qui ne méritent pas l'intérêt pour eux-mêmes.

Celui qui doit chaque jour créer l'événement pour rester en scène sera tout disposé à croire que l'ensemble de la société connaît des mutations constantes. Le triomphe des spécialistes de la conjoncture se trouve alors assuré. On l'a vu en économie, on le constate pour la connaissance sociale : aussi loin que l'on soit des médias, les chœurs de l'inattendu, du provisoire et de l'exceptionnel l'emportent toujours sur ceux qui se contentent d'expliquer comment les hommes vivent.

Ainsi le monde prend-il l'allure d'une mosaïque brouillée. Comment espérer que les responsables politiques s'y retrouvent ?

L'arbre Madonna cache peut-être une forêt : la nouvelle culture adolescente. Et le débat d'idées sur l'avenir de notre société, les modèles qu'elle se donne ne se portant pas si mal, comme le prouve le succès du livre d'Alain Finkielkraut. Mais la capacité d'identifier les problèmes sociaux et de leur apporter des réponses convaincantes ou celle de donner un nom à des phénomènes imprécis (la

« culture » adolescente) ne se confondent pas avec la connaissance de la société, qui suppose de dépasser tout cela. Quant au débat, limité à des essais, il risque de s'appauvrir, faute de faits précis à mouler.

C'est l'image d'une société en mouvement permanent qu'il faut réviser. Celle des turbulences convient mieux : dans tous les domaines existent des zones de mouvements forts, concentrés et contradictoires. Aux sociologues de dire ce qu'ils nous apprennent, aux politiques d'en tirer les conséquences. Mais rien de cela ne se peut sans connaître le contexte, la réalité sociale de base. Plus stable aujourd'hui qu'il y a vingt ans, celle-ci ne transparaît guère dans l'événement et la conjoncture, qu'elle permet pourtant d'interpréter correctement.

Comment retrouver cette connaissance ? D'abord en réhabilitant la description sociale. La conjoncture et l'exigence de « finalisation » rongent notre remarquable appareil statistique. Les tableaux de bord prolifèrent, mais étudier l'évolution d'un phénomène depuis la dernière guerre présente une difficulté croissante. Une bonne description implique des jugements sur ce qu'il convient de prendre en compte : elle n'a pas pour autant d'objectifs précis, ne change pas de règles sans arrêts et se préoccupe avant tout de sa propre cohérence. L'oublierait-on ?

Il convient aussi de rappeler que les situations les plus typiques de la vie contemporaine ne sont pas si nombreuses, et qu'elles autorisent ou provoquent. La part d'imprévisibilité n'y est pas négligeable, mais que le joueur reste seul maître de son choix n'empêche pas que l'on essaie de comprendre les règles du jeu, et il arrive encore que les mêmes causes produisent les mêmes effets !

Atomisation

Enfin, les symptômes d'atomisation sociale et les préoccupations qu'ils entraînent n'autorisent pas à négliger les facteurs d'unité. Lorsque Harlem Désir parle sereinement d'assimilation, il faut l'applaudir. Mais à quoi assimilerait-on ? Cette question n'aurait sans doute guère embarrassé les penseurs de la République radicale. Elle nous paraît difficile parce que la réponse s'est compliquée, mais également parce que l'on ne se préoccupe guère de la formuler.

Pour parler d'autre chose que de la conjoncture, des événements et de leur écho, il faut commencer par jeter sur l'ordre tout un vocabulaire (à base d'identité, d'autonomie, de créativité...) dont le flou empoisonne la connaissance. Cette dérobade des mots ne traduit-elle pas une « défaite de la pensée » en partie responsable de la paralysie des politiques devant la société ?

* Professeur d'université.

Au Courrier du Monde

Pygmalion

Vous êtes des pygmaliens à rebours : la France que vous formez dans votre article est haïssable. J'ai peur qu'elle arrive à vous haïr. Politique de gribouille. Quelle maladresse ! (...) Le jour où vous aurez acquis probité et courage, vous parlerez aussi des racismes juif et arabe ; vous serez alors en condition de poser une profonde question : pourquoi personne n'est exempt de cette tare, la joie du mal ? Vous serez fondés à interpellé chacun — vous, en premier, puis moi : examinez ton cœur, s'il est propre. Avant que ne se salissent trop de mains.

ROGER JACQUET
(Paris).

« Chronique du racisme ordinaire »

Les Français sont-ils racistes ? Et si oui, le sont-ils plus qu'il y a dix ans ? Le racisme, quand il se manifeste, provoque-t-il plus de réactions de rejet qu'autrefois ? La loi de 1972 sur la discrimination raciale s'est-elle montrée

efficace ? Toutes ces questions, posées dans un article de Laurent Greilsamer et Corine Lesnes publié dans le *Monde* du 1^{er} septembre sous le titre « Chronique du racisme ordinaire », nous ont valu un courrier abondant.

Une lettre de « Présent »

Dans le long appel à peine indirect à la répression que vous avez publié, il se trouve que *Présent* est le seul journal dénoncé nommément. C'est donc à ce titre que je vous interpelle. Vous voudriez qu'il soit interdit aux journalistes de « parler d'invasion étrangère » à propos de l'immigration. Contre l'expression d'une telle pensée, vous réclamez l'application de « la loi de 1972 contre la discrimination raciale » : c'est-à-dire la condamnation aux peines d'amende et de prison qu'elle prévoit. Il ne serait pas inutile que vous précisiez la place que tient la justification que trouve dans votre déontologie une telle prétention.

Sur le racisme et l'antiracisme, *Présent* soutient des idées fort différents de celles du *Monde*, et même contraires sur ce point : vous assimilez constamment le nationalisme au racisme. Cette assimilation est induite, pour ne pas dire frauduleuse, vous vous y obstinez sans tenir aucun compte (pas même pour les discuter) des observations qu'on vous oppose. Vous avez toujours évité un débat avec *Présent* sur ce sujet, ce qui après tout est bien votre droit : ce qui l'est beaucoup moins, c'est maintenant, sur ce même sujet, de dénoncer *Présent* à la répression, pour le faire taire sans l'avoir réfuté.

(...) Vous mettez explicitement en cause, dans vos déclarations, un article que Camille Gallie, directrice-éditoriale de l'hebdomadaire *Rivarol*, publia dans *Présent* en 1984. Elle fut odieusement poursuivie en justice, mais elle fut finalement relaxée en 1985, par un arrêt fortement motivé de la cour d'appel. Vous le déplorez. Les journalistes qui n'écrivent pas comme vous, vous n'érigez donc pas contre leur argumentation, vous réclamez qu'on les condamne. Je vous requiers de préciser selon quelle déontologie.

Vous omettez de dire que l'article de Camille Gallie portait la signature de Camille Gallie. Vous l'attribuez à M^{me} Marie-Luce Wacquez, qui est le pseudonyme de ce pseudonyme. Vous omettez aussi d'indiquer que son article appartenait clairement à la catégorie « tribune libre » (...)

JEAN MADIRAN
(rédacteur en chef de *Présent*).

Communiquons...

Pleinement d'accord avec votre analyse. Je suis surtout d'accord parce que vous citez des faits. Je pense que nos discours antiracistes font du tort à notre combat antiraciste. Trop souvent, nous ne faisons que nous exprimer, nous ne communiquons pas avec ceux qui ne pensent pas comme nous. Parmi ceux qui expriment les idées racistes, il y a une petite masse de gens mal informés. Il faudrait leur apporter des faits au lieu de discours.

Mme BERNHARD
(Mulhouse).

« L'Aigle noir »

Laurent Greilsamer et Corine Lesnes, en parlant du prospectus « révision de l'histoire nationale le Génocide des Boches » écrivent que « le texte est presque obscène ». C'est là une calomnie pure et simple, car l'auteur de ce prospectus (Attila) formulait, entre autres, des considérations médicales sur la poéthectomie [d'excision] dépourvue de toute connotation pornographique, voire vulgaire.

Ce faux, empreint de discrimination raciale antiraciste, mérite

réparation. Dès lors, la publication de ce droit de réponse s'impose, quand bien même elle ne serait qu'un pis-aller eu égard au fond de l'article incriminé.

ALAIN GUIONNET
dit ATTILA LEMAGE.

Relents

Quoiqu'on s'en défende, il y a, en France, des relents racistes, mais... (...) Le vieil homme que je suis ne peut s'empêcher de se souvenir qu'en 1933, dans une situation de crise analogue, un certain Hitler a exploité les sentiments antisémites et, pour ce faire, a trouvé l'appui de la bourgeoisie allemande. On sait ce qu'il en a coûté.

Aujourd'hui le danger est aussi grand, et on ne semble pas s'en rendre compte. Ce qui a été possible avec le peuple allemand est impensable avec le peuple de la Révolution française, des droits de l'homme... Allons donc ! Puis-je le révéler être pas aussi tragique que celui que nous avons vécu.

ROGER CODOU
(Villeneuve, Seine-Saint-Denis).

TÉMOIGNAGE

« Je m'en accommode »

Je suis Algérien, je vis en France depuis vingt ans, j'ai trente-quatre ans, je suis ce que l'on appelle un immigré, je travaille dans les transports, je suis chauffeur-livreur, pour être précis. Cela pour vous dire que je n'ai rien d'un intellectuel. J'ai appris votre langue pour ainsi dire tout seul, sur le tas et en vous lisant.

Maintenant que vous savez qui je suis, je viens aux faits. Je ne vous écris pas pour me plaindre du racisme, je m'en accommode. Je sais nager dans ce monde où seules les apparences comptent ! Mais je voudrais que vous sachiez que la « France profonde » a, pour le moins que l'on puisse dire, des préjugés racistes (cela est un point de vue pure-

ment personnel, je voudrais tant être dans l'erreur).

C'est en fait cette affaire de discrimination lyonnaise qui m'a décidé à vous écrire. Il est rare que les établissements qui laissent entrer les « bronzés » et autres cheveux crépus, et j'en sais quelque chose (si vous voulez une liste...). Alors, inutile de s'indigner. Je comprends que les enfants d'un député et leur amie aient plus d'intérêt médiatique que les bours, mais ne donnez pas l'impression aux gens peu informés que les « boîtes » qui pratiquent les règles de l'apartheid en plein Hexagone se comptent sur les doigts d'une main.

KASSA HOUARI
(Saint-Denis).

Terrorisme anti-français

Cet article aurait très bien pu s'intituler « chronique du racisme anti-français ordinaire » tant il exsude, par chacune de ses syllabes, une sorte de haine à notre égard et un masochisme affligeant qui ne manquera pas du côté des « noirs » de susciter quelques sourires narquois, et ils auraient bien tort de s'en priver.

Il y a sans doute peu de pays au monde capables d'accepter que les gens venant de l'étranger y séjournent dans de telles proportions et de tolérer que sur 50 000 détenus dans les prisons, environ le tiers soient des étrangers, ce qui va impliquer le dispendieux programme de construction de prisons que l'on sait. Comme cet argent serait mieux employé ailleurs, si on avait au moins le courage d'expulser tous ces gens.

Quant à la loi de 1972, il faut féliciter nos magistrats de la mesure et du discernement dont ils font preuve dans son application. A l'évidence, le législateur n'a pas entendu à travers ce texte instituer une forme de terrorisme anti-français. L'on comprend aisément que les magistrats reconnaissent à leurs compatriotes, ce qui est le bon sens même, le droit d'estimer qu'il y a trop d'étrangers en France, de le dire et de l'écrire.

Il est d'ailleurs faux de dire que nous sommes xénophobes. De nombreuses pages de notre Histoire prouvent le contraire. Ce contre quoi nombre d'entre nous s'élèvent ce n'est pas contre les étrangers mais contre le fait qu'aujourd'hui il y en ait beaucoup trop sur notre sol avec tous les problèmes que cela provoque au quotidien comme pour l'école, du fait que nombre d'entre eux sont de culture différente de la nôtre.

BERNARD BRENET
(Lisieux, Seine-et-Marne).

Cohérence

C'est avec un réel plaisir et un vif intérêt que j'ai lu l'article de Laurent Greilsamer et Corine Lesnes. On y lit, entre autres choses : « Il fut un temps où la presse ne mentionnait pas, par pudeur, l'origine des suspects. Elle s'en fait, désormais, un devoir... » Fort bien. Il est toujours temps de se pencher sur les erreurs commises (...). Mais quelle n'est pas alors ma consternation de lire dans la rubrique « faits divers » du *Monde* du 2 septembre, page 9, le compte rendu d'un incendie d'un centre commercial dans les Yvelines qui, désignant les coupables, précise : « Les enfants, trois Sénégalais et un Malien... ».

Un peu de cohérence, un peu de « pudeur », au moins pour le lendemain de l'article de Greilsamer et Lesnes. Merci pour eux, merci pour nous.

JEAN-CLAUDE STAMPELI
(Paris).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 45 57 72
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Berns-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

M^{me} André Fontaine, gérant,

et Hubert Berns-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

393 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisoire : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les vus propres en capitales

d'impression.

Reproduction interdite de tous articles

sous peine de poursuites judiciaires.

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde US\$ 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Spandagap, 45-45 39 st street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.C.I. and additional offices. N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Spandagap U.S.A., P.O.C., 45-45 39 st street, L.C.I., N.Y. 11104.

هنا من لاجل

Diplomatie

La libération de Pierre-André Albertini

Pretoria souligne le « rôle personnel » joué par M. Jacques Chirac

Alors que la controverse sur les devoirs du coopérant se poursuivait en France, après la libération de M. Pierre-André Albertini, les autorités sud-africaines ont qualifié de « capital », mardi 8 septembre, le rôle joué par le gouvernement de M. Jacques Chirac dans les négociations qui ont abouti à l'échange général de prisonniers à Maputo. Elles soulignent le « rôle personnel » du premier ministre français dans la recherche d'un accord.

Ces éloges adressés à M. Chirac laissent présager un rétablissement des relations entre les deux pays, tombées au plus bas en raison de l'affaire Albertini. Ils contrastent singulièrement avec les critiques adressées par le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Roelfse, « Pik » Botha, en juillet, contre le président François Mitterrand, qui avait refusé d'accepter les lettres de créance du nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris.

M. Chirac s'est refusé à alimenter la polémique qui entoure la libération du coopérant. Il a déclaré mardi, lors du journal de TF1 : « Je n'attendais aucun remerciement. Cette affaire a été entourée de toute une polémique politique qui n'est pas mon problème [...] J'ai fait ce qui était mon devoir [...] J'exprime ma reconnaissance aux présidents de l'Angola et du Mozambique [...] aux autorités d'Afrique du Sud et du Ciskei ».

Interrogé mercredi sur Europe 1, M. Pierre-André Albertini a affirmé : « J'ai remercié le gouvernement. Pas du bout des lèvres comme on l'a dit. Pour moi c'était évident dans mon esprit ». Par ailleurs, l'ancien coopérant a confirmé qu'il avait l'intention de se rendre à la fête de l'Humanité le week-end prochain, mais pas pour y faire un discours. « Si on me le demande, je remercie les gens qui se sont mobilisés pour ma libération. Il n'y a pas grand-chose d'autre à dire », a-t-il déclaré.

Sur la base d'Evreux

L'accueil du « héros »

Le journal *l'Humanité* rendu à la crise dans l'enceinte d'une base aérienne militaire, des drapeaux aux couleurs de la lutte anti-apartheid ou du Parti communiste fichés dans le portique d'entrée, de grandes banderoles célébrant « la victoire de l'humanité », de la dignité et de l'antiracisme, s'agitait sous le nez des plantons plus amusés que médusés : l'accueil réservé, mardi 8 septembre, à Pierre-André Albertini à la base aérienne 105 d'Evreux (Eure) se voulait haut en symboles de tout genre...

Il était entre trois cent cinquante et quatre cents, en majorité habitants d'Evreux, à être venus applaudir leur « héros ». Une bonne poignée de militants communistes convaincus répètent, à qui voulait les entendre : « Pierre-André a fait honneur à son pays, il s'est comporté en vrai Français... Si j'en avais eu le courage, j'aurais fait pareil... ». Les plus émus restaient pourtant la grand-mère de Pierre-André Albertini, qui, la rouge aux joues et le souffle court, ne peut que confier : « J'en suis si fière, si fière... ». Puis on viendra la chercher pour un coude-à-coude très médiatique aux côtés de Paul Laurent, sénateur communiste du Val-de-Marne, et de Mgr Gail-

Un hommage du Quai d'Orsay à Louis Delamare

Une cérémonie à la mémoire de Louis Delamare, ambassadeur de France au Liban, assassiné à Beyrouth le 4 septembre 1981, s'est déroulée mardi 8 septembre au Quai d'Orsay, où le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a déposé une plaque portant son nom.

La plaque a été apposée sur la porte d'une salle de conférences située tout près de la grande salle de presse où, pendant plusieurs années, Louis Delamare, alors chef du service de presse et d'information du ministère qu'il a si fortement marqué de son empreinte, a souligné M. Raimond, a tenu son briefing quotidien.

En présence de M^{me} Delamare et de nombreux diplomates, journalistes et anciens ministres, M. Raimond a évoqué l'action menée par Louis Delamare au Liban en faveur du rapprochement des communautés et de la paix, ainsi que son courage, son humanisme et sa fidélité. Elevé à la dignité d'ambassadeur de France et cité à l'ordre de la Nation, Louis Delamare était « un homme de cœur et de talent, un grand diplomate discret et sincère, avec un sens du devoir allant jusqu'au sacrifice de sa vie ».

A TRAVERS LE MONDE

Burundi

Libération de six cents détenus

Le commandant Pierre Buyoya, qui a renversé le 3 septembre le président Jean-Baptiste Bagaza, a annoncé, lundi 7 septembre, la libération de plus de six cents « personnes détenues sans procès », a rapporté mardi Radio-Burundi. Il a, par ailleurs, accusé son prédécesseur de corruption et d'exercice arbitraire du pouvoir. — (AFP.)

Inde

M. Gandhi remanie la direction du Congrès (I)

New-Delhi (Corresp.). — De nouvelles nominations au sein du Congrès (I) au pouvoir ont été annoncées lundi 7 septembre. Cinq des six secrétaires généraux du parti ont été changés ainsi que deux présidents régionaux. Ce mouvement concerne également la direction du parti en Uttar-Pradesh, où trois secrétaires généraux ont été remplacés. Les cinq nouveaux promus au niveau national sont M. Narash Chandra Chaturvedi, Kedar Nath Singh, Ghulam Nabi Azad, Oscar Fernandes et Ram Rattan Ram. D'autre part, M. Antony quitte le secrétariat général pour devenir président du parti dans le Kerala, et M. Poojary remplace M. Fernandes au poste de président du parti dans le Karnataka. Ces nominations risquent d'être insuffisantes pour insuffler un regain de dynamisme et de combativité au sein du Congrès au moment où celui-ci doit faire face à un mouvement de dissidence mené par M. V.P. Singh, ancien ministre des finances et de la défense et porte-drapeau d'une campagne contre M. Rajiv Gandhi. Les nouveaux promus sont des proches du premier ministre. En Uttar Pradesh, qui est à la fois le fief du premier ministre et celui de M. V.P. Singh, les trois nouveaux secrétaires généraux ont été désignés dans le but de contrer l'ascension de l'ancien « raja » des finances. S'agissant du remaniement du gouvernement (plusieurs postes sont vacants à la suite de démissions), il est probable que celui-ci interviendra aux environs du 20 septembre, date à laquelle M. Gandhi aura achevé sa tournée des régions sinistrées par la sécheresse. — L.Z.

URSS

Mort du « père » du SS-20

La Pravda annonce la mort, le 3 septembre, de M. Alexandre Nadiradze, constructeur de missiles soviétiques, notamment du SS-20. Né en 1914 à Gor, ville natale de Staline et géorgien comme lui, Alexandre Nadiradze s'était spécialisé dans la mise au point de missiles basés à terre et à combustible solide, de l'engin stratégique SS-13, à la fin des années 50, au SS-20 à portée intermédiaire, en passant par le SS-16, premier missile intercontinental mobile, qui fut interdit par les accords SALT II.

Tous les principaux responsables de la grande époque des fusées balistiques sont maintenant décédés, après Korolev, languel en 1971, et Tchoubaïev en 1984.

● Message du président Reagan au chef de l'Etat syrien. — Le président Reagan a transmis par l'intermédiaire de son ambassadeur, M. William Eagleton, une lettre au président syrien Hafez El Assad, portant sur les relations entre les deux pays, apprend-on de source officielle syrienne. C'est la première rencontre entre MM. Assad et Eagleton depuis le retour de ce dernier à Damas, le mercredi 2 septembre. — (AFP.)

Afrique

TCHAD : l'impressionnant bilan du raid sur Maaten-es-Sara

N'Djamena affirme avoir tué plus de 1 700 soldats libyens

Les autorités tchadiennes ont diffusé, mardi 8 septembre, un bilan impressionnant du raid effectué samedi sur la base libyenne de Maaten-es-Sara. Elles annoncent 1 713 cadavres libyens dénombrés, 312 prisonniers de guerre « dont deux mercenaires yougoslaves et un mercenaire est-allemand », plusieurs centaines de fuyards « qui vont sûrement mourir de soif ». Elles font aussi état de la destruction au sol de 22 avions, dont 6 Mig-21 et 4 Mirage, à quoi il faut ajouter plusieurs dizaines de chars détruits ou récupérés. Selon le communiqué, les pertes tchadiennes sont de 65 morts et 112 blessés. Ce bilan est confirmé par les services de renseignements occidentaux à N'Djamena, qui en avaient eu connaissance avant l'annonce officielle, indique l'AFP.

M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat, a implicitement approuvé l'attitude de M. Hissène Habré en déclarant mardi que le « Tchad a conduit une opération limitée contre une base à partir de laquelle il subissait des attaques libyennes ». Pour Washington, l'objectif final « devrait être la restauration de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Tchad ».

Pour sa part, le porte-parole du Pentagone, M. Robert Simms, a souligné, mardi, que les Etats-Unis

poursuivaient actuellement les livraisons d'équipements prévus par l'assistance militaire américaine (32 millions de dollars pour l'exercice budgétaire en cours), qui comprend notamment des véhicules, avions de transport, munitions et armes légères et missiles antiaériens Red-Eye.

M. Simms n'a pas confirmé les informations de l'hebdomadaire *US News and World Report* selon lesquelles Washington envisage de livrer des missiles antiaériens portables Stinger, qui ont fait la preuve de leur efficacité en Afghanistan. « Nous suivons la situation [...] ». Evidemment son évolution aura une influence sur la nature du soutien que nous sommes prêts à offrir », a cependant ajouté le porte-parole.

Il se confirme (le Monde du 9 septembre) que le chef d'état-major particulier du président Mitterrand, le général d'aviation Jean Flcury, a quitté Paris mardi pour N'Djamena.

Alors que l'Elysée n'avait pas fait connaître son point de vue sur les derniers développements au Tchad, M. Jacques Chirac s'est déclaré, mardi sur TF 1, « favorable aux solutions négociées ». Les autorités tchadiennes, a dit le premier ministre, sont fondées à reprendre le contrôle de leur territoire. Elles ont demandé, sur ce point, l'aide de la France (qui leur a apporté et leur apportera son aide). Cela étant, si souhaite que, ce territoire étant, maintenant, garanti, la contestation sur la bande d'Azouzi étant levée par la négociation ou par le recours aux procédures juridiques internationales que l'on connaît, la paix revienne. Chacun doit, maintenant, faire un effort, aussi bien au Tchad qu'en Libye, en faveur du développement de l'économie, des hommes et des femmes de ces pays qui ont souffert. C'est plus utile que de se faire la guerre.

Ce langage a peu de chances d'être entendu à Tripoli, où l'agence Janaf se déclare contre la France et les Etats-Unis, indistinctement. « Le plus grave, affirme l'agence, est que les forces impérialistes ne cachent plus la véritable signifi-

cation de leur présence au Tchad, mais vont désormais plus loin en précisant ouvertement qu'elles entreprennent une action agressive, le Tchad n'étant plus que le point de départ. (...) »

En annonçant officiellement, et à travers son ministère de la défense, qu'elle a tiré des missiles à partir de N'Djamena, la France se comporte comme s'il s'agissait d'un territoire français et comme si les appareils (libyens) poursuivaient des objectifs en France même. (...) La France et les Etats-Unis reconnaissent ouvertement, en recourant à l'escalade militaire, qu'ils sont eux-mêmes derrière l'agression contre la Libye et la violation de sa frontière sud. (...) Il ne s'agit donc plus d'un différend frontalier comme on tente de le suggérer, mais d'une opération d'invasion planifiée visant la Libye.

Tout en préconisant une solution négociée, et en affirmant vouloir se tenir à l'écart du conflit, le premier ministre soudanais, M. Sadek El-Mahdi, a déclaré mardi qu'« au regard du droit, et dans la réalité, la bande d'Azouzi est libyenne ».

La dangereuse escalade

En Algérie, l'officier quotidien en langue arabe *Al Chaab* a mis en cause, mardi, des « mains secrètes » de « forces colonialistes et impérialistes » dans la « dangereuse escalade ». Le journal évoque les « mouvements militaires louches » qui ont été observés en territoire tchadien « directement après la récupération de la ville d'Azouzi par la Jamahiriya libyenne », ainsi que « les armements sophistiqués reçus par N'Djamena pour l'encourager à des actes contraires aux lois internationales ».

Affirmant qu'il « est vraiment désolant qu'un régime africain se mette au service d'intérêts non africains », le journal exprime son inquiétude de voir le conflit entre Tripoli et N'Djamena servir de « cheval de Troie aux forces colonialistes et impérialistes ».

ANGOLA

L'UNITA a enlevé trois Suédois près de Luanda

Les rebelles angolais de l'UNITA ont annoncé, mardi 8 septembre, avoir capturé trois Suédois travaillant sur un projet d'assistance économique, en échange de la libération de prisonniers angolais, échangés à Maputo, « à la demande de l'envoyé spécial du gouvernement français (qui n'est pas identifié) et d'une délégation du ministère sud-africain des affaires étrangères ».

Le geste de l'UNITA s'inscrit dans le cadre d'une action humanitaire », ajoute le communiqué, qui déplore l'indifférence de la communauté internationale concernant le sort de ses membres emprisonnés par le régime de Luanda. « Il reste encore des éléments cubains et d'autres étrangers entre les mains de l'UNITA. Ils sont bien traités. Les Suédois capturés aujourd'hui vont en accroître le nombre », souligne le communiqué, qui déplore « l'hypocrisie de la communauté internationale ».

Le ministre américain avait reconnu des responsables angolais à Luanda il y a deux mois, mais les discussions, qualifiées par lui-même de « perte de temps », n'avaient donné aucun résultat.

● Quatorze libyens tués dans le Kordofan, selon le « Sudan Times ». — Quatorze libyens au moins ont été tués et un grand nombre d'autres blessés dans le Kordofan (ouest du Soudan), lors de heurts qui se sont produits entre les étudiants et la police, a annoncé mardi 8 septembre le quotidien indépendant *The Sudan Times*, sans préciser la date de ces incidents. Ces victimes sont des étudiants du lycée de Dar-El-Kababich (nord du Kordofan). Citant des témoins en provenance de cette région, le journal a affirmé que les policiers avaient ouvert le feu sur les manifestants après avoir tenté de les disperser au moyen de grenades lacrymogènes. Les libyens de Dar-El-Kababich protestent contre le manque d'instituteurs et de matériel scolaire, comme c'est le cas dans les autres régions du Soudan. L'agence sudanaise de presse SUNA (officielle) avait annoncé le 6 septembre que des manifestations et émeutes de libyens et d'étudiants s'étaient étendues les jours précédents dans la région centrale du sud du Soudan, faisant neuf morts. Les autorités ont ainsi été amenées à imposer le couvre-feu dans toutes les villes de la région et à décider la fermeture de toutes les écoles jusqu'à nouvel ordre. — (AFP.)

A L'ONU

Les experts des droits de l'homme lancent un appel en faveur de leurs collègues disparus ou détenus

GENÈVE de notre correspondante

A la grande satisfaction des personnels de l'ONU et de ses institutions spécialisées, la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies a adopté une résolution invitant tout Etat membre à respecter les droits de leurs collègues « détenus, emprisonnés ou retenus dans un pays contre leur volonté » (le Monde du 29 août).

Le texte vise notamment le cas de M. Liviu Bota, directeur de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement, empêché depuis décembre 1985 de quitter la Roumanie pour rejoindre son poste à Genève. Les experts éthiopiens, soviétiques et yougoslaves se sont opposés à cette résolution.

La sous-commission a, d'autre part, adopté au cours de cette session un certain nombre de résolutions, dont celle présentée par les experts américains, britanniques, canadiens, français et néerlandais, recommandant « un accès plus large aux dossiers de la commission de l'ONU pour les crimes de guerre », afin de donner suite aux « efforts faits récemment pour traduire en justice les personnes soupçonnées de crimes de guerre, plus particulièrement au Canada, aux Etats-Unis, en France, en Israël, en République fédérale d'Allemagne, en URSS et en Yougoslavie ».

Dans une autre résolution, elle se félicite de la coopération entre les autorités boliviennes et françaises qui a permis le procès de Klaus Barbie ; elle dénonce la réapparition des idées nazies et demande « à tous les

gouvernements de prendre toutes les initiatives possibles pour mettre fin à la propagande et aux activités néo-nazies ».

La sous-commission a adopté par consensus des résolutions condamnant les pratiques esclavagistes et l'exploitation du travail des enfants, ainsi qu'un texte recommandant l'élaboration d'un instrument international ayant force exécutoire, destiné à éliminer « toutes les formes d'intolérance ou de discrimination fondées sur la religion ou la conviction ».

Deux rapports, ayant trait l'un et l'autre aux droits des détenus, ont retenu l'attention. L'un, présenté par l'expert français Louis Joinet, après examen de la législation de quatre-vingt-deux pays, démontre que dans aucun pays les citoyens ne sont à l'abri de l'arbitraire de l'inter-système administratif. L'autre rapport, établi par l'expert et ancien exilé argentin Leandro Despouy, comporte la liste des « Etats qui, depuis le 1^{er} janvier 1985, ont proclamé, prorogé ou abrogé un état d'exception ». La France y est citée pour ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, ainsi que Wallis et Futuna.

Dans une résolution relative à « la récupération de biens nationaux illégalement soustraits par des personnes coupables de violations des droits de l'homme », les gouvernements des Etats-Unis et de la Suisse ont été priés de coopérer à la « récupération rapide » des biens accaparés par les familles Marcos et Duvalier.

ISABELLE VICHNIAC.

Université Paris XIII
DIPLOME UNIVERSITAIRE DE SPECIALISATION INFORMATIQUE
BASES DE DONNÉES et INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
Stage ouvert aux salariés et aux demandeurs d'emploi niveau DUT informatique
La session 87/88 débute en novembre 1987
Centre de formation continue de l'UTUT de Villemaison - TEL : 48-26-30-59

هنا من الدول

Asie

CHINE : en même temps qu'un rapport d'Amnesty International

Pékin fait état d'une augmentation des cas de violation des droits de l'homme

Les cas de violation des droits de l'homme ont augmenté en Chine. Pour une fois, les autorités de Pékin ont confirmé ce jugement, émis par Amnesty International dans un rapport rendu public le mardi 8 septembre. Selon l'organisation humanitaire, la torture et les mauvais traitements de détenus en général constituent, en dépit des efforts déployés par Pékin pour y mettre un terme, un « problème national ».

Le rapport d'Amnesty rappelle une statistique officielle chinoise qui faisait état, pour les six premiers mois de l'année dernière, de neuf cent quarante-neuf cas de détention illégale, dont cent quarante aggravés de tortures. Outre les services corpo-

rels infligés à des détenus au cours d'interrogatoires qu'énumère Amnesty, certaines méthodes semblent relever d'une pratique assez systématique de la torture par des sections policières : en particulier l'usage d'un « bâton électrique » dont l'existence a été confirmée par la presse officielle de Pékin, ou encore les traitements cruels prolongés comme l'entassement de prisonniers dans des cachots sans accès aux latrines. La police chinoise a, d'ailleurs, réagi en qualifiant, mardi, le rapport de l'organisation humanitaire de « fabrication » et de « calomnie malveillante ».

Amnesty crédite le gouvernement chinois, qui a signé en décembre

dernier la convention des Nations unies contre la torture, d'un effort sans précédent, depuis deux ans, pour tenter de mettre bon ordre dans sa police, par une campagne de presse qu'on aurait eu du mal à imaginer voilà quelques années. De fait, alors que le nouveau rapport d'Amnesty International commençait à être distribué sans embargo, le *Quotidien du peuple*, organe du Parti communiste chinois, a révisé, dans son édition d'outre-mer (à laquelle peu de Chinois ont accès), que le nombre de violations des droits de l'homme avait encore progressé cette année. Plus de deux mille affaires, selon le journal, qui cite un responsable anonyme du parquet suprême, ont été recensées de

janvier à juin. La pratique de la torture, reconnaît-il encore, est souvent le fait de responsables décidés à obtenir des aveux.

Il ne s'agit donc pas là, de toute évidence, de « bavures » isolées, même nombreuses, d'autant que le chiffre fourni par Pékin est invérifiable. Ainsi que l'admet le *Quotidien du peuple*, les enquêtes amènent à rechercher les coupables de tels agissements « rencontrent de nombreuses difficultés ». Ce qu'Amnesty dit en termes plus crus en dénonçant l'indulgence avec laquelle sont traités des cadres du Parti communiste reconnus coupables de telles violations.

Absence de garanties

Le problème de fond semble bien être celui de la place des diverses polices du régime dans la société et l'absence ou l'insuffisance des garanties et recours légaux pour les détenus. Amnesty rappelle le cas de plusieurs détenus qu'elle considère comme des prisonniers politiques, tel le dissident Wei Jingsheng, maintenu au secret dans un isolement complet pendant plusieurs années, au point d'en être fortement affecté mentalement.

La Chine de M. Deng Xiaoping s'est dotée de lois, un progrès notable par rapport à l'ère Mao Zedong, mais pas encore de tous les moyens lui permettant de les faire respecter. La toute-puissante police que le régime communiste avait mise en place en 1949 détient encore l'essentiel des leviers du pouvoir judiciaire et dans bien des cas, fait la loi comme bon lui semble.

En conclusion de son rapport, Amnesty International « recommande » une séparation effective des pouvoirs de police et de justice, et souligne la nécessité d'une révision des procédures « administratives » qui permettent aux policiers de détenir n'importe qui sans en saisir obligatoirement le faible appareil judiciaire.

Pékin répondait autrefois par un silence complet aux admonestations des organisations de défense des droits de l'homme. Le ton nouveau de sa presse sur ce sujet traduit donc un progrès.

F. D.

SRI-LANKA : les suites de l'accord de paix

L'Inde accorde une aide économique à Colombo

NEW-DELHI de notre correspondant

L'Inde a décidé d'accorder une aide de 450 millions de roupies (1) à Sri-Lanka. M. N.T. Tiwari, ministre indien des finances, a annoncé cette décision, lundi 7 septembre, à New-Delhi, à l'ouverture des travaux de la commission mixte indo-sri-lankaise. Cette aide prendra la forme de dons (pour un montant de 250 millions de roupies) destinés à la réhabilitation des provinces du Nord et de l'Est ravagées par quatre années de guerre, et de prêts pour une valeur de 200 millions de roupies.

Le gouvernement de Colombo, de son côté, a évalué ses besoins à environ 600 millions de dollars au cours des trois prochaines années. Plusieurs pays, notamment les États-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Suède, ont fait savoir qu'ils étaient prêts à répondre à cet appel, ainsi que la Banque mondiale, dont l'enveloppe sera fixée en décembre prochain.

Dans un premier temps, l'assistance de l'Inde concernera notamment la remise en service de la liaison maritime entre les deux pays. Celle-ci est urgente, à la fois pour permettre le retour à Sri-Lanka des

réfugiés tamouls et pour relancer le tourisme. M. Tiwari s'est déclaré « très content » des progrès réalisés dans la mise en place de l'accord de paix, le processus évoluant, selon lui, de façon satisfaisante.

La situation dans l'île ne semble pas justifier cet optimisme. A Jaffna, une journée de deuil a été observée lundi à la suite d'agressions commises sur des militants de la principale organisation tamoule, les Tigres (LTTE), par d'autres groupes séparatistes. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté pacifiquement devant les camps occupés par la force indienne d'interposition pour protester contre la « partialité » des soldats indiens.

De son côté, la presse indienne de mercredi a rapporté que, dans la nuit de lundi à mardi, quatorze nouveaux meurtres ont été commis au cours de deux incidents dans la province du Nord. Dans le premier cas, quatre prêtres catholiques ont été tués et trois autres blessés au cours d'une embuscade tendue par un groupe non identifié. Dans le second, les Tigres, selon des informations en provenance de Colombo, seraient à l'origine du meurtre de neuf militants d'un groupe rival, le PLOTE (Organisation de libération du peuple de l'Est tamoul).

Les Tigres dénoncent, en ce qui les concerne, l'absence de réaction indienne devant les meurtres de leurs militants (sept tués depuis vendredi dernier), la recolonisation des zones tamoules par la majorité cinghalaise, ainsi que l'ouverture de commissariats de police cinghalais à Jaffna et dans la province de l'Est. Enfin, ils se plaignent de l'état de leurs militants qui viennent d'être libérés des prisons cinghalaises. Plusieurs d'entre eux ont affirmé qu'ils ont été torturés pendant leur détention.

D'autre part, les négociations pour la mise en place d'une administration intérimaire dans les provinces du Nord et de l'Est semblent actuellement bloquées. Sur les dix membres du futur conseil de gouvernement, les Tigres n'ont, en effet, obtenu que trois représentants alors qu'ils exigent une représentation majoritaire. Si le mouvement tamoul modéré, le TULF, accepte de n'avoir que deux représentants, ce revanche les extrémistes de l'EROS (jusqu'à là allié des Tigres) ont fait savoir qu'ils refusaient de faire partie du conseil tant que chaque groupe tamoul ne disposerait pas d'une représentation égale.

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 roupie indienne = 0,46 F.

Amériques

ÉTATS-UNIS

Terrorisme et sécurité au menu de la visite de M. Pasqua

Jan Krauze prend cette semaine ses fonctions de correspondant à Washington, en remplacement de Bernard Guetta, qui rentre à Paris.

WASHINGTON de notre correspondant

Le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, en visite aux États-Unis pour trois jours, a examiné, mardi 8 septembre, avec divers responsables américains les « mesures destinées à renforcer la coopération franco-américaine » en matière de lutte contre le terrorisme.

Comme il est naturel, M. Pasqua — qui a notamment rencontré l'attorney général (ministre de la justice), Edwin Meese, et le chef du Conseil national de sécurité, M. Frank Carlucci — s'est soigneusement appliqué à ne rien révéler des accords envisagés. Ces « mesures pratiques » devaient d'ailleurs être l'objet d'entretiens plus techniques, mercredi, avec les responsables du FBI et de la CIA.

M. Pasqua a cependant annoncé qu'on en verrait « sans doute quelques résultats à bref délai », et il a surtout fait valoir qu'à présent les

Américains avaient beaucoup de « considération » pour les Français et semblaient même les tenir pour « les leaders européens dans le domaine de la lutte antiterroriste », ce qui, selon lui, était loin d'être le cas « avant mars 1986 ».

Le ministre de l'intérieur répondait à une invitation de M. Meese, et son séjour aux États-Unis fait suite au sommet antiterroriste qui s'est tenu à la fin mai à Paris. Mais M. Pasqua a eu à Washington des entretiens d'un caractère plus général, par exemple avec le vice-président George Bush. Il a été question du Golfe, du Proche-Orient, du Tchad aussi, mais, là encore, M. Pasqua n'a pas voulu en dire plus.

En la personne de M. Bush, le ministre français ne rencontrait d'ailleurs pas seulement le vice-président des États-Unis, mais aussi l'un des candidats les plus sérieux à l'investiture républicaine pour la prochaine élection présidentielle. Il devait aussi s'entretenir avec un autre candidat déclaré, le général Haig, ancien secrétaire d'État, et d'autres prétendants républicains, en particulier le sénateur Robert Doi.

JAN KRAUZE.

Population record dans les prisons américaines. — Le nombre élevé d'incarcérations au cours des six premiers mois de 1987 a fait progresser la population pénale américaine de 4,7 % jusqu'au chiffre record de 570 500 détenus, selon un communiqué publié le 6 septembre par le ministère de la justice. — (AFP.)

Le nouveau d'un magnat de la presse assassiné. — Stephen Small, nouveau de Len Small, président de Small Newspapers Inc., a été enlevé et retrouvé mort après avoir été enterré vivant dans une caisse en bois par ses ravisseurs, qui exigeaient une rançon de 1 million de dollars, a déclaré, samedi 5 septembre, la police de Kankakee, dans l'Illinois, où s'est découvert le corps. Trois suspects ont été placés en garde à vue. — (AFP.)

Le président colombien hospitalisé à Séoul. — Le président colombien Virgilio Barco, qui devait effectuer une visite officielle à Séoul avant de poursuivre son voyage en Chine et aux Philippines,

a dû être opéré d'urgence d'une péritonite peu après son arrivée dans la capitale sud-coréenne. Il a décidé de regagner Bogota dès qu'il serait complètement rétabli, a-t-on annoncé officiellement dans la capitale colombienne le mardi 8 septembre. A l'escalier d'Anchorage, le président Barco s'était plaint de douleurs. Son opération, qui a duré deux heures, s'est déroulée de façon satisfaisante. Une équipe de médecins colombiens a quitté Bogota pour Séoul afin d'organiser le rapatriement de M. Barco, âgé de soixante-six ans. — (AFP, Reuters, AP, UPI.)

Au moins trente morts lors du naufrage d'un bateau en Amazonie brésilienne. — Au moins trente personnes auraient péri lors du naufrage d'un bateau de passagers, mardi 8 septembre, sur le fleuve Tapajós, en Amazonie. Le bateau, qui transportait une centaine de personnes, se serait brisé en deux après avoir heurté un tronçonneau flottant à la surface des eaux du Tapajós, un affluent de l'Amazonie. — (AFP.)

Proche-Orient

LA GUERRE DU GOLFE : mettant fin à une accalmie de quatre jours

L'Irak a lancé de nouveaux raids contre des pétroliers au large de l'île de Kharg

A quelques jours de la visite que le secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar, doit effectuer à Téhéran et à Bagdad, les Irakiens ont mis fin à une accalmie de quatre jours en lançant, mardi 8 septembre, des raids simultanés contre deux « importants » objectifs navals : un pétrolier dans les communiqués irakiens — au large du terminal iranien de l'île de Kharg.

Selon un porte-parole irakien, les chasseurs irakiens ont touché en fin de soirée ces deux navires, qui se trouvaient dans la zone d'attente, située à l'est de Kharg. Tous les appareils irakiens avaient regagné leurs bases sans dommage. Les sources maritimes à l'écoute permanente des appels en provenance des navires en difficulté dans le Golfe n'ont pas été en mesure de confirmer pour l'instant ces attaques. Les pétroliers irakiens ont affirmé par le message de détresse en cas d'attaque.

En dépit de l'annonce de cette double attaque irakienne, les pétroliers japonais continueront de naviguer dans le Golfe. Les neuf pétroliers avec équipages japonais, qui sont entrés mercredi dans les eaux du Golfe, se dirigent « lentement » vers leurs destinations, a précisé un porte-parole de l'Association japonaise des compagnies de navigation. Celle-ci a indiqué qu'il n'y aurait pas de changement dans la position de l'Association, qui avait décidé mardi, en accord avec le syndicat japonais des marins, de laisser les navires nippons naviguer dans la partie orientale du Golfe pendant le jour.

Sur le plan diplomatique, l'attention se porte vers Moscou, où le vice-

ministre iranien des affaires étrangères, M. Laridjani, poursuit ses entretiens. Il a été reçu mardi par M. Edoard Chevardnadze, le responsable des affaires étrangères soviétique, et par M. Nikolai Rijkov, le président du conseil. A l'issue de ces entretiens, M. Gennadi Gerasimov, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a déclaré que « la partie soviétique avait insisté sur l'urgence de mettre fin à la guerre irano-irakienne », ajoutant que l'URSS était en faveur « d'un règlement juste du conflit par des moyens politiques et sur la base de la résolution 598 du Conseil de sécurité des Nations unies ».

M. Tarek Aziz, vice-premier ministre et ministre irakien des affaires étrangères, a fait savoir pour sa part dans une interview à paraître jeudi dans la revue *Paris-Bagdad Magazine* que l'Irak est « prêt à aller devant la Cour internationale de justice de La Haye afin de déterminer les responsabilités dans le déclenchement de la guerre irano-irakienne ».

A Washington, le Pentagone a indiqué mardi que les opérations aéronavales américaines dans le Golfe entraîneront pour la marine américaine un coût supplémentaire de 15 à 20 millions de dollars par mois. Pour l'année fiscale 1987 qui se termine le 30 septembre, ce coût supplémentaire va approcher 70 millions de dollars, selon une lettre du Pentagone envoyée aux commissions compétentes du Congrès. Le Pentagone prévoit de présenter « une demande de rallonge budgétaire » au cours de l'exercice fiscal 1988, et les autorités redoutent qu'une telle requête ne relance au Congrès le débat sur l'opportunité de l'opération du Golfe. — (AUF-UPI.)

M. Arafat appelle Israël à « l'entendre » pour la tenue d'une conférence sur le Proche-Orient

Genève (Nations unies). (AFP). — Le président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), M. Yasser Arafat, a appelé, mardi 8 septembre, Israël à tenir compte de l'unanimité internationale qui se manifeste pour la première fois sur la tenue d'une conférence sur le Proche-Orient et à discuter avec ses adversaires.

« L'occasion est bonne pour la tenue d'une telle conférence. Même les États-Unis en ont accepté le principe. Israël doit l'entendre », a déclaré M. Arafat, qui tenait une conférence de presse dans l'enceinte du Palais des Nations à Genève, où il assiste à une conférence des Organisations non gouvernementales (ONG) sur la Palestine. Prié de dire si, en acceptant les résolutions 242 et 338 des Nations unies ainsi qu'il l'avait fait dans son discours inaugural il reconnaissait le droit à l'existence d'Israël, M. Arafat, sans répondre directement, a expliqué que l'objectif était non pas de discuter avec les pays arabes — avec lesquels le contact se fait par d'autres canaux — mais avec « nos adversaires, avec ceux contre qui nous luttons depuis 1948 ».

A ses yeux, cette conférence, qui se tiendrait à Genève, mais cette fois sous les auspices de l'ONU, devrait grouper, outre le secrétaire général de l'Organisation ou son représentant, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (États-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France) et toutes les parties au conflit, le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Égypte, l'OLP et « également Israël ».

M. Arafat a rejeté l'idée d'intégrer les Palestiniens dans une délégation jordanienne et estimé que les Nations unies « ne pouvaient commettre l'erreur » d'accepter une telle idée. L'OLP représente les Palestiniens et a un statut d'observa-

teur à l'ONU, a ajouté M. Arafat, avant de réaffirmer qu'en l'absence des cinq millions de Palestiniens « il ne saurait y avoir de paix juste, durable et globale » au Proche-Orient.

Accolades

D'autre part, M. Charlie Biton, le député israélien appartenant aux communistes, a affirmé que M. Arafat lui avait demandé de transmettre un message oral aux dirigeants israéliens, dans lequel il pose trois conditions pour reconnaître l'État d'Israël et négocier avec lui.

M. Biton a refusé de révéler ces trois conditions. Il a seulement indiqué que M. Arafat estimait que si elles étaient acceptées par MM. Itzhak Shamir et Shimon Pérès — respectivement premier ministre et ministre des affaires étrangères d'Israël — elles constitueraient la base des futures négociations.

Président du mouvement des Panthères noires créé en 1971, qui a constitué un front commun avec le Parti communiste, M. Biton a précisé qu'il demanderait à voir M. Shamir dès son retour en Israël jeudi. M. Arafat s'était entretenu dans la journée de lundi avec quatre députés à la Knesset : MM. Matti Peled et Mohammed Miari, de la Liste progressiste pour la paix, M. Charlie Biton et M. Tawfik Zayyad, maire de Nazareth et député communiste. Lors d'une réception qu'il offrait ensuite dans un grand hôtel de Genève, le chef de l'OLP a donné de larges accolades à ses hôtes israéliens et les a félicités pour leur courage « car à leur retour au pays, ils auront à faire face à des difficultés ». Israël, en effet, interdit à un parlementaire d'entretenir des relations avec l'OLP sous peine de sanctions.

La « guerre du cinéma » israélienne (suite)

La mobilisation des religieux semble payante

JÉRUSALEM de notre correspondant

« On ne peut pas les laisser continuer comme cela toutes les semaines. » Le propos de l'officier de police témoigne d'une incontestable lassitude : pour la septième semaine consécutive, les rues de Jérusalem ont été, le 5 septembre, le théâtre d'affrontements, parfois violents, entre forces de l'ordre et religieux orthodoxes, hostiles à l'ouverture des salles de cinéma le vendredi soir, au début du sabbat. Paradoxe : rarement la ville aura connu sabbats aussi animés que depuis cette interminable « guerre du cinéma » menée par les religieux au nom de la sauvegarde de la sérénité du repos hebdomadaire.

Le scénario ne change guère, mais les affrontements sont plus durs. Appelés, par affichettes, à protester « massivement » contre la « désacralisation du sabbat » que constituerait l'ouverture des cinémas, les « noirs » (comme on appelle les religieux) sortent de leurs quartiers, le samedi en fin d'après-midi ; en famille, ils se regroupent à la limite des secteurs « laïques », le long de frontières invisibles, mais parfaitement connues de tous, et qui marquent l'évolution d'un paysage urbain où les zones dominées par les orthodoxes ne cessent de s'agrandir.

Le premier ministre, et chef de la droite, M. Itzhak Shamir, le secrétaire général du Parti travailliste, M. Uzi Baran, et le président, M. Herzog, ont, eux aussi, estimé que la singularité de Jérusalem justifiait que le sabbat y soit observé avec plus de rigueur que dans les autres villes du pays.

C'est qu'à la pression de la rue, les orthodoxes ont ajouté des arguments plus politiques et tout aussi frappants : leurs représentants au conseil municipal ont démissionné cette semaine de la liste du maire, et certains d'entre eux parlent d'organiser un boycottage des impôts locaux.

ALAIN FRACHON.

Dossier spécial

LE GUIDE DE LA MICRO-INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE

85 ordinateurs comparés.

Amériques

ÉTATS-UNIS

Les incertitudes d'une campagne électorale présidentielle désertée par la classe politique

Cette fois, c'est sûr, il ne se re-présentera pas. M. Gary Hart l'a confirmé officiellement, le mardi 8 septembre, au cours d'une grande conférence télévisée en direct sur la chaîne ABC. Voilà qui met un terme aux spéculations sur le retour dans la course à la Maison Blanche de l'ancien favori à l'investiture démocrate, obligé de se désister, le 8 mai dernier, après que la presse eut révélé ses aventures extra-conjugales. La confusion qui plane sur cette élection présidentielle en est-elle dissipée pour autant ? Pas vraiment. Un sondage publié, lundi, par le magazine *Time* ne montre-t-il pas que 41 % des électeurs démocrates persistent à souhaiter justement que M. Hart redevenne candidat, reportant, à défaut, leurs préférences sur le pasteur noir Jesse Jackson, qui recueille, pour sa part, 26 % des suffrages ? Un ancien favori plébiscité « à titre posthume » et un outsider encouragé « à titre gratuit » (les espoirs de M. Jackson d'arriver à la présidence paraissant à l'évidence très limités) : le choix des électeurs démocrates a de quoi surprendre.

Ce n'est pas la seule anomalie dans cette campagne électorale déconcertante, qui, à cinq mois de son véritable coup d'envoi, en février prochain dans les réunions de partis de l'Iowa et les primaires du New-Hampshire, reste étrangement absente du débat politique. Elle n'y figure presque qu'en « négatif », les seules réflexions qu'elle inspire n'ayant d'autre objet que les désistements successifs ou les actes de non-candidature des concurrents les plus attendus.

Crise de vocation particulièrement sensible chez les démocrates, où aucune des grandes figures du parti n'a jugé bon de se présenter. Que ce soit le sénateur Edward Kennedy, les sénateurs Bradley du New-Jersey, Nunn de Géorgie, Bumpers de l'Arkansas ou encore le populaire gouverneur de New-York, M. Mario Cuomo. Serait-ce l'année des refus ? ironise *Time*.

Cependant, ils ne sont pas moins de sept candidats relativement anonymes, qui sillonnent depuis les mois les formes de l'Iowa et les épreuves du New-Hampshire, en quête de

cette reconnaissance nationale qui leur fait tant défaut, s'échinant à attirer l'attention des médias peu enclins jusqu'ici à l'enthousiasme électoral. Justice leur a été rendue : la presse ne les appelle plus que les « sept nains démocrates ». Faut-il tous les citer ? Outre le révérend Jackson, les sénateurs Biden (Delaware), Gore (Tennessee), Simon (Illinois) ainsi que le représentant du Missouri, M. Gephardt, l'ancien gouverneur de l'Arizona, M. Bruce Babbitt, et le gouverneur du Massachusetts, M. Michael Dukakis. Que dire d'autre ? A trente-neuf ans, M. Gore est le plus jeune ; M. Biden, le plus en vue (à la tête de la commission judiciaire du Sénat, il se trouvera la semaine prochaine au cœur de la bataille contre la confirmation de la nomination du juge ultra-conservateur Bork à la Cour suprême) ; et M. Dukakis, peut-être en raison de la réussite économique de son État, le troisième choix des électeurs démocrates, derrière le « favori par défaut », M. Jesse Jackson...

Renoncement pour « raisons financières »

Paradoxalement, face à cette « cuvée électorale » un peu décevante, jamais élection n'aura été plus ouverte. Ce sera même la première fois en vingt ans que le président sortant ayant accompli ses deux mandats, il ne pourra se représenter, ne laissant même par d'héritier indiscutable. Car, si M. George Bush, l'actuel vice-président, arrive, avec 45 % des suffrages, largement en tête d'un peloton de candidats républicains lui aussi largement cloué, il lui reste à vaincre la méfiance des républicains de la première heure. Ceux-ci n'ont pas oublié la campagne féroce qu'il avait menée aux primaires républicaines de 1980 contre M. Ronald Reagan et la naïve simplicité de ses « recettes économiques vaudou ».

Du coup, cette ouverture inhabituelle rend plus évidente encore la désaffection d'une certaine classe politique. Désaffection à laquelle n'est pas étrangère le coût croissant d'une campagne de plus en plus

assujettie à une technologie dispendieuse. L'exemple malheureux de l'ancien candidat démocrate John Glenn à la présidentielle de 1984, qui n'en finit pas de rembourser ses 3,5 millions de dollars de dettes, incite à réfléchir. Même un Paul Laxalt, ami personnel du président Reagan, dont il se disait aussi l'héritier, a renoncé à sa candidature « pour des raisons financières ». Et l'on ne cachait pas dans l'entourage de M. Gary Hart, dont les finances n'ont jamais été équilibrées, que son fameux « retour » lui aurait à tout le moins permis de se qualifier pour l'octroi des fonds fédéraux alloués aux candidats. Même si le trésor de guerre de M. Bush (9,4 millions de dollars, soit le double de celui de son concurrent le plus proche, le leader du groupe républicain au Sénat M. Robert Dole), n'explique évidemment pas la faveur dont il jouit dans les sondages, on peut se demander si, en dépit d'un arsenal de lois électorales, la Maison Blanche ne va pas finir par devenir une charge adjugée au plus offrant. A cet égard, il est significatif de voir surgir les soudains appétits politiques de deux grosses fortunes républicaines : le prédateur évangéliste Pat Robertson, candidat avoué à la présidence ; ou encore le magnat de l'immobilier, M. Donald Trump, qui s'est offert pour 95 000 dollars une page entière dans les trois plus grands quotidiens américains pour critiquer la politique étrangère de l'administration avant d'aller faire, lui aussi, le pèlerinage du New-Hampshire.

Jouer

les « réserves »

Sans doute faut-il aussi prendre en compte l'exposition, parfois contestable, de la vie privée des candidats, qui en a découragé plus d'un. A commencer par le prudent gouverneur Cuomo, « écorché », disait-il, par les mésaventures de M^{me} Geraldine Ferraro, la coépicière de M. Walter Mondale sur le « ticket » démocrate à la dernière présidentielle, à qui l'on reprochait les obscurités de la feuille d'impôts de son mari... Tout le monde n'a pas la solide santé du sénateur de l'Illinois, M. Simon (le plus libéral des

« sept nains »), pour répondre aux questions trop indiscrètes : « C'est la présidence que je vise, pas la beauté-féerie ! »

Mais plus que tout, c'est le besoin profond de se redéfinir, au sortir de huit ans de réaganisme, qui agite les partis. Il vend du même coup les perspectives électorales très volatiles et déroute les candidats les plus chevronnés, qui préfèrent, plutôt que de prendre un mauvais départ, jouer les « réserves » en se réintégrant dans leurs bastions au Congrès. Quitte, certains l'espèrent, à en sortir le moment venu quand le champ de bataille se sera éclairci.

Ce pourrait être le cas du sénateur de Géorgie, M. Nunn, qui a préféré rester à la tête de la commission des forces armées plutôt que de se faire le champion qu'avaient espéré les démocrates pour reconquérir un Sud depuis longtemps rombé dans l'escarcelle des républicains. Ce pourrait être aussi le cas de M. Gary Hart. Des aveux s'oublient plus vite que des soupçons. Et pour avoir « avoué ses péchés », l'ancien favori n'en conclut pas moins que « le plus grand d'entre tous est de ne pas utiliser ses talents ».

Là encore, c'est du côté démocrate que la partie s'annonce la plus difficile. Certes, depuis le combat d'arrière-garde mené à la dernière présidentielle par M. Mondale, les démocrates ont cherché à se défaire de cette image passiviste d'un parti trop inféodé aux groupes de pression qui avaient fait sa force. Mais personne, semble-t-il, pas même M. Jesse Jackson et son nouveau message populiste, n'a encore trouvé la recette pour appropriser, entre autres, cette génération du *baby-boom*, qui, d'après les experts, représente 60 % de l'électorat. Un électeur moins sensible aux idéaux de la « grande société » démocrate qu'à un certain réalisme économique qui l'a poussé à voter Reagan. Et à cet égard, pour avoir sur ses concurrents l'avantage de s'être déjà fait un nom, M. Hart, qui avait pu prendre le temps de se constituer un programme, était, ne serait-ce là encore que par défaut, le mieux armé pour l'affronter.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

La montée des oppositions au Congrès annonce une rentrée difficile pour M. Reagan

WASHINGTON
correspondance

Le président Reagan commence le dernier chapitre de son second et ultime mandat dans un climat incertain. La rentrée parlementaire, mercredi 9 septembre, s'annonce difficile en effet pour le président, dont l'autorité est maintenant contestée sur plusieurs fronts. A l'opposition des démocrates, majoritaires au Congrès, s'ajoute celle des éléments de l'aile droite du Parti républicain, qui lui reprochent d'avoir failli à son message original et de faire preuve de mollesse tant à l'égard des démocrates que de l'Union soviétique.

Le président passera sûrement outre les objections de la droite, notamment en ce qui concerne le problème de la vérification, pour arriver à un accord avec le Kremlin sur les fusées intermédiaires. La Maison Blanche espère que ce traité, décrit comme « la plus haute priorité » de l'action gouvernementale, pourra être signé d'ici à la fin de l'année, probablement en novembre, à Washington, à l'occasion de la visite éventuelle de M. Gorbatchev.

L'autre priorité, en matière de politique étrangère, concerne l'aide intermédiaire aux « contras ». Le président Reagan espère obtenir du Congrès qu'il approuve une aide « humanitaire » à partir du 30 septembre — date à laquelle les crédits actuels seront épuisés — pendant qu'auront lieu les négociations sur le cessez-le-feu. Le président souhaite également faire approuver les crédits d'assistance militaire qui seront bloqués sur un compte spécial pour n'être utilisés que si les négociations sur le plan de paix Arias échouaient. Mais le Congrès, sensible aux fluctuations de l'opinion publique qui, d'après les sondages, reste en majorité hostile à l'aide aux « contras » (l'effet de la spectaculaire déposition du colonel North s'est rapidement dissipé) reste très réservé.

Sur le plan intérieur, le président va livrer une bataille difficile pour la confirmation de la nomination du juge Bork à la Cour suprême. Le débat politique des prochaines semaines va se cristalliser autour de

cette promotion, à laquelle s'opposent vigoureusement des démocrates « libéraux » et de nombreuses associations craignant que le juge Bork ne fasse définitivement pencher la Cour suprême dans le sens du conservatisme social. Telle est justement la raison de la lutte menée par les républicains en faveur de la nomination de M. Bork qui, à leurs yeux, doit préserver l'héritage du « réaganisme » dans les années à venir.

Le courant protectionniste

Le président doit également livrer un combat d'arrière-garde au sujet du Trade Bill. Ce projet voté par les deux Chambres est fortement protectionniste, et les récentes statistiques indiquant un accroissement du déficit commercial ne peuvent que renforcer le courant protectionniste au Congrès. Le président a annoncé qu'il opposera son veto à un projet qui limite ses pouvoirs dans le domaine de la politique commerciale, mais, étant donné le climat actuel, il est douteux qu'il puisse réunir une majorité des deux tiers pour confirmer son veto.

Au sujet du budget, le président Reagan ne paraît pas, jusqu'à nouvel ordre, s'engager sur la voie d'un compromis avec la majorité démocrate. En particulier, il n'envisage pas une augmentation des impôts ni la réduction des dépenses militaires.

Ainsi, les sept derniers mois de son mandat s'annoncent laborieux. Le président Reagan souffre toujours des séquelles de l'« Irangate », comme en témoignent les sondages confirmant sa perte de crédibilité. Sans doute, le président peut-il compter sur la lassitude et l'oubli du public, mais la publication, attendue au début d'octobre, du rapport de la commission d'enquête parlementaire et, plus encore, les premières poursuites judiciaires qui pourraient être décidées contre ses anciens collaborateurs, entretiendront les doutes de l'opinion sur son aptitude à gouverner.

HENRI PIERRE.

Mr. FINANCEMENT,
LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

Mr. Financement

Vous êtes sur le point d'acheter une voiture. Hesitant entre les différentes possibilités qui vous sont offertes : Crédit, Location avec Option d'Achat, Crédit Bail... vous avez du mal à savoir quelle est la formule de financement qui vous convient. Mr. Financement est là pour ça : Pour vous informer, expliquer,

conseiller et vous permettre de choisir la meilleure formule de financement possible, en fonction de vos envies et moyens. Renault a créé Mr. Financement exclusivement pour vous. Mr. Financement est à votre service. Vous pouvez l'interroger gratuitement par téléphone.

05.25.25.25

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

هنا من الذل

... des oppositions au Congrès
... une rentrée difficile
... pour M. Reagan

Il y a du nouveau dans l'air.



L'une des flottes les plus modernes du monde s'équipe aussi en France. Car la haute technologie a la côte chez Lufthansa. Toulouse est la ville natale des Airbus, ces avions qui jouent un rôle essentiel dans notre flotte d'avant-garde.

En effet, fidèle à sa réputation de compagnie à la pointe du progrès, Lufthansa a d'ores et déjà signé une commande pour la livraison de 15 long-courriers du type A 340 dont l'exploitation est prévue en 1992. Par ailleurs, 15 moyen-cour-

riers du type A 320 seront mis en service en 1989. Dès aujourd'hui, 19 Airbus A 300 et A 310 volent déjà pour Lufthansa. Et pas seulement entre la France et l'Allemagne. Bienvenue à bord.



Lufthansa

NT,
AULT.





Jean-Paul II à New-York en octobre 1979

Enquête

LE VOYAGE DU PAPE

Jean-Paul II devrait commencer, jeudi 10 septembre, son deuxième voyage pastoral aux Etats-Unis. Il visitera en dix journées neuf villes : Miami (Floride), Columbia (Caroline du Sud), La Nouvelle-Orléans (Louisiane), San-Antonio (Texas), Phoenix (Arizona), Los Angeles, Monterey et San-Francisco (Californie) et Detroit (Michigan). Hormis pour ce qui est de la capitale de l'automobile américaine sise au cœur des Grands Lacs quasiment à la frontière du Canada, les étapes du pape se situent toutes dans le sud et l'ouest du pays. Ce nouveau déplacement vise, en effet, à « couvrir » toute une partie du territoire qui n'avait pas été visité lors du premier voyage, en 1979.

En fin de parcours, le pape fera un « crochet » de plusieurs milliers de kilomètres vers les territoires du nord-ouest canadien, au village de Fort-Simpson (1 500 habitants), pour rencontrer des Amérindiens et des Inuits (Esquimaux) qu'il avait dû, en 1984, en raison de conditions météorologiques exécrables. Le retour à Rome est prévu pour le 21 septembre.

Avec ses 30 000 kilomètres, ce voyage s'annonce comme l'un des plus longs du pontificat. Ce sera aussi l'un des déplacements les plus difficiles pour Jean-Paul II, puisque à chaque étape sont prévues des démonstrations d'hostilité, qui, il est vrai, devraient

demeurer contenues. Juifs à Miami, fondamentalistes protestants à Columbia, homosexuels à San-Francisco devraient se faire voir et entendre, mais aussi, ici et là, des religieuses en désaccord avec certains aspects « machistes » de la conduite de l'Eglise catholique.

Comme à son ordinaire, Jean-Paul II fera face à toutes les contestations en présentant « le magistère dans toute son intégrité, sans compromissions », a averti Mgr Jan Schotte, secrétaire du synode, lors d'une récente réunion de présentation de ce voyage. Cet « enseignement clair », a précisé le prélat, ne devra certes pas être interprété comme « un acte d'accusation », mais le pape ne peut pas non plus laisser croire « qu'on puisse modeler l'Eglise chacun selon ses désirs, en faire une Eglise pour tous les goûts ». L'inculturation, a conclu Mgr Schotte, « signifie certes l'incarnation du message dans une culture donnée, mais aussi la volonté d'imprégner cette culture des valeurs de l'Evangile et donc le refus de tout ce qui n'est pas compatible avec l'Evangile et la nature de l'Eglise ». Un discours qui sera certes difficile à comprendre dans un pays où les catholiques eux-mêmes sont de longue date imprégnés des valeurs de « libre examen » et de « relations personnelles avec le Seigneur » qui sont celles des diverses « dénominations » protestantes majoritaires.

La manifestation des juifs contre le pontife, qui avait reçu en juin le président autrichien Kurt Waldheim, soupçonné d'avoir un passé

Des catholiques fidèles et rebelles

(Suite de la première page.)

Forts du poids acquis dans le pays, au point de devenir une sorte de « conscience morale collective » plutôt orientée à gauche dans une société à majorité conservatrice (1), les catholiques américains semblent en effet s'accommoder de plus en plus mal de la tutelle romaine et ils le font savoir. Le désaccord est triple : il porte principalement sur les questions de l'autorité du clergé, de la morale sexuelle et du rôle des femmes.

L'affaire Hunthausen

Autorité du clergé : la « brutalité » avec laquelle, en septembre 1986, le Vatican a réglé son sort à Mgr Hunthausen, archevêque de Seattle, dénoncé à Rome par des groupes intégristes archimondiaux, a beaucoup surpris et choqué aux Etats-Unis, en dehors même de l'Eglise. Sanction rarissime, le pouvoir de cet évêque, principal rédacteur de la lettre pastorale de 1983 sur la dissuasion nucléaire, proche des milieux pacifistes et homosexuels catholiques, a été coupé en deux parts inégales, au profit d'un auxiliaire, Mgr Wuerl, bien connu à Rome où il avait été le secrétaire d'un cardinal de curie américain, héritant des tâches principales d'animation du diocèse.

Alors que cet auxiliaire était chahuté à chacun de ses déplacements, la dernière assemblée plénière d'évêques réservait une longue ovation à son collègue sanctionné. Prenant acte de cette mauvaise humeur, le Vatican a fini par céder : au printemps dernier, l'auxiliaire a été muté et l'archevêque de Seattle a retrouvé tous ses pouvoirs, assisté toutefois d'un coadjuteur. « Il aurait été autrefois inimaginable que le Vatican cède ainsi à la pression d'un diocèse et d'un évêque », reconnaît le Père Vincent O'Keefe, de l'université Fordham des Jésuites, à New-York.

Quoi qu'il en soit, l'attitude de l'Eglise par rapport à l'homosexualité demeure un sujet de nervosité. Depuis plusieurs années, des prêtres et des évêques — comme Mgr Hunthausen, mais il n'était pas le seul, — avaient semblé cautionner des groupes catholiques homosexuels, dont le plus connu est « Dignity ». A New-York, des messes étaient même célébrées pour eux à la paroisse Saint-Joseph, près de Greenwich Village, à Saint-François Xavier ou à Saint-Augustin, dans le diocèse de Brooklyn, dont l'évêque, Mgr Mugavero, avait écrit quelques mois plus tôt une lettre ouverte, pleine de « compassion » pour les homosexuels.

Compassion ou... complaisance ? Ces initiatives ont été autoritairement interrompues au lendemain de la publication, le 1^{er} novembre dernier, par la congrégation romaine chargée de la doctrine catholique, d'un docu-

ment sur l'homosexualité qui, de l'avis général, visait spécialement la situation américaine. Contraint au silence dès 1973 pour un livre sur l'homosexualité, le jésuite John Mac Neill a été évincé de la compagnie. « Dans une ville comme New-York où ils ne sont pas loin des 10 %, et à un moment où le SIDA isole un peu plus, l'Eglise n'a plus aucun ministère pour les gays », regrette ce prêtre de Greenwich Village.

Illustrant les limites imposées à la liberté d'enseignement et de recherche, une autre affaire a ému la communauté théologique. Son enseignement à l'université catholique de Washington ayant été jugé trop tolérant à l'égard de l'homosexualité, de l'avortement et du divorce, le professeur Charles Curran a été privé de sa chaire en août 1986. « La majorité des moralistes américains partagent pourtant ses convictions », commente le Père Thomas Clarke, jésuite, à savoir que toute norme doit supporter des exceptions. Charles Curran a engagé un procès contre son université.

Départ de 55 000 religieuses

« Et pourquoi pas un document sur les femmes ? » Les mouvements féministes ont bondi dès qu'ils ont appris la décision

Pragmatisme contre dogmatisme ? Cette Eglise, l'une des plus influentes et les plus riches du monde, s'accommode de plus en plus mal de la tutelle romaine. Le contentieux se développe sur l'autorité du clergé, la morale sexuelle et le féminisme.

des évêques de rédiger une lettre pastorale sur la place des femmes dans l'Eglise, qu'ils qualifient volontiers de « société mâle et chauvine ». « Les questions déterminantes sont posées par les hommes et ce sont toujours des hommes qui y répondent », dit Sœur Camille d'Arienzo.

Certes, les femmes ne sont pas inactives. Elles distribuent l'eucharistie, portent la communion aux malades, enseignent dans les établissements catholiques et se sont toujours des hommes qui y répondent, dit Sœur Camille, alors tous les prêtres devraient être, comme les apôtres, juifs, mariés, barbus et pecheurs.

Soutenu par l'association des Prêtres pour l'égalité et par quelques évêques, le mouvement pour l'ordination des femmes (Women's Ordination Conference) comptait un millier de membres à sa naissance à Detroit en 1975. Elles sont aujourd'hui de 3 000 à 4 000. Un groupe plus radical, appelé Women's Church, a déjà quant à lui rompu avec le « système romain patriarcal » et entend faire sa « propre Eglise ».

De 1965 à 1980, 55 000 religieuses ont quitté leur congré-

gation, déséquilibrant tout le système d'éducation catholique, dont plusieurs institutions sont aujourd'hui mourantes. 92 d'entre elles ont pris publiquement position en 1984, sous forme de placards dans les journaux, en faveur de l'avortement. Que la contestation féministe dans l'Eglise américaine soit menée par des religieuses, a complètement désarçonné les responsables du Vatican. Et c'est le pape lui-même, déjà pris à partie par une religieuse lors de son premier voyage en 1979, qui, en 1983, avait nommé une commission de trois évêques pour veiller aux relations avec les ordres de religieuses.

Fossé culturel

L'Eglise américaine serait-elle au bord de la dissidence ? Il serait plus juste de dire qu'elle est à la recherche de formes d'opposition loyale. Le fossé avec le Vatican est surtout d'ordre culturel. Les lettres des évêques sur l'arme nucléaire et sur l'économie avaient été précédées d'abondantes consultations. Et tout en admettant le caractère différent d'une « instruction » romaine, personne ne comprend, chez les fidèles et dans une partie du clergé américain, l'atmosphère de secret, l'absence de délibération, qui ont précédé la publication par exemple, en novembre et en avril derniers, des deux documents sur l'homosexualité et sur la procréation artificielle signés à Rome par le cardinal Ratzinger.

Pragmatisme contre dogmatisme ? La discussion préalable, l'expression de désaccords, la non-application de normes morales touchant à la vie privée — sur les questions telles que la contraception, l'avortement, les relations préconjugales, le divorce, — sont considérées aux Etats-Unis comme parfaitement normales et conciliables avec une appartenance à l'Eglise catholique. Dans un sondage récent de Time, une écrasante majorité de catholiques américains (93 %) revendiquent le droit d'être en désaccord avec le pape et 78 % celui de pouvoir se déterminer par eux-mêmes sur des questions comme le contrôle des naissances ou l'interruption de grossesse.

« Dans l'atmosphère pluraliste et démocratique qui est la sienne, le catholique américain est de plus en plus rétif à l'absence de consultation et au système d'autorité qui règne dans l'Eglise », estime le Père Philippe Murnion, l'un des conseillers les plus autorisés de la conférence épiscopale. Des chiffres indignants que le clergé était homosexuel dans la proportion de 20 % ont fait sensation aux Etats-Unis.

« Rien d'étonnant, dit ce prêtre de Brooklyn, on ne parle plus jamais du célibat. Comme si la guerre était finie. Au contraire, plus que

jamais il faudrait dire aux jeunes générations ce que représente le célibat dans la société actuelle. »

Pris comme dans un étau entre des fidèles indifférents ou critiques, des femmes impatientes, des laïcs revendicatifs, des bureaux romains tatillons, l'épiscopat américain est de plus en plus divisé. Coupure géographique : berceau du catholicisme, le Nord-Est est considéré comme le plus conservateur sur le plan doctrinal et le plus modéré sur le plan social. Le chef de file de cette tendance est le cardinal Bernard Law, de Boston, qui a déclaré que Jean-Paul II aurait été « irresponsable » s'il n'avait pas rappelé à l'ordre son collègue de Seattle, Mgr Hunthausen. Il a cependant échoué aux dernières élections de novembre pour la présidence de la conférence épiscopale, la vice-présidence et même pour une place au prochain synode des évêques à Rome.

Mgr Hickey à Washington et surtout le cardinal Krol, de Philadelphie, d'origine polonaise et « grand élève » de Karol Wojtyła au concile de 1978, sont aussi la cible des progressistes. Quant au cardinal-archevêque de New-York, John O'Connor, il est, dit un observateur, « plus traditionnel que conservateur, plus pragmatique qu'idéologue ». Dans le Nord-Ouest et le Middle-West, où la tradition cléricale est moins forte, on rencontre davantage d'évêques réputés ouverts, comme Mgr Weakland, de Milwaukee, principal rédacteur du document sur l'économie, Mgr Gumbelton, auxiliaire de Detroit, Mgr Hunthausen, de Seattle, déjà cité, et surtout le cardinal Bernardin, de Chicago.

Mais ce corps épiscopal est en plein renouvellement. On oppose aujourd'hui aux Etats-Unis les nominations d'hommes jeunes et ouverts — Mgr Clark (Rochester) à quarante-deux ans, Mgr Hubbard (Albany) à trente-neuf ans, Mgr Browne (Anchorage), le plus jeune évêque de Californie, — qui étaient l'œuvre de Mgr Jean Jadot, représentant du pape, regretté par tous les libéraux, à celles opérées depuis trois ans par son successeur, Mgr Pio Laghi, prononce, favorable à la promotion d'hommes de profil plus traditionnel Mgr Wuerl qui a fait carrière à Rome, Mgr Bevilacqua, chargé de missions pour le Vatican, Mgr Egan, nouvel auxiliaire de New-York, vient du tribunal de la Rote, et beaucoup le tiennent déjà pour le successeur du cardinal Krol, à Philadelphie. « Le Vatican n'aime pas vivre dans le doute et l'incertitude, dit un fidèle, mais, heureusement, le Vatican n'est pas toute l'Eglise... »

HENRI TINGO.

(1) Les Evêques catholiques et la Politique américaine, par Thomas Gannon, Etudes, juillet-août 1987.

Les Etats-Unis, une mosaïque religieuse

Il y a presque plus de juifs en Floride (cinq cent mille) qu'en France... Une ville comme Miami, où le pape doit rencontrer le 11 septembre, malgré les incertitudes liées à l'affaire Waldheim, la communauté juive américaine, est l'un des pôles d'implantation les plus récents. Outre le Sud, les six millions de juifs américains — plus nombreux qu'en Israël et en Union soviétique — sont surtout installés sur la côte est (New-York, Philadelphie) ou en Californie. Si les premiers juifs ont débarqué d'Espagne, deux cent cinquante mille juifs sont venus d'Europe de l'Est depuis un siècle et demi.

Groupés autour de ses puissantes institutions (American Jewish Congress, Synagogue Council of America), les communautés juives constituent une force majeure de la vie américaine. Elle est cependant plus présente dans le monde intellectuel, celui des universités et des médias, ou dans l'entreprise artisanale, que dans l'établissement bancaire. Dans les collèges américains, on trouve plus de deux cents chaires d'études juives.

Les structures communautaires sont très développées autour des écoles et de séminaires rabbiniques actifs. Lié à la

mobilité américaine, le judaïsme aux Etats-Unis se distingue de celui d'Europe et d'Israël par son éboulisme. Les mariages mixtes (en dehors de la communauté) sont autorisés. Ce judaïsme libéral voisin avec un judaïsme hassidique, auteur d'un réveil religieux spectaculaire dans la communauté.

Quant aux musulmans, ils sont environ deux millions sur le territoire américain. Les premiers sont venus de Syrie vers 1860, mais leur nombre s'est considérablement accru au cours des vingt dernières années, à la faveur d'un mouvement de conversion chez les Noirs américains. On comptait aujourd'hui cent cinquante mosquées noires. Au nombre de cent mille, les bouddhistes ont créé des monastères sur la côte ouest (San-Francisco, Berkeley, Los Angeles). Quant aux hindous, ils seraient cinq cent mille (1).

Plus de neuf Américains sur dix disent croire en Dieu. Il ne s'agit pas d'un vague déisme. L'ensemble des confessions chrétiennes revendique un total de deux cent millions de fidèles, parmi lesquels 40 % de protestants, 30 % de catholiques (cinquante-deux millions de personnes), 2,4 % d'anglicans

(appelés ici épiscopaliens) et 2,2 % d'orthodoxes (surtout d'origine grecque).

Divisés en un grand nombre de dénominations (deux cent cinquante environ), les protestants majoritaires comptent en particulier vingt-six millions de baptistes illustrés par les noms de Harry Truman, de Martin Luther King, de Jimmy Carter, de Billy Graham, etc.), quatorze millions de méthodistes, huit millions et demi de pentecôtistes, un demi-million de réformés, etc.

Installés depuis 1830 dans l'Utah (Salt-Lake-City), les mormons (Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours) représenteraient deux millions de croyants. L'Armée du Salut (quatre cent mille), les Témoins de Jéhovah (cent mille) font également partie du paysage religieux traditionnel des Etats-Unis. Il faudrait leur ajouter un nombre incalculable de sectes chrétiennes ou non chrétiennes, d'origine orientale ou américaine, qui font, notamment dans la population jeune et sur la côte ouest, de plus en plus d'adeptes.

H.T.

(1) L'état des religions dans le monde. « La Découverte », La Cef, 1986.

Le Monde
sur minitel

CODE DE LA NATIONALITÉ :

Interview d'Harlem Désir

3615 TAPPEZ **LEMONDE** puis EXC

SCIENCE & VIE MICH
SVAM
SEPTEMBRE

Banc d'essai :
ABILITY PLUS
LE LOGICIEL
INTEGRE
COMPLET
Un outil de base intelligent et pas cher.

(Publicité)
SCIENCES PO
CLASSE PRÉPARATOIRE
d'octobre à juin. Depuis 1967, la première
préparation à tous les examens d'entrée à Sc. po. Doc. contre 3 timbres
CEPES
57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly
47.45.08.19 ou 47.22.94.94

Nouveau :
prépa
CELSA

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-90-72

مكتبة من الكتب

Enquête

AUX ÉTATS-UNIS

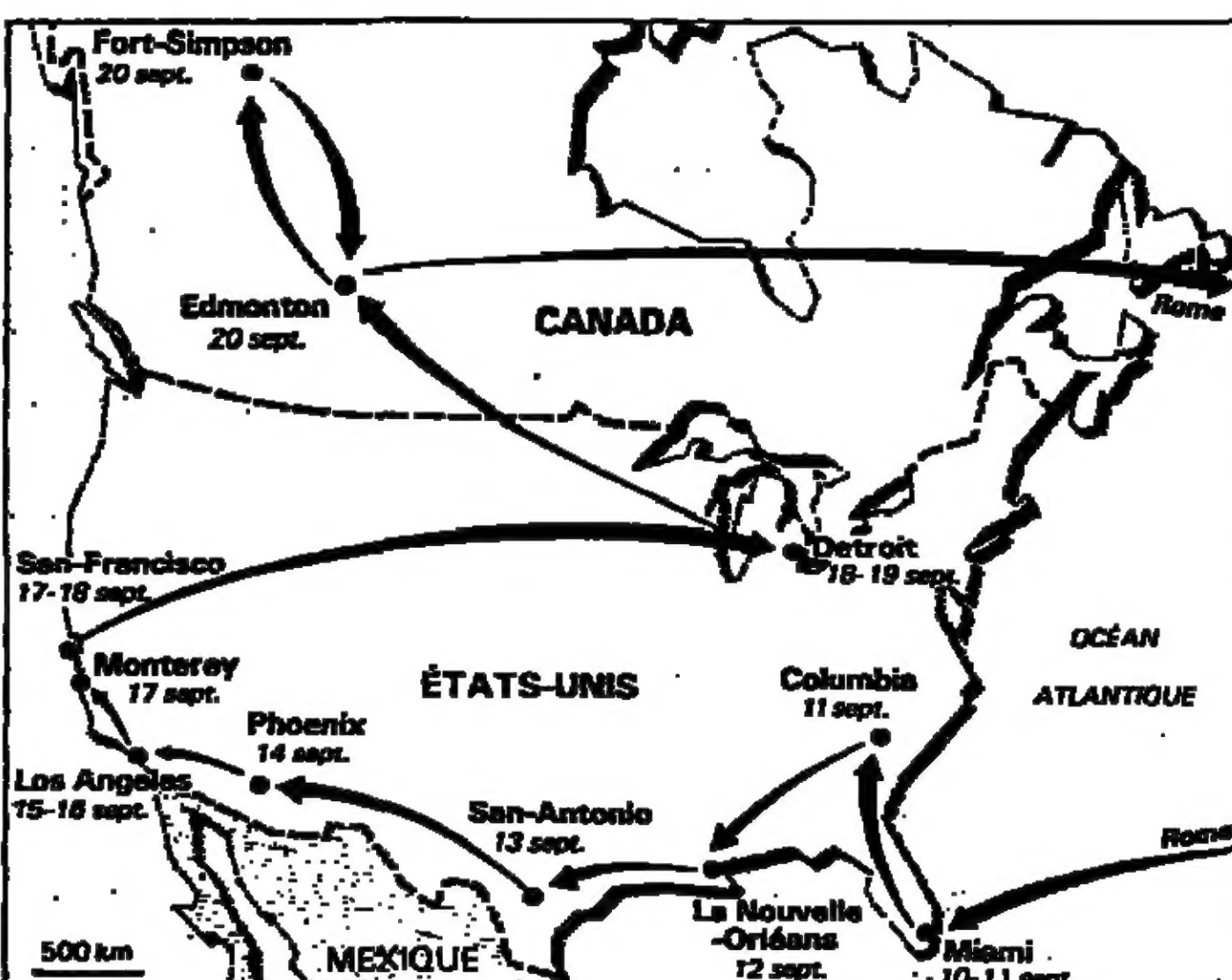
Le voyage du pape Jean-Paul II aux États-Unis, sera certainement « redimensionnée » après la lettre envoyée le 8 août par Jean-Paul II à Mgr John L. May, président de la Conférence épiscopale des États-Unis, et une rencontre le 1^{er} septembre au Vatican du pape avec les représentants du Comité international juif pour les contacts entre religions. L'entrevue initialement prévue à Miami avec des dirigeants juifs américains, qui était apparue un moment compromise, aura lieu quel qu'il en soit.

De même aura bien lieu un autre temps fort de ce voyage qui paraissait lui aussi un moment compromis : la rencontre le 17 septembre à la mission Dolores de San-Francisco avec une centaine de personnes atteintes du SIDA.

Noirs à La Nouvelle-Orléans, « Latinos » (Mexicains, Centre-Américains...) à San-Antonio, Indiens à Phoenix, Asiatiques de la côte ouest à Los Angeles, Polonais à Detroit : dans ce creuset des nationalités que sont les États-Unis, le pape aura évidemment à cœur de rencontrer le plus possible de minorités ethniques.

Des entretiens politiques sont également au programme. Jean-Paul II sera accueilli à Miami par le président Reagan. Il aura un long entretien avec le chef de l'État américain à peine plus de trois mois après la visite que celui-ci lui avait faite au Vatican juste avant le sommet de Venise.

JEAN-PIERRE CLERC.



Des PDG et des pauvres hispanophones

WASHINGTON
correspondance

MARY MARTIN admet volontiers qu'elle est une grenouille de bénitier et cela malgré tous ses doutes, ses interrogations sur les enseignements de l'Eglise, sa contestation même de l'autorité des évêques et du pape. Elevée dans une stricte école paroissiale, elle avait jadis songé à se faire nonne, mais, finalement, elle devint avocate.

Aujourd'hui quinquagénaire, elle reste très pratiquante, s'occupant activement de l'administration de la paroisse, animant des groupes de discussion sur les questions qu'elle ne se pose pas dans ses jeunes années : est-il moral que des couples vivent ensemble sans être mariés ? L'Eglise peut-elle approuver le mariage de deux paroissiens divorcés ?

Mary est l'une des millions de catholiques qui ignorent ou contestent les enseignements de l'Eglise, critique et désapprouvent même le pape, mais qui se considèrent comme de bons catholiques. Inabondamment, les catholiques américains n'en sont pas moins des pratiquants dévoués et actifs. Dans une proportion de un sur deux, ils vont à l'église, c'est-à-dire plus souvent que beaucoup d'Européens. Ils aiment la liturgie, s'acquittent de nombreuses tâches administratives et financières, participent à des groupes de discussion sur la Bible.

Baisse des vocations

Cette communauté catholique — cinquante-deux millions de fidèles — n'est pas seulement turbulente et puissante. Le nombre des laïcs actifs s'accroît, dans la mesure où celui des vocations religieuses diminue. Les inscriptions dans les séminaires ont chuté de moitié depuis 1965. 44 % des prêtres ont plus de cinquante-cinq ans (pourcentage de 26 % en

1970). Bref, il y a vingt ans, on comptait un prêtre pour sept cent quarante-sept fidèles ; aujourd'hui, la proportion est de un pour neuf cent douze.

L'Eglise s'est trouvée ainsi obligée d'employer des religieuses, des laïcs, des diacres, dans le tiers des quelque vingt mille paroisses américaines. La hiérarchie subit



Manifestation de catholiques à Los Angeles en août 1987

leur pression et beaucoup de prêtres, sous leur influence, ferment les yeux sur un certain nombre de règles, dont notamment le contrôle des naissances. « Ce que vous faites dans votre chambre à coucher vous regarde », disent-ils à des fidèles inquiets. Beaucoup de divorcés remarqués reçoivent la communion.

A dire vrai, l'Eglise américaine a profondément évolué sous l'effet des changements de structures sociales. Elle n'est plus l'Eglise des pauvres immigrants d'origine italienne, irlandaise ou polonaise. L'image de travailleurs manuels entassés dans des quartiers misérables de centres urbains ne correspond plus à la réalité.

Aujourd'hui, un tiers des catholiques vivent dans les banlieues

aisées, notamment dans les Etats prospères du Sud-Ouest. Selon les indications de l'institut de sondage Gallup, depuis 1965, les catholiques ont même dépassé les protestants en ce qui concerne les revenus et l'éducation.

Trente pour cent sont dans les affaires ou exercent des profes-



Manifestation de catholiques à Los Angeles en août 1987

sions libérales. Dans son étude annuelle sur les cinq cents plus importantes sociétés, le mensuel Fortune note que les PDG catholiques sont plus nombreux aujourd'hui que les épiscopaux.

Il s'agit donc d'une communauté mieux éduquée, relativement aisée, en mesure d'exercer une grande influence économique et politique. Aussi, après le président Kennedy, le fait que quatre des candidats actuels à la Maison Blanche soient des catholiques témoigne que le catholicisme n'est plus un « élément marginal de la vie politique américaine ».

Mais les bouleversements sociaux qui ont affaibli l'autorité du père de famille chez les émigrants européens a indirectement affecté celle du pape et la relative prospérité de la communauté catholique a des effets négatifs

sur les valeurs traditionnelles. Ainsi, 25 % de catholiques mariés ont divorcé au moins une fois et les jeunes sont beaucoup moins décidés à avoir une nombreuse famille.

Une greffe difficile

Finalement, ce n'est pas par hasard que le pape a choisi un itinéraire qui l'amènera dans les villes où les catholiques hispaniques, maintenant les plus nombreux, ont remplacé les émigrants européens en bas de l'échelle sociale. Aujourd'hui, les hispaniques représentent entre 25 % et 30 % de la population catholique, soit une proportion importante, mais qui, selon certaines estimations, devrait atteindre 50 % au début du siècle prochain. A New-York déjà, ils sont 40 % sur un million huit cent mille fidèles recensés comme catholiques. Peut-être l'avenir de l'Eglise américaine réside-t-il aujourd'hui dans les pauvres « barrios » hispaniques des villes du Sud et du Sud-Ouest.

La question la plus neuve s'agissant de l'avenir de cette communauté catholique est bien celle de la greffe difficile de la population hispanophone, venue d'Amérique centrale et latine, que tout ou presque sépare de la génération des catholiques américains bien intégrés dans l'establishment : le statut social et culturel, le mode de vie, la langue, les formes de dévotion. Les enfants hispaniques se disent volontiers incompris et mis à l'écart dans les écoles catholiques ou même dans les classes de catéchisme. Et l'on ne compte pas encore de prêtre américain d'origine hispanique. Des signes de désaffection commencent à se manifester, et si les couches nouvelles d'immigrants continuent de remplir les églises, d'autres les quittent : 15 %, tous diocèses confondus, seraient partis en dix ans.

HENRI PIERRE.

Pope is business...

WASHINGTON
Correspondance

A San-Antonio (Texas), les hors-d'œuvre mexicains et les steaks barbaques prévus pour le dîner du pape seront gracieusement offerts par de généreux donateurs... Soit une minuscule économie sur les 2 500 000 dollars de dépenses prévus pour la courte visite de Jean-Paul II dans ce bastion des catholiques hispaniques. Un autel de trois étages sera construit sur un terrain de 70 hectares, aménagé pour ne pas laisser les 500 000 fidèles s'asseoir dans la poussière. Mais ils n'auront droit chacun qu'à un espace très réduit, sans abri du soleil, sans eau... Découragés, la responsabilité des services de santé et d'hygiène a démissionné : « Imaginez un concert de rock pour dames sexagénaires ! »

Apparemment, ces préoccupations sont secondaires par rapport à l'aspect financier. La lourde « addition » de l'archidiocèse de San-Antonio sera partagée avec les quatorze diocèses du Texas. On compte beaucoup, semble-t-il, sur les contributions de tous les

« JR » millionnaires de Dallas pour couvrir les frais...

A dire vrai, le coût de 20 millions de dollars que l'Eglise américaine aura au total à assumer pour la visite de dix jours du pape fait froncer beaucoup de sourcils. Parmi les contribuables non catholiques d'une part, parce que les dépenses pour la sécurité, dépassant 10 millions de dollars, incomberont aux Etats ; au sein de divers groupes catholiques d'autre part, où l'on pense que l'argent réuni par l'Eglise pourrait être mieux employé, par exemple pour aider les victimes du SIDA ou les pauvres.

Il faut dire que la liste des achats et la note de frais sont impressionnantes : 160 000 crucifix en métal argenté à Phoenix ; installation d'un centre téléphonique de renseignements (pour appeler, faites le 666-POPE) à La Nouvelle-Orléans, qui dépensera 2 400 000 dollars pour le séjour de trente-six heures du pape ; location d'un stade (70 000 dollars) et installation de lignes spéciales pour les médias (600 000 dollars) à San-Francisco, où l'archidiocèse dépensera 900 000 dollars pour

une seule messe. A Miami, l'archevêché va dépenser 200 000 dollars pour 100 palmiers supplémentaires et 800 chrysanthèmes... Le diocèse de Monterey (Californie), où Jean-Paul II s'arrêtera pendant moins de sept heures, a prévu de dépenser 2 millions de dollars et n'est pas encore sûr d'arriver à réunir les fonds. « Il faut avoir la foi », dit l'un de ses porte-parole.

En revanche, à Charleston (Caroline-du-Sud), on a le sens de l'économie... Le diocèse utilisera la tribune achetée en avril pour Billy Graham, le grand prédicateur protestant. Néanmoins le passage de cinq heures du pape lui coûtera 25 000 dollars en frais d'assurances.

L'Eglise a d'abord fait appel à ses fidèles, ceux notamment qui sont à la tête des grandes sociétés, comme Standard Oil, ou encore à des personnalités influentes comme M. Iaccoca, PDG de Chrysler, pour solliciter les bailleurs de fonds. Elle compte également sur les habitudes qu'ont dans les paroisses et aussi à domicile. L'appel aux bonnes volontés n'est pas limité aux seuls catholiques. A Miami, un comité associant les juifs et les protes-

tants a déjà réuni 1 million de dollars et à Phoenix un rabbin, un évêque épiscopalien et un responsable mormon coordonnent la collecte.

La hiérarchie catholique n'a pas voulu cette fois vendre des licences d'exclusivité aux fabricants de souvenirs. Mais l'entreprise privée n'a pas été découragée. Les affaires sont les affaires. D'où un déferlement de kitsch. Pour quelques dollars, on trouve des chapeaux à l'image du pape, des savons, des esquimaux glacés et un assortiment de maillots de corps. Certains, associant le pape aux Beatles, portent l'inscription « J'adore Jean-Paul, Ringo et George ».

Des « artistes » du Michigan ont, eux, fabriqué une arrosouse de bonne taille représentant le pape. Des paumes, jaillissent des jets d'eau tournants avec la légende : « Let us spray » (Arrosions), au lieu du « Let us pray » traditionnel (Prions).

Les mercantiles ont bonne conscience. Il n'y a rien de sacrilège dans tout cela, disent-ils. « The Pope is business »...

H. P.

A ces tarifs
vous pouvez maintenant
vous offrir le style
American Airlines.

NEW YORK 3950 F

CHICAGO 4605 F

DALLAS/FORT WORTH 4945 F

LOS ANGELES 5390 F

SAN FRANCISCO 5390 F

LAS VEGAS 5585 F

HOUSTON 4945 F

SAN DIEGO 5430 F

NEW ORLEANS 5285 F

PHOENIX 5430 F

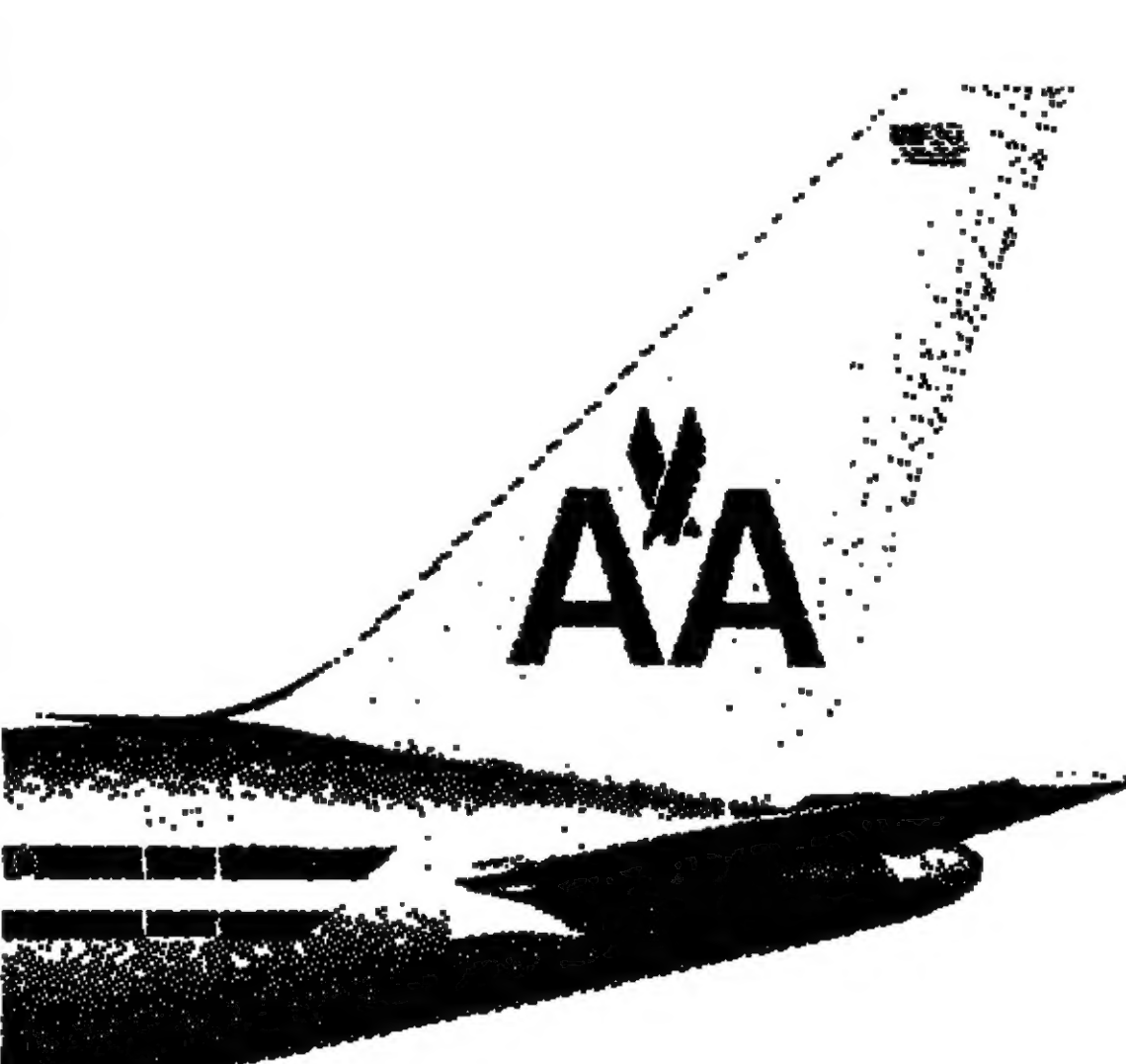
DENVER 4985 F

DETROIT 4680 F

SEATTLE 5430 F

CINCINNATI 4985 F

RALEIGH/DURHAM 4530 F



American Airlines.
The American Airline®

* La compagnie typiquement américaine.

Tarifs aller-retour en classe économique. Validité du 1.10.87 au 14.05.88, dans la limite des places disponibles. Emission et règlement du billet dans les 24 H suivant la réservation, frais d'annulation avant le départ : 15 %. Durée minimale du séjour : 14 jours. Tarifs susceptibles de modifications sans préavis. Taxe de sécurité : 70 F.

Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au : (1) 42.69.05.22

Politique

La stratégie des présidentiables

Les handicaps de M. André Lajoie

Le secrétaire général est « à l'aise dans ses baskets ». Le candidat va imprimer sa « marque personnelle », c'est-à-dire son « style », à sa campagne présidentielle. Les militants sont « bien dans leur peau » et ils vont le montrer, bientôt, de l'arme absolue, un programme.

La direction du PCF, M. Georges Marchais en tête, n'a pas attendu la fin des vacances d'été pour délivrer un message de décontraction combattive. Elle a, au contraire, mis les congés à profit pour entretenir sa forme revendicative sur tous les fronts et donner, comme rarement auparavant, un écho tout particulier à la prochaine fête de l'Humanité, les 12 et 13 septembre à La Courneuve. M. André Lajoie, le candidat communiste à l'Élysée, y prononcera le discours de rentrée du parti mais, visible ou non, Pierre-André Albertini, l'« otage de l'apartheid » libéré à point nommé des gables sud-africains, lui volera la vedette dans le cœur des militants.

Donc, à écouter le secrétaire général — en son véritable patron du parti, il s'exprime avec et plus que le candidat, — le PCF va bien ; il va même mieux qu'avant où il n'allait déjà pas si mal qu'on le dit. Désormais débarrassé de ses con-

tactaires « rénovateurs » les plus virulents, il est en ordre de bataille pour le congrès, car le secrétaire général concentre plutôt son attention sur une autre échéance, qui est plus en rapport avec la vie interne du parti, donc étroitement liée à ses responsabilités de numéro un : le vingt-sixième congrès de décembre. Il doit consacrer la victoire totale du successeur de Maurice Thorez et de Waldeck Rochet.

Il est à craindre, pour M. Lajoie, que le début de sa campagne électorale souffre, jusqu'à la fin de l'année, de la préparation de ce congrès et du rôle que va y jouer M. Marchais. Après la fête de l'Humanité, c'est la deuxième fois que le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale se fera d'abord le pion. D'autant qu'il ne sera pas facile pour M. Lajoie d'imprimer sa « marque personnelle » dans un programme qui a largement été inspiré par le secrétaire général lui-même.

« Nous sommes les mieux placés pour disputer à Le Pen les couches populaires », déclarait M. Lajoie au Monde, le 16 juin, au lendemain de sa désignation comme candidat par la conférence nationale du PCF.

A l'évidence, ce défi — M. Lajoie se présente comme le « candidat anti-Le Pen » et M. Marchais s'était baptisé le « candidat anti-Giscard » en 1981 — sera un des axes obligés de la campagne du candidat communiste. Ce défi n'a d'ailleurs pas répondu à une offre de débat télévisé avec le chef de l'extrême droite, mais il lui a lancé le gant de façon singulière. « Il ne faut pas sous-estimer Le Pen, disait-il, toujours au Monde. C'est pourquoi je suis prêt à l'affronter ». Peu de temps avant, la direction du PCF reprochait encore, implicitement, au premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, d'accepter un débat radiophonique avec le président du Front national.

Le débat avec le Front national

La « confrontation », comme préfèrent le dire les dirigeants du PCF, aura donc lieu le 21 septembre sur la Cinq. Mais, une fois encore, M. Lajoie court le risque de ne pas être la vedette de cette rencontre du petit écran. « Confrontation » ou pas, ce choc PCF-FN trouble les esprits. « On ne discute pas avec un facho », disent de nombreux militants issus de la Résistance ou des

années d'après-guerre, qui ne présentent pas le spectacle proposé. « Grosier et démagogue, Le Pen va le rattraper », prévient, sans beaucoup d'indulgence, les militants plus jeunes.

M. Marchais, qui était lui-même partisan de ce face-à-face, n'a pas caché que cette décision avait suscité des débats et mis au jour des divergences au sein de la direction du PCF. Mis au pied du mur, M. Lajoie devra affronter — le contraire serait bien étonnant de la part de M. Jean-Marie Le Pen — le rappel de certains épisodes douloureux de la vie du PC.

En désespoir de cause, le candidat communiste, dont M. Marchais a eu l'occasion de dire qu'il ne sera présent qu'au premier tour — le seul qui soit « décisif », selon le PCF, car il permet de voter pour « une autre politique », — pourra véritablement lancer sa campagne à l'occasion de son premier passage, le 19 octobre, à « L'heure de vérité » sur Antenne 2. Mais le rôle sera d'autant plus malaisé à tenir que, pour la quatrième fois, un autre lui coupera sans doute l'herbe sous les pieds.

En effet, à cette date, M. Pierre Joxin, sollicité récemment par la coordination des « rénovateurs » communistes pour entrer en lice lors de l'élection présidentielle (le Monde du 8 septembre), aura donné une réponse, qui devrait être positive.

Absent du plateau de télévision sur lequel se trouvera M. Lajoie, probablement considéré comme s'étant mis de lui-même « hors du parti », il sera sans doute, ce soir-là, l'homme invisible que tout le monde regarde. Pour la première fois de l'histoire du PCF, un communiste officiel affrontera, dans la compétition électorale la plus élevée, un ancien dirigeant communiste en rupture de ban, ancien porte-parole du PCF, qui rêve d'être le fédérateur d'un courant plus vaste.

Partant d'un niveau assez bas dans les sondages — de 6 à 7 % d'intentions de vote, — M. Lajoie peut espérer une montée des intentions de vote et un réel succès si le PCF pourrait tirer profit pour accroître l'impact d'une campagne, qui s'annonce difficile pour lui. Même s'il reçoit le soutien envahissant de M. Marchais, il devra démontrer qu'il est, selon la formule utilisée la première fois par le secrétaire général, le « candidat de tous les communistes », ce qui ne sera peut-être pas évident. Il devra prouver qu'il peut faire aussi bien que le score, qualifié de « catastrophique » par M. Joxin, de M. Marchais en 1981, ce qui peut paraître un objectif d'atteinte. Il devra polariser sur lui l'attention au moment où le PCF subit une considérable perte de crédit et d'intérêt. Cela dépend, beaucoup, de lui.

« La campagne électorale doit s'ouvrir le plus tard possible » déclare M. Chirac sur TF 1

M. Jacques Chirac, invité du journal de 20 heures, sur TF 1, le mardi 8 septembre, a déclaré que « pour la première fois dans notre histoire (...) nous avons très sensiblement baissé la fiscalité ». « Comme, parallèlement, nous baissions l'endettement excessif de notre pays, (...) nous avons, naturellement, été très rigoureux sur la dépense », a ajouté le premier ministre. D'où, s'agissant de la TVA, en fonction des échéances de 1992, la diminution de la taxe sur l'automobile, le disque, les forains, les cliniques, les médicaments (...). « D'où la baisse de l'impôt sur le revenu pour un très grand nombre de Français, laquelle se poursuivra dans le prochain budget ; et d'où la baisse des charges sur les entreprises, notamment l'impôt sur les sociétés ».

Selon M. Chirac, la politique économique qu'il mène, considérée comme « exemplaire » par les « grandes instances internationales », permettra à la France d'être, « dans cinq ans, en matière de croissance économique, ce qu'elle

c'est, très exactement ce qui, d'une façon ou d'une autre, se passe ? Faites confiance aux hommes qui assument la responsabilité des choses ! » Il a ajouté : « En revanche, je pense que la politique de redressement que nous avons engagée suppose que chacun soit suffisamment raisonnable pour comprendre que la campagne électorale doit s'ouvrir le plus tard possible ».

Quant au ton de cette campagne, M. Chirac estime qu'on ne peut pas empêcher que « des arguments qui ne sont pas toujours les meilleurs soient utilisés par les uns ou par les autres ». « Il faut essayer de limiter ces débordements, a-t-il dit, mais ils sont inévitables ».

« Laissons les Calédoniens voter »

Le premier ministre a déclaré, au sujet de la Nouvelle-Calédonie, que, « qu'il s'agisse de la Une, de la Deux... chaque fois qu'il y a des informations, [il] tombe (...) sur un témoignage du FLNKS ». « Je

Programme et vingt-sixième congrès

Réunis à huis clos au siège du PCF, place du Colonel-Fabien à Paris, les membres du comité central devaient commencer, le mercredi 9 septembre, l'examen du projet de résolution du vingt-sixième congrès de décembre prochain.

Ce document, long de cent quarante-cinq feuillets, devait être présenté par M. Jean-Claude Gaysot, secrétaire à l'organisation et rapporteur de la commission chargée de l'élaborer. Après discussion, il devrait être adopté, vraisemblablement sans modification, jeudi, par le comité central qui se réunira à nouveau le 28 septembre.

Le document reprend intégralement certains passages du rapport présenté par M. Georges Marchais, en mai dernier, devant le comité central (le Monde du 20 mai).

Fidèle au cadre fixé par M. Marchais, le document s'ouvre sur une introduction dont les deux chapitres sont « Sans changement pas d'issue » et « Une autre politique est possible ». Le programme proprement dit est une sorte de catalogue, sans hiérarchie, qui met en forme toutes les propositions avancées par le PCF. Cela va de la TVA aux revendications sur le désarmement, qui

sont une défense des thèses soviétiques.

Ce programme remplace le précédent intitulé *Changer de cap* (1971) qui servit de canevas à la direction communiste pour l'élaboration du programme commun de la gauche (1972). Il se subdivise, comme M. Marchais l'avait préconisé en mai, en trois parties : une cinquantaine de pages pour la justice, une vingtaine pour la liberté et une dizaine pour la paix. Même s'il ne recèle rien de neuf, ce programme est très vaste et complet.

Quatre chapitres composent la partie consacrée à la justice — environ un tiers du projet de résolution — qui définit la politique économique et sociale du PCF : « Vivre mieux dans une société plus juste » ; « Travailler autrement » ; « Défendre les acquis sociaux » et « Une croissance nouvelle pour la justice et le plein emploi ».

Dans le domaine des libertés, un premier chapitre aborde la question des « libertés individuelles et collectives », un deuxième expose la nécessité d'établir « des droits économiques et sociaux conformes aux besoins d'une société moderne », un troisième souhaite « démocratiser les institutions et assurer la

souveraineté du pays » alors qu'un quatrième et dernier chapitre se penche sur la place de « la France dans le monde ».

La paix — sujet de prédilection au PCF — n'occupe qu'une dizaine de feuillets. Le premier chapitre a trait au désarmement : « suppression du nucléaire en l'an 2000 », « Paris, capitale de la paix », « arrêt des essais nucléaires », « contrôle des armes », « refus de la guerre des étoiles ». Ce chapitre évoque la « stricte maintenance de l'arme nucléaire » française. Un second chapitre sur les relations internationales règle, brièvement, la question de l'Europe et annonce « un nouvel ordre économique mondial ».

La conclusion du projet de résolution reprend la thèse du « glissement à droite de la société française » dont M. Marchais avait fait un résumé dialectique pour la direction du PCF dans son rapport de mai. « Plus la politique du capital s'applique, avait dit le secrétaire général, plus les risques d'accroissement du glissement à droite sont importants, et plus les bases potentielles du rassemblement s'élargissent ». Selon un dirigeant, « ce document de congrès, bouclé depuis mai, a uniformément pour but d'attaquer ceux qui n'ont pas de programme ».

Le quitte ou double de M. Jean-Marie Le Pen

Bien conscient d'avoir à jouer en 1988 une formidable partie de quitte ou double politique, M. Jean-Marie Le Pen a fait le pari de tenir douze mois de campagne. Cinq mois sont déjà presque révolus depuis l'annonce officielle de sa candidature à l'Élysée, le 26 avril dernier, de son village natal de La Trinité-sur-Mer. Cinq mois sans répit et sans vacances, qui ont vu le bateleur se muer en marathonien, en stakhanoviste, en meeting et de la petite phrase. M. Le Pen est parti.

Entre le 14 juillet et le 15 août, comme au bon vieux temps de M. Jean-Louis Thier-Vignancour pour la campagne présidentielle de 1965, on le vit même conquérir les plages, de Nice à Dunkerque. Cette tournée a connu un succès variable selon les stations choisies. Elle lui a permis de jeter un peu d'huile sur le feu, alors que les Français ne se souciaient que d'huile solaire. Elle a aussi prouvé à ceux qui pouvaient encore en douter que M. Le Pen a les moyens matériels de son ambition.

Tirant le bilan de ces cinq mois de campagne tous terrains M. Bruno Mégret, le directeur de campagne de M. Le Pen, se félicite « que les deux premières vagues de cette campagne ont déjà modifié le paysage politique et le centre de gravité de la vie publique en France ».

Selon lui, la preuve est faite que le Front national n'est plus « un courant marginal et précaire », mais surtout M. Mégret se réjouit de constater « que la tournée des plages de l'été a joué comme un révélateur des contradictions internes de la majorité parlementaire ». « Sous la pression de Jean-Marie Le Pen, commente M. Mégret, une ligne de partage est en train de se creuser entre ceux qui veulent une entente avec nous et ceux qui la refusent... Cette ligne de fracture n'est pas anecdotique, elle est essentielle car elle préfigure les reclassements politiques qui s'opéreront à l'occasion de l'élection présidentielle ».

Bref, les responsables du Front national ne sont pas loin de considérer que cet été a été, pour eux, celui de tous les plaines. Plaisir d'être enfin entré dans le club des grands, et d'avoir secoué encore un peu plus la

zizanie au RPR et à l'UDF. Avant les journées parlementaires de ses députés, les 30 septembre et 1^{er} octobre, dans l'île de Porquerolles, le Front national réunira, le vendredi 11 septembre, huit ceps son comité directeur à Fontainebleau pour la mise au point du programme de campagne des trois prochains mois.

Présent partout

Ses grandes lignes sont en fait d'ores et déjà connues. Présence de M. Le Pen sur les médias ; sa rentrée sur les ondes se fera le 13 septembre au « Grand Jury RTL-Le Monde ». Présence à l'Assemblée nationale pour donner l'estocade lors de la dernière session budgétaire avant le rendez-vous présidentiel. Présence militante avec l'organisation les 16, 17 et 18 septembre d'une convention nationale à Nice.

Présence aussi sur le terrain. A l'étranger, M. Le Pen a déjà programmé deux déplacements : aux États-Unis et au Maroc. En France, le président du Front national reprendra la tournée entreprise avant l'été de tous les petits départements : le Vaucluse, le 19 octobre, avant la Savoie, l'Ain, les Vosges avec un meeting à Epinal, chez M. Philippe Séguin, et en Champagne, chez M. Bernard Stasi. Pour terminer l'année aux Antilles. Enfin c'est l'un des objectifs prioritaires de cette rentrée : le pilonnage du Parti communiste. « Candidat du peuple », M. Le Pen, explique son chef de cabinet, M. Jean-Marie Le Chevalier, est le seul qui puisse déclencher les Français non pas seulement sur le communisme, mais surtout sur toutes les concessions qui lui ont été faites depuis 1945 par les actuels représentants de la majorité ».

En place donc pour le quadrille. 19 et 20 septembre, septième fête des « bleu-blanc-rouge » au Bourget pour ramener la fête de l'Humanité à l'état de kermesse paroissiale. Le lendemain, face à face sur la « Cinq » de M. Hérault, Jean-Marie Le Pen et André Lajoie, que M. Le Pen prout « séduisant ». « Quand il faut assumer la défense de soixante-dix ans de communisme en France et dans le monde, ironise-t-il, je ne voudrais vraiment pas

être à sa place... ». Enfin, M. Jean-Pierre Sibou, le secrétaire général du Front national, aura la mission d'engager une campagne d'action dans toutes les municipalités communistes de plus de 15000 habitants.

La troisième vague est lancée. Ambition déclarée : le colosse du M. Le Pen « une force positive ». « Certains », explique M. Mégret, nous reprochent de ne pas avoir de programme et de ne réunir que des mécontents. C'est faux [...] Il faut maintenant en convaincre toujours plus de Français, leur montrer que nous incarnons une force politique, que nous avons les réponses aux questions qui les angoissent, que nous avons la capacité de gouverner la France et que Jean-Marie Le Pen est un homme d'Etat ».

Rapprochement avec M. Chirac ?

Nobles ambitions, en effet, qui demandent d'autres ressources que des gestaculations sur les tréteaux et des attaques de gros calibres. Au cours de sa tournée des plages, M. Le Pen a certes tenté de jouer définitivement la page horreuse du SIDA, d'infébriler dans un sens plus libéral qu'extrémiste son discours, de traiter de sujets autres que ceux de l'immigration et de l'insécurité. Outre qu'il prend le risque de troubler le noyau dur de son électorat, M. Le Pen paraît toujours, lorsqu'il s'efforce ainsi de corriger, malin, trop poli pour être honnête. En outre, le chef de file de l'extrême droite semble toujours rencontrer des difficultés pour élargir substantiellement son audience. Sa cote de confiance (sonde SOFRES Figaro-Magazine) stagne depuis cinq mois à 17 %, mais chiffre faible au regard de ceux qu'atteignent les grands auxquels M. Le Pen se compare. De même, l'image du Front national reste déplorable.

Sur le terrain aussi, les personnalités extérieures tardent à se manifester et le mystère entourant la collecte des cinq cents signatures d'élus indispensables à une candidature présidentielle laisse deviner que l'entreprise est moins aisée que prévu. Problèmes d'image, de discours, de notoriété, de positionnement, enfin, par rapport à la

majorité RPR-UDF qui, à la longue, risque de déstabiliser le président du Front national. Par deux fois, tout en continuant de le dénoncer, celui-ci a réclaté en vain une rencontre au sommet avec les principaux responsables de la majorité. Tandis que M. Barre dans le collimateur, M. Chirac fait l'objet d'attentions nouvelles. M. Le Pen table, en effet, sur « un certain assoupissement » du premier ministre à son égard, mais aujourd'hui le recul du gouvernement sur le code de la nationalité peut toutefois le conduire à réviser ce jugement. Entre le rentre-dedans et la politique de la main tendue, M. Le Pen hésite et, comme à son habitude, laisse les deux fers au feu. Non sans risque encore. La semaine dernière, lors de l'université d'été du FN, M. Le Pen exhortait ses troupes à « ouvrir fraternellement la main » au RPR et à l'UDF.

Quelques heures plus tôt, M. Stibou recommandait de pratiquer l'entrisme au sein du RPR et de l'UDF, d'« y faire adhérer des amis sûrs du Front qui, le moment venu, sauraient nous rendre service ». La rivalité entre les anciens et les modernes au sein de ce mouvement ne demande toujours qu'à se raviver.

Aussi peut-on se demander si M. Le Pen n'a pas mangé son pain blanc ; ses concurrents et adversaires, eux, commencent à peine à allumer les fournaies. Les promoteurs de la campagne de M. Le Pen feignent de n'en rien croire. Optimistes ils étaient, optimistes ils restent. Le « dynamisme Le Pen » est en marche. Au sein d'une droite divisée, M. Le Pen pense à croire que M. Lottard sera candidat, — le barre des 20 % au premier tour peut être atteint. Il est vrai que les techniques de l'intimidation sont au point. Déjà au cours de l'été 1985, M. Tixier-Vignancour, dont M. Le Pen était alors le directeur de campagne, répétait sur toutes les plages que « l'opinion était à son comble », qu'il mettait en ballottage le général de Gaulle. Puis, le Général se retirant, qu'il sentait dès lors le meilleur rempart pour écarter le spectre d'un second Front populaire. Quatre mois plus tard, M. Thier-Vignancour se retrouvait à 5,27 %.

DANIEL CARTON.



a été dans le passé, c'est-à-dire le premier pays industrialisé du monde ». Au sujet des revendications des fonctionnaires, le premier ministre a réaffirmé que les ressources disponibles doivent être affectées « prioritairement à ceux qui sont les plus déshérités, c'est-à-dire, essentiellement, les chômeurs jeunes et les chômeurs de longue durée » et que, « pour les Français », le gouvernement fera en sorte que « le niveau de vie soit maintenu ».

M. Chirac a souligné que « toute modification » du code de la nationalité « suppose une large consensus national ». Il a indiqué que la commission des « sages », chargée d'étudier le problème, déposera son rapport « à la fin du mois de novembre ». « S'il y a un consensus général, a-t-il continué, il y aura débat national et débat parlementaire ». S'il n'y a pas consensus général, le ministre a déclaré que ce n'est pas pendant une période pré-électorale que l'on peut trancher une affaire aussi importante, une affaire nationale aussi sérieuse. Je reporterai cela au lendemain de l'élection présidentielle, pour que cela se fasse dans la sérénité et non pas dans la polémique ».

Comme on lui demandait si, en période pré-électorale, alors que le premier ministre est virtuellement candidat à l'élection présidentielle et que le président de la République l'est peut-être, le pays peut être gouverné, M. Chirac a répondu : « N'avez-vous pas le sentiment que

veux bien admettre que ce soit médiatique, mais ce n'est pas très convenable, a-t-il ajouté. Il n'y en a que pour ce parti-là ».

M. Chirac a souligné que « depuis mars 1986, le calme est revenu » dans le territoire, et que « la rentrée scolaire s'est passée de façon parfaite, sans le moindre incident ». « Laissons les Calédoniens voter tranquillement, et nous verrons bien ce qu'ils diront. (...) Si les Calédoniens veulent l'indépendance, ce n'est certainement pas la France qui s'y opposera. Mais (...) une minorité ne peut pas imposer sa volonté à une majorité. (...) Je crois, a déclaré le premier ministre, que ce pays n'a ni le droit, ni la vocation de l'indépendance, en tous les cas à terme prévisible ».

M. Chirac a indiqué que le gouvernement fait « tout ce qui est en [son] pouvoir, et par tous les moyens conformes à la dignité d'un grand pays, pour récupérer » les otages français du Liban. « Nous nourissons des espoirs, a-t-il ajouté. Je ne peux pas en dire plus ». A propos de la libération de M. Pierre-André Albertini, M. Chirac a déclaré qu'il n'attendait « aucun remerciement » de la part de ce coopérant.

Le premier ministre a renouvelé l'expression de sa « reconnaissance » aux présidents de l'Angola et du Mozambique, ainsi qu'aux autorités d'Afrique du Sud et du Chili.

Déblayer la route

EN indiquant qu'il attend le rapport de la commission des « sages » sur le code de la nationalité pour « le fin du mois de novembre », M. Jacques Chirac se laisse un délai des plus courts — dans l'hypothèse d'une loi, le soumettre au Conseil d'Etat, le faire approuver en conseil des ministres, puis examiner par les commissions avant le fin de la session parlementaire d'automne, le 20 décembre. De là à penser que le premier ministre a renoncé en fait à cette réforme, il n'y a qu'un pas.

La commission présidée par M. Marcou Long aura rempli sa véritable mission : débarrasser le gouvernement de ce dossier à risque, faire en sorte que cette affaire, comme l'a dit M. Philippe Séguin, ne « poisse » pas la campagne présidentielle. Les « sages » doivent pour cela transformer un sujet politique en un problème de sociologie, de justice, d'historiens et le présenter comme tel à l'opinion publique. Pour mener à bien cette opération, la méthode retenue est celle des auditions publiques et télévisées, qui doivent commencer la semaine prochaine. M. Long envisageait qu'elles durent environ un mois, la commission étant, alors, en mesure de remettre son rapport fin octobre ; mais le calendrier relatif de la décision de M. Chirac, qui semble recommander un mois de réflexion supplémentaire...

Ainsi délivré, espère-t-il, du problème du code de la nationalité, le premier ministre, soucieux de déblayer sa route, en aura terminé, aussi, avec le dossier calédonien, puisque le référendum du 13 septembre doit boucler, pour ce territoire, la période ouverte par la victoire de la droite aux élections de mars 1986 et mettre en sommeil toute initiative jusqu'à l'élection présidentielle. M. Chirac, qui estime bien connaître la Nouvelle-Calédonie — il a, toutefois, qualifié de « rentrée scolaire » la simple reprise des cours après quinze jours de vacances, le véritable retour se faisant, là-bas, en mars — n'a pas craint d'encourager l'hostilité des indépendantistes envers les journalistes, qu'il a accusés d'être à l'affût du moindre incident et de faire la part trop belle aux FLNKS. Le premier ministre aurait été mieux inspiré en réclamant de ses amis du RPR un effort de « communication ».

Tout en assurant ses fonctionnaires que leur pouvoir d'achat sera maintenu, M. Chirac a venté les mérites de sa politique de « redressement », celle-ci impliquant, a-t-il affirmé, que la campagne pour l'élection présidentielle s'ouvre « le plus tard possible ». C'est sa première réponse à M. Raymond Barre, A Bordeaux, la semaine prochaine, devant les parlementaires du RPR, le premier ministre répondra, sur le fond, aux critiques du député de Lyon.

PATRICK JARREAU.

هنا من الزور

Société

La révolte des détenus en Europe

L'homme en prison

Depuis plusieurs mois, des révoltes se sont succédées non seulement dans les prisons françaises mais aussi dans celles de plusieurs pays d'Europe. Si leurs effets ont été d'ampleurs diverses, on peut se demander si leurs causes profondes ne sont pas communes.

par Philippe Boucher

Irréaliste en matière d'économie, de défense, de diplomatie et même de police, le francocentrisme ne l'est pas moins sur le terrain pénitentiaire. La France ressemble à ses pairs, qui l'imitent. De Paris à Londres et de Madrid à Rome, sans oublier ce que sont les États-Unis, les mêmes causes produisent les mêmes effets. L'opinion dominante réclame et obtient une répression plus sévère, cependant qu'elle s'oppose à une augmentation correspondante des crédits.

Il faut donc se féliciter que, malgré cela, entrepris un vaste programme de construction, surtout si l'on s'abstient de bâtir de nouveaux Fleury-Mérogis. Mais non sans rappeler ce que confiait M. Robert Badinter : les magistrats auront plutôt tendance à remplir les nouveaux établissements qu'à alléger, grâce à eux, les anciens.

Pour d'autres raisons, M. Albin Chalandon table, lui aussi, sur un accroissement considérable de la population pénitentiaire. De sorte que l'on peut se demander si la fin du surpeuplement et de tout ce qui en découle est vraiment pour demain.

C'est vrai en France, c'est vrai aux États-Unis : qu'un franc ou un dollar supplémentaire soient prévus pour les prisons, et l'opinion en tire la conclusion que c'est au détriment direct de l'homme libre et que les méchants sont mieux considérés que les bons.

En fait, la réaction commune n'est pas seulement d'avarice. Elle est aussi récusation que l'homme détenu ait le droit de demeurer un homme tout court.

Les conséquences viennent d'elles-mêmes. A l'exception de l'Allemagne fédérale (1), qui a jadis plongé si bas qu'elle paraît aujourd'hui à l'abri de la plupart des maux du temps, le surpeuplement des établissements provoque régulièrement des révoltes de prisonniers. Que ces révoltes soient spontanées ou animées par un meneur comme Mario Tuti à l'île d'Elbe ne modifie pas le fait qu'elles se développent parce que les circonstances le permettent.

Des pays qui ont atteint un degré jamais vu de civilisation, si on la mesure au niveau de vie, à la protection sociale, aux avancées techniques et à l'instruction, laissent une partie de leurs populations vivre dans des conditions matérielles et intellectuelles dont on peut dire tout ce que l'on veut sauf qu'elles sont dignes de l'époque.

L'Occident capitaliste, si fier, non sans quelque motif, d'avoir des droits de l'homme une pratique qui ne s'observe pas ailleurs, s'arrête en chemin et prive du bénéfice de ces droits, fût-ce pour un temps limité, des centaines de milliers de gens. Le ministre français de la justice l'a reconnu sans équivoque avant l'être à la tribune de l'Assemblée nationale.

Reclus exilés

Que les populations ainsi traitées soient composées de délinquants, réels ou présumés, selon qu'ils ont ou non été jugés, ne change rien à l'observation. Contrairement aux époques passées, il existe maintenant un fossé, quand ce n'est pas un abîme, entre les conditions moyennes de vie du détenu et celles de l'homme libre.

Cette distance était moins manifeste autrefois. L'inconfort carcéral n'était pas très éloigné de ce qui prévalait à l'extérieur : nourriture médiocre, logements exigus et dépourvus d'équipements domestiques, existence précaire, soins médicaux insuffisants. Le détenu ne pouvait avoir le sentiment qu'il était exclu deux fois comme c'est le cas aujourd'hui : parce qu'il est reclus et parce qu'il ne vit pas, cela mis à part, comme un homme.

Or le détenu de 1987 a, au moins sur un plan, suivi l'évolution générale : il est informé. Depuis que, grâce à René Plevin, dans les années 70, les journaux sont légalement entrés dans les prisons, depuis qu'il n'est plus nécessaire de bricoler un transistor à partir d'un rasoir électrique mais qu'il s'achète à la cantine, depuis que la télévision a droit de cité, le détenu remarque au jour le jour qu'il n'est pas seulement privé de sa liberté, mais de tout le reste, y compris, ce qu'il pouvait savoir sans le secours de la presse, de vie sexuelle. Dût-on ricaner de ce rap-

Même si son niveau intellectuel, ou du moins de diplômes, reste bas, le détenu sait en principe lire.

et écrire. Libre ou sous les verrous, un tel homme, chacun en convient, ne se commande pas comme un analphabète. C'est-à-dire qu'il est moins docile et plus enclin à discuter de son sort que par le passé.

Jusqu'au moment où, la chaleur aidant, la déception née de permissions refusées, de diminutions de peine supprimées, ou encore sous l'impulsion d'un meneur habile, la discussion devient révolte. Alors tout s'effondre. Affluent en même temps les promesses et les « bidules » des CRS, des « bobbies » et des gendarmes du roi des Belges.

Les frissons de l'opinion

Aussitôt faites, pour ramener le calme, mais aussitôt oubliées, les promesses font place aux expédients ordinaires. Ainsi voit-on la Grande-Bretagne, gouvernée par une fermeté qui n'est plus à décrire, procéder à des libérations aussi massives qu'arbitraires. Les trois mille cinq cents de cet été venaient à point pour éviter que la chaudière carcérale n'explose au nez de M^{rs} Thatcher. L'Italie s'en tient aux mêmes combinaisons.

Le gouvernement français s'y refuse, ce que la cohabitation explique au moins pour une part. Sans doute le premier ministre n'est-il pas sûr de faire coiffer par la suite le chapeau d'une mesure qui ferait pousser des hauts cris aux âmes vertueuses, celles qui n'ont pas la moindre idée de ce

qu'est réellement une prison. En revanche, les dirigeants, de droite comme de gauche, savent parfaitement ce qu'il en est. C'est ce qui est consternant. Les ministres, de quelque bord qu'ils soient, ont beau faire les mêmes constatations affligées dès leur entrée en fonctions, les spécialistes remettent les mêmes rapports, les députés se lamentent à l'unisson, les journalistes se font l'écho des uns et des autres, rien n'y fait. A quelques nuances près, les décisions se modèlent sur les frissons de l'opinion.

S'il est un domaine où la rupture est complète entre le pouvoir et les citoyens, c'est bien celui de la prison. Les uns savent mais n'osent agir. Les autres croient parce qu'ils ne savent pas. A quoi on ajoutera une troisième catégorie : ceux qui savent et croient quand même parce qu'ils y ont intérêt.

Alors prospère, en toute tranquillité, le mythe des « prisons 3 étoiles » que les détenus de Bruxelles, sotte ment mais non sans motif, vont contribuer à entretenir. Alors que leur révolte est au contraire la preuve que l'hébergement consenti aux voyous britanniques du Heysel relève de l'exception. Ainsi navigue-t-on en plein paradoxe. Mais ce paradoxe, c'est l'image vraie de la réalité pénitentiaire.

(1) Le « suicide » des membres de la bande à Bader, dans leur prison de Stammheim, n'a rien pu à voir avec le problème pénitentiaire.

En Meurthe-et-Moselle

L'ancien chef de cabinet du président du conseil général inculpé de vols de documents et écroué

NANCY
de notre correspondant

Interpellé, vendredi 4 septembre, à Ajaccio, M. Jean-Luc Schwartz, trente-huit ans, ancien chef de cabinet de M. Claude Huriet, sénateur CDS et président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, a été inculpé de vols, mardi 8 septembre, à Nancy, avant d'être écroué. Plus que l'inculpation, c'est la circonstance même de l'inculpé qui donne à l'arrestation des allures d'affaire politique à la rentrée nancéienne. En effet, M. Jean-Luc Schwartz était aussi l'assistant parlementaire de M. Huriet. Celui-ci, un des ralliés de la première heure à Raymond Barre en Meurthe-et-Moselle, fait figure de leader du mouvement barriste en Lorraine. Y compris à Nancy, dont le maire, M. André Rossinot, président du Parti radical valoisien, est un des ministres de M. Jacques Chirac.

Lorsque le président Huriet avait annoncé ses intentions barristes, les rapports s'étaient sensiblement dégradés avec son assistant, dont les idées politiques étaient plus proches du RPR. Jusqu'ici, l'émulsion grise du président Huriet, Jean-Luc Schwartz avait, petit à petit, disparu du paysage politique local dès la fin de 1985. Licencié de son poste de chef de cabinet puis d'assistant parlementaire, il avait quitté la région.

Quelque temps après son départ, le président Huriet portait plainte contre X, à la suite de la disparition de « dossiers à caractères sociaux » lors d'un cambriolage au conseil général.

M. Jean-Luc Schwartz fit alors l'objet d'un mandat d'amener, délivré le 12 septembre 1986 par le juge d'instruction, M. Gilbert Thiel. Depuis l'arrivée de Jean-Luc Schwartz à Nancy, lundi soir, et son inculpation, quelques heures plus tard, par le procureur général en personne, toute la classe politique locale s'interroge sur la nature des dossiers subtilisés.

Selon le sénateur Huriet, qui a annoncé publiquement lundi en pleine session du conseil général l'arrestation de son ancien chef de cabinet, les documents volés ne concernent que le domaine social et n'avaient aucun caractère politique. « Il s'agissait vraisemblablement d'entraver le fonctionnement de mon cabinet », a supposé M. Claude Huriet, pour qui son ancien collaborateur était un personnage « troublant » qui ne « donnait pas toujours l'explication de ses démarches ». Ce qui n'empêche pas les commentaires sur le contexte politique de cette affaire d'aller bon train.

JEAN-LOUIS BEMER.

A Nice

Quinze ans de réclusion pour le meurtrier d'un jeune homme

La cour d'assises des Alpes-Maritimes a condamné, mardi 8 septembre, à quinze ans de réclusion criminelle, Jacques Orain, quarante-trois ans, meurtrier d'un jeune homme de dix-neuf ans.

Carrossier au chômage, Orain, qui avait beaucoup bu ce jour-là, attendait, à Antibes le 16 octobre 1985, armé d'une carabine, son épouse, qui avait décidé de le quitter. Au cours de cette attente, il se trouvait dans sa voiture à côté de laquelle stationnait celle d'un jeune homme, Bruno d'Anna. Ce dernier écoutait la radio et il avait poussé la puissance. Jacques Orain s'en montra irrité et demanda à son voisin de baisser le son. Le jeune homme ne l'entendit pas et persévéra. Ce fut la seule raison du geste de Jacques Orain, qui, sortant de son véhicule, tira sur le garçon à deux reprises, le blessant mortellement.

Rapidement arrêté, Orain, dont le taux d'alcoolémie constaté était de 3,45 grammes, devait déclarer pour expliquer son acte, « Je ne voulais tout de même pas être pris pour un imbécile par des Arabes ». Le représentant du ministère public, M^{re} Brigitte Sibut, avait requis vingt ans de réclusion en soulignant l'absence de repentir de l'accusé et son acharnement. Cependant, après les plaidoiries de ses défenseurs, M^{re} Patrick Berard et Gérard Baudouin, qui avaient invoqué les troubles nerveux de leur client relevé par les experts, Jacques Orain avait dit, en pleurant, qu'il compatissait à la peine des parents de sa victime.

● Mandat d'arrêt après le crime de Charleville-Mézières. — M^{re} Christine Bihin, juge d'instruction au tribunal de Charleville-Mézières, a décerné le 8 septembre un mandat d'arrêt contre Jean-Marc Troyon, vingt-huit ans, soupçonné d'avoir frappé puis jeté dans la Meuse, où il se noya, Mohand Bouguermouh (le Monde du 8 septembre). Un camarade de Troyon, Bruno Thiebaut, vingt et un ans, interpellé après le crime, a été inculpé d'assassinat et écroué.

Malgré la tension dans les établissements pénitentiaires belges

Les « hooligans » du Heysel sont extradés à Bruxelles

Le secrétaire britannique à l'Intérieur, M. Douglas Hurd, a refusé mardi 8 septembre de reporter l'extradition vers la Belgique des vingt-six supporters du club de Liverpool qui doivent être jugés à Bruxelles pour le drame du stade de Heysel, qui avait fait trente-neuf morts lors de la finale de la Coupe d'Europe des clubs de football le 29 mai 1985.

Ce report avait été réclamé par l'avocat de plusieurs des supporters à la suite des mutineries déclenchées dans les prisons belges par les rumeurs selon lesquelles les hooligans bénéficieraient d'un traitement de faveur dans un quartier spécial de la prison de Louvain. « Si de tels incidents se produisent avant même leur arrivée, Dieu sait ce qui peut se passer quand ils seront dans leur prison », avait déclaré l'avocat, sir Harry Livermore.

Le transfert des hooligans a eu lieu mercredi. Un appareil des forces aériennes belges est allé les

chercher à l'aéroport militaire britannique de Brize Norton où ils ont été conduits sous bonne escorte de leur prison de Worwood Scrubs.

Dès leur arrivée à Bruxelles, les jeunes supporters doivent être présentés devant un juge qui leur signifiera officiellement leur inculpation, avant leur incarcération à la prison de Louvain.

Celle-ci a été gagnée à son tour mardi soir par la tension qui règne dans les prisons belges. Une partie de ses deux cents détenus ont refusé d'accomplir les tâches auxquelles ils sont normalement astreints. Ils réclament une meilleure application du régime de libération conditionnelle. En début de semaine, de très violents heurts avaient éclaté dans deux autres prisons, notamment à Saint-Gilles, où les bâtiments pénitentiaires ont été totalement dévastés lundi par les heurts entre détenus et forces de l'ordre (le Monde du 9 septembre).

Le proxénétisme lyonnais, toile de fond d'un règlement de comptes jugé à Barcelone

La fin tragique de Raymond Vaccarizi

Trois heures d'audience ont suffi, lundi 7 septembre, à la chambre criminelle du tribunal territorial de Barcelone pour examiner un dossier dont l'instruction, conjointement menée à Lyon et en Espagne, avait nécessité trois ans. Ce procès à grande vitesse de trois Français, René Nivois, Georges Colla, Roxan Andronov, et d'un Espagnol, Julio Balader, accusés d'être les commanditaires ou les complices de l'assassinat de Raymond Vaccarizi, dans sa cellule, en juillet 1984,

LYON
de notre bureau régional

14 juillet 1984, 23 h 15. A travers les barreaux de sa cellule de la prison Modelo, à Barcelone, Raymond Vaccarizi, trente-cinq ans, sur le point d'être extradé vers la France, converse avec sa compagne, Antoinette. Comme elle l'a souvent fait, la jeune femme est venue, depuis la rue Provenza, qui borde la prison d'arrêt, s'offrir une séance de « parolage sauvage » avec le détenu arrêté seize mois plus tôt, dans le centre de Barcelone. Soudain, deux coups de feu claquent. Atteint en pleine tête de deux balles de calibre 7,64 tirées depuis le toit-terrasse d'un immeuble voisin, Raymond Vaccarizi s'effondre, tué net.

Les autorités, comme l'opinion publique espagnole, seront profondément choquées par les circonstances marquées de cette « exécution ». En venant régler ses comptes en plein cœur de Barcelone, le « milieu » lyonnais, dont Raymond Vaccarizi, inculpé de meurtre et de proxénétisme, était considéré comme le caïd, a franchi une nouvelle étape dans un processus migratoire très particulier. Avant même que Lyon et la région Rhône-Alpes ne songent à jeter des passerelles politico-économiques-culturelles vers Barcelone et la Catalogne, le « milieu » lyonnais avait consommé, à sa manière, une sorte de jumelage transpyrénéen. Davantage que des bases de repli, le fameux « gang des Lyonnais » d'Edmond Vidal s'était aménagé, de la Costa Brava à la Costa Del Sol, de véritables plateformes opérationnelles pour perpétrer les trafics les plus variés.

Le gang de Vaccarizi, qui, au début des années 80, domina, à sa suite, le proxénétisme lyonnais, conserva ces habitudes de semi-villégiature ibérique. La limonade ou l'hôtellerie constituant le plus souvent les façades d'activités moins avouables, Gérone, Tarragone ou, plus modestement l'Escala et Miami-Playa devinrent ainsi, à tous les sens du terme, des « comptoirs-refuges ».

Après l'assassinat de Vaccarizi, les services de police et les institutions judiciaires des deux pays, qui coopéraient déjà étroitement, resserrèrent encore leurs liens. Les efforts déployés sur l'axe Lyon-Barcelone, finirent par payer, mais d'une

manière assez inattendue. Alors que les enquêteurs avaient de bonnes raisons de soupçonner les rivaux du gang Vaccarizi d'être les commanditaires du meurtre, la police judiciaire de Lyon marqua le premier des points décisifs en arrêtant à Lyon l'exécuteur du « contrat » : un certain Gérard Montreuil.

Elément d'élite du Tir olympique lyonnais, où il s'entraînait régulièrement, cet homme de vingt-neuf ans était totalement inconnu des services de police. Les aveux qu'il signa le 24 janvier 1985 dans le cabinet de M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, furent pourtant tellement « circonstanciés » qu'ils permirent l'arrestation d'une vingtaine de truands des deux côtés des Pyrénées. Un coup de filet quasi historique qui déstabilisa pour longtemps le proxénétisme local.

L'arme utilisée — une carabine Tikka avec lunette de visée — achetée en juillet 1984 dans une armurerie du quartier des Terreaux avait permis aux policiers lyonnais de remonter jusqu'à Gérard Montreuil.

La « guerre du trottoir »

Celui-ci, qui travaillait jusque-là dans un garage de Saint-Fons (banlieue sud de Lyon) géré par Roxan Andronov, avait été amené à jouer les commissionnaires entre Lyon et l'Espagne. Sur place, il avait été subjugé par René Nivois, autre chef de file du proxénétisme lyonnais en exil, et par la douce vita que pouvait s'offrir son entourage. A l'image de Vaccarizi mais à moindre échelle, le clan des frères Nivois régna sur plusieurs quartiers chauds de l'agglomération lyonnaise en imposant une taxe de 5 000 F à 8 000 F par semaine, à chaque femme qui s'y prostituait. Il s'assura ainsi un chiffre d'affaires annuel de plusieurs millions de francs.

Entre les Vaccarizi et les Nivois les rapports, d'abord excellents, n'avaient cessé de se dégrader. Pour des questions d'hégémonie plus que de sensibilité. En 1982, à l'Escala, Vaccarizi avait tenté vainement d'abattre René Nivois. Quelques mois plus tard, il s'en était pris à Julio Balader, un lieutenant espagnol des Nivois, en lui assénant quelques coups de marteau sur la tête.

Ces épisodes mouvementés d'une « guerre du trottoir » lyonnais se prolongeant au-delà des frontières devaient inévitablement se conclure

dans le sang. Gérard Montreuil se laissa convaincre d'en être le bras armé. C'est ainsi que en juillet 1984, l'influencable mercenaire, accompagné de Balader, se posta sur la terrasse d'un immeuble barcelonais et fit feu.

L'obstination méthodique du SRPJ et des magistrats lyonnais aura finalement permis de boucler, en France, un dossier de plus de cent pièces qui s'emboîtent parfaitement dans le puzzle éparé dont disposaient leurs homologues espagnols.

Paradoxe d'une procédure internationale assez exceptionnelle, Gérard Montreuil, le tireur, comparaitra seul devant les assises du Rhône, vraisemblablement en 1988. Même si les trois Français du quatuor barcelonais devraient, à terme, être extradés, pour répondre d'autres crimes ou délits antérieurement commis à Lyon.

Le 18 septembre 1984, Georges Manoukian dit « Chalm », qui avait soutenu jusqu'au bout les Vaccarizi et espérait peut-être leur succéder, était abattu dans une rue de Villeurbanne (Rhône) par deux tueurs, aujourd'hui sous les verrous. Une page de l'histoire du grand banditisme lyonnais était tournée.

ROBERT BELLERET.

Les deuxième assises des victimes du terrorisme se tiendront le 24 septembre

Les deuxième assises de l'Association des victimes du terrorisme se tiendront le jeudi 24 septembre au Sénat, palais du Luxembourg.

Les témoignages de différentes personnes victimes d'actes terroristes, des rapports élaborés par des juristes et des médecins sur les conséquences de ces actes, et une communication de M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, sont inscrits à l'ordre du jour. Les responsables de ces assises, ont sollicité la participation de MM. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, et Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité.

L'Association des victimes du terrorisme a été créée au mois de décembre 1983, à l'initiative de M. Jean-Paul Raymond, victime d'un attentat en Guadeloupe en janvier 1984.

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

LA COMMUNICATION A PARTIR D'UN MICRO

N° spécial Septembre 87

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

JEUNE PUBLIC MAGAZINE

100 SEPTEMBRE/OCTOBRE 1987

SPECTACLE VIVANT : CHARLOT, STRASBOURG, LE PROGRAMME DES PROGRAMMES • LES PETITS CINCHES • CANAL 3 DESOUBRIQUE • CARREFOUR MEDIAS JEUNESSE A NOIR • GRAMME NOIR • LA BATE-LYONNE • LE MYSTÈRE DE L'AMANT • CHANSON : OPERAS POUR ENFANTS • ÉCOLE : LES PROJETS D'ACTION ÉDUCATIVE • ETC.

UNIQUEMENT SUR ABONNEMENT

4 NUMÉROS : 120 F

ABONNEMENTS : 120 F

100 F

8 litres

Chenille

busanne

سكنا من الجدل

Le Monde

EDUCATION

Rentrée en rose et gris

Le vaisseau futuriste de M. Monory

JAUNAY-CLAN
de notre envoyé spécial

Dans le « parc du Futuroscope »,
le « lycée innovant » de Poitiers
est déjà branché sur le vingt et unième siècle...

UN gros vaisseau triangulaire de verre et d'aluminium posé sur la plaine poitevine. Au centre, une courbe de scierie, circulaire enclenchée dans des murs chocolat. Et, collissant sur un énorme rail aérien, un toit aux allures de soucoupe volante. Le « lycée innovant » de Januay-Clan, au nord de Poitiers, ne dépare pas le « parc du futur » où il est installé. Le pavillon du « Kinémax », cinémas sur écran géant qui étoile déjà la corolle de béton de l'Institut de l'innovation », et bientôt les « galaxies du futur », première tranche du parc d'attraction en construction, compléteront le décor. Dans chacun de ses discours de ministre, sans exception, M. René Monory fait référence à cette réalisation, dont il est l'initiateur en tant que président du conseil général de la Vienne, et qui symbolise si parfaitement son obsession du vingt-et-unième siècle. Mardi matin, pendant que des millions d'élèves tentaient de reprendre pied sur la planète scolaire, le ministre entraînait quelques journalistes dans une visite guidée, commentée avec une fierté gourmande, de « son » parc futuriste, dont le cloch est sans conteste le nouveau lycée, l'un des premiers entièrement financés par une région.

D'architecture audacieuse, l'établissement se distingue aussi

par des procédures de recrutement dérogatoires du droit commun et par un projet pédagogique très séduisant autorisé par un cadre « haut de gamme » et des équipements exceptionnels. Un lycée-vitrine, donc, pour faire rêver professeurs et élèves en cette rentrée entassée. Non que les quatre classes de seconde du « futuroscope », avec trente-six élèves chacune, soient moins chargées que la moyenne nationale. Mais l'établissement, construit pour accueillir dans l'avenir 1 100 lycéens et étudiants, paraissait étonnement vide en ce jour de mise à flot.

Les élèves eux-mêmes n'étaient pas moins abasourdis et désorientés que s'ils venaient de découvrir la caverne d'Ali-Baba. Avec ses salles de classe mobiles de gris et équipées de cloisons mobiles à isolation phonique, ses murs mouchetés de bleu, ses petits espaces pour le travail individuel et son vaste centre de documentation baigné de lumière, l'embarcation tient plus du paquebot de luxe que du cabotier. Sans parler de l'ascenseur, du réseau télématique qui irrigue chaque salle, des batteries d'ordinateurs, du studio vidéo et de l'équipement d'analyse digitale des images.

Dans cet univers ultra-câblé, tout n'est pas encore parfaitement au point. Et les visiteurs de cette entrée ont dû écarquiller les yeux pour discerner sur un écran cathodique balayé de parasites la silhouette de M. Monory invité en direct du journal de TF1, présent... depuis une salle de classe voisine. Les ondes hertziennes ont encore du mal à pénétrer dans le monde du futur.

**« L'objectif
c'est le bac »**

Mais les professeurs n'ont nullement l'intention de s'amuser avec la vidéo ou les ordinateurs. « *L'objectif, c'est le bac* », résume l'un d'eux. Ils ont été recrutés « sur profil » et non par référence au barème des mutations de l'éducation nationale, qui prend surtout en compte, pour les mutations, l'âge et la situation de famille. Le dynamisme pédagogique, le goût de l'innovation, l'esprit d'équipe et l'intérêt pour l'informatique et la communication ont été les critères pour la sélection des dix-neuf enseignants, opérée par le rectorat, puis par l'inspection générale. Un professeur de lettres au passé de journaliste côtoie un collègue de mathématiques militant de

l'information pédagogique, et un jeune agrégé de génie électrique. De mauvaises langues évoquent bien des tentatives d'intervention en haut lieu, destinées à pousser certains candidats. Mais les choix finalement opérés ne semblent pas être mis en cause. Les heureux élus, choisis chacun parmi quatre, voire six, prétendants, auraient mauvaise grâce de se plaindre. L'équipe pédagogique a testé sa cohérence lors d'un séminaire d'une semaine, début juillet. Elle se reconnaît aujourd'hui dans le projet d'établissement peaufiné et discuté, qui prévoit, entre les autres, l'adoption d'un cursus socialement évités au maximum, grâce au respect du rythme individuel de chaque élève.

Cent quarante garçons et filles ont été sélectionnés sur dossier parmi les collégiens de la région qui s'étaient portés candidats... Non pas sur des critères d'excellence, jure M. François Samson, proviseur, mais sur leurs motivations à l'égard des options proposées (techniques des systèmes automatisés et informatique), leur goût pour la communication et les responsabilités. Priorité a ainsi été donnée aux délégués de classe et aux animateurs d'associations. 25 % de leur emploi du temps seront consacrés à des activités qu'ils organiseront eux-mêmes en fonction d'un projet personnel. Ce mode de fonctionnement doit être facilité par le fait que chaque enseignant bénéficie d'une déduction de trois heures de cours par semaine sur son service réglementaire pour se concerter avec ses collègues, mettre en œuvre des travaux interdisciplinaires et assurer régulièrement un soutien pédagogique par groupe de dix élèves.

Privautés ? « Certains constatent que tout le monde n'a pas été traité à égalité », commente de façon elliptique M. Henri Roy, proviseur du lycée du Bois d'Amour au centre de Poitiers. Cet établissement, en projet depuis six ans, vient d'ouvrir dans des locaux provisoires, laissés libres par une ancienne école normale d'instituteurs. Le petit bâtiment crépi et l'hôtel Renaissance qui abritent des classes aux murs jaunis mais chaleureux, face au chevet de l'église romane Saint-Hilaire, n'ont rien de funéraire. Ce n'est qu'à la rentrée prochaine que le lycée prendra possession de ses locaux neufs, en construction au sud de Poitiers. Le Bois d'Amour lui aussi financé par la région Poitou-Charantes et prévu pour 1 000 élèves, devrait coûter 50 millions de francs. Soit moitié moins que le « lycée du futur ».

PHILIPPE BERNARD.

Guichets fermés à Montchapet

Prévu pour 1 700 élèves, ce lycée dijonnais en accueille 2 350. Il faudra se serrer et faire classe dans le dortoir.

LE lycée Montchapet joue à guichets fermés. Avec 2 350 inscrits, dont 1 850 dans le second cycle, cet établissement dijonnais fonctionnera cette année au maximum de ses capacités. Prévu, voici vingt-cinq ans, pour 1 700 élèves, le lycée est touché de plein fouet par l'augmentation des effectifs à l'entrée en seconde. Ce phénomène général, dû à une légère poussée démographique et à un allongement spontané de la scolarité, pose, à Montchapet comme ailleurs, des problèmes matériels et pédagogiques.

De la seconde à la terminale, les classes comptent, le plus souvent, de 37 à 39 élèves. En attendant les seize salles supplémentaires qui doivent être construites pour la rentrée prochaine, les élèves s'entassent dans des bâtiments exigus et parfois improvisés : pour loger son monde, le proviseur a dû par exemple transformer une partie de l'internat en salles de classe.

Mais ces extensions de fortune ne sont que des cache-misère et le problème des salles équipées en matériel d'expérimentation reste en suspens. Le terrain de sport menace de devenir étriqué, la cantine accueille 9 élèves à des tables de 8 et la cohue devient parfois telle dans les couloirs qu'une enseignante y a déjà été renversée par la foule des élèves sortant en récréation.

Débordée par l'afflux des candidatures, l'administration refuse certains redoublements en terminale et les parents craignent pour la sécurité de leurs enfants. « Des exercices d'évacuation ou bien été pratiqués », remarque M. Albert Bourrel représentant de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) au lycée Montchapeau, mais qu'arriverait-il en cas de panique réelle ? Enfin, à force de parler au plus pressé, les responsables administratifs n'ont guère vu la possibilité d'innover.

Avec les crédits dont nous disposons, nous assurons le fonctionnement de l'établissement », constate M. Jacques Robidet, proviseur du lycée mais il est difficile d'investir.

Des piles de copies himalayennes

Contraints de tenir tête à des groupes très importants, les enseignants doivent, en plus, corriger des piles de copies qui leur paraissent himalayennes. « Les dépressions sont nombreuses et certains se découragent », note M. Jean Theuret, professeur d'histoire et de géographie. Les professeurs de langues s'arrachent les cheveux pour faire paraître tous les élèves, et les classes de seconde n'assistent plus aux cours de sciences naturelles qu'une fois par quinzaine : faute de pouvoir effectuer les

manipulations nécessaires tous ensemble, elles ont été scindées en deux groupes.

Enfin, les enseignants se plaignent de consacrer moins de temps à leurs élèves. « Parfois, quelques minutes suffiraient pour débloquer un élève en difficulté, affirme M. Jean-Claude Cinquin, enseignant de mathématiques. Or nous ne pouvons matériellement pas toujours le faire. Ceux qui ont des problèmes sont les plus pénalisés. »

RAPHAËLE REROLLE.

« Kiosque infos »

LES élèves du lycée Paul-Boncompagni, d'Arlézia à Paris, ont eu la chance de découvrir, le jour de la rentrée, au milieu du hall, un grand kiosque muni de deux écrans : un serveur minitel et un espace publicitaire. Mis en place pour la première fois à Paris, ce « kiosque infos », conçu par la société EcolyCom, existe déjà dans plusieurs lycées de province. Son but : favoriser les relations entre professeurs et élèves, parents d'élèves et lycéens. Accessible gratuitement sur place et par simple réseau téléphonique de chez soi, il offre plusieurs types d'informations : emplois du temps, absences de professeurs, informations du proviseur, date de réunions et conseils de classe. Une tribune permet aux élèves d'organiser eux-mêmes un système de petites annonces. Il est également ouvert aux élus de quartier : activités sportives et culturelles, mais également annonces des commerçants locaux.

Une idée astucieuse qui devrait s'étendre, d'ici un an, dans trois cents établissements scolaires en France, avec la possibilité, à terme, d'établir entre les lycées un large réseau. Pourtant, cette innovation ne va pas sans poser certains problèmes, son financement étant exclusivement assuré par la publicité. Un grand écran en couleur placé au-dessus du serveur minitel diffuse, outre un spot contre la drogue, des annonces publicitaires.

Des spots de la BNP succédant aux cahiers Oxford et aux ordinateurs Amstrad. Si un contrat règle même la nature et les messages des annonceurs, ce kiosque n'en introduit pas moins la publicité au sein même de l'école. Cet aspect ne semble pas déranger outre mesure les créateurs du système, qui s'appuient sur une étude montrant le goût des jeunes pour la publicité, ni le proviseur, M. Jean-Pierre Laffitte, pour qui elle représente un lien intéressant entre l'établissement et les entreprises.

Le cahier scandaleux

TOULOUSE
de notre correspondant

UN petit cahier à spirales a soudainement enflammé les esprits au cours de cette rentrée scolaire en Haute-Garonne : il vient de faire l'objet d'une interdiction à la diffusion émanant de l'inspection académique, qui agissait probablement sur instruction du préfet de région.

A l'origine : une initiative du conseil général du département, présidé par M. Léon Esckhoutte, sénateur socialiste. Il s'agissait d'offrir à tous les élèves des collèges un cahier de textes, ajoutant à l'outil de travail traditionnel un véritable manuel d'instruction civique. Abondamment illustré, il dessinait en quelques planches le rôle du conseil général en matière d'éducation.

Mardi matin, première alerte dans les classes. « Je vous distribue ces cahiers, mais *je n'écris rien, on vous le reprendra demain* », ont déclaré à leurs élèves certains enseignants. Dans la journée, l'inspecteur d'académie, M. François Duplan, admettait qu'il avait donné des consignes pour arrêter la diffusion du cahier. « Une enquête sera effectuée, pour vérifier s'il porte atteinte à la neutralité du service public de l'éducation nationale », ajoutait l'inspecteur d'académie. Arguant de quelques plaintes émanant de parents d'élèves, l'inspection d'académie reproche à ce document de ne pas mentionner « les efforts du gouvernement » en faveur de l'école. En termes plus clairs, d'être un outil de propagande (ce qui paraît malgré tout bien excessif).

M. Léon Eeckhoutte, dont la photo figure sur la page de

garde, a très vivement réagi. « Le conflit aura une incidence nationale. Il met en cause la loi de décentralisation de 1982. » « Je dénie par avance les conclusions d'une commission dans laquelle ne siègeraient pas des élus du département et des parents d'élèves. »

M. Léon Eeckhoutte se prévalait de l'accord unanime du département, et du feu vert de l'inspection académique, à qui le cahier aurait été soumis le 28 août dernier. Une note en couverture mentionne que cet ouvrage a été réalisé « avec l'aimable collaboration de l'inspecteur d'académie de Toulouse ». De son côté, la principale organisation de parents d'élèves, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) estime l'initiative intéressante et déplore ce contretemps dans la diffusion du cahier.

GÉRARD VALLES.

Etudes en SUISSE

littéraires,
scientifiques et économiques

Baccalauréat (séries A, B, C, D)
statut officiel de Collège et de Lycée français
à l'étranger

Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans.
Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908

**école
lémania
lausanne**

3, ch. de Prévaille - CH-1001 Lausanne Suisse
Tél. : 19 41/21/201501 - Fax 19 41/21/228700 - Téléc 450600 et ch

RAM **MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**
CONSERVATOIRE NATIONAL
DES ARTS ET MÉTIERS **lipres**

Institut Technique de Prévision Économique et Sociale

Cours du soir et le samedi matin

L'I.T.P.E.S. reprendra ses enseignements les jeudi 1^{er} octobre 1987 à 18 h 15.

Créé au sein du Conservatoire National des Arts et Métiers en 1962, l'Institut est destiné à former ou perfectionner aux techniques modernes de la gestion prévisionnelle, économique et sociale, aide à la décision, management et planification, études de marchés...

Le programme de formation s'étend sur deux ans, suivi d'une année d'études de cas et de recherche appliquée concrétisée par la soumission d'un mémoire. Il est sanctionné par le diplôme de l'I.T.P.E.S. inscrit au niveau II de l'enseignement supérieur technologique.

Publication des diplômés au « Journal Officiel ».

Selon le contenu et le niveau de la formation antérieure (BTS, DUT, Licence, Maîtrise de gestion, Sup de Co...) ou l'expérience professionnelle, l'admission est prononcée en 1^{re} ou 2^e année sur dossier.

Quelques places d'auditeurs libres notamment en 3^e année (Économistes et Gestionnaires de 3^e cycle).

L'I.T.P.E.S. Secrétariat et renseignements : 2, rue Conté - 75003 PARIS.

Bureaux: 372.56 (avec une permanence le samedi matin) - Tél. 42.71.24.14, poste 523.

[illegible]

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. (1) 48.74.65.94
Documentation M sur demande

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES RENTÉE OCTOBRE

COMMUNICATION PUBLICITE MARKETING

Création publicitaire, marketing, stratégie...
Les nouveaux médias appellent de nouveaux responsables
de la communication moderne de demain.

EN DEUX ANS
PREPARATION
AU DIPLOME D'ETAT
BTS
communication et action publicitaire

IECP
INSTITUT EUROPEEN DE
COMMUNICATION ET PUBLICITE

71, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75008 PARIS (1) 42 66 66 82

Documentation gratuite

ADRESSE

CODE POSTAL

TELEPHONE

NIVEAU D'ETUDES

3^e ANNÉE
Parcours Européen et international
Stages et missions pour la
préparation du
P.E.M.C.I.
Projet Européen de Management
en communication internationale
**DIPLOME INTERNATIONAL
DE COMMUNICATION**
en association avec le centre de
management en communication de GENEVE
Admission : bac ou niveau bac.
Financement à 100 % du montant des
études.

INSTITUT EUROPEEN DE
COMMUNICATION ET PUBLICITE

71, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75008 PARIS (1) 42 66 66 82

Documentation gratuite

ADRESSE

CODE POSTAL

TELEPHONE

NIVEAU D'ETUDES

BACHELIERS

SAINT-XAVIER COLLEGE

(CHICAGO) s'installe à PARIS

4 ANS DE FORMATION SUPERIEURE
AU MANAGEMENT - MARKETING - FINANCE

COURS BILINGUES

INSCRIPTION
SEPTEMBRE

1^{er} CYCLE
1^{re} et 2^e
années
à Paris

2^e CYCLE

BBA

Bachelor of Business
Administration
Paris-Chicago

3^e CYCLE

MBA

Master of Business
Administration
Paris-Chicago

Renseignements : Saint-Xavier College, 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 42.66.40.70

1^{er} cycle ☐ 2^e cycle ☐ 3^e cycle ☐

NOM PRENOMS

ADRESSE

CODE POSTAL LOCALITE

TELEPHONE DATE

NIVEAU D'ETUDES



ADMISSION

1^{er} cycle : Baccalauréat.
2^e cycle : Diplômes du 1^{er} cycle.
3^e cycle : Licence - Maîtrise, expérience professionnelle de 2 à 3 ans avec position cadre.

Education

La pression augmente dans les lycées

Bâtiments préfabriqués, classes installées dans des dortoirs désaffectés ou des collèges... Les régions, qui sont maintenant responsables des lycées, doivent faire face à un afflux important d'élèves.

RENTRÉE en bien pour M. Monory, en gris pour l'opposition. Le retour de treize millions d'élèves et d'un million de personnels - un Français sur quatre - dans les classes, les ateliers, les bureaux, les cuisines des établissements scolaires sert, comme chaque année, de toile de fond à un drame national à résonance fortement politique, surtout en cette année pré-électorale. Jours de sueurs froides pour les responsables de l'administration centrale et les recteurs. Que les « bavures » soient nombreuses et monnées en épingle, et le gouvernement tout entier sera mal noté. Que les incidents soient rares ou passent inaperçus, et le ministre sera félicité.

La rentrée 1987 se joue en grande partie sur... le degré d'élasticité des murs des 1180 lycées, où sont attendus 80 000 élèves supplémentaires (+ 11 000 dans les établissements privés). Pour les accueillir, les régions, qui gèrent désormais les bâtiments, ouvrent quelque 30 000 places nouvelles : 3 500 dans des locaux neufs, le reste dans des bâtiments préfabriqués ou, le plus souvent, dans des locaux divers transformés à la hâte en classes de lycée. « Restructurations », « reconstructions », « réhabilitations » : toutes les formules ont été utilisées pour augmenter les surfaces disponibles. Des dortoirs désaffectés ont été aménagés en salles de cours à Clermont-Ferrand, à Bordeaux, ou au Mans. Des bâtiments préfabriqués fleurissent dans les cours de récréation. Pour la première fois, des classes de collèges (où les effectifs sont en baisse) et d'écoles sont reconverties en annexes de lycée - avec les difficultés matérielles et pédagogiques liées à l'écclatement des sites - ou en établissements à part entière.

Sur les dix-huit lycées créés en cette rentrée, cinq seulement occupent des murs entièrement neufs - à Héroucourt (Haute-Saône), à Meylan (au nord de Grenoble), à Jauray-Claire (le lycée du futur de M. Monory, près de Poitiers), à Montigny-Le Bretonneux (Yvelines) et à Reims. Les treize autres ont dû être installés dans des écoles, des collèges ou des écoles normales d'instituteurs.

« Fatigue et amertume »

30 000 places nouvelles pour 80 000 élèves supplémentaires... C'est dire la pression que connaissent tous les lycées et l'alourdissement des effectifs par classe. Certes, après la révolte lycéenne et étudiante de l'automne, M. Monory a réussi à obtenir 1 000 postes de plus que prévu pour les lycées (4 768 ont été créés au total, dont 2 000 prélevés sur les collèges), mais le ministre n'a pu empêcher la suppression de 800 postes dans les écoles primaires, où 22 000 élèves de plus étaient pourtant attendus.

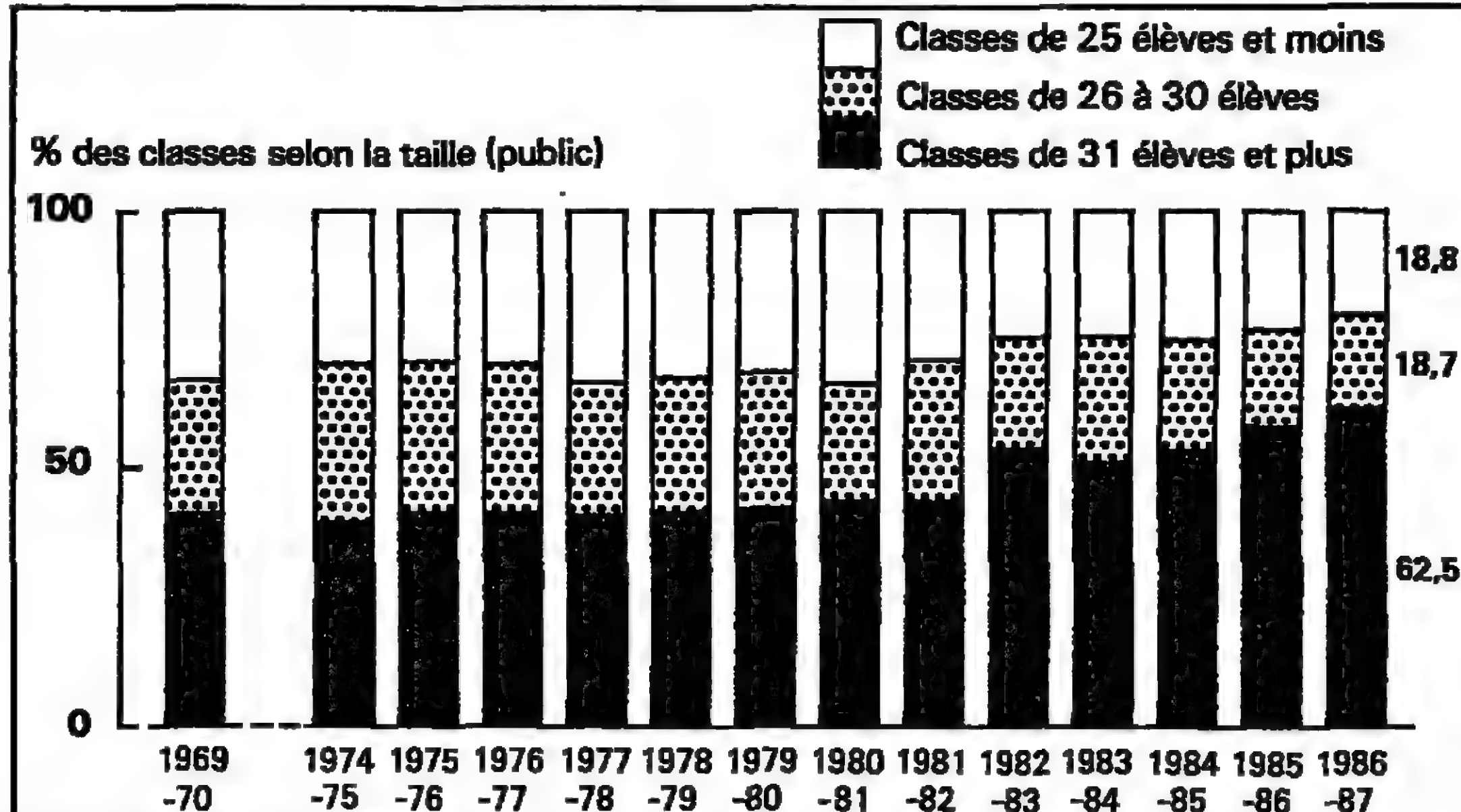
Les syndicats jugent insuffisant l'effort du ministre et, pour cette raison, n'ont généralement pas approuvé qu'il consacre l'essentiel de sa conférence de presse de rentrée à des promesses pour l'après-1988 (le Monde du 3 septembre). Le SNES assure qu'il faudrait 500 postes de

plus pour arrêter dans les lycées la hausse de l'effectif moyen par classe, continue depuis 1982 (voir le schéma). Selon le syndicat, près de 70 % des classes devront tourner avec plus de 31 élèves et, dans les grandes villes, les classes de 36 à 38 élèves ne seront pas rares.

Dans ces conditions, « l'impossibilité de mener la classe comme il faudrait va vite se doubler d'un surcroît de fatigue et de l'amertume de ne pouvoir faire son métier comme on aimerait », déplore le SNES. L'essentiel des créations d'emplois de professeurs a été concentré dans les quatre académies - Créteil, Lille, Nantes et Versailles - où l'envoie des effectifs est la plus nette et la situation dans les collèges jugée la plus mauvaise. En revanche, aucun moyen d'enseignement supplémentaire n'a été accordé dans les sept académies où le ministère estime l'état des lieux convenable : Aix-Marseille, Limoges, Lyon, Montpellier, Paris, Strasbourg et Toulouse.

Mais qui est responsable des difficultés de rentrée dans les lycées ? Le ministère de l'éducation nationale rappelle que les constructions de lycées relèvent, depuis 1986, de la compétence des régions. Mais ces dernières critiquent l'insuffisance des transferts financiers et des créations de postes d'enseignants et de personnel administratif par l'Etat.

L'augmentation du nombre d'élèves par classes.



« Le sous-encadrement, c'est moins un problème de locaux que de postes », souligne M. René Courau, député (CDS), responsable des affaires scolaires au conseil régional de Bretagne et ancien rapporteur du projet de loi Devaquet à l'Assemblée nationale.

L'insuffisance des ouvertures de nouveaux lycées s'explique en partie par le processus de décentralisation. Les quelques établissements inaugurés en cette rentrée résultent, sauf exception, de décisions prises avant la régionalisation des lycées, à un moment où l'Etat ralentissait ses engagements. Les régions ont découvert, en 1986, la situation souvent pilotable du parc immobilier des lycées qui venait de leur être légué et l'ampleur des investissements à consentir. Elles n'ont adopté que tout récemment des programmes de construction souvent ambitieux, mais dont les premiers effets ne pourront se faire sentir qu'à la rentrée 1988 au plus tôt : il faut au moins deux ans pour bâtir un établissement.

Désormais responsables de l'investissement dans les lycées devant leurs électeurs, les régions sont soucieuses de répondre à la demande croissante des familles pour des études secondaires longues. Elles programment leurs constructions sur plusieurs années et souhaitent les utiliser le plus rationnellement possible. Pas question de multiplier les bâtiments vite construits mais vite dégradés, comme au temps où l'on montait « un CES par jour » dans les années 60. Les régions misent sur le dur et sur le polyvalent. En Alsace, des casernes et des usines vont se transformer en lycées. En Bretagne, où une baisse des effectifs est attendue après 1992, on prévoit la conversion des salles en « classes préparatoires à l'université », voire en classes de collèges, moyennant accord avec les départements qui les gèrent.

Mais, pour l'heure, il faut accueillir vite et bien le flot des nouveaux lycéens. Plus de 78 % des familles demandent pour leurs enfants une orientation vers le second cycle long en 1983-1984, à l'issue de la classe de troisième (1). Ce taux est en hausse continue depuis dix ans, mais seuls 37 % d'une génération parviennent aujourd'hui au niveau du baccalauréat. L'effort à accomplir pour porter cette proportion à 80 % en l'an 2000 est considérable. S'il ne se traduit pas seulement en nombre de millions de postes, il faudra bien aussi que l'intendance suive.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Derniers chiffres publiés par le service de la prévision et des statistiques du ministère de l'éducation nationale.

L'audace de Meylan

LYON
de notre bureau régional

AVEC ses trois plots circulaires, séparés par deux immenses perrons en forme d'amphithéâtre, le nouveau lycée du Grésivaudan à Meylan, près de Grenoble, ferait plutôt penser à un aéroport. Perché sur la rive droite de l'Isère, face à la chaîne de Belledonne, il domine la Zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques (ZIRST), où sont concentrées entreprises spécialisées dans l'informatique, l'électronique, la robotique emploient plus de trois mille personnes. « Je sors du bureau du directeur du Centre national d'études des télécommunications. Il est intéressé par une coopération. Grâce au CNET, nous allons essayer de réaliser des échanges en duplex avec les Etats-Unis et l'Union soviétique », rêve déjà à haute voix le nouveau proviseur, M. Henri Bonneville.

Aux alentours, pourtant, ce n'est encore qu'un immense chantier, traversé par les bétonnières et les brouettes. Moins de huit jours avant la rentrée, le téléphone n'était pas encore installé et le mobilier restait rangé dans des cartons. Seules les salles de classes, lumineuses et plus vastes que d'ordinaire, sont déjà équipées.

Le lycée de Meylan n'accueillera cette année que 480 élèves, dans 13 sections de seconde, il en comptera environ 1 200 l'an prochain et 1 500 dans deux ans. Attendu depuis une dizaine d'années par les communes de la banlieue résidentielle de Grenoble, ce nouvel établissement permet de désengorger le vieux

lycée Stendhal du centre ville, transformé en lycée international, pour satisfaire notamment les demandes exprimées par les chercheurs étrangers en poste dans la capitale des Alpes. Conçu par l'architecte grenoblois Michel Ludmer, il a été préparé par une étude menée par un urbaniste sociologue de la société d'aménagement du département de l'Isère, M. Claude Dupré. Un groupe de réflexion, auquel participait l'actuel proviseur, a par ailleurs, recensé les expériences intéressantes sur le plan pédagogique et urbanistique. De sorte qu'au début de 1986, lorsque l'Etat transféra aux régions le pouvoir de construire les lycées, le dossier de Meylan était déjà fin prêt. Pour son premier essai, la région Rhône-Alpes eut ainsi à cœur de réaliser un coup de maître.

Bureautique et hockey

Avec ses équipements sportifs, y compris un terrain de hockey sur gazon, son centre multimédias, son restaurant ouvert aux entreprises avoisinantes, sa cafétéria pour les élèves et ses multiples salles de détente pour les professeurs, le lycée de Meylan représentera lors de son achèvement, en 1988, un investissement total de 110 millions de francs. Dès l'an prochain, il accueillera des sections de bureautique, électronique, robotique et commerce international. Sur le plan pédagogique, le proviseur propose la constitution de groupes de travail ouverts à tous pour résoudre les difficultés engendrées par la poursuite du chantier ou pour élaborer en commun un règlement intérieur.

Bref, l'ambition de M. Bonneville est de faire du lycée de Meylan le « lycée de la qualité totale ». La nomination inattendue de ce proviseur de choc, il y a à peine un mois, a provoqué le mécontentement de la FEN. Toutes les procédures de concertation n'auraient pas été respectées, ce que le recteur dément. Disciple de Bertrand Schwartz, ancien responsable de recherche au lycée expérimental de Sucy-en-Brie (Val-de-Marne), puis directeur du collège de La Villeneuve de Grenoble de 1969 à 1974 et directeur du cabinet du recteur de l'académie de Grenoble de 1976 à 1981, M. Henri Bonneville est depuis longtemps l'homme des missions délicates. L'an dernier, il avait pu emmener en Louisiane vingt-quatre élèves de troisième du collège Chartraise, grâce à l'aide de plusieurs entreprises de la région grenobloise.

Le nouveau lycée du Grésivaudan bénéficiera de la volonté de l'équipe de direction de multiplier les passerelles avec le monde économique. « Ce sera un lycée ouvert sur la commune, sans clôture, branché sur la ZIRST et destiné à former des hommes et des femmes modernes capables de maîtriser les technologies du futur », promet le sénateur UDF et maire de Meylan, M. Guy Cabanel, ancien doyen de la faculté de médecine de Grenoble. Et comme l'enthousiasme de cette première rentrée semble communicative, le maire pense déjà à tout ce que l'on pourrait organiser dans le mail intérieur du lycée : « des expositions, des concerts et, pourquoi pas, un festival... ».

JEAN-LOUIS SAUX.

سكننا من الجبل

Education

A qui profite la liberté ?

L'assouplissement de la « sectorisation » pour l'entrée en sixième ne profite pas également à toutes les familles. Premiers bénéficiaires : les enseignants et les militants des fédérations de parents...

POUVOIR choisir l'école de son enfant... Y a-t-il revendication plus chère aux parents ? Estimant cette liberté menacée en 1984, ils sont descendus dans la rue. Même dans l'enseignement public, les familles admettent de moins en moins la contrainte de la sectorisation, qui impose d'inscrire chaque enfant dans un établissement déterminé en fonction de son domicile. Cette règle parait indispensable en 1963, lors de la création des CES, pour permettre l'utilisation optimale des nombreux établissements programmés à l'époque et assurer un développement démocratique de l'enseignement secondaire. En est-il toujours ainsi aujourd'hui, alors que les collèges voient leur population diminuer et que la montée du consumérisme scolaire tend à privilégier le principe du « libre choix » par rapport à celui de l'égalité devant l'école ?

A y regarder de plus près, cette « liberté » apparaît davantage aux familles comme un principe à défendre que comme une aspiration immédiate, puisque seules 10 % d'entre elles, en moyenne, l'exercent lorsqu'elles leur est offerte dans l'enseignement public pour l'entrée en sixième. Minoritaire, la demande d'une « autre école » se répartit très inégalement selon les milieux sociaux. Mais si les mouvements d'élèves portent sur des effectifs peu nombreux, ils provoquent un glissement vers les établissements les plus cotés, au risque d'aggraver les inégalités.

Plus de transparence

Ces constats, dressés lors de la première expérience de déssectorisation lancée dans cinq zones à la rentrée 1984 (1), sont confirmés et précisés dans un nouveau rapport réalisé à la rentrée 1986 au moment de l'extension de cette opération à trois nouvelles zones comprenant des agglomérations importantes (Lyon, Grenoble, Lille, Saint-Etienne) et des populations scolaires hétérogènes. M. René Monory, qui n'a pas rendu public ce travail commandé par son prédécesseur et remis en mai dernier, avait, entre-temps, annoncé l'extension, pour la rentrée 1987, de la déssectorisation, pour l'entrée en 6^e, à cent trente-deux secteurs répartis dans soixante-quatorze départements. En outre, neuf zones de libre choix pour l'entrée en seconde ont été délimitées.

Générallement, cette déssectorisation étendue, négociée avec les collectivités locales, ne touche pas les établissements les plus prestigieux, afin de ne pas déséquilibrer brutalement l'offre et la demande. Mais le ministre de l'Éducation nationale a précisé, dans une circulaire, que son objectif restait bien « la généralisation de l'assouplissement de l'affectation selon un rythme et des modalités qui pourront varier selon les lieux ». Une formule plus prudente et plus réaliste que « la liberté pour chaque parent de choisir l'école de ses enfants », promise par la plate-forme électorale UDF-RPR de 1986.

Les conclusions de l'enquête menée à la dernière rentrée illustrent bien l'aspiration des parents au libre choix et les dangers d'une application généralisée et brutale de ce principe. Dans les zones « libérées » pour la rentrée 1986, les demandes d'inscription hors secteur, tout en restant marginales (9 à 12 %), ont fortement augmenté par rapport aux années antérieures, où une demande de dérogation était nécessaire. Le taux de satisfaction — 72 % en moyenne — est, lui aussi, en hausse sensible, sauf dans l'agglomération grenobloise.

Les parents ont donc retiré un bénéfice de l'opération non seulement parce que leurs demandes, plus nombreuses, ont été plus largement satisfaites, mais aussi parce qu'une procédure transparente, associant parents, chefs d'établissement et élus aux représentants de l'éducation nationale, s'est substituée à un examen strictement administratif des dossiers plus propices au « favoritisme » et au « piston ». Une liste des critères ouvrant droit à une inscription hors secteur a été dressée en commun, et les dossiers ont été, en principe, examinés publiquement.

Mais ces précautions n'ont pas suffi à éliminer les profondes inégalités entre parents ni une certaine hypocrisie dans les motifs qu'ils avancent. Dans leur étude (2), Robert Ballion et Françoise Clivard montrent que les familles de milieux favorisés et celles dont les enfants sont jugés bons élèves savent le mieux utiliser la nouvelle liberté qui leur est offerte. Les militants des fédérations de parents sont particulièrement nombreux parmi les demandeurs. Les enseignants sont les véritables champions du système,

tion, très inégale, parvenue au public sur la déssectorisation : les trois quarts des cadres et des enseignants — mais moins du tiers des ouvriers — avaient été mis dans la confidence, le plus souvent par les médias. L'administration hésite-elle à faire connaître les nouvelles « règles du jeu » ? C'est ce que pensent certains parents d'élèves militants, même après l'extension de la déssectorisation en cette rentrée scolaire 1987. Ils critiquent non seulement l'insuffisance de la publicité faite à l'opération, mais surtout le manque d'information objective sur les caractéristiques réelles de chaque établissement, qui conduit les familles à s'en remettre aux rumeurs ou à juger sur un seul élément : le taux de succès au brevet des collèges.

Si le rapport Ballion-Clivard constate « les efforts (...) faits

JE VAIS DANS UN LYCÉE
CLASSÉ 8^{ÈME} AU TOP 50!



dont ils connaissent toutes les ficelles. Ils sont proportionnellement trois fois plus demandeurs que les ouvriers et affichent le plus fort taux de satisfaction : 93 % pour les instituteurs, contre 54 % pour les familles étrangères. Pourtant, les enseignants sont aussi les plus nombreux, même parmi les demandeurs de dérogation, à défendre l'application stricte de la sectorisation...

Le nouveau rapport Ballion permet de mettre en lumière les « vrais » motifs des demandes hors secteur. Les réponses des parents à un questionnaire anonyme révèlent que, si la plupart des familles justifient officiellement leur demande par des considérations pratiques ou familiales (proximité du collège, lieu de travail, présence des frères et sœurs...), il ne s'agit souvent que d'alibis. Près d'une sur deux nourrit, en effet, une arrière-pensée d'ordre qualitatif et cherche à fuir un collège dont la réputation est mauvaise ou qui est fréquenté par des enfants d'un milieu social qui ne lui convient pas. En revanche, la présence d'immigrés ne semble pas peser : de tous les motifs, c'est le moins souvent allégué. Alors que les parents aisés jouent d'abord la carte des enseignements spécifiques (sport, musique, langue), les familles populaires, moins bien informées, mettent plus souvent en avant des raisons qualitatives, qui passent mal devant l'administration.

Des stratégies très stratifiées socialement apparaissent : les cadres et les enseignants cherchent à fuir des collèges jugés trop « moyens » et concentrent leurs demandes sur les plus prestigieux — 10 % des établissements — où l'on enseigne le latin, où le taux de retard scolaire et la présence de fils d'ouvriers sont moindres. Les places ainsi libérées sont convoitées par les familles populaires, qui refusent l'établissement de leur secteur, considéré comme trop « dégradé », au risque de le transformer en véritable ghetto. Ainsi un glissement général s'opère vers le haut, avec d'autant plus d'ampleur que le niveau social et l'ambition des familles sont élevés.

Publicité insuffisante

L'une des explications de ce phénomène réside dans l'information insuffisante des familles.

phénomène réside dans l'information insuffisante des familles. Ils sont proportionnellement trois fois plus demandeurs que les ouvriers et affichent le plus fort taux de satisfaction : 93 % pour les instituteurs, contre 54 % pour les familles étrangères. Pourtant, les enseignants sont aussi les plus nombreux, même parmi les demandeurs de dérogation, à défendre l'application stricte de la sectorisation...

Car la déssectorisation n'a pas fait perdre aux partenaires leurs habitudes : l'éducation nationale refuse de reconnaître que tous les collèges ne sont pas identiques, et les parents s'évertuent à inventer un grand-mère dans le quartier ou un impérieux besoin de grec pour ne pas avoir à avouer leur refus d'un collège mal famé. Entre un service public garant de l'égalité d'accueil pour tous les enfants et des familles qui revendiquent leur droit à la meilleure école, le dialogue ne peut être facile.

Ph. Ba.

(1) Robert Ballion et Irène Théry, « L'assouplissement de la sectorisation à l'entrée en sixième », Rapport d'étude pour le ministre de l'Éducation nationale, laboratoire d'économie de l'École polytechnique, juin 1985.
(2) Robert Ballion et Françoise Clivard, « Nouvelles expériences concernant l'assouplissement de la sectorisation à l'entrée en sixième », mai 1987.
(3) Dans un rapport remis en mai 1986, l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale écrivait cependant : « L'intérêt de l'expérience d'assouplissement de la sectorisation (...) réside moins dans ses résultats immédiats que dans l'ouverture des questions qu'elle pose : image et réalité du collège, capacité du chef d'établissement à répondre aux exigences des familles (...), acceptation des différences en termes autres que de hiérarchie, rôle et unité des équipes pédagogiques (...). »

Formation complète :

- journalisme,
- publicité,
- relations publiques,
- relations presse.

INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMUNICATION DE PARIS
Établissement d'enseignement supérieur privé
7, rue d'Artois, 75006 PARIS
42-26-38-25

PRÉPARATION AUX
• BTS Action commerciale
• BTS Comptabilité
INSTITUT TECHNIQUE PRIVÉ
LESCHI
58, cours Julien
13006 MARSEILLE
Tél. : 91-48-10-04

(Publicité)
MATH SUP - MATH SPÉ
TITULAIRES BAC C.D.E. - DEUG A
INSCRIPTIONS JUSQU'AU
28 SEPTEMBRE 1987
Tél. : (1) 64-09-27-69
* 73 % de réussite
aux concours des écoles
d'ingénieurs en 1987.
CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
42, rue Bancel,
77000 MELUN

ISTH Institut privé des Sciences et techniques humaines
LES PRÉPAS DE L'AVENIR :
Pour vous aider efficacement
à réussir dès Septembre.
SCIENCES PO
— Stage intensif d'été —
CENTRE AUTEUIL :
Tél. : 42.24.10.72
CENTRE TOLBIAC :
Tél. : 45.85.59.35

Décollez en anglais
allemand espagnol italien.
EUROCENTRES
FORMATION SANS BUT LUCRATIF
13 G. PASSAGE DAUPHINE 75006 PARIS
TÉLÉPHONE 43-25-81-40

AVIS DE CONCOURS

IFAG

ÉCOLE DE GESTION EN 3 ANS
DONT 12 MOIS SALAIRE
EN ENTREPRISE
ÉCOLES A PARIS - LYON -
TOULOUSE - MONTLUÇON

Admission : niveau Bac + 2 (DUT, DEUG, BTS...)

Concours : SEPTEMBRE 1987

CENTRE D'INFORMATION : IFAG - 37, quai de Genèze
75015 Paris Tél. 45.78.61.52

Établissement privé d'enseignement technique supérieur

GRUPE ESG

4 établissements de renommée internationale

- **Ecole Supérieure de Gestion (ESG)**
Admission parallèle sur dossier pour les diplômés de l'enseignement supérieur.
Date limite : 15 septembre.
- **Ecole Supérieure de Gestion et Finances (ESGF)**
- **Ecole Supérieure de Gestion et Informatique (ESGI)**
- **Ecole Supérieure de Gestion et Commerce International (ESGCI)**

Pour l'ESGF, l'ESGI, l'ESGCI : admissions sur dossier en 1^{re} année pour les bacheliers, en 2^e et 3^e année pour les diplômés de l'enseignement supérieur.

*Préparation aux Diplômes d'État et au MBA

*Le Groupe ESG est le plus important centre d'enseignement supérieur privé parisien de Management :



6000 m2 de locaux - 200 professeurs
Les hommes :
Directeur : Pierre AZOULAY, Diplômé de l'École Centrale de Paris.
Président du Conseil de Perfectionnement :
Serge DASSAULT.
Paraires des promotions :
Jacques CHIRAC, Yves BATTAY, Simone VEIL.

25, Rue St-Anthoine 75011 PARIS. Tél. : (1) 43 55 44 44

2500 employeurs vous recherchent!

EN 9 MOIS, L'IFAD FORME DES ASSISTANTS(ES) DE DIRECTION GÉNÉRALE

Support pédagogique : Gestion, Informatique, Langues, Communication

- Programmes intensifs à plein temps
- Travaux pratiques
- Etudes sur situations concrètes
- Stages en entreprises

Admission : entretiens + tests niveau BAC +



INSTITUT FRANÇAIS DES ASSISTANTS DE DIRECTION GÉNÉRALE
24, avenue Jeanne Massot - 69009 LYON - Tél. 78.47.74.30
164, rue de Fbg Saint-Honoré - 75006 PARIS - Tél. 48.34.00.07
SEMAINE PORTES OUVERTES DU 14 AU 19 SEPT.

Mastère Spécialisé (MS) en Management Social

Octobre 87

Lorsque dans l'entreprise, ce sont les hommes et l'organisation qui font la différence, une Grande École en tire les conséquences...

DIPLOMÉS d'une Grande École d'Ingénieurs, de Gestion ou équivalent, apportez à votre diplôme une réelle valeur ajoutée en vous préparant à toute fonction d'encadrement ou de conseil (consultant, fonction personnel, etc.) avec le

MASTÈRE SPÉCIALISÉ EN MANAGEMENT SOCIAL :

- Un enseignement de haut niveau
- une équipe d'enseignants de renom
- une publicité reconnue par la conférence des grandes écoles.

Renseignements et inscriptions :

Ecole Supérieure de Commerce de Paris, 3^e cycle
79 Avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11
Tél. 43.55.39.08 postes 1156 ou 1198.

groupe escp

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Education

Le ras-le-bol des éditeurs scolaires

GRANDS couturiers du livre de classe, les éditeurs scolaires ont attendu la rentrée pour présenter leurs nouvelles collections et leurs modèles inédits. Cette année, la demi-teinte est la couleur dominante : s'ils se réjouissent de l'augmentation des crédits accordés aux écoles et aux collèges pour l'achat de manuels scolaires, les éditeurs se plaignent de leurs conditions de travail. En clair, ils regrettent de devoir effectuer de véritables processus pour mettre sur le marché des ouvrages de qualité.

La concurrence étant vive, chaque maison s'efforce d'innover et d'élaborer le détail qui emportera la préférence des enseignants. Pourtant, la nouvelle génération de manuels scolaires présente un certain nombre de caractéristiques communes. Riches en exercices et en applications diverses, ils se veulent à la fois simples, pratiques et clairement structurés. Surtout, les éditeurs ont essayé de rendre leurs produits attrayants. Cette année encore, les cartables se remplissent d'ouvrages imprimés en quadrichromie, bien pourvus en illustrations, en dessins et en schémas de toutes sortes.

La mise au point de ces ouvrages, relativement luxueux, ne va pourtant pas sans difficulté. Tout en se félicitant du regain d'utilisation des manuels, après plusieurs années de désaffection de la part des enseignants, les éditeurs comptent plusieurs sujets de mécontentement. Le premier concerne la minceur du délai entre la publication des programmes par le ministère et leur application. Particulièrement sensible cette année, puisque la classe de cinquième et de seconde sont réformées simultanément (1), ce problème affecte vivement les professionnels du livre. « Normalement, les nouveaux programmes devraient être connus douze à quinze mois avant la sortie matérielle des ouvrages », explique M. Philippe Cléménçon, directeur délégué chez Fernand Nathan. Or, pour la

Les éditeurs en ont assez de devoir fabriquer les manuels dans la précipitation, à chaque changement de programmes. Ils l'ont dit au ministre.

classe de seconde, nous avons eu un avant-projet en juillet 1986 et la réforme définitive n'est parue au Bulletin officiel qu'en février 1987. A cette date, les livres, qui doivent être terminés en mai, étaient évidemment bien avancés.

Ces atermoiements ministériels obligent les éditeurs à accomplir des acrobaties techniques dont ils se passeraient volontiers. Certains d'entre eux demandent aux auteurs de travailler sur plusieurs scénarios différents. D'autres vivent des heures de panique pour trouver en temps voulu le matériel nécessaire à la confection des ouvrages. « Notre nouveau manuel de géographie pour les classes de cinquième comporte cent quatre-vingt-quatre pages et plus de cinquante schémas et dessins », explique M. Max Brossollet, chez Belin. Comment voulez-vous fabriquer cela au dernier moment ? Tous regrettent de perdre en tergiversations un temps qui pourrait être consacré à l'innovation.

Les conséquences financières de cette situation ne sont pas négligeables. « La précipitation dans laquelle l'ensemble des manuels de seconde ont dû être élaborés cette année a entraîné un surcoût en heures supplémentaires et travail de nuit payés aux compositeurs, imprimeurs et relieurs », souligne M. Marc Moingeon, président du Groupe des éditeurs d'enseignement.

De plus, tout retard dans la parution d'un ouvrage désorganise le processus d'adaptation aux besoins prévisibles de tirage et de lancement. « Il faudrait apprendre à lire dans le mar de café », commente ironiquement M. Marie-Claude Brossollet chez Belin.

Le Groupe des éditeurs d'enseignement a donc décidé de protes-

ter officiellement contre cette situation auprès du ministère de l'Éducation nationale. Au cours de cette démarche, à laquelle pouvaient se joindre les associations de parents d'élèves, les éditeurs souhaitent aussi s'élever contre la succession de réformes qui désorganisent leur activité. « Certes, à l'occasion de la sortie des nouveaux manuels, les éditeurs voient s'ouvrir un marché important et ne s'en plaignent pas », estime M. Moingeon. Encore faudrait-il que les investissements soient rentabilisés, ce qui n'est pas le cas lorsque les manuels ont une durée de vie trop courte.

Les éditeurs sont également préoccupés par le développement du phénomène de la reprographie. L'insuffisance des crédits accordés aux établissements pour l'achat des livres dans les collèges conduit les enseignants à photocopier des chapitres entiers de manuels pour les distribuer à leurs élèves. Cette pratique constitue un manque à gagner pour l'édition scolaire. Selon une

estimation du Centre français du copyright, entre cent et deux cents millions de photocopies seraient effectuées, chaque année, dans le système scolaire français. « Nous condamnons la photocopie de substitution, qui consiste à reproduire systématiquement des livres scolaires entiers ou des parties importantes de ces livres au mépris des droits des auteurs et des éditeurs », affirme M. Moingeon.

Pour les éditeurs, la reprographie est « contestable » sur le plan pédagogique et entraîne un véritable gaspillage dans les établissements scolaires, la multiplication des photocopies détournant les crédits des bibliothèques. Enfin, ce système concurrence les nouveaux manuels et représente un danger pour la création.

Pour lutter contre ce phénomène, les professionnels du livre scolaire envisagent de demander au ministère de l'Éducation nationale la négociation d'une licence contractuelle autorisant la reprographie moyennant rémunération.

RAPHAËLE HÉROLE.

(1) En cinquième, les programmes changent cette année en biologie, histoire-géographie, mathématiques, physique, éducation civique ; en seconde en physique-chimie, mathématiques, sciences économiques, histoire-géographie, biologie-géologie.

Pour les consommateurs

CONVAINCUS du rôle irremplaçable des manuels scolaires, une dizaine d'universitaires ont décidé de lutter pour la qualité des ouvrages proposés aux écoles. Regroupés en association, ils publient, depuis 1986, un Bulletin d'information sur les manuels scolaires, trimestriel.

Cette publication, qui s'adresse tout particulièrement aux enseignants, fournit des comptes rendus analytiques de manuels récemment parus. « Les ouvrages sont tellement nombreux que les enseignants peuvent difficilement avoir une idée claire de ce qui est à leur disposition », explique M. Hélène Huot, professeur de linguistique

à Paris-VII et directrice de la publication. Nous voulons leur permettre d'être des consommateurs avisés.

Les spécialistes décortiquent donc les manuels et examinent leurs vertus pédagogiques et la justesse de leurs informations. Les responsables de l'association souhaitent étendre leurs activités au matériel para-scolaire, avec priorité pour les outils d'enseignement destinés aux maîtres.

— Société pour l'information sur les manuels scolaires et les moyens d'enseignement, BP 316, 75229 Paris, Cedex 05.

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.L.E.R.I.)

Etablissement d'enseignement supérieur libre
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél. : 42-96-51-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, diplomatique, économique, commercial et linguistique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les études se répartissent sur 4 années. Le diplôme donne accès aux études de 3^e cycle des Universités (DEA et DESS) et aux MBA des Universités américaines.

Baccalauréat exigé - Recrutement sur dossier et entretien
Statut étudiant
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

DEVENEZ UN PROFESSIONNEL DU CONSEIL

(FORMATION DE 3^{ème} CYCLE)
En intégrant l'I.D.C.E., l'Ecole des Consultants, vous vous assurez un emploi passionnant dans un secteur d'avenir.

Extraits du programme
Entraînement à la prospection de clientèle et à la vente de services, au travail en équipe et à la formation d'adultes, aux démarches et processus innovants dans les entreprises.
Maîtrise d'outils bureautiques et informatiques.
Introduction aux stratégies des cabinets de consultants.
Méthodologies d'intervention des professionnels du conseil.
Préparation à l'exercice de la profession dans un cadre européen.

Des CHANTIERS d'application et d'intervention comprenant l'élaboration de diagnostics, de recommandations, un suivi, une évaluation, avec parrainage d'un consultant.
En France et/ou dans un autre pays de la CEE.

INSTITUT POUR LE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL D'ENTREPRISE

Admission sur dossier suivi d'un entretien
Etre titulaire d'un diplôme 2^{ème} cycle (Maîtrise, Ecole Sup. de Co et/ou de Gestion, I.E.P., etc.)

Durée de la formation : 10 mois, rentrée octobre 1987
Dossier d'information et de candidature, ÉCRIRE À : I.D.C.E. - B.P. 1879 - 49018 ANGERS CEDEX (A l'attention de Monsieur GOURVES)

L'inculture des lycéens américains

WASHINGTON
correspondance

L'ENSEIGNEMENT du secondaire américain serait-il celui du « lycée Papillon » ? Les indications données dans un rapport du National Endowment for the Humanities (NEH), l'organisme administratif responsable des problèmes de la culture, sont de nature à justifier ce doute. Portant sur huit mille élèves de dix-sept ans, il met en évidence des lacunes impressionnantes dans les connaissances en histoire et en littérature des élèves des *high schools* (lycées) (1).

Ainsi 32 % d'entre eux ne peuvent dire dans quel siècle Christophe Colomb a découvert l'Amérique, 39 % ignorent dans quelle partie du dix-huitième siècle la Constitution des États-Unis a été élaborée ni quand exactement se sont déroulées la guerre de Sécession et la première guerre mondiale.

On ne s'étonnera pas outre mesure que 84 % des élèves ne soient pas arrivés à identifier Dostoevski comme l'auteur de *Crime et Châtiment*. Après tout, c'était un étranger, tout comme Dante, également peu connu au bataillon. Mais les auteurs américains ne sont pas mieux lotis : 60 % des élèves ignorent que le poète Walt Whitman est l'auteur des *Feuilles d'herbe* et que Melville est celui de *Moby Dick*. Les Britanniques sont peu connus : 60 % ne savent pas que Chaucer a écrit les *Contes de Canterbury* et que Jane Austen est l'auteur d'*Orgueil et Préjugé*.

« Comment pouvons-nous apprendre à nos enfants à réfléchir sans nous donner la peine de leur enseigner les matières sur lesquelles exercer leur réflexion ? », souligne le rapport. Il attribue la responsabilité de cette situation aux programmes, aux livres de classe qui, sous le titre général prometteur d'« études sociales » se proposent seulement de développer, de préférence aux connaissances, l'aptitude des élèves, en leur apprenant à se servir du téléphone, à établir la liste des achats pour le supermarché ou à observer le code de la route.

Les auteurs du rapport demandent une formation plus rigoureuse des enseignants, trop axée, selon eux, sur les techniques de pédagogie au détriment des humanités. L'accent mis dans les années 80 sur l'étude des mathématiques et des sciences leur semble excessif. « La compétition mondiale ne concerne pas seulement les dollars, mais aussi les idées », écrivent-ils. Ainsi, ils recommandent l'étude de langues étrangères dès le primaire et suggèrent que dans le secondaire on fasse connaître aux élèves non seulement la langue mais l'histoire, la littérature et la philosophie d'autres nations.

HENRI PIERRE.

(1) Régulièrement dénoncée aux États-Unis, cette situation avait déjà fait l'objet d'un rapport analogue du même organisme en 1984 (*Le Monde* du 18 février 1984). Elle est largement traitée dans le livre d'Allan Bloom, *L'Âme désarmée. Essai sur le déclin de la culture générale*, paru cette année chez Plon.

CYCLE DE MARKETING INDUSTRIEL AU CNAM

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
— Approche théorique et séminaire d'études de cas (120 h sur 9 mois : soirs et samedi).
— Enseignement de haut niveau. Coût : 500 F/an.

Brochure détaillée et dossier d'inscription sur simple demande écrite au : Bureau du marketing industriel, CNAM : 2, rue Conté, 75003 Paris. Tél. : 42-71-24-14, 14 h à 17 h, poste 624 ou 505 et 31. Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 3 octobre 1987

Tous les élèves, même les meilleurs, ont besoin que l'on s'occupe d'eux

6^e à Bacs A, B, C, D, G - Préparation Veto

• Corps professoral de très haut niveau
• Prêts d'étude

COURS DUQUESNE

OPÉRA NATION
1, rue Taibout - PARIS 9^e 242, rue du Fb St-Antoine - PARIS 12^e
47 70 28 43

Enseignement Mixte Privé
De la 6^e aux terminales A - B - C - D - G
EXTERNAT - DEMI-PENSION
CLASSES A EFFECTIFS RÉDUITS
PRÉPARATION RENFORCÉE AU BAC
INITIATION ÉCONOMIQUE PRATIQUE

INFIRMIÈRES - KINÉSITHÉRAPEUTES
Préparation spéciale aux examens d'accès de ces écoles
C.S.A. - Groupe EDC - 12, avenue Flachat - 92800 Asnières - Tél. (1) 47 93 07 47

ISCA/SUP DEUXIÈME CYCLE
(15 octobre 87/30 juin 88 - Cours, séminaires et stages)
« DYNAMIQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE »

La stratégie et la vente internationales
Préparation au Diplôme Européen d'Études Supérieures de Marketing International (DESMI)
Admission : Bac + 2 (BTS - OUT - DEUG)
Renseignements et inscriptions : ISCA/SUP - Association loi 1901 - 140, rue de Tocqueville, 75017 Paris - Tél. 42-67-17-31

Institut Florimont
37, av. du Petit-Lancy - CH-1213 GENÈVE - Tél. 022/92-09-11

Pensionnat Marie-Thérèse
24, av. Eugène-Lance - CH-1212 GENÈVE - Tél. 022/94-26-20

Classes primaires et secondaires
Jardin d'enfants
BACCALAURÉAT FRANÇAIS et MATURITÉ SUISSE
Internat - Externat

Langues & Affaires

EUROPE 1992 - PRENEZ DE L'AVANCE
Faites fructifier vos connaissances en langues
PRÉPARATIONS COMPLÈTES AUX DIPLOMES
• Chambres de commerce étrangères
• Université de Cambridge
• BTS + langues : Commerce international Action commerciale Bureautique-sécrétariat
Enseignements à distance, chez vous, selon vos occupations et votre rythme de progression
Documentation gratuite sur les diplômes et les cours à : LANGUES ET AFFAIRES, service 4656, 35, rue Collandré 92303 Paris-Levallois - Tél. (1) 42-70-81-88 - 42-70-73-63

DEVENIR INSTITUTEUR

CENTRE DE FORMATION PÉDAGOGIQUE SAINTE-GENEVIÈVE
64, rue d'Assas, 75006 PARIS - Tél. 45-48-91-25
RECRUTE FIN SEPTEMBRE PROCHAIN
85 élèves-instituteurs pour l'enseignement catholique de Paris et départements limitrophes.
Formation en 2 ans. Diplôme d'État des instituteurs.
Emploi assuré à 100 %.
INSCRIPTIONS OUVERTES

Parlez donc JAPONAIS !
Cours de JAPANESE - APRÈS-MIDI ET SOIR - PROFESSEURS JAPONAIS
AUDIO-VISUEL - FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE AGRÉÉE
RENTREE LE 21 SEPTEMBRE - INSCRIPTION IMMÉDIATE
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
9, RUE VICTOR-CONSÉDANT - 75014 PARIS
TEL. 45.35.11.86

BACHELIERS C, D, E... DERNIÈRE MINUTE

PAS ASSEZ D'INGÉNIEURS EN INFORMATIQUE ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE - STOP - L'ESIEA OUVRE NOUVELLES CLASSES - STOP ADMISSION SUR DOSSIER ET ENTRETIEN LE 15 SEPTEMBRE - STOP

VITE! INSCRIPTIONS AU (1) 43 37 78 43
LA COMPÉTENCE PLURIELLE
9 RUE VESALE 75005 PARIS
DIPLOME HABILITÉ PAR LA COMMISSION DES TITRES

لقد كنت من الأولاد

Société

FAITS DIVERS

En Loire-Atlantique

Un jeune homme s'immole par le feu

NANTES
de notre correspondant

Sainte-Anne-sur-Brivet, petite commune de mille cinq cents habitants de l'arrondissement de Saint-Nazaire, est aujourd'hui frappée de stupeur après le drame qui s'est déroulé lundi 7 septembre dans un village proche de ce bourg rural. Un garçon de dix-sept ans, deuxième d'une famille de six enfants, a péri dans les flammes sous les yeux de ses voisins, de ses parents, de ses frères et de sa sœur.

Yannick s'est immolé selon l'antique tradition des bonzes, qui avait eu un tragique retentissement en Europe il y a une quinzaine d'années. On bien s'il est victime d'un accident en bricolant sa moto-lette ? Si les gendarmes qui ont interrogé son jeune frère penchent fermement pour l'immolation, les parents, en revanche, soutiennent la thèse de l'accident. Mais les indices relevés sur place laissent peu de doute : Yannick s'est certainement donné la mort.

« Qu'est-ce qui a bien pu lui passer dans la tête ? » C'est la question que l'on se pose naturellement. Selon certains témoignages, le jeune homme n'aurait pas pu supporter le fait que ses parents, particulièrement déshabillés, lui aient acheté un manteau neuf pour la rentrée. Il se serait en quelque sorte sacrifié, du moins selon les explications avancées par des voisins auxquels il se serait ouvert des difficultés financières de la famille : père au chô-

mage de longue durée, mère en incapacité de travailler.

Mais Yannick devait entrer en pension à Redon le soir même de ce lundi 7 septembre. Contrairement

au jeune chômeur de Fréjus — qui s'est suicidé dimanche — il n'avait jamais exprimé ses tendances ou ses velléités suicidaires. Il n'a d'ailleurs laissé aucun message.

YVES ROCHCONGAR.

Abandon tardif

MARSEILLE
de notre correspondant

« Je suis tout seul. C'est mon papa qui m'a laissé. Mais j'ai un mot pour l'école. » Sous les yeux ébahis des concierges de l'institut médico-éducatif Vert-Pré, boulevard Sainte-Marguerite à Marseille, le petit bonhomme brun aux yeux noisette et à l'air paisible prend un billet plié en quatre dans la poche de son short blanc et le tend à l'homme et à la femme qui viennent de lui demander ce qu'il fait là, tout seul, à 20 heures passées, au bord du terrain de football de l'établissement, alors que tous les joueurs sont partis. Sur la feuille blanche figurent ces simples mots : « Mon nom est Jean-Louis Macarini. Je suis né le 1^{er} avril 1982. Ma mère ne veut plus me garder. »

De mémoire d'enquêteur spécialisé de la sûreté urbaine, il y a des années qu'un pareil cas ne s'était pas reproduit. En 1985, une histoire aussi invraisemblable avait eu lieu à Avignon, où un père avait abandonné sa fille de six ans en laissant croire à un enlèvement. Ici, le procédé est différent. L'homme qui a abandonné Jean-Louis, cinq ans, lundi

soir à Marseille, lui a donné les meilleures chances d'être rapidement recueilli. Le choix de Vert-Pré, qui accueille des enfants et des adolescents handicapés ou des éducateurs spécialisés sont présents en permanence, constituait une sorte de garantie.

Jean-Louis avait des vêtements neufs et ne souffrait visiblement ni de malnutrition ni de mauvais traitements. Palsible, il semblait même persuadé que son papa venait de le conduire à l'école. Le jeune garçon, qui a l'accent lyonnais, a su préciser que « son papa travaillait dans une boulangerie », mais une autre de ses déclarations contredit un peu le contenu du billet puisqu'il a indiqué : « Ma maman a été tuée dans un accident de la route ». Il est possible que le père — ou celui qui s'est chargé de l'abandon — ait voulu brouiller les pistes afin de prendre le temps de quitter la ville.

L'enfant a été placé au foyer départemental de la DDAIS de Saint-Joseph à Marseille. Pour l'instant, toutes les recherches concernant une éventuelle famille Macarini n'ont pas abouti, tant à Marseille qu'à Lyon où à Paris.

JEAN CONTRUCCI.

RELIGIONS

La polémique sur le jour du catéchisme

L'épiscopat attaque deux décisions rectoriales supprimant le congé du mercredi

De l'inquiétude, l'épiscopat français passe à l'offensive. Depuis une dizaine d'années, il alerte le ministère de l'éducation nationale à propos des risques que ferait peser sur l'enseignement religieux des enfants (le catéchisme) l'aménagement des rythmes scolaires, notamment le transfert sur le mercredi matin des classes du samedi matin pour libérer le week-end.

Deux évêques, Mgr Pierre Plateau (Bourges) et Mgr Georges Rol (Angoulême), viennent de déposer des recours devant les tribunaux administratifs d'Orléans et de Poitiers pour faire annuler les décisions rectoriales autorisant des écoles publiques de Bourges et d'Angoulême à reporter au samedi le congé du mercredi.

Le cardinal Lustiger a mis dans cette affaire le poids de son autorité d'archevêque de Paris, en déclarant, le mardi 8 septembre, devant les journalistes : « Si le cas se présentait à Paris, je ferais aussi un procès. » S'agissant des décisions incriminées prises par les recteurs d'Orléans et de Poitiers, il a parlé d'« abus de pouvoir ».

Le mécontentement de l'épiscopat est d'autant plus grand que Mgr Pierre Plateau qui ne plaide, à Bourges, d'avoir été mis « devant le fait accompli » est également le président de la commission épiscopale de l'enseignement religieux. Quant à Mgr Rol, évêque d'Angoulême, c'est

par la presse qu'il a appris que la municipalité de la ville et celle de quinze autres communes de la Charente avaient souhaité la suppression du congé du mercredi, jour traditionnellement réservé au catéchisme que suivent mille quatre cents enfants à Angoulême. Vieux auxquels ont donné suite l'inspection de l'académie et le rectorat.

L'argumentation de l'épiscopat s'appuie sur l'article 2 de la loi du 26 mars 1882 (Jules Ferry) : « Les écoles primaires publiques vacqueront un jour par semaine, outre le dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, à leurs enfants une instruction religieuse en dehors des édifices scolaires. » De même l'article premier de la loi du 31 décembre 1959 (Debré) prévoit que « l'Etat prend toute disposition utile pour assurer aux élèves de l'enseignement public la liberté de l'instruction religieuse. » Enfin, une note de service du chef du cabinet de M. Monory, en date du 27 juin 1986 (B. O. du 10 juillet 1986) fait obligation aux autorités académiques de consulter les autorités religieuses en cas de changement de la semaine scolaire.

Le Centre national de l'enseignement religieux estime à 45 % le nombre d'enfants du primaire catholiques en France. Ce chiffre est de 35 % à Paris. La suppression du congé du mercredi fait chuter la pratique du catéchisme dans des

proportions estimées de 20 % à 30 %. La hiérarchie catholique est donc partagée entre le souci de préserver ce qu'elle considère comme une liberté fondamentale et la crainte d'aller à contre-courant d'une tendance populaire privilégiant la semaine à l'anglaise, c'est-à-dire la libération complète du week-end. Dans certains de ses établissements — 600 sur 9600 — l'enseignement catholique lui-même a cédé à cette tentation de la semaine continue.

Les évêques de France s'appuient sur le témoignage de médecins et d'éducateurs qui, dans l'intérêt de l'enfant, plaident pour le maintien de la coupure scolaire du mercredi. Au demeurant, ils n'entendent pas apparaître comme « persécutés » ou crispés sur le mercredi. Ils réclament, précise le Père Stanislas Lalanne, secrétaire national de l'enseignement religieux, « un temps sérieux, garanti par la loi, pour l'éducation religieuse des enfants ».

« L'enjeu est capital. Avec une affaire apparemment technique, on touche à un point important de l'équilibre culturel et spirituel du pays », ajoute le cardinal Lustiger. Celui-ci a relancé la proposition consistant à libérer le mercredi et le samedi, quitte à rallonger de deux semaines l'année scolaire. Mais il convient lui-même que c'est une autre histoire...

H. T.

MÉDECINE

Une réunion internationale sur le syndrome des yuppies

Le réveil d'un virus endormi

Le mystérieux syndrome de fatigue sévère qui, depuis cinq ans, a touché plusieurs milliers d'Américains — en majorité âgés de vingt à quarante ans, d'où son nom de syndrome des yuppies — commence à livrer ses secrets (*Le Monde* du 24 juin). Une réunion à laquelle participent quelques-uns des meilleurs virologistes mondiaux a eu lieu la semaine dernière au National Cancer Institute (Bethesda, États-Unis).

Pour la première fois, il a été possible de définir précisément ce syndrome : il s'agit d'une affection débilitante de manière aiguë par une infection caractérisée par une fièvre, une fatigue brutale et des ganglions situés en particulier au niveau du cou. Il s'ensuit l'apparition de douleurs musculaires, de maux de tête sévères, de troubles de la perception et de la mémoire. Dans près de la moitié des cas on retrouve des traces du virus d'Epstein Barr.

Plus étonnant, dans environ 80 % des cas, on a pu déceler des traces du virus HBLV, lui aussi un virus du groupe herpes découvert récemment par le professeur Robert Gallo. Pour autant, il ne s'agit pas d'un nouveau virus puisque, *a posteriori*, on retrouve des traces de sa présence en Europe, en Afrique et aux États-Unis datant de plus de quinze ans.

D'après certaines études épidémiologiques, la fréquence des sujets séropositifs pour ce virus dans la population générale serait de 15 % environ. « Tout se passe en fait, confie le professeur Guy Blandin de Thè (Lyon) qui participait à la réunion du NCI, comme si ce virus était présent depuis longtemps dans l'organisme de beaucoup d'entre nous et que, pour une raison inconnue, il se soit réveillé. » Le fait que l'on retrouve très souvent ce virus chez les gens atteints par exemple de maladie de Hodgkin, de lymphome ou de SIDA pourrait indiquer que c'est la présence simultanée dans l'organisme d'un autre agent pathogène qui pourrait en quelque sorte le réveiller.

Reste maintenant à comprendre cette mystérieuse épidémie de syndrome de fatigue. On sait seulement qu'elle touche en majorité des adultes jeunes de vingt à quarante ans et qu'elle est circonscrite, apparemment du moins, à l'ouest des montagnes Rocheuses et au Texas. Aucun mode de transmission n'a pu être mis en évidence, bien que de nombreux chercheurs pensent qu'il s'agit de l'herpès ce syndrome se transmet par la salive. Aucun traitement, y compris l'aciclovir utilisé habituellement contre l'herpès, n'a jusqu'à présent fait la preuve d'une quelconque efficacité.

En somme, une sorte de monocléuse infectieuse à début aigu caractérisée par des troubles neuro-psychiques très invalidants. Considérée comme un gag lorsqu'elle est apparue, cette épidémie commence à inquiéter les Américains, déjà traumatisés par l'extension de l'épidémie de SIDA. A une différence près : le syndrome de fatigue n'est pas mortel. Reste que de nombreux chercheurs aimeraient bien savoir à quel jeu joue le HBLV...

FRANCK NOUHI.

HISTOIRE

Un anniversaire

Guillaume le Conquérant, homme d'Etat

Le 9 septembre 1067 mourait Guillaume le Conquérant. Ce neuf centième anniversaire, qui a été l'occasion, dans toute la Normandie, d'expositions, de colloques, de défilés, etc., est spécialement commémoré le mercredi 9 septembre à Caen et à Bayeux par la visite du prince et de la princesse de Galles. L'héritier de la couronne britannique et son épouse devraient assister dans l'abbaye aux hommes (Saint-Etienne) de Caen, à un office solennel célébré à la mémoire de Guillaume puis visiter à Bayeux la tapisserie dite de la reine Mathilde.

« Guillaume le Conquérant ! Ce surnom est injuste. Il ne rend absolument pas compte de la valeur exceptionnelle de Guillaume. Certes, le duc de Normandie est devenu roi d'Angleterre par la conquête. Mais il a été un administrateur avisé, un organisateur hors pair. Il était un vrai homme d'Etat, le seul de son époque, et des plus grands de tout le Moyen Âge. Il devrait s'appeler Guillaume le Grand. »

Le doyen Michel de Boüard est intarissable quand on le fait parler de Guillaume... le Conquérant et il sait convaincre de la grandeur de « son » grand homme (1). Né à Falaise, probablement à la fin de 1027, Guillaume est le fils bâtard du duc de Normandie Robert le Magnifique et d'Herleue (ou Arlette) dont le père était sans doute artisan tanneur. Après avoir fait admettre en janvier 1035 à ses barons que Guillaume est son seul héritier, Robert le Magnifique part en pèlerinage à Jérusalem. Il meurt le 2 ou 3 juillet 1035 — peut-être empoisonné — sur le chemin du retour à Nicée (Izmit, en Turquie) dans la cathédrale de laquelle il est enterré.

La minorité du nouveau duc Guillaume attise les appétits, d'autant plus que l'archevêque de Rouen — oncle de l'enfant et probablement régent — meurt, à son tour, en 1037. Tous les moyens sont bons aux seigneurs pour tenter de s'approprier une part des domaines et du pouvoir. On intrigue et on s'entretient par les grands personnages dont certains appartiennent à la famille ducal. Ainsi, le fidèle évêché Osberg est-il assassiné dans la chambre même où, par sécurité, il faisait dormir à côté de lui l'enfant-duc.

Dès 1042 — à quinze ans à peine — Guillaume le Bâtard commence à prendre les choses en main. Mais c'est seulement en 1047 qu'il rétablit son autorité, avec l'aide de son suzerain le roi de France Henri I^{er}.

Guillaume remporte sur des vassaux rebelles la bataille de Valdunne (près de Caen). Chaque année n'est forte que de quelques milliers d'hommes, mais la victoire ramène aussitôt l'ordre et la paix dans le duché.

Guillaume a vingt ans. La période des difficultés est terminée. A ce moment de ses expéditions, M. de Boüard fait remarquer que la vie de Guillaume semble programmée avec équilibre. Guillaume vivra soixante ans. Ses vingt premières années ont été difficiles ; les dix-neuf suivantes (1047-1066) sont celles de la remise en ordre de la Normandie ; les vingt et une dernières (1066-1087) seront consacrées à la conquête et à l'organisation de l'Angleterre.

Après son triomphe à Valdunne, Guillaume remet en vigueur l'ordre instauré par son arrière-grand-père et son grand-père. Les vassaux obéissent de nouveau. Les rebelles membres de sa famille sont décapités.

Il crée — chose unique à l'époque — une armée digne de ce nom. A ses côtés, il donne des fiefs taillés dans ses immenses domaines. En contrepartie, chaque seigneur « fief » lui doit, par an, quarante jours de service militaire pendant lesquels il est à la disposition du duc dans un château de celui-ci. Chaque seigneur amène avec lui des vassaux chevaliers qui lui doivent aussi quarante jours par an.

Piétaille inorganisée

Guillaume a une conception très rigoureuse du droit. Il est très conscient de la noblesse de sa fonction et il aime l'apparat qui la souligne. Son tempérament est brutal et explosif mais jamais au point de lui faire commettre une faute politique. Il est pour l'efficacité sans trop se soucier de la déontologie de l'époque (2). Il n'hésite pas à payer de sa personne même pour d'humbles tâches. Il sait ménager les vaincus. Il est fidèle à ses fidèles.

Il est aussi un excellent mari : on ne lui connaît pas un seul bâtard, ce qui est rarissime chez les grands seigneurs de l'époque. Le duc et la duchesse (Mathilde de Flandre), qui s'aiment tendrement, auront au moins huit enfants.

Très instruite, plus que son époux sans nul doute, Mathilde a joué un rôle important. Elle est son ministre des finances (comme d'ailleurs les premières reines capétiennes). Elle est régente du duché pendant la conquête de l'Angleterre.

Vient l'époque de la conquête. Une bataille — Hastings — suffit à

Guillaume. Il est vrai que l'armée anglaise n'est pas organisée. Le roi entretient à longueur d'année des recrues choisies parmi ses compagnons contre des dons de terre. A ce moyen de professionnalisme, armée de la grande hache à deux mains et combattant à pied, viennent se joindre des paysans levés en masse. Cette piétaille inorganisée dispose essentiellement de javelots rustiques qu'elle fait pleuvoir très nombreux sur l'ennemi. C'est peu contre la cavalerie, les archers et les arbalétriers normands.

« Normandisation »

Dès sa victoire, Guillaume « normandise » l'Angleterre. L'aristocratie anglo-saxonne, qui ignorait les suzerainetés et vassalités en cascades, est remplacée presque complètement par des seigneurs normands (et aussi français, flamands et même normands de Sicile ou d'Italie) organisés sur le mode continental. Avec son sens aigu de l'adaptation, Guillaume profite des gens instruits, nombreux en Angleterre, et des inventaires parcellaires existant mais inexploités pour faire dresser en deux ans le *Domesday Book*, catalogue des droits du roi dans toute l'Angleterre, qui donne ainsi une description complète du royaume.

Que les conquis n'aient pas aimé leur conquérant, cela se conçoit. Mais Guillaume n'a pas laissé de bons souvenirs, pas même en Normandie. On le regrettera brièvement après sa mort, survenue le 9 septembre 1087, quand les querelles de ses fils eurent ramené le désordre. Après, rien. L'annexion du duché par le roi de France Philippe Auguste en 1204 ne suscitait aucune révolte.

Guillaume : un grand homme d'Etat, certes. Mais mal aimé, mal connu et réduit au seul rôle de conquérant.

YVONNE REBEYROL.

(1) Michel de Boüard a publié chez Fayard en 1984 un volume consacré à Guillaume le Conquérant. 485 pages, 98 F.

(2) Au retour d'une campagne dans le Maine (1062-1063), Guillaume et son armée passent devant le château de Mayenne dont le seigneur avait pris parti contre le duc. Guillaume s'arrête pour prendre le château ; l'armée, fatiguée, proteste du retard prévisible. Dès le lendemain, le château brûle et est pris. Guillaume a tout simplement sondé deux enfants que les défenseurs ont laissés entrer sans méfiance. Les charniers baignent ainsi par terre le feu au château.

TOUS LES ÉLÉMENTS EN VRAI BOIS avec ou sans armature - 1 ou 2 places, nombreuses combinaisons possibles. Style ou Contemporain : Chêne, Acajou, Merisier ou Laqué.

CAPÉLOU
37, Av. de la République 75011 PARIS
(01) 43.57.46.35 Métro: PARENTHESE



En 1987, les meilleurs couples se font à trois.

Le bonheur à deux, oui, bien sûr, mais ce n'est pas simple en 1987. Regardez autour de vous et faites le compte des couples réellement solides, épanouis, durables... L'idée qu'un tiers puisse intervenir pour construire ce bonheur à deux peut choquer dans la mesure où elle va à l'encontre de tant d'idées reçues, de tant de tabous... Et c'est bien normal. Mais pourtant les résultats sont là.

Pour trouver le bonheur à deux, il ne suffit pas de rencontrer beaucoup de personnes. Il faut aussi que celles-ci aient une sensibilité profonde réellement compatible avec la vôtre.

C'est cette aventure que Ion International vous propose : rencontrer des personnes qui souhaitent découvrir un être comme vous, dès lors que leur personnalité, définie par une Étude Psychologique, correspond à la vôtre. Et cette aventure ne peut que réussir puisque votre inscription est valable jusqu'au choix définitif.

Vous voulez changer vos rencontres ? Venez nous voir ou écrivez.

Sur un formulaire de 3.000 personnes vous obtenez votre sensibilité personnelle (sans obligation de souscrire à l'essai), ce formulaire vous indique les personnes qui vous conviennent. (Grande méthode d'analyse par correspondance).

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement, sous pli fermé et cacheté, votre livret d'information sur les couples « Pour un couple nouveau ».

M., Mme, Mlle Age
Prénom
Adresse
N° PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare Tél. : (01) 45.26.70.85+
N° TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser et Coll. Tél. : 61.59.43.58
N° BRUXELLES (1000) rue du Marché-aux-Herbes 105 BP 21 Tél. : 511.74.30
N° GENEVE (1211) 12, rue de la Corvée - CP 283 Tél. : (41.22) 21.75.81

Ion International

Institut de Psychologie Appliquée fondé en 1950

Communication

Une nouvelle banque de données avec G. CAM

« Le Monde » met sa documentation sur écran

Dans la presse française, la documentation du *Monde* fait figure de référence. Longtemps présentée sur son support habituel ou sur microfilm, elle avait été fermée au public depuis deux ans pour cause de modernisation. A partir du 15 septembre, elle redevient accessible aux professionnels, mais sans qu'ils aient cette fois à se déplacer : la documentation entre dans l'ère de la télématique et peut être consultée à distance, sur écran.

A la suite d'un accord avec la société de services et d'ingénierie informatique G. CAM, une filiale de la Caisse des dépôts et consignations présidée par M. Henri Cantegreil, le *Monde* proposera, en effet, sur écran l'intégralité des articles publiés dans ses colonnes depuis le 15 juin dernier. Cette somme documentaire sera accessible à partir d'un simple minitel, d'un terminal asynchrone ou d'un micro-ordinateur. Fin 1987, l'ensemble des articles publiés dans le *Monde* durant l'année — soit 12 000 textes — seront disponibles.

Cette nouvelle banque de données est aisée à interroger : il suffit, en effet, de frapper le code 3613 ou 3614 après avoir obtenu du G. CAM un « code utilisateur » et de taper « MOND » sur le clavier d'un minitel ou d'un micro-ordinateur. Un thésaurus de 6 000 mots et 12 champs d'investigation-clés a été mis au point par la documentation du *Monde*, récemment informatisée, mais l'accès à l'article recherché est rapide : deux minutes suffisent en effet à visualiser trente-cinq titres d'article sur écran. La facturation des consultations est mensuelle et représente 800 F par heure de consultation.

Pour André Fontaine, directeur du *Monde*, qui tenait une conférence de presse le mardi 8 septembre au siège du journal, en compagnie de M. Henri Cantegreil et en présence de M. Gérard Longuet, ministre délégué chargé des P et T, « le lancement de cette nouvelle banque de données est le symbole du développement du quotidien après son redressement ».

Cette naissance télématique intervient, en effet, juste au moment de la création des services télématiques grand public du *Monde* (informations, annonces immobilières, téléachat, etc.), qui totalisent actuellement dix mille à quinze mille appels par jour (soit environ sept cents heures de connexion), deux ans après le lancement du service pro-

fessionnel télématique de soviétologie (SOVT), conçu par M. Michel Tatu, qui dispose d'une centaine de clients réguliers (instituts de recherche, universités, ambassades, etc.).

Un « numéro vert » télématique

Le G. CAM, quant à lui, estime qu'une grande partie des cinq mille utilisateurs des cent quatre-vingts banques de données qu'il a déjà mises au point — pour l'Agence France-Presse, le Sénat, les chambres de commerce et d'industrie, etc. — seront intéressés par celle du *Monde*. Enfin, cet événement a permis à M. Gérard Longuet de faire le point sur la télématique en France. A la fin de l'année, trois millions de minitels devraient être installés, deux cent mille ont été vendus, et l'objectif est de parvenir à équiper le tiers des vingt-quatre millions d'abonnés au téléphone.

« Le *Monde* est sans doute un des seuls journaux à être resté fidèle à sa vocation première, à savoir l'information, pendant que d'autres s'engageaient sur la voie des jeux et des messageries », a d'abord souligné le ministre des P et T.

Saluant l'esprit de concertation qui a présidé à la fixation de nouveaux tarifs en télématique grand public entre le ministère et le Groupement des éditeurs de télématique (GESTE, présidé par M. Dominique Delprat, directeur du développement du *Monde*), M. Longuet a

indiqué que l'ouverture de nouveaux codes — notamment le 3616 et le 3617, dont la consultation horaire coûte respectivement 58 F et 120,31 F l'heure au lieu de 59,20 F pour le kiosque en 3615 — avait déjà attiré quatre-vingts services télématiques.

M. Longuet a annoncé, en outre, le prochain lancement, « le plus rapidement possible », d'un « numéro vert », — le 3605 — accessible aux usagers de la télématique. Ce nouveau numéro, selon le ministre des P et T, devrait permettre aux entreprises de faire connaître leurs produits au public, et favoriser notamment le télé-marketing. L'éventail des tarifications des services télématiques serait alors complet, qui irait de la gratuité (numéro vert) à une tarification pouvant atteindre 660 F l'heure de consultation.

« La télématique aborde en ce moment sa maturité, a conclu le ministre des P et T, en prenant pour exemple la nouvelle banque de données documentaires du *Monde*, elle se traduit par une utilisation de plus en plus professionnelle du minitel et par des services qui intègrent une part croissante de valeur ajoutée ».

Y.-M. L.

* Pour tous renseignements, contacter le G. CAM Service, tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45-38-70-72.

EN BREF

● **Granada étend ses intérêts en France.** — La société britannique Granada Television, qui possède une importante chaîne de télévision privée au sein du réseau anglais ITV, a pris une participation de 19,5 % dans Pape Vidéo. Créée en 1975, cette petite société de production (une vingtaine d'employés) offre des prestations vidéo spécialisées : post-production, effets spéciaux, etc. Granada Television, groupe multinational implanté dans l'hôtellerie et les loisirs en plus de l'audiovisuel, avec un chiffre d'affaires en 1986 de 841,4 millions de livres, consolide ainsi les intérêts qu'elle possède déjà en France à travers Canal Plus (3 %).

● **Décès de l'éditeur Jacques Lacroix.** — L'éditeur parisien Jacques Lacroix est décédé, le samedi 5 septembre à Paris, à quatre-vingt-huit ans. Avec son frère Jean, Jacques Lacroix avait fondé au milieu des années 30 un groupe de presse comprenant les revues *Guérir*, *Vedettes*, *le Monde* et *la Vie*. Toute la pêche, la Vie des bêtes, *Animal Life*. D'autres titres leur succédèrent : *Archéologia*, *Psy-International* (« le surnaturel face à la science »), *Animalia International*. Les titres de son groupe de presse ont été vendus depuis plusieurs années ou avaient cessé de paraître.

● **La « Cicciolina » provoque des remous en Suisse.** — Le passage, à Lausanne et à Genève début

mars, de la « Cicciolina », député radical du Parlement italien, n'est pas passé inaperçu. Dernière vague provoquée par la passionaria : la plainte déposée contre le journal *24 Heures* à la suite de la publication d'une photo représentant la « Cicciolina » entièrement nue, lors d'un spectacle donné dans un cabaret lausannois.

La plainte émane du procureur général du canton de Vaud, M. Jean-Marc Schwenter. Ce dernier estime que le quotidien *24 Heures* (100 000 exemplaires), qui jouit d'une audience familiale, n'aurait pas dû publier une telle photo. Si un journal spécialisé, comme *Play-Boy*, avait publié la photo, a-t-il dit, il n'aurait pas porté plainte.

Les débats sur une chaîne spécialisée

Les milieux de la musique s'inquiètent des intentions de la CNCL

La CNCL est-elle pour ou contre l'existence d'une chaîne musicale ? Soulevée depuis plusieurs semaines avec une inquiétude extrême par l'ensemble des professionnels de la musique, la question avait reçu au mois de mars une première réponse explicite, c'était contre. Et les treize « sages » avaient même sabordé la jeune TV6, lui préférant le projet de la chaîne M6 encore à créer. Beaucoup d'encore — et de pleurs — a cependant coulé depuis sur le sort de la télé musicale.

Longtemps ignorée, méprisée, finalement unanimement regrettée par les plus hautes instances de l'Etat, du président de la République au premier ministre, en passant par le ministre de la culture et de la communication, M. Chirac n'allait-il pas jusqu'à proposer des mesures visant à faciliter la création d'une nouvelle chaîne thématique ?

De quoi étonner et réjouir les chanteurs et éditeurs musicaux vite remobilisés. Le premier ministre offrait, disait-il, un canal satellite aux opérateurs d'un nouveau projet ? Parfait ! Encore fallait-il pour démarrer un minimum d'audience, et donc l'attribution d'une fréquence hertzienne pour émettre en région parisienne avant d'être relayé par le satellite et le câble... Une attribution qui dépendait de la CNCL.

MTV, la chaîne musicale anglaise, se glissait entre-temps dans le paysage des médias européens, prête même à faire son apparition sur les réseaux câblés français. Les artistes furent reçus à la CNCL, à l'hôtel Matignon... Lettres, communications, pétitions...

Et puis, dans le courant du mois d'août, une lettre pressante du président de la SACEM et du BLIM (Bureau de liaison interprofessionnelle de la musique), M. Jean-Louis Tournier, était adressée à M. Gabriel de Broglie : « Tout retard, disait-il, risque d'hypothéquer l'avenir national et européen de la production musicale française. Des millions de téléspectateurs privés d'une vitrine significative de notre production seront inondés d'images d'origine anglosaxonne, auxquelles ils seront rapidement et exclusivement habitués... »

« Le nombre de clips nouveaux d'artistes français a sensiblement diminué au cours du premier semestre 1987 : selon certains producteurs phonographiques, les budgets auraient chuté de plus de 50 % au cours des six derniers mois... Je tiens ainsi à vous rappeler l'urgence d'une décision sur ce dossier de la chaîne musicale. »

Le silence de la CNCL sur ce dossier était cependant rompu samedi par M. de Broglie, qui sur Canal Plus soulignait l'intérêt d'une telle chaîne « sur le satellite et les réseaux câblés ». La phrase a fait l'effet d'une bombe et a laissé perplexe le monde de la musique et les membres du tour de table constitué autour d'un nouveau projet. « Sur le satellite et les réseaux câblés... » Cela signifie-t-il que la CNCL n'envisage pas d'octroyer à la chaîne une fréquence sur Paris ? Et, dans ce cas, cette exclusion du champ hertzien ne condamne-t-elle pas d'avance tout projet ? M. de Broglie avait jusqu'à présent paru attentif à notre discours, explique M. Henri de Bodinat, PDG de CBS. Je ne peux pas croire aujourd'hui qu'il songe sérieusement nous limiter au câble et au satellite, ce serait surréaliste. »

ANNICK COJEAN.

Le respect du cahier des charges des chaînes de télévision

M. Francis Bouygues devant les treize « sages »

Premier examen de passage pour TF 1 ! Les « sages » ont reçu, mardi 8 septembre, M. Francis Bouygues et l'état-major de la chaîne au grand complet. A l'ordre du jour, le respect, par la Une, de son cahier des charges, notamment en matière de programmes et de publicité.

La chaîne ne diffuse pas assez d'œuvres d'expression française — 38 % seulement au lieu des 50 % exigés. La faute aux « Santa Barbara », « Starsky et Hutch », et autres « Colombo ». La Une a promis de s'améliorer lorsque son ambitieuse politique de production d'émissions de fiction portera ses fruits. Dans l'immédiat, la nouvelle programmation théâtrale du samedi soir devrait, au moins partiellement, combler le déficit constaté.

« Un service, pas un programme »

Côté publicité, la CNCL ne s'est pas offusquée du nouveau rythme du journal télévisé, et de la séparation des titres, comme de la météo, du corps du journal. « Les journalistes que j'ai consultés n'y voient pas d'inconvénient, affirme le président de la CNCL, M. Gabriel de Broglie. A la radio, par exemple, la météo ne relève pas toujours du travail de la rédaction. » Mais les « sages » ont été très choqués par l'omniprésence du sponsoring dans les émissions d'Intervilles, et s'en sont fait l'écho au cours de la réunion, citations de propos de Guy Lux à l'appui. « Nous avons très clairement dit à M. Bouygues que ce n'était pas convenable et que cela violait sur plusieurs points la déontologie publicitaire sur la nécessaire séparation du programme et des messages notamment. » Les responsables de TF 1 en ont « pris acte ».

Enfin, la nouvelle émission de Pierre Bellemare, le « Magazine de l'objet », a été, également, au centre des discussions, la CNCL étant totalement opposée à ce qu'une chaîne grand public ouvre son antenne au télé-achat. « C'est un service, pas un programme », tranche M. de Broglie.

P.-A. G.

FRANÇAIS-PHILO :

LES SUJETS DU BAC 87

nouvelle présentation avec des commentaires pédagogiques et des exercices

Le Monde de l'éducation publie ce mois-ci les sujets du BAC 87 en français et en philo. Tous les sujets, dans toutes les sections, regroupés par thèmes.

Avec, en supplément, des exercices et des commentaires pédagogiques. Pour mieux préparer son baccalauréat. Pour s'entraîner toute l'année.

Un numéro indispensable, à acheter dès la rentrée.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE. La santé des lycéens : attention aux fatigues, aux excès de l'adolescence et aux « deux roues » ! Maternelle, CP, 6^e, 2^e : comment réussir quatre rentrées cruciales. Des livres d'enfants pour la rentrée : une sélection du *Monde de l'éducation* classée par âge et par genre.

Numéro de septembre, 13 F. Chez votre marchand de journaux.

Le Monde de l'Éducation

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Berlioz 1987

Reconnaissance et résurrection



les sorcières de la Nuit de Walpurgis. Quant aux modulations « dures », aux phrases irrégulières, aux basses inattendues, seuls quelques musiciens attentifs savent encore les remarquer.

Le bruit approuvé

En écrivant dans l'introduction de son *Traité d'instrumentation* : « Tout corps sonore mis en œuvre par le compositeur est un instrument de musique », Berlioz a-t-il ouvert prophétiquement la porte à tout ce qu'on a produit au nom de l'émancipation du bruit ? On l'a dit, mais ce n'est pas si simple, car s'il accorde au compositeur toute liberté dans le choix de ses moyens, il exige de lui, en retour, qu'il fasse de la musique (sous-entendu : en restant dans les conditions de l'art), selon une de ses expressions favorites). Ainsi tout doit être possible, mais tout ne sera pas bon (ou musical) pour autant.

D'ailleurs, Berlioz n'a guère usé de cette permission qu'il revendiquait et, à bien regarder, s'est toujours montré économe d'effets spectaculaires ; mettre l'accent, comme on le fait pour attirer les curieux, sur les déchirements sonores de son *Requiem* est un abus de confiance : ils ne forment pas même la dixième partie d'une œuvre plutôt sombre et méditative. De même pour les *Trois*, qui n'ont du grand opéra que la réputation (on commet la même erreur à propos d'*Alida*, à cause des célèbres trompettes).

Le goût de Berlioz pour les effets inédits ou nouveaux en son temps n'était que la conséquence de sa haine des formules, des lieux communs, non tant parce qu'ils ont trop servi que parce qu'ils dénotent une absence d'imagination incompatible avec son idéal de l'artiste créateur. Cette passion pour l'originalité lui faisait éprouver une tendresse particulière pour de vieux maîtres auxquels il ne ressemblait guère cependant : Grétry, Monsigny, Dalayrac, Méhul... A leur sujet, il ne craignait pas d'avouer : « J'aime les anciens parce qu'ils ne ressemblent pas aux modernes (trop uniformes entre eux, selon Berlioz), parce qu'ils sont nouveaux ».

Naguère, on réduisait l'originalité de Berlioz au romantisme et à ses excès ; oublions le romantisme, nous découvrons un puriste. A présent, il est devenu commode d'en faire un révolutionnaire, parce que cela ne dérange plus personne, au contraire : laissons de côté le novateur, car il cache un musicien qui transcende son époque.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Association nationale Hector-Berlioz, 38 260 La Côte-Saint-André.

Signe des temps ou heureux hasard, l'actualité berliozienne sera considérable cet automne.

Outre les manifestations lyonnaises, d'une ampleur exceptionnelle, la réouverture du Théâtre des Champs-Élysées restauré se fera avec Benvenuto Cellini, en oratorio et dans sa version abrégée (le 23 septembre).

Deux concerts du Festival de France seront dédiés à Berlioz (22 septembre, 6 octobre, salle Pleyel).

Les grands concerts de Saint-Roch annoncent une exécution « conforme aux souhaits les plus fous de l'auteur » du *Requiem*, les 7, 8 et 11 décembre, avec... Jacques Martin dans le rôle du compositeur. Sans oublier l'Enfance du Christ au Châtelet, le 21 décembre, ni les trois programmes Berlioz du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France les 7 et 23 janvier et le 18 mars.

« D'ECIDEMENT, ma carrière musicale finirait par devenir charmante, si je vivais seulement cent quarante ans », écrivait Berlioz en conclusion de ses *Mémoires*. Il avait vu juste, mais se trompait encore de vingt-cinq ans, car, si en Grande-Bretagne

les choses sont allées un peu plus vite, en France, il a fallu attendre 1969, l'année du centenaire de sa mort, pour que, grâce aux efforts de l'Association nationale Hector-Berlioz (1), un regain d'intérêt se manifeste à l'égard de l'ensemble de son œuvre et pas seulement de la *Symphonie fantastique*.

Il y avait eu cependant une grande flambée d'enthousiasme quelques années après sa mort, sous l'impulsion de Paderewski et de Lamoureux. De ce dernier, on raconte qu'il lui arriva d'interrompre une répétition de la *Damnation de Faust* sous un motif quelconque, à midi moins le quart, et, feuilletant la partition à rebours, de proposer : « Messieurs, reprenons du début !... ». Et personne ne protestait. C'était l'époque héroïque où, faute de local approprié, les chœurs travaillaient dans les sous-sols des brasseries, au grand émoi des consommateurs que les vociférations du *Pandemonium* effrayaient. Le succès fut très vite alors, et parfois louche, faisant écrire à Debussy que « Berlioz fut toujours le musicien préféré des gens qui ne connaissent pas très bien la musique ».

Ce n'était là qu'une boutade, mais il y a en effet chez Berlioz deux aspects paradoxaux absolument indissociables : l'un peut séduire et frapper le public, l'autre ne saurait intéresser véritablement que les musiciens. Il est clair que ce n'est pas à ces derniers seulement que ses œuvres s'adressent, pas plus, d'ailleurs, qu'au grand public exclusivement, mais, ainsi qu'il le disait lui-même, « à des êtres sensibles, intelligents et doués d'imagination ».

Les titres en trompe-l'œil

A ces amateurs éclairés, mais dont la culture littéraire est peut-être plus vaste que les connaissances musicales, Berlioz propose des titres évocateurs : *Harold en Italie*, le *Roi Lear*, *Réverie et caprice*, des sous-titres : *Orgie de brigands*, la *Reine Mab*, voire un programme détaillé, comme celui de la *Symphonie fantastique*. Mais il ne faut pas s'y tromper, ces allusions au théâtre, à la vie ou à la littérature constituent une sorte de dénominateur commun entre l'auteur et le public, un escalier dérobé par lequel il rend accessible à des auditeurs sans préventions un univers musical finalement assez complexe et qui, sans cela, risquerait d'être réservé à une toute petite fraction. A présent que s'est estompée la défiance à l'égard du romantisme (et des alliances entre musique et littérature), le public n'éprouve plus aucune réticence à se laisser séduire à nouveau.

L'autre face du génie de Berlioz, celle qui se tourne davantage vers les musiciens, est, nous l'avons dit, complémentaire ; car cet aspect littéraire, ce souci de placer ses compositions sous la protection d'un titre, n'implique en aucune façon que Berlioz ait été indifférent aux beautés purement abstraites de son art. « Cet homme avait tout... et nous n'avons rien ! », se serait-il écrit en 1865, tout à la fin de sa vie, à propos de Beethoven. Etait-ce l'ouverture d'*Egmont*, la *Symphonie pastorale* ou *Fidèle* qui lui arrachait cette confiance désespérée ? Nullement : c'était le *Quatuor en mi mineur*, opus 59, n° 2.

Lorsqu'il voulait être ému, il demandait à Liszt de lui jouer les sonates de Beethoven ou bien, s'il se trouvait un violoniste et un violoncelliste, il ne se lassait pas de réécouter le *Trio en si bémol* (« l'Archiduc »). La perfection du geste créateur, voilà ce qui le touchait au plus profond de lui-même ; et, lorsqu'il évoque les situations dramatiques les plus frappantes du théâtre de Gluck, c'est toujours en référence aux moyens employés en parfaite concordance avec les exigences de la situation : ce sont eux qui lui tirent des larmes, jusque dans le

Barbier de Séville ; c'est le génie du compositeur qui l'émeut, davantage que le prétexte dramatique.

Ainsi, que Berlioz n'ait composé ni sonates ni quatuors, qu'il ait donné des titres plutôt que des numéros à chacune de ses œuvres ne signifie pas qu'il se désintéressait de l'aspect spécifiquement musical de la musique. Si l'on en voulait une preuve supplémentaire, il serait facile de répondre à ceux qui s'indignent de ses attaques répétées contre la fugue qu'il n'est pas une œuvre où Berlioz ne fasse un usage original du

que les formules consacrées employées par la plupart de ses contemporains et qu'il connaissait — ne soyons pas naïfs — aussi bien qu'eux.

D'autre part, il est clair que la coupe formelle, parfois étrange, de ses mouvements ou des ses œuvres n'est pas le fruit du caprice d'un musicien gâté par la littérature, mais plutôt d'une recherche continue pour trouver l'adéquation la plus exacte entre le contenu et la forme : l'harmonie, le rythme, l'orchestration ayant considérablement évolué depuis que Haydn avait fixé le

La longue marche des Troyens

COMPOSES entre 1856 et 1858, les *Trois*, opéra en cinq actes d'après l'*Enéide* de Virgile, ont attendu plus d'un siècle pour qu'on leur rende justice, c'est-à-dire qu'on prenne en considération, jusque dans leurs ultimes conséquences, la singularité de leur conception et les exigences du compositeur.

ce que je conçois qu'on puisse faire sur un sujet antique traité largement ».

Berlioz, on peut s'en douter, était parfaitement conscient de jouer perdant, voire de plaider coupable — coupable de prendre encore la mythologie au sérieux, d'avoir conservé pour la tragédie lyrique gluckiste l'admiration de sa jeunesse, de

donnés en concert en 1879, dix ans après la mort de l'auteur, sous le titre *La Prise de Troie* ; c'est seulement en 1890, à Karlsruhe, que les cinq actes seront représentés, mais avec des coupures, en allemand et en deux soirées.

Diverses productions de la *Prise de Troie* des *Trois* à Carthage (plus ou moins abrégés) ou des *Trois* largement coupés verront le jour à l'Opéra-Comique et à l'Opéra de Paris entre 1892 et 1969, mais c'est seulement cette année-ci que l'ouvrage sera représenté intégralement et en français au Covent Garden de Londres avant de l'être à Genève (avec quelques coupures) en 1974.

En 1978 et 1980, l'Opéra de Marseille donna les *Trois* en deux parties et, en septembre 1980, le Festival Berlioz fit de même, mais en deux soirées consécutives. Depuis, l'Opéra de Francfort a pratiquement inscrit les *Trois* à son répertoire, dans une traduction allemande, et on les a régulièrement joués, en anglais, en Grande-Bretagne.

Enfin, en 1986, à Leeds, on représenta la *Prise de Troie* augmentée d'une scène (où apparaît l'espion grec Sinon) que Berlioz avait supprimée en 1861 et dont ne subsistait que la réduction pour piano et chant. Hugh MacDonald l'a réorchestrée et, à Lyon, nous pourrions l'entendre pour la première fois en français. Cette singularité, s'ajoutant au fait qu'on n'avait encore jamais chanté, sur une scène francophone, les *Trois* intégralement et en une seule soirée, assure aux représentations du Festival Berlioz un caractère exemplaire qu'il faut saluer, sans préjuger de ce que seront les représentations.

S'il n'y a pas lieu de s'appesantir sur ces faits — puisqu'il ne s'agit que du respect élémentaire dû aux volontés d'un compositeur éminent —, force est de constater qu'ils se trouvent réunis pour la première fois en France. Libre à ceux qui, après cela, trouveront l'ouvrage trop long à leur gré, ennuyeux, déséquilibré, etc., de le proclamer bien haut, du moins l'auteur aura-t-il pu enfin se présenter tel qu'en lui-même devant le public.

G. C.



Kathryn Harries dans le rôle de «Didon»

Lui-même, en composant ce qu'il considérait comme son testament musical, ne voulait pas se faire d'illusions sur ce qu'il adviendrait d'un ouvrage auquel il rêvait depuis longtemps et qu'il ne se décida à écrire qu'après avoir renoncé définitivement à vaincre l'indifférence satisfait de ses contemporains. « Peu importe, confiera-t-il à un ami en 1858, ce que l'œuvre ensuite deviendra, qu'elle soit représentée ou non. Ma passion virgilienne et musicale aura été ainsi satisfaite et j'aurai au moins montré

croire que le grand opéra peut contenir autant de subtilités qu'une symphonie. Une gageure qui donne une signification autobiographique à l'exclamation d'*Enée* : « Prêts à mourir tentons de nous défendre, le salut des vaincus est de ne pas attendre ! ».

Berlioz dut patienter cinq ans avant de voir une partie de ses *Trois* (les trois derniers actes, qu'on baptisa les *Trois* à Carthage) sur la scène du Théâtre lyrique. Les deux premiers actes seront

style fugué : il s'en est même servi pour commencer la plupart de ses compositions : *Harold en Italie*, *Roméo et Juliette*, *Benvenuto Cellini* (première scène), la *Damnation de Faust* (première et deuxième parties), l'*Enfance du Christ* (chacune des trois parties), le *Te Deum*...

Contrairement donc à ce qu'on a prétendu si souvent, la qualité intrinsèque de l'écriture musicale préoccupait Berlioz au plus haut point. Outre ce qui vient d'être dit, nous n'avons plus de peine à nous en convaincre aujourd'hui. En effet, personne ne songe plus à prétendre que les aspects insolites de son harmonie sont le résultat d'une éducation bâclée, alors qu'ils témoignent à l'évidence d'un souci de découvrir quelque chose de plus intéressant (musicalement parlant), de plus « juste »,

moule de la symphonie, par exemple, n'était-il pas naturel qu'un artiste véritablement conséquent remette en question une architecture conçue pour une autre pensée musicale et pour une sensibilité différente ?

Berlioz puriste, en quelque sorte ? Littéraire en surface seulement et révolutionnaire presque malgré lui, dès lors qu'il ne reconstruit la tradition, en élaguant les branches mortes, que pour libérer la sève ? C'est cela très exactement, et la question se pose de savoir si c'est cette qualité synthétique de sa musique — qualité essentielle, comme on vient de le voir — qui explique le regain de faveur dont elle jouit actuellement, ou s'il n'y a pas encore un malentendu sur son « modernisme » ou, du moins, sur ce qui nous apparaît comme tel.

Le Festival lyonnais

Auditorium Maurice Ravel de Lyon : samedi 19 septembre à 17 heures : les *Trois*. Mardi 22 à 20 h 30 : récital de Teresa Berganza ; mercredi 23 à 18 heures : les *Trois* ; vendredi 25 à 20 h 30 : *Symphonie Fantastique* et *Lélio* ; samedi 26 à 15 heures les *Trois* ; dimanche 27 à 17 h 30 : la *Damnation de Faust* ; mardi 29 à 18 heures : les *Trois* ; mercredi 30 à 20 h 30 : la *Damnation de Faust*.

A La Côte-Saint-André, mardi 22 à 20 h 30 : *Symphonie fantastique* et *Lélio* ; vendredi 25 à 20 h 30 : la *Damnation de Faust*.

Renseignements et réservation du lundi au samedi 10 heures à 19 heures. Tél. : 78-80-85-40.

On peut obtenir auprès du Festival des fiches de réduction SNCF. D'autre part, la SNCF propose une « formule Plus de Festival Berlioz » : samedi 26, par TGV, spécial Paris-Lyon les *Trois*, départ midi, retour minuit. Place à l'auditorium en première série : 820 F. et week-end samedi 26, dimanche 27 : les *Trois*, la *Damnation de Faust*, visite du Musée Berlioz à La Côte-Saint-André, hôtel, repas spectacle, départ samedi, retour dimanche soir : à partir de 1775 F. Renseignements : téléphone (1) 42-85-61-97.

Des forfaits journée (aller-retour et place en 1^{re} et 2^e séries) pour le 26 septembre sont aussi prévus par la SNCF au départ d'Aix-les-Bains, Annecy, Avignon, Bar-le-Duc, Besançon, Chalon-sur-Saône, Chambéry, Charleville, Chamonix, Dijon, Grenoble, Epinal, Mâcon, Marseille, Metz, Montélimar, Nancy, Reims, Saint-Etienne, Strasbourg, Troyes et Valence. Renseignements : tél. : (1) 42-85-61-97.

ACTUELLEMENT AU PALAIS DES GLACES

MANOË

Un déluge de Cinéma / Théâtre

Métro République : Réservations : 46 07 49 93

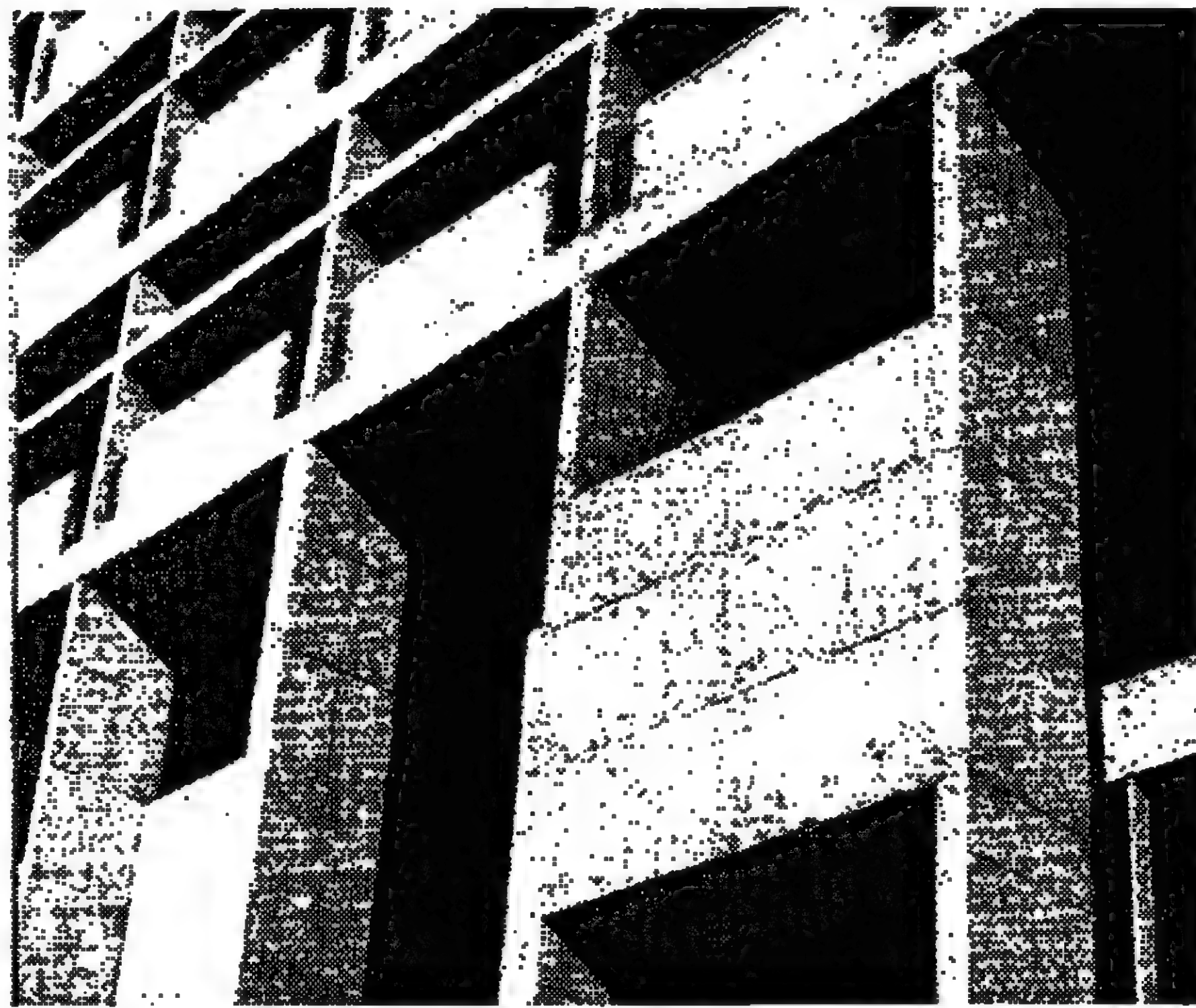
ARTS

La rentrée s'annonce sans surprises excessives dans les musées parisiens. Fragonard nous arrive en toute logique au Grand Palais après Watteau et Boucher, et Le Corbusier tout naturellement au centre Georges-Pompidou pour clore l'année du centenaire. Le grand coup de chapeau à l'art espagnol d'hier à aujourd'hui paraît plus capricieux, ainsi que certaines initiatives des musées de province. Comme cet hommage de l'Oise à Corot au musée de Beauvais, cette exposition de deux amateurs de baroque italiens à Strasbourg, ou encore la grande galerie de portraits des peintres toulousains depuis le seizième siècle à Toulouse. L'Espagne sera à Paris. Mais l'Italie aussi, avec Fontana aux galeries contemporaines quand Merz sera l'invité du Festival d'Automne. Merz et les artistes d'Arte Povera sont d'ailleurs au goût du jour. De Nantes à Lyon, plusieurs expositions leur sont consacrées. Sans doute faut-il voir là le signe d'une grande lassitude envers le néo-expressionnisme dont on nous a abreuvés ces dernières années.

GENEVIÈVE BREERETTE.

ARCHITECTURE

Le Corbusier : l'« hommage officiel »



Le Corbusier : palais de justice de Chandigarh, brise-soleil, façade est, 1956.

L'« hommage officiel » : le Centre Pompidou n'omet pas, venu bon dernier sur la scène multiforme du centenaire, de rappeler sa légitimité.

Attention, voici le seul et authentique Le Corbusier, se méfier des contrefaçons ! Il est vrai que, pour avoir ainsi attendu, Charles-Edouard Jeanneret, dit Le Corbusier, sera aussi le pre-

mier architecte à avoir droit au cinquième étage, l'étage des dieux, le nirvana de l'art. Comme s'il n'était pas scandaleux d'avoir tant attendu pour oser montrer là-haut la tête d'un architecte. Réjouissons-nous, cela dit, de toutes ces attentes, car l'exposition préparée par le Centre de création industrielle répondra à la nôtre, bénéficiant de l'expérience

de tous les spécialistes du maître d'origine suisse. Le Centre culturel suisse présente d'ailleurs au même moment une version allégée de la belle exposition de Strasbourg.

★ L'œuvre Le Corbusier. Centre Pompidou, du 6 octobre au 3 janvier 1988.

★ Le Corbusier et l'Esprit nouveau. Centre culturel suisse, du 29 septembre au 31 octobre.

Chicago revient à Paris

Chicago, naissance d'une métropole (1872-1922), inaugurera au musée d'Orsay l'espace réservé aux expositions temporaires. Voilà plusieurs années que l'équipe chargée de l'architecture prépare cette monumentale présentation de ce qu'on a pu appeler la capitale de l'architecture, la ville où Sullivan, Jenney, Wright, et maints autres ont exercé leur talent, voire leur génie. Ainsi s'est développé, à partir du grand incendie de 1871, un mouvement multiforme, dont l'expression la plus novatrice est restée connue sous le nom d'École de Chicago. Le Paris Art Center, qui, voici deux ans, avec les Beaux-Arts et six autres institutions ou galeries, avait inauguré le sujet en le déployant sur cent cinquante ans, retrouve également Chicago à travers un de ses architectes actuels, l'inséparable Helmut Jahn.

★ Musée d'Orsay, du 2 octobre au 3 janvier 1988.

★ Paris Art Center, du 22 septembre au 31 décembre.

Renzo Piano

Un hommage rendu à l'un des protagonistes majeurs de l'archi-

teure contemporaine, récent auteur du bâtiment de la fondation De Menil à Houston, après avoir été celui du Centre Georges-Pompidou. Une exposition du Festival d'automne.

★ Chapelle de la Sorbonne, du 6 novembre au 17 décembre.

Richard Rogers, magasins d'usines

Architecture industrielle, technologie métallique : quelques exemples pris dans l'œuvre de Rogers, co-auteur, avec Renzo Piano, du Centre Pompidou.

★ Centre Georges-Pompidou. CCI, 23 septembre au 19 octobre.

Giovanni Michelucci, dessins d'architecture

Auteur de la gare de Florence et de la poste centrale de la même ville, Michelucci illustre dans son œuvre les principes d'une architecture entre innovation et intégration à la ville historique.

★ Centre Georges-Pompidou. CCI, du 14 octobre au 4 janvier 1988.

Les classiques et presque classiques du XX^e siècle

Fontana : Fine di Dio

Lucio Fontana

Un classique du vingtième siècle, argentin d'origine, célèbre en Italie, son pays d'adoption, et trop souvent réduit en France à quelques entailles bien placées dans des toiles monochromes. L'exposition rétrospective, justifiée si besoin est par la donation de M^{me} Fontana au Musée national d'art moderne en 1977, devrait permettre de mieux saisir l'aventure de cet artiste radical, fondateur en 1947 du mouvement spatialiste, et mort en 1968.

★ Centre Georges-Pompidou (3^e étage du musée), du 15 octobre au 11 janvier 1988.

Mario Merz

Il était à Bordeaux cet été avec des Igloos (jusqu'au 18 septembre) : il sera à Paris cet automne avec des Igloos, mais l'exposition sera fatalement différente, les constructions nomades de cette figure majeure de l'arte povera inscrite au programme italien du Festival d'Automne s'adaptant toujours aux lieux où elles sont montrées.

★ Chapelle de la Salpêtrière, du 15 novembre au 31 décembre.

Lucian Freud

L'œuvre de ce peintre peu prolixe, rarement sortie d'Angleterre et de quelques collections privées comme celle du baron Thyssen, nous est peu familière. Elle est figurative et s'inscrit dans une double lignée : la nouvelle objectivité d'abord, car Lucian Freud, petit-fils de Sigmund, est né à Berlin en 1922 ; la tradition du portrait anglais ensuite.

★ Galeries contemporaines, Centre Georges-Pompidou, du 16 décembre au 24 janvier.

Don Judd

Un dur et un pur de la sculpture minimaliste aux États-Unis. S'il n'a pas changé de cap depuis vingt ans, il raffine dans la couleur et les matériaux de ses volumes primaires, sériels, calculés.

★ ARC Musée d'art moderne de la Ville de Paris, du 7 décembre au 7 février.

Ian Hamilton Finlay

Artiste divers, poète, éditeur, « metteur en scène » d'objets allégoriques, l'Écossais Finlay expose en trois lieux différents ses allégories incertaines : à la Bibliothèque nationale du 18 septembre au 31 octobre, à la Fondation Cartier et à la Galerie Claire Burrus.



Don Judd.

Une FIAC new look ?

Cent trente galeries dont 16 nouvelles, 18 pays avec, pour la première fois, la participation du Portugal. 800 artistes, parmi lesquels une centaine auront droit à des « one man shows », près de 5 000 œuvres... Voilà pour les chiffres, qui coïncident à peu près avec ceux des années passées, et ne justifient pas, a priori, le terme de FIAC « new look » qu'on nous annonce.

Cette nouvelle image devrait venir, en fait, de la refonte des espaces du Grand Palais, qui seront plus aérés, d'une nouvelle répartition des galeries, d'un nouvel éclairage et de

l'accent mis sur la création contemporaine danoise, qui aura son quartier de 400 mètres carrés sous la verrière du Grand Palais.

Cette présence danoise, qui complète les festivités France-Danemark de l'automne et de l'hiver, sera signalée dès l'entrée de la foire, où une sculpture de Robert Jacobsen, réalisée tout spécialement, remplacera le Centaure de César.

★ Grand Palais des Champs-Élysées, du 10 au 18 octobre. Vernissage le 9 octobre de 20 h 30 à 23 heures au profit de Médecins du monde (100 F).

A travers les galeries

Coup d'envoi de la saison, le 12 septembre, avec les vernissages en série des galeries de Beaubourg et la vente qu'Yvon Lambert organise pour l'aide financière à la recherche contre le SIDA. D'Arakawa à Viallat, en passant par Bacon, Combas, Lewitt, Mapplethorpe, Schnabel, une quarantaine d'artistes se sont associés à cette initiative.

★ L'art contre le SIDA. Galeries Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, et 5, rue du Grenier-Saint-Lazare (42-71-09-33), du 12 au 19 septembre.

★ Jean-Michel Albérola (Suzanne et les vieillards), Daniel Buren (travail in situ), Galeries Daniel Templon, 30, rue Beaubourg et impasse Beaubourg.

★ James Bishop. Galerie Jean-Fournier, 44, rue Quincampoix.

★ Günther Förg. Galerie Crousel-Robelin-Bama, 40, rue Quincampoix.

★ Peter Briggs. Galerie Zabrick, 37, rue Quincampoix.

★ Martin Barré. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple.

★ Siah Armajani. Galerie Ghislaine-Hussonot, 5 bis, rue des Haubertiers.

★ Gérard Garouste. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haubertiers.

★ Georges Rousse. Galerie Farideh-Cadot, 77, rue des Archives.

Et aussi :

★ Joël Kermarrec. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (à partir du 10 septembre).

★ Mel Bochner. Galerie Montanay, 31, rue Mazarine (à partir du 10 septembre).

LE METRO PANTONE

Pièce de Leroy Jones

Adaptation : Eric Kahane

Mise en scène : Pierre Barayre

Décor : Claude Plet

Musique originale : Dou Kaya

Avec : Chantal Dupuy, Jean-Guy Biotto

Par la comédie de Saint-Maur au Lucernaire Théâtre Noir

Louveau - Tél. : 45-44-57-34

« Un voyage ou la nuit n'a pas de bout... »

GRAND-PALAIS

Avenue Winston-Churchill

FIGURATION CRITIQUE 87

De 11 heures à 19 heures

Jusqu'au 21 septembre

Festival d'automne à Paris 1987

THEATRE • MUSIQUE • DANSE • CINEMA • EXPOSITIONS

RENSEIGNEMENTS PROGRAMME 42 96 12 27

LOCATION PAR TELEPHONE

SAUF DIMANCHE 42 96 96 94 12 H-19 H

لکڑی میں لکھو

La rentrée

des arts

Tout Fragonard

Suite de la série dix-huitième : après Watteau et Boucher, Fragonard. Paysages romains, scènes de genre, scènes galantes, portraits, mythologiques, à l'huile, au lavis, au fusain, à la sanguine : c'est tout « Frago » que l'on annonce, un peintre à la réputation de séducteur mais un héritier de Rubens autant que de l'Italie, qui vaut d'être étudié en profondeur. L'occasion est bonne pour s'apercevoir que l'illustrateur des fêtes galantes était aussi un grand dessinateur d'architecture et l'un des plus grands portraitistes de son temps.

Il y aura une centaine de peintures et autant de dessins dans cette rétrospective organisée en collaboration avec le Metropolitan Museum of Art de New-York.

★ Grand Palais, du 24 septembre au 4 janvier 1988.



Fragonard : la Réprimande du grand-père.

Trésors des princes celtes

Après les fouilles de la sépulture de Hochdorf, datant du sixième siècle avant J.-C., une exposition qui regroupe des trouvailles archéologiques récentes en un tableau de la vie des princes

celtes telle que leurs tombeaux laissent deviner.

A partir des mobiliers funéraires et des trésors découverts en France et en Europe, il devient possible d'imaginer plus juste-

ment le luxe des cours celtes, et de suivre l'histoire des contacts entre Celtes, Etrusques et Grecs par objets interposés.

★ Grand Palais, du 22 octobre au 15 février.

La collection Saint-Morys

Monsieur de Saint-Morys, qui vivait à Paris dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, constituait un formidable cabinet de dessins. Il y en avait 14 000, et parmi eux des Dürer, des Michel-Ange, des Rubens, des Poussin, des Caravage et des Raphaël. Le Louvre, qui doit à cet excellent homme quelques-unes de ses pièces les plus précieuses, lui rend hommage, un hommage très justifié.

★ Pavillon de Flore, du 20 novembre au 16 février.

Donation Pomme de Mirimonde

Collection privée donnée aux Musées nationaux pour être répartie entre les musées de Tours et de Gray, la donation d'Albert P. de Mirimonde compte des œuvres de Restout, Peyron, Subleyras et Van Loo.

★ Pavillon de Flore, du 20 novembre au 16 février.

Regalia

Pour fêter Hugues Capet et le millénaire de son sacre, le département des objets d'art du Louvre a réuni les instruments qui servaient au sacre des rois - les regalia - ainsi que des représentations et des documents historiques.

★ Pavillon de Flore, du 2 octobre au 31 décembre.

Paris à l'heure espagnole

Cinq siècles d'art en Espagne en quatre expositions, tel est le cœur d'une saison espagnole dont le programme a été peaufiné lors du sommet de Madrid, en mars dernier, par le ministère de la culture du royaume d'Espagne et la mairie de Paris.

Miro, et Dali et Tapiès. Mais Gris, dont on a bien peu signalé le centenaire cette année, en France tout au moins, n'y est pas oublié.

★ Musée d'art moderne de la Ville de Paris, du 10 octobre au 3 janvier 1988.

L'imagination nouvelle : les années 70 et 80

Les œuvres de dix artistes reconnus sur la scène nationale espagnole qui ont atteint la maturité dans les années 70 et 80 : Gordillo, Villalba, Fraile, Broto, Sevilla, Villalta, Campano, Navarro, Barcelo, Sicilia. Parmi eux, quelques vedettes de la scène internationale de ces dernières années.

★ Musée d'art moderne de la Ville de Paris, du 10 octobre au 22 novembre.

Espagne 1987 : dynamique et interrogations

Dernier volet de ce polyptique ibérique : l'aujourd'hui, à l'ARC, où l'on verra que les jeunes artistes de Madrid, de Barcelone, de Séville ou de Bilbao n'ont pas oublié certaines traditions péennsulaires, en particulier les sculptures. A noter que l'ARC propose dans le même temps diverses manifestations complémentaires, dans le domaine du jazz, de la littérature, du cinéma et de la vidéo.

★ ARC-Musée d'art moderne de la Ville de Paris, du 10 octobre au 22 novembre.

Le siècle de Picasso

Trente-quatre artistes, deux cent cinquante peintures, sculptures et dessins, encore un gros morceau. Pour un bilan des avant-gardes du début du siècle aux générations des années 50 marquées par l'ombre de la guerre et le franquisme. Picasso domine cette perspective, et

L'art portugais du XIX^e siècle : soleil et ombres

Du néoclassicisme au romantisme, du naturalisme au symbolisme, la recherche d'une identité nationale à travers une peinture dont on sait fort peu de chose. C'est d'ailleurs la première fois qu'une exposition sur la culture

artistique lusitanienne est organisée hors du Portugal. On la doit à l'Association française d'action artistique, avec le concours de la fondation Calouste Gulbenkian.

★ Petit Palais, du 20 octobre au 3 janvier.

En province

Variations sur tous les temps

Octobre des arts à Lyon

Merz d'un côté, Sol Lewitt de l'autre, au Musée Saint-Pierre : un judicieux compromis des passions du jour. Et aussi Maria Nordman (USA), Per Kirkeby (Danemark), Mario Bagnoli (Italie), Gloria Friedmann (France), Roche Pontus (Rhône-Alpes). Voilà pour les expositions majeures de ce quatrième Octobre des arts, élargi dans la ville et dans la région. A signaler à l'ELAC, neuf photographes américains peu connus regroupés sur le thème du portrait, et, ce qui est original, un premier Festival international de peinture de trottoirs. Il aura lieu sous forme de concours ouvert aux spécialistes et aux amateurs.

★ Du 8 octobre au 23 novembre.

Luciano Fabro à Villeurbanne

En complément de l'exposition de l'ARC, cet été, à Paris, quarante œuvres de 1963 à 1986 de ce représentant d'Arte povera.

★ Nouveau Musée, du 19 septembre au 30 novembre.

Turin 1965-1987 à La Roche-sur-Yon

Anselmo, Boetti, Calzolari, Fabro, Kounellis, Merz, Paolini, Penone, Pistoletto, Zorio : neuf artistes d'Arte povera représentés dans les collections publiques françaises.

★ Musée, du 21 septembre au 10 novembre.

Giulio Paolini à Nantes

« De l'atelier à l'exposition » ou l'exposition de l'exposition, en « hommage à la symétrie du lieu », à la « géométrie souveraine » du Musée des beaux-arts de Nantes, rénové.

★ Musée des beaux-arts, du 16 octobre au 15 décembre.

L'Espagne à Bordeaux

José Maria Sicilia, Cristina Iglesias, Juan Muñoz, Susana Solano : un peintre et trois sculpteurs. Les jeunes Espagnols, décidément, intéressent les responsables de musées et de centres d'art contemporains au point qu'ils ont l'air de se les arracher. C'est vrai qu'ils sont bien.

★ CAPC, entrepôt Laté, du 25 septembre au 22 novembre.

Saint-Quentin Autour du psautier de la reine Ingeburge

Sous forme de fac-similés, les feuillets du célèbre manuscrit à enluminures commandé par l'épouse répudiée de Philippe Auguste. Pour les médiévistes frustrés de ne pouvoir feuilleter pareil trésor du Musée Condé à Chantilly. Une enquête rapprochant peintures et sculptures de cette aube raffinée du gothique complète l'exposition.

★ Musée Léonard, du 17 octobre au 14 décembre.

Beauvais L'hommage de l'Oise à Corot

De Rome à Mortefontaine, vases et ombres de Picardie. Les trois vues de la vasque de l'Académie de France à Rome y seront réunies pour la première fois.

★ Musée départemental de l'Oise, du 1^{er} octobre au 27 novembre.

Strasbourg L'amour de l'art

Deux amateurs de baroque italien, Othon Kaufmann et François Schlageter, présentent leur musée imaginaire : les trente-neuf tableaux italiens des dix-septième et dix-huitième siècles de leur collection, et autant d'œuvres empruntées aux musées européens qu'ils souhaiteraient voir cohabiter avec les leurs. Des inédits.

★ Musée des beaux-arts de Strasbourg, du 30 septembre au 22 novembre.

Toulouse Le portrait toulousain de 1550 à 1800

Plus de cent peintures, dessins et sculptures y seront rassemblés et dûment analysés. Et l'on pourra y retrouver, parmi les petits maîtres ignorés de la région, des Toulousains connus comme François de Troy ou Subleyras replacés dans le contexte de leur origine et de leur formation.

★ Musée des Augustins, du 1^{er} octobre au 7 janvier.



Corot : la vasque de l'Académie de France à Rome.

SAISON 1987-1988

LA LOCANDIERA
Carlo Goldoni
Mise en scène : Alfredo Arias
Festival d'Automne à Paris

MAISON DE POUPÉE
Henrik Ibsen
Mise en scène : Claude Santelli

DE L'AUTRE CÔTÉ D'ALICE
D'après les lettres de Lewis Carroll
Mise en scène : Dominique Borg

L'OISEAU BLEU
Maurice Maeterlinck
Mise en scène : Alfredo Arias

LEQUEL EST FOU DE NOUS DEUX ?
Luigi Pirandello
Mise en scène : Philippe Brigaud

ABONNEMENT
THEATRE DE LA COMMUNE
48.34.67.67 et FNAC

JACQUES LONCHAMPT

LE GUIDE le plus sûr
et le plus clair pour suivre pas à pas
la pensée musicale de Beethoven.

LES QUATUORS DE BEETHOVEN

FAYARD

208 pages
89F
Guide d'audition

La rentrée

pe reviens à Paris

pe Piano

Une FIA

A travers les galeries

PROGRAMME PAR TELEPHONE

42 96 96 94

EXPOSITIONS

Musées

**LE TROISIÈME CIEL DE JACQUES-
HENRI LARTIGUE**, photographes en
réfuge. Grand Palais, avenue Winston
Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et
mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier
1988.

9^e SALON FIGURATION CRITIQUE.
Grand Palais. (Voir ci-dessus). Jusqu'au
21 septembre.

CHARLES MATTON. Centre national
de la photographie. Palais de Tokyo,
13, avenue du Président-Wilson (47-33-
30-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 45.
Jusqu'au 14 septembre.

**LES PRIMITIFS ITALIENS DU
MUSÉE FRESCHI D'ARACIO**. Jusqu'au
5 octobre. ORNAMENTALISTES DU XV^e
AU XVIII^e SIÈCLE, gravures et dessins de
la collection Edmond de Rothschild.
Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre,
galerie de Flore, entrée provisoire qui des
Tulleries, face au pont Royal (42-60-
39-26). De 9 h à 17 h.

PICASSO VU PAR BRASSAI. Musée
Picasso (42-71-25-21). Sauf mardi, de
9 h à 17 h 15, le mercredi jusqu'à 22 h.
Jusqu'au 28 septembre.

L'ART INDÉPENDANT. Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, 11 avenue du
Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf le
lundi de 10 h à 17 h 30, le mercredi
jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 20 septembre.

KALTEZ EN CHINE. Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, Musée des
enfants (voir ci-dessus). Jusqu'au
15 novembre.

**LUCIANO FARO. État : JOHN
ARMSTRONG**. ARC. Musée d'art moderne
de la Ville de Paris (voir ci-dessus).
Jusqu'au 23 septembre.

IMAGES DE JARDINS. Musée national
des monuments français, place du Tro-
cadéro. Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et
de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 1^{er} octobre.

RARES AFFICHES 1900 des collec-
tions du musée. Musée de la publicité,
18, rue du Paradis (42-64-19-09). Sauf le
mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 septem-
bre.

TRÉSORS DU TIBET, région auto-
nôme du Tibet-Chine. Musée national
d'histoire naturelle. Galerie de botanique,
18, rue Buffon (43-36-14-41). Entrée :
25 F. De 11 h à 18 h 30. Samedi jusqu'à
20 h. Jusqu'au 31 octobre.

**NATALIA DUMITRESCO -
ALEXANDRE ISTRATI**. Musée des Arts
décoratifs, 107, rue de Rivoli. Entrée :
18 F. Du 10 septembre au 18 octobre.

**ANCIEN PÉROU : vie, pouvoir et
mort**. Musée de l'homme, palais de Chaillot
(45-37-60-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 45.
Jusqu'au 14 septembre.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR,
1947-1987. Musée des arts de la mode,
109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf
lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le diman-
che, de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Tarif
réduit : 18 F. Jusqu'au 4 octobre.

PARIS. COUTURE ANNÉES 30.
Palais Galliera. Musée de la mode et du
costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie
(47-20-45-23). Sauf lundi, de 10 h à
17 h 40. Jusqu'au 20 septembre.

**LE SACRÉ : A PROPOS D'UN MIL-
LENAIRE**, 967-1967. Hôtel de Soubise,
Musée de l'histoire de France, 60, rue des
Farges-Bourgeois. Sauf mardi, de 14 h à
17 h. Jusqu'au 12 octobre.

**FIGURES D'UN TEMPS : LA
III^e RÉPUBLIQUE**. Musée Hébert,
85, rue du Cherche-Midi (42-22-32-82).
Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi
de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

ÉLÉPHANTILLAGES. Musée en
herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Bou-
logne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h
à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

LA LUMIÈRE DÉMASQUÉE.
Jusqu'au 2 novembre ; gravure et impres-
sion : du bois au laser. Jusqu'au 25 octobre.
Clé des sciences et de l'industrie, 30, avenue
Corneille-Carion (40-05-72-72). Mardi,
jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; mercredi,
de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours
fériés, de 12 h à 21 h.

**PEINTURES POPULAIRES DU
SÉNÉGAL**. SOUVERES. Musée national
des arts africains et océaniques, 293, avenue
Daumesnil (43-43-14-54). Sauf le mardi,
de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15.
Jusqu'au 14 septembre.

**PROJETS DE DUFY POUR LA FÉE
ÉLECTRICITÉ**. Musée de l'Orangerie,
place de la Concorde (42-65-99-48). Sauf
le mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au
28 septembre.

DEUX ET DESSÉS. Musée Bour-
delle, 16, rue A-Bourdelle (45-48-67-27).
Jusqu'au 27 septembre.

Centres culturels

CORBU VU PAR. Institut français
d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf
dimanche et lundi, de 12 h 30 à 19 h.
Jusqu'au 7 novembre.

**COUP DE MISTRAL À MAR-
SEILLE**. Un été pour les arts plastiques.
Centre national des arts plastiques, 27, avenue
de l'Opéra (42-61-56-16). Jusqu'au
25 septembre.

KENZO TANGE, 40 ans d'urbanisme
et d'architecture. École nationale supé-
rieure des beaux-arts, 17, quai Malaquais
(42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h.
Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 septembre.

**RAYMOND QUENEAU, REGARDS
SUR PARIS**. Salon d'accueil de l'Hôtel de
Ville, 29, rue de Rivoli. Tous les jours, sauf
dimanches et fêtes, de 9 h 30 à 18 heures.
Entrée gratuite. Jusqu'au 30 septembre.

**ETHIOPIA, VESTIGES DE
GLOIRE**. Fondation Depper, 50, avenue
Victor-Hugo (45-00-01-50). Jusqu'au
3 octobre.

CONNECTIONS 87. Exposition interna-
tionale d'artistes francophones. Centre
culturel canadien, 5, rue de Constantine.
Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 sep-
tembre.

En province

ANGERS. Qu'est-ce qu'ils traversent ?
Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée
(41-88-64-65). Jusqu'au 30 septembre.

AUTUN. Bourgeois médiévale. La
Maison du sud. 20 ans de recherches

archéologiques. Hôtel de ville. Salle de ré-
unions. Jusqu'au 27 septembre.

AVIGNON. Gilles Aillaud, Edmond
Arroyo et le théâtre. Grande chapelle du
Palais des papes. Jusqu'au 30 septembre.

BELLEVILLE. La pièce populaire dans le
Pérche. Musée départemental des arts et tradi-
tions populaires du Pérche. Sainte-
Gauberge en Saint-Cyr-la-Rosière
(33-73-48-06). Jusqu'au 1^{er} novembre.

BIRON. Design en Danemark 1950-
1967. Au château (47-42-09-15 ; Maison
du Périgord à Paris). Jusqu'au 25 septem-
bre.

CAEN. Symbolisme et bouquisme : le
sens caché des tableaux de fleurs au dis-
septième siècle. Musée des beaux-arts, rue
des Fossés-du-Château (31-85-28-63).
Jusqu'au 26 octobre.

CANNES. Marie Perle. Rétrospec-
tive 1950-1970. La Malmouze, 47 La Croi-
sette (93-99-04-04). Jusqu'au 21 septem-
bre.

CATEAU-CAMBRESIS. Henri
Matisse. Peintures, dessins, collages.
Jusqu'au 4 octobre. Objets de verre : Dale
Chihuly. Jusqu'au 20 septembre. Musée
Matisse. Palais Fénéon (27-84-13-15).

CHARTRES. Vismann : Le peintre et
la critique. Musée des beaux-arts,
29, Cloître-Notre-Dame (37-36-41-39).
Jusqu'au 28 octobre.

COLMAR. Alberto Magrell. Musée
d'Unterlinden (89-41-89-23). Jusqu'au
27 septembre.

DIÉPPE. « Les Géphémis sont parmi
nous ». Château-musée de Dieppe.
Jusqu'au 30 septembre.

DUNKERQUE. Luciane Castell.
Musée d'art contemporain. Avenue des
Bains (26-59-21-65). Jusqu'au 28 septem-
bre.

EVREUX. Jacques Poli. Musée de
l'art. 6, rue Charles-Corbou (32-39-34-53). Jusqu'au 25 septembre.

FONTAINE-DE-VAUCLUSE. L'influence
loisintaine. (Manuscrits, livres, estampes de Bragan, Giacomelli,
etc.) Musée Pétarique, rue gascogne de la
Sorgue (90-30-37-30). Jusqu'au 30 septem-
bre.

GRANVILLE. Christian Dior.
« L'art du vêtement ». Musée Richard-
Ansdorff. Jusqu'au 21 septembre.

GUEBVILLE. Regards, artistes
cannots et mémoires. Musée du Florival
(89-74-22-89). Jusqu'au 31 octobre.

LACHASSAGNE. Lyon-Japon.
La Carde. Centre d'art actuel. Jusqu'au 21
septembre.

LIMOGES. René Feyer. Chapelle du
grand-séminaire, 15, rue Eugène-Vaillat
(55-30-39-79). Jusqu'au 31 septembre.

LYSLE-SUR-LA-SORGUE. Ota Dix.
Rétrospective. Hôtel Domadef de Campre-
not, 20, rue du D-Tillet. Jusqu'au 18 octo-
bre.

LUNÉVILLE. Alfred Benoit. Musée
du château (83-73-18-27). Jusqu'au 30 sep-
tembre.

MARSEILLE. Le Corbusier et la
Méditerranée. Centre de la Vieille-Chapelle.
(91-90-81-82). Jusqu'au 27 septembre ;
Louis Soutter, Musée Cantini, 19, rue Gri-
gnon (91-54-77-75) ; Jusqu'au 27 septem-
bre.

MEYMAC. Les années 70. Les années
Méditerranée. Musée d'art. Centre
d'art contemporain (55-95-23-30).
Jusqu'au 26 octobre.

MONTBELLARD. César : Les cham-
pagnes. Centre d'art contemporain (81-
91-37-11). Jusqu'au 6 novembre.

MORLAIX. Jean Dreyfus, 1911-1967 ;
Pictorialisme. 1864-1977.
Rétrospective. Musée des Jacobins, rue des
Vignes (98-88-38-96). Jusqu'au 6 octobre.

NICE. Giannattista Tiepolo. Musée
Matisse, 164, avenue des Arènes (93-53-
17-70). Jusqu'au 30 septembre ; 30
septembre. Musée national
Gauguin, 77, quai des États-Unis (93-62-
31-24) ; galerie d'art contemporain,
59, quai des États-Unis (93-62-37-11).
Jusqu'au 30 septembre.

NIMES. Huitième siècle. Musée des
beaux-arts, rue Châ-Fonle (66-67-38-21).
Jusqu'au 30 septembre.

POITIERS. Rosaline Brooks (1874-
1970). Musée Sainte-Croix, 61, rue Saint-
Simplicien (49-41-07-53). Jusqu'au 1^{er} sep-
tembre.

PONT-AVEN. Rétrospective Emile
Jouard. Musée municipal, place de
l'Hôtel-de-Ville (98-06-14-43). Jusqu'au
1^{er} octobre.

ROCHECHOUART. Le regard du der-
rière. Château (55-77-42-81). Jusqu'au
20 septembre.

LA ROCHELLE. Christian Jaccard :
Mille et un objets (1971-1986). Maison de
la Culture, 4, rue Saint-Jean-du-Perot (46-
50-37-07). Jusqu'au 20 septembre.

LES SABLES-D'OLONNE. Guy Ben-
ter, Alberto Savinio : Dessins. Musée de
l'abbaye Sainte-Croix (51-32-01-16).
Jusqu'au 27 septembre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. A la res-
tante de Jeanne Peirer. Fondation
Maigret (93-32-61-63). Jusqu'au 4 octobre.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE.
Marie Perle : arbres et forêts. Fondation
Marie-Perle. Hôtel de Sade (90-
93-35-13). Jusqu'au 2 novembre.

TANLAY. Les Femmes. Récit II. Vi-
ctor Brauner. Centre d'art contemporain du
château de Tanlay. Jusqu'au 27 septembre.

TOURCOING. Antoine Someraro
1976-1987. Musée des beaux-arts, 2, rue
Paul-Dumery. Jusqu'au 16 novembre.

TROUVILLE. L'art et les Médias, la
politique de la manufacture Lefèvre de
1880 à 1920. Musée Ville Montebello,
64, rue du Général-Leclerc (31-89-16-26).
Jusqu'au 28 septembre.

CHENOUËV D'AVIGNON

LA BARQUE
Texte et mise en scène
GERARD GELAS
Avec 3-Marc Avocat/Micèle Aublat
un couple risqué pour
un week-end très spécial

« La Barque » : une histoire qui nous
aide à vivre. LEO FERRÉ

dernière 13 septembre
THEATRE DE L'ELUVRE
55, RUE DE CLICHY-PARIS
☎ 48.74.47.36 et 48.74.42.82

THEATRE DE RANELAGH
50ème PROLONGATION
A PARTIR DU 10 SEPTEMBRE
50ème PROLONGATION

Buffo
CONCU, RÉALISÉ ET JOUÉ PAR
HOWARD BUTEN
Loc. THEATRE 42.88.04.44, 3 FNACS ET AGENCES

THEATRE

LES SPECTACLES
NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués
entre parenthèses.

JANGO EDWARDS, Spéciale Saint-
Martin (42-06-21-83), 20 h (8).

VARIATIONS SUR LE CANARD.
Théâtre de poche Montparnasse (45-
48-92-97), 19 h 30 (8).

MONSIEUR MASURE, Daunce (42-
61-69-14), 21 h (8).

LE LUTIN AUX RUBANS. Théâtre
Guichet Montparnasse (43-27-
88-61), 19 h 30.

LE MÉTRO FANTÔME. Lucernaire
(45-44-57-34), 21 h 15 (9).

L'ENFER CONTRAIRE. Théâtre des
Bouffes Parisiens (42-96-60-24),
20 h 45 (9).

LA DONJUANNE. Espace Marais
(42-71-10-19), 21 h (9).

LE SOUS-SOL. Tourtour (48-87-
32-48), 20 h 30 (9).

DOM JUAN. Théâtre des Bouffes du
Nord (42-39-34-50), 20 h 30 (10).

ROC IN LICHEN. Théâtre de la Bas-
sille (43-57-42-14), 21 h (10).

**LE JEU DE L'AMOUR ET DU
HASARD**. Théâtre Edouard VII
(47-52-57-49), 20 h 30 (11).

FLEUR DE CACTUS. Comédie des
Champs-Élysées (47-20-08-24),
20 h 30 (11).

CABARET. Mégador (42-85-45-30),
20 h 30 (11).

L'ÉLOIGNEMENT. Gahé-
Montparnasse (43-22-16-18),
21 h (12).

CAPTAIN FRACASSE. Théâtre de
Paris (48-74-16-82), 20 h 30 (15).

CUL SEC. Dix heures (42-64-35-90),
20 h 15 (15).

UN HOMME QUI SAVAIT. Théâtre
14 Jean-Marie Serreau (45-45-
49-77), 20 h 45 (15).

L'ÉYFOTHESE. Théâtre de la Bas-
sille (43-57-42-14), 21 h (15).

ALLER-RETOUR. Cartographie de
Vincennes (43-28-36-36),
20 h 30 (15).

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE. Théâtre de la
Porte-Saint-Martin (40-15-00-15), 20 h
et 21 h 15 : Le Cid ; 22 h 15 : Les Femmes
de bonne humeur ; 23 h 15 : Les Femmes
de bien ; 24 h 15 : Les Femmes de bien ;
25 h 15 : Les Femmes de bien ; 26 h 15 :
Les Femmes de bien ; 27 h 15 : Les Femmes
de bien ; 28 h 15 : Les Femmes de bien ;
29 h 15 : Les Femmes de bien ; 30 h 15 :
Les Femmes de bien ; 31 h 15 : Les Femmes
de bien ; 32 h 15 : Les Femmes de bien ;
33 h 15 : Les Femmes de bien ; 34 h 15 :
Les Femmes de bien ; 35 h 15 : Les Femmes
de bien ; 36 h 15 : Les Femmes de bien ;
37 h 15 : Les Femmes de bien ; 38 h 15 :
Les Femmes de bien ; 39 h 15 : Les Femmes
de bien ; 40 h 15 : Les Femmes de bien ;
41 h 15 : Les Femmes de bien ; 42 h 15 :
Les Femmes de bien ; 43 h 15 : Les Femmes
de bien ; 44 h 15 : Les Femmes de bien ;
45 h 15 : Les Femmes de bien ; 46 h 15 :
Les Femmes de bien ; 47 h 15 : Les Femmes
de bien ; 48 h 15 : Les Femmes de bien ;
49 h 15 : Les Femmes de bien ; 50 h 15 :
Les Femmes de bien ; 51 h 15 : Les Femmes
de bien ; 52 h 15 : Les Femmes de bien ;
53 h 15 : Les Femmes de bien ; 54 h 15 :
Les Femmes de bien ; 55 h 15 : Les Femmes
de bien ; 56 h 15 : Les Femmes de bien ;
57 h 15 : Les Femmes de bien ; 58 h 15 :
Les Femmes de bien ; 59 h 15 : Les Femmes
de bien ; 60 h 15 : Les Femmes de bien ;
61 h 15 : Les Femmes de bien ; 62 h 15 :
Les Femmes de bien ; 63 h 15 : Les Femmes
de bien ; 64 h 15 : Les Femmes de bien ;
65 h 15 : Les Femmes de bien ; 66 h 15 :
Les Femmes de bien ; 67 h 15 : Les Femmes
de bien ; 68 h 15 : Les Femmes de bien ;
69 h 15 : Les Femmes de bien ; 70 h 15 :
Les Femmes de bien ; 71 h 15 : Les Femmes
de bien ; 72 h 15 : Les Femmes de bien ;
73 h 15 : Les Femmes de bien ; 74 h 15 :
Les Femmes de bien ; 75 h 15 : Les Femmes
de bien ; 76 h 15 : Les Femmes de bien ;
77 h 15 : Les Femmes de bien ; 78 h 15 :
Les Femmes de bien ; 79 h 15 : Les Femmes
de bien ; 80 h 15 : Les Femmes de bien ;
81 h 15 : Les Femmes de bien ; 82 h 15 :
Les Femmes de bien ; 83 h 15 : Les Femmes
de bien ; 84 h 15 : Les Femmes de bien ;
85 h 15 : Les Femmes de bien ; 86 h 15 :
Les Femmes de bien ; 87 h 15 : Les Femmes
de bien ; 88 h 15 : Les Femmes de bien ;
89 h 15 : Les Femmes de bien ; 90 h 15 :
Les Femmes de bien ; 91 h 15 : Les Femmes
de bien ; 92 h 15 : Les Femmes de bien ;
93 h 15 : Les Femmes de bien ; 94 h 15 :
Les Femmes de bien ; 95 h 15 : Les Femmes
de bien ; 96 h 15 : Les Femmes de bien ;
97 h 15 : Les Femmes de bien ; 98 h 15 :
Les Femmes de bien ; 99 h 15 : Les Femmes
de bien ; 100 h 15 : Les Femmes de bien ;
101 h 15 : Les Femmes de bien ; 102 h 15 :
Les Femmes de bien ; 103 h 15 : Les Femmes
de bien ; 104 h 15 : Les Femmes de bien ;
105 h 15 : Les Femmes de bien ; 106 h 15 :
Les Femmes de bien ; 107 h 15 : Les Femmes
de bien ; 108 h 15 : Les Femmes de bien ;
109 h 15 : Les Femmes de bien ; 110 h 15 :
Les Femmes de bien ; 111 h 15 : Les Femmes
de bien ; 112 h 15 : Les Femmes de bien ;
113 h 15 : Les Femmes de bien ; 114 h 15 :
Les Femmes de bien ; 115 h 15 : Les Femmes
de bien ; 116 h 15 : Les Femmes de bien ;
117 h 15 : Les Femmes de bien ; 118 h 15 :
Les Femmes de bien ; 119 h 15 : Les Femmes
de bien ; 120 h 15 : Les Femmes de bien ;
121 h 15 : Les Femmes de bien ; 122 h 15 :
Les Femmes de bien ; 123 h 15 : Les Femmes
de bien ; 124 h 15 : Les Femmes de bien ;
125 h 15 : Les Femmes de bien ; 126 h 15 :
Les Femmes de bien ; 127 h 15 : Les Femmes
de bien ; 128 h 15 : Les Femmes de bien ;
129 h 15 : Les Femmes de bien ; 130 h 15 :
Les Femmes de bien ; 131 h 15 : Les Femmes
de bien ; 132 h 15 : Les Femmes de bien ;
133 h 15 : Les Femmes de bien ; 134 h 15 :
Les Femmes de bien ; 135 h 15 : Les Femmes
de bien ; 136 h 15 : Les Femmes de bien ;
137 h 15 : Les Femmes de bien ; 138 h 15 :
Les Femmes de bien ; 139 h 15 : Les Femmes
de bien ; 140 h 15 : Les Femmes de bien ;
141 h 15 : Les Femmes de bien ; 142 h 15 :
Les Femmes de bien ; 143 h 15 : Les Femmes
de bien ; 144 h 15 : Les Femmes de bien ;
145 h 15 : Les Femmes de bien ; 146 h 15 :
Les Femmes de bien ; 147 h 15 : Les Femmes
de bien ; 148 h 15 : Les Femmes de bien ;
149 h 15 : Les Femmes de bien ; 150 h 15 :
Les Femmes de bien ; 151 h 15 : Les Femmes
de bien ; 152 h 15 : Les Femmes de bien ;
153 h 15 : Les Femmes de bien ; 154 h 15 :
Les Femmes de bien ; 155 h 15 : Les Femmes
de bien ; 156 h 15 : Les Femmes de bien ;
157 h 15 : Les Femmes de bien ; 158 h 15 :
Les Femmes de bien ; 159 h 15 : Les Femmes
de bien ; 160 h 15 : Les Femmes de bien ;
161 h 15 : Les Femmes de bien ; 162 h 15 :
Les Femmes de bien ; 163 h 15 : Les Femmes
de bien ; 164 h 15 : Les Femmes de bien ;
165 h 15 : Les Femmes de bien ; 166 h 15 :
Les Femmes de bien ; 167 h 15 : Les Femmes
de bien ; 168 h 15 : Les Femmes de bien ;
169 h 15 : Les Femmes de bien ; 170 h 15 :
Les Femmes de bien ; 171 h 15 : Les Femmes
de bien ; 172 h 15 : Les Femmes de bien ;
173 h 15 : Les Femmes de bien ; 174 h 15 :
Les Femmes de bien ; 175 h 15 : Les Femmes
de bien ; 176 h 15 : Les Femmes de bien ;
177 h 15 : Les Femmes de bien ; 178 h 15 :
Les Femmes de bien ; 179 h 15 : Les Femmes
de bien ; 180 h 15 : Les Femmes de bien ;
181 h 15 : Les Femmes de bien ; 182 h 15 :
Les Femmes de bien ; 183 h 15 : Les Femmes
de bien ; 184 h 15 : Les Femmes de bien ;
185 h 15 : Les Femmes de bien ; 186 h 15 :
Les Femmes de bien ; 187 h 15 : Les Femmes
de bien ; 188 h 15 : Les Femmes de bien ;
189 h 15 : Les Femmes de bien ; 190 h 15 :
Les Femmes de bien ; 191 h 15 : Les Femmes
de bien ; 192 h 15 : Les Femmes de bien ;
193 h 15 : Les Femmes de bien ; 194 h 15 :
Les Femmes de bien ; 195 h 15 : Les Femmes
de bien ; 196 h 15 : Les Femmes de bien ;
197 h 15 : Les Femmes de bien ; 198 h 15 :
Les Femmes de bien ; 199 h 15 : Les Femmes
de bien ; 200 h 15 : Les Femmes de bien ;
201 h 15 : Les Femmes de bien ; 202 h 15 :
Les Femmes de bien ; 203 h 15 : Les Femmes
de bien ; 204 h 15 : Les Femmes de bien ;
205 h 15 : Les Femmes de bien ; 206 h 15 :
Les Femmes de bien

ARTS ET SPECTACLES

u.
 zle :
 aso
 de la
 de de
 som-
 are-
 ques
 m. :
 aso
 pour
 mont-
 ren.,
 Dep-
 Aus
 saint-
 am.,
 de de
 sar. :
 r.o.),
 jen. :
 vances
 avel-
 08-05-
 lage,
 Beau-
 ration-
 nuit
 Mar-
 01) :
 cerce-
 e, les
 e de
 à la
 Supr
 3-54-
 Saint-

TARKEVSKI (v.a.), République-CY-
11 (40-05-51-33), jmm. 22 h.
Soleil; mar.: 15 h 40 ; lun. 71 h
Solist; dim. 15 h 40 ; Andréi Ro-
san. 22 h : le Sacrifice ; ven. 17
Staliner ; mer., 15 h 40 : l'Enfance

TAVIANNI (v.a.), 14-Juillet-PARIS
(45-28-56-00), mer. san. : Kios-
que du Nuit de San-Lorenzo
lun. : Padre Padrone ; mar. :
c'enfants.

TEX AVERY (v.a.), Studio-43, 9-
63-40).

WIM WEINDEBS (v.a.), mer., mar.
Allice entre les roses ; lun. : Hal-
lez la Lettre écarlate ; san.
mouvement ; dim. : Au fil du
lum. ; Paris, Texas.

Les séances spéciales

L'AUTRE MONTÉ DU CIEL
(v.a.) : Cine-Beaubourg, 3- (42-71-52-
11) b. 11 45.

BELLISSIMA (It. v.a.)
Beaubourg, 3- (42-71-52-36)
11 h 45.

CONTE DE LA FOLIE ORDINE
(*) (A.v.a.) : Cine-Beaubourg, 3-
71-52-36), ven. 0 h 30.

DODGE CADEN (Jap. v.a.)
Laurat, 15- (43-32-91-68),
18 h 30.

GORKI PARK (A.v.a.) : St-Lambert
(43-32-91-68), ven. 16 h 30
18 h 30, marz 21 h.

HANNAH ET SES SŒURS (A.v.a.)
MONTROPIA, 1- (43-08-94-
16 15, 20 h 15.

HISTOIRE DU JAPON RACON-

KEATON, studio 43, 9^e (47-70-63) :
sam, 14 h : Steamboat Bill Jr; s
16 h : Fiançées en folie; dim., 14 h :
Sherlock Jr; dim., 16 h : le D
Round.

Après Victor Victoria, toute l'ivresse du rire
 à la Blake Edwards!

UN FILM DE BLAKE EDWARDS

KIM BASINGER **BRUCE WILLIS**

Rencontre de rêve ou Miss Catastrophe?



Boire & Deboires

LES MUSICIENS DU FILM DE BLAKE EDWARDS : STEPHEN SODERBERGH
 LES COSTUMES : JANE ROBERTSON
 LES PRODUCTIONS : JAMES HAMILTON
 LES SCÉNARIOS : JAMES HAMILTON
 LES RÉALISATEURS : JAMES HAMILTON

هناك من الأصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de la semaine. Signification des symboles : * Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 9 septembre

TF 1

20.35 Variétés : Soirée inédite. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Lize Rozand, Paul-Loup Sulitzer, Francis Perrin, Europe, Gérard Blanc, Herbert Léonard, Mimi Julep, Annabelle. 22.15 Feuilleton : Le Gerfaut.

LA 5

20.25 Téléfilm : Le dernier contrat. Qui sortira vainqueur du jeu mortel auquel se livrent McNeal et Connor ? 22.00 Tennis : Tournoi de Flushing-Meadow. En différé des États-Unis. Horaires non communiqués. Série : Mission impossible. Série : Incident. Série : Comtes 1999.

Les 3 derniers romans de Juliette Benzoni
Jean de la nuit
Hortense au point du jour
Félicia au soleil couchant
ont été publiés chez PLON

De Marion Sarraut, d'après Juliette Benzoni. Avec Laurent Le Doyen, Marianne Anka, Philippe Clay (dernier épisode). 23.35 Journal. 23.50 Série : UFO. Alerte sous la mer.

A 2

20.30 Le grand échiquier. Émission de Jacques Chancel. Avec Jean d'Oromessa, membre de l'Académie Française, et Raymond Devos, Ludmila Mikael, Arletty, Roland Leroi, Jeanne Moreau, Karl Lagerfeld, Claude Estier, Pierre Charpy, Henri Amouretti, Didier Van Cauwelaert, Pierre Nora, Jacqueline de Romilly, Jacques Fidiart, la Grande Éclair et la Chambre du Roy, Marie Tzipi, Hélène Grimaud. 23.30 Journal. 0.00 Histoires courtes. La face cachée de la Lune, d'Yvon Marciano.

FR 3

20.35 Théâtre : l'École des femmes. De Molière, mise en scène de Raymond Rouleau. Avec Bernard Blier, Gérard Lartigue, Isabelle Adjani, Robert Rimbau, Michèle Laccouzi. 22.20 Journal. 22.45 Magazine : Océaniques. De Michel Cazenave et Pierre-André Boutang. Piat-Bernanos : Sous le soleil de Satan. 23.45 Musique, musique.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : le Monde selon Garp ■ Film américain de George Roy Hill (1982). Avec Robin Williams, Mary Beth Hurt, Glenn Close, John Lightow. 23.15 Flash d'informations. 23.20 Cinéma : Gwoline ■ Film américain de Luca Bercovici (1984). Avec Peter Lippi, Lisa Pelica, Michael Des Barres. 0.00 Cinéma : l'Amant ■ Film français d'Alain Resnais (1986). Avec Isabelle Huppert, Hippolyte Girardot, Robin Renucci. 2.25 Série : Max Headroom.

M 6

20.30 Série : Dynamite. Mise au point. 21.20 Série : Falcon Crest. Confirmation. 22.10 Journal. 22.20 Météo. 22.25 Série : Les espions. A couteaux tirés. 23.15 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Pour ainsi dire. Littérature japonaise. 21.30 Musique : L'Inconnu, de Marcel L'Herbier. 22.30 Nuits magnétiques. Les gens... tout de même. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 juillet à Aix-en-Provence) : Alexander's Feast. Concerto pour orgue n° 1 en sol mineur, op. 4 HWV 209, de Haendel, par le chœur et l'orchestre The Sixteen, dir. Harry Christophers. 23.07 Jazz club. En direct du Magnetic Terrace.

Jeudi 10 septembre

TF 1

13.35 Feuilleton : Haine et passion. (4^e épisode). 14.20 Feuilleton : C'est déjà demain. (4^e épisode). 14.45 Variétés : La chanson aux chansons. Émission de Pascal Sevran. Avec Isabelle Aubert. 15.35 Quarté à Vincennes. 15.50 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. Les Gladiateurs. 16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Panique sur le 16. Animé par Christophe Dechavanne. Variétés : Nicolas Peyrac, Europe, Jackie Quartz, Jill Kaplan. 17.50 Flash d'informations. 18.00 Série : Mamma. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Série : Colombo. Eaux troubles. 21.10 Magazine : L'enjeu. De François de Closets, Emmanuel de la Taille et Alain Weiller. Économie 88 : les menaces à l'horizon, avec Valérie Desautels et d'Henning. 23.25 Journal. 23.40 Série : UFO. L'affaire de l'ordinateur.

A 2

13.45 Magazine : Domicile A2. De Liliane Bordon, présenté par Marc Besson. Variétés, informations, jeux, etc. 13.50 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Domicile A2 (suite). 15.30 Feuilleton : Les Carot. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Domicile A2 (suite). 17.15 Flash A2. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Mamma. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Série : Colombo. Eaux troubles. 21.10 Magazine : L'enjeu. De François de Closets, Emmanuel de la Taille et Alain Weiller. Économie 88 : les menaces à l'horizon, avec Valérie Desautels et d'Henning. 23.25 Journal. 23.40 Série : UFO. L'affaire de l'ordinateur.

FR 3

13.30 Magazine : La vie à plein temps. 14.00 Magazine : Thalassa. Le parfum de la dame en noir (rediff.). 14.30 Documentaire : un anniversaire en campagne. Une magazine dans une boîte d'œuvres. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Série : Sur la piste du crime. Vol sans escalade. 16.00 Magazine : Dimension 3. L'homme électronique. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Vive la vie ! 17.30 Dossiers : C'est-à-dire. 17.35 Dossiers : C'est-à-dire. 18.00 Feuilleton : L'été noir de Lorient. (3^e épisode). 18.30 Feuilleton : Thibaud, on les croit. 4^e épisode : Sybille et Thibaud. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19 h 15 à 19 h 35. Actualité régionale. 19.55 Dossiers : C'est-à-dire. 20.00 Flash A2. 20.35 Flash d'informations. 20.40 D'accord, pas d'accord. 20.35 Téléfilm : Qui a tué Helen Brown ? De Stuart Rosenberg. Avec Tony Franciosa, Jill St-John, Jack Kingman. 22.15 Journal. 22.40 Magazine : Océaniques. De Michel Cazenave et Pierre-André Boutang. Gens du monde. Premier contact : Les Papous de Nouvelle-Guinée. 23.40 Musique, musique.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : le Corbeau ■ Film français d'Henri-Georges Clouzot (1943). Avec Pierre Fresnay, Ginette

Leclerc, Pierre Larquey, Micheline Francey. 15.25 Documentaire : Les albums de sport. Le tour des Alpes en ballon. 15.50 Cinéma : Loving you ■ Film américain de Hal Kanter (1957). Avec Elvis Presley, Lizbeth Scott, Wendell Corey, Dolores Hart. 17.30 Cabos café. 17.50 Série : Flash Gordon. 18.15 Flash d'informations. 18.18 Top 50. 18.45 Starquiz. 19.15 Mythos. 19.25 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Cinéma : WUSA ■ Film américain de Stuart Rosenberg (1969). Avec Paul Newman, Joanne Woodward, Anthony Perkins, Laurence Harvey, Pat Hingle. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : Môme ■ Film français d'Alain Resnais (1966). Avec Sabine Azéma, André Dussolier, Pierre Arditi, Fanny Ardant. 0.10 Cinéma : C'est la faute à Rio ■ Film américain de Stanley Donen (1983). Avec Michael Caine, Joseph Bologna, Valérie Harper. 1.50 Documentaire : Elvis dix ans après.

LA 5

13.35 Série : Les minces chéries. 14.10 Feuilleton : Les nouvelles aventures de Vidocq. 15.30 Série : La grande valise. 16.30 Série : Max le Menace. 17.00 Dossiers : Les Schtroumpfs. 17.25 Dossiers : Les Schtroumpfs. 17.55 Série : Cosmos 1999. 18.45 Série : Sécher, fais-moi peur. 19.35 Série : Supercopier. 20.25 Série : Maigret. Maigret. 21.50 Série : Le Renard. 22.55 Tennis : Tournoi de Flushing-Meadow. 0.00 Série : Le Renard. 0.55 Série : Maigret. 2.20 Série : Cosmos 1999.

M 6

13.30 Série : Daktari (rediff.). 14.20 Musique : Clip fréquence FM. 15.20 Hifi, kit, les heures (suite). 15.30 Jeu : Mégamètre. Le Portugal. 16.15 Jeu : Clip combat. Deux vedettes du sport s'affrontent en un combat musical. 17.05 Série : Les espions. Il faut tuer Karlowski. 18.00 Journal. 18.10 Spécial Dijon. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie. L'or (1^{re} partie). 19.05 Série : Cher oncle Bill. 19.30 Série : Daktari. Le monstre de Wampan. 20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Cinéma : Le Stilet en or ■ Film américain de Russel Rouse (1965). Avec Stephen Boyd, Joseph Cotten, Milton Berle. 22.10 Série : Les espions. Tania. 23.00 Journal. 23.10 Météo. 23.15 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Concert (en direct du grand auditorium) : Lontano, de Ligeti ; Concerto pour violon et alto, de Philippos ; Uirapura et Chorus n° 6, de Ville-Lobos, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Eleazar de Carvalho. 23.07 Club de la musique contemporaine. Jeunes compositeurs : musique vocale. 0.30 Méthodes. Gouzou, Duparc, Fauré, Roussel.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du grand auditorium) : Lontano, de Ligeti ; Concerto pour violon et alto, de Philippos ; Uirapura et Chorus n° 6, de Ville-Lobos, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Eleazar de Carvalho. 23.07 Club de la musique contemporaine. Jeunes compositeurs : musique vocale. 0.30 Méthodes. Gouzou, Duparc, Fauré, Roussel.

Audience TV du 8 septembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

| HORAIRE | FOYERS AVANT REGARD LA TV (%) | TF 1 | A 2 | FR 3 | CANAL + | LA 5 | M 6 |
|---------|-------------------------------|---------------|-----------------|-------------------|----------------|---------------|-----------------|
| 19 h 22 | 33,2 | Deux Barbares | Journal rég. | Actual. rég. | Mythos | Stéfi | Océ 88 |
| 19 h 45 | 36,6 | Rose Horta | Deux ans d'A2 | Il était une fois | Hulu part | Supercopier | Daktari |
| 20 h 16 | 55,6 | Journal | Journal | La classe | Nulle part | Supercopier | Daktari |
| 20 h 55 | 58,4 | Journal | Papy fait... | Milieu de l'été | Retour du Jedi | Poignés d'été | Ret. Don Cam. |
| 22 h 06 | 59,4 | Chif-ets | Papy fait... | Milieu de l'été | Retour du Jedi | Tennis | Ret. Don Cam. |
| 22 h 44 | 27,5 | Chif-ets | Mardi-clin. jeu | Extrait | Retour d'été | Tennis | Milieu de l'été |

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 9 septembre à 0 h TU et le jeudi 10 septembre à 24 h TU.

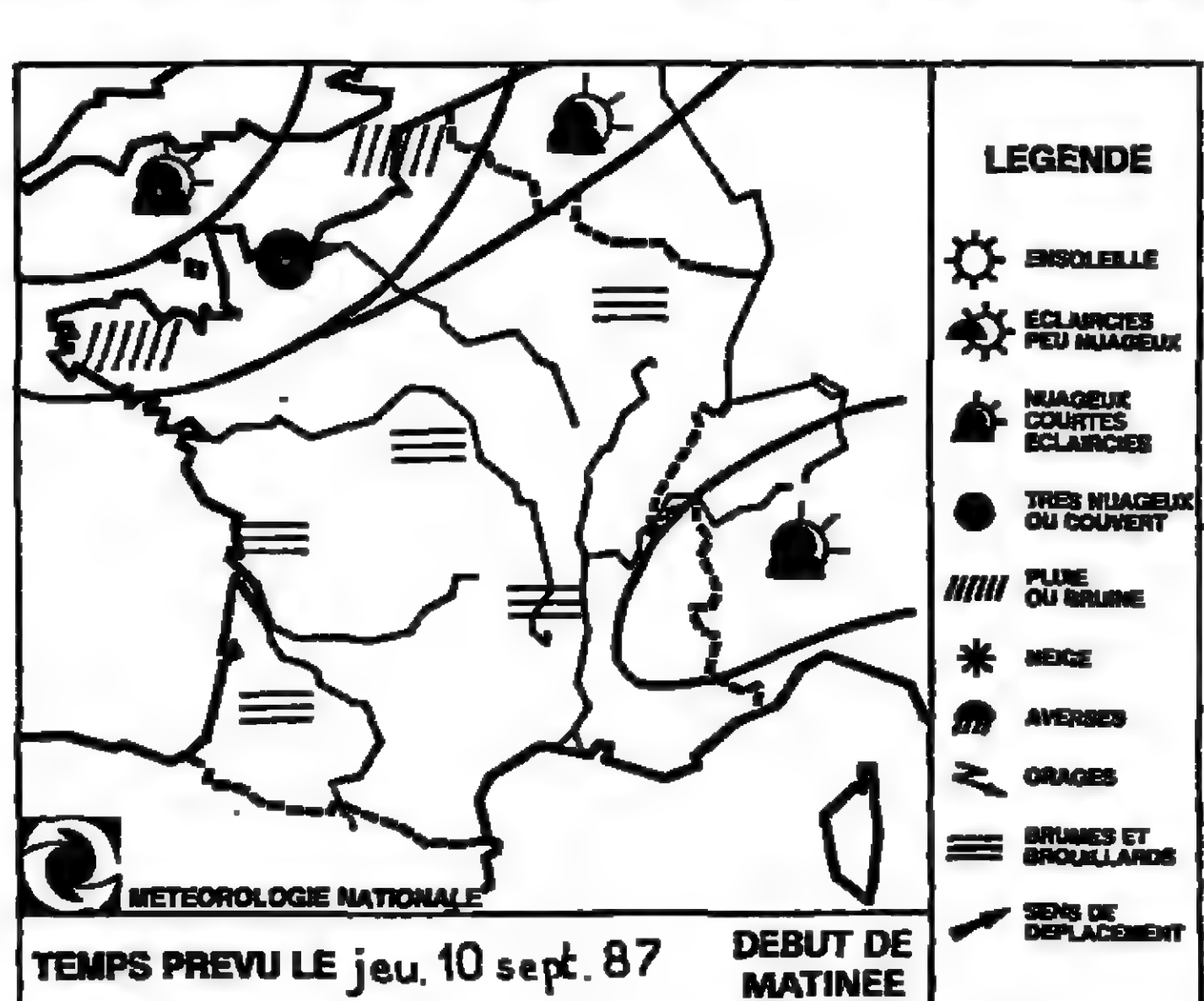
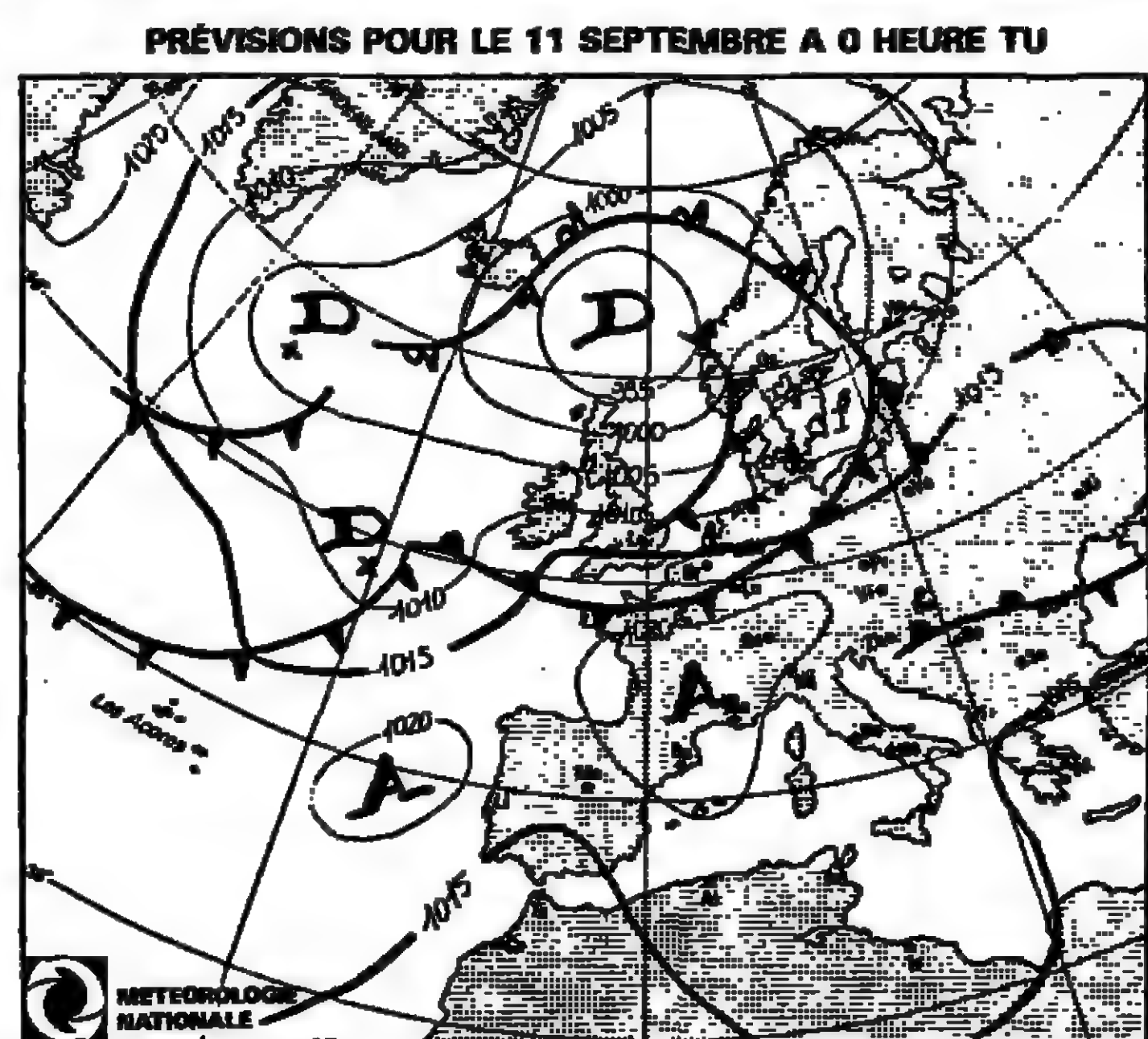
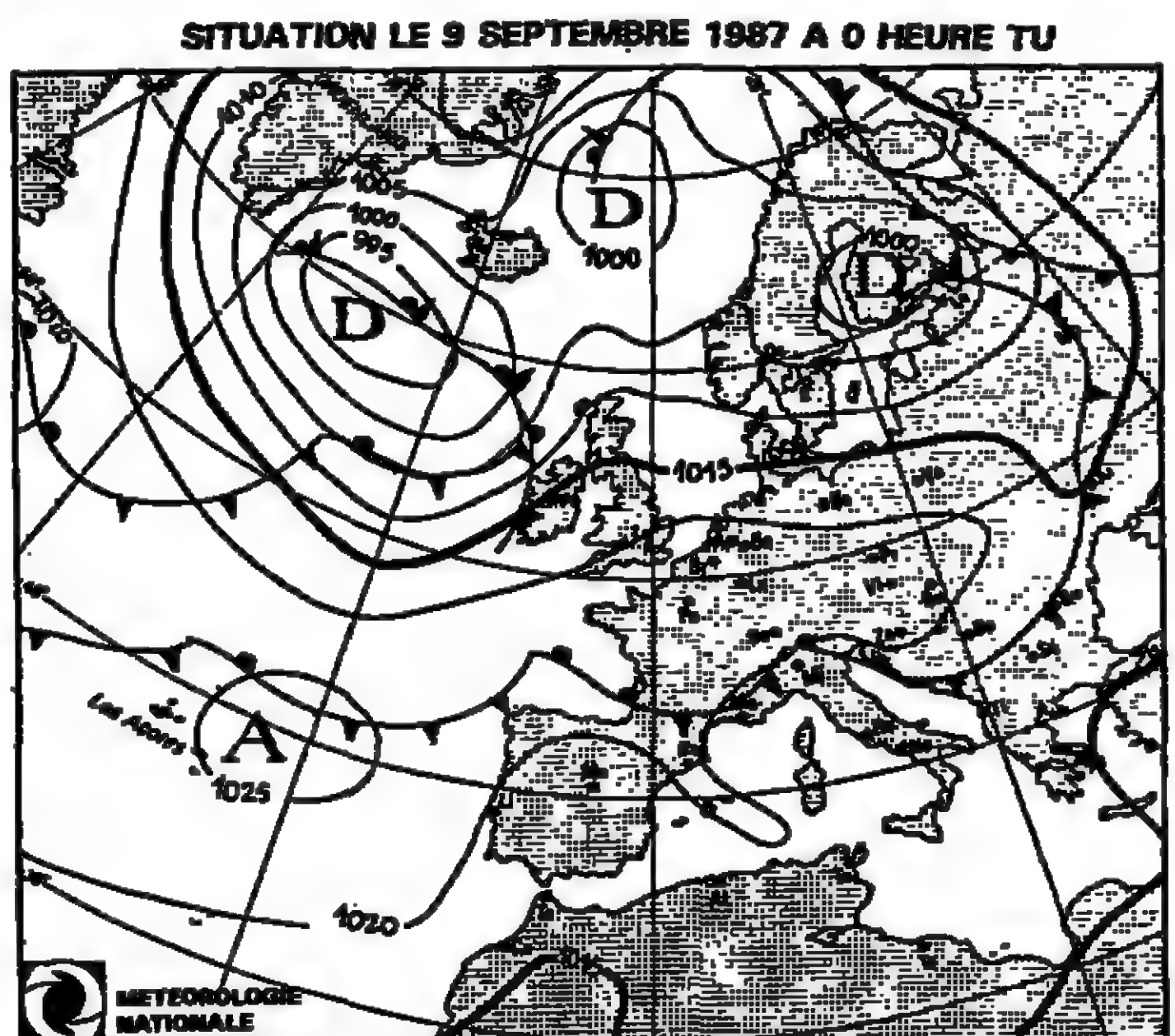
Avec la hausse des pressions sur le sud du pays, les conditions anticycloniques persisteront sur la plupart des régions. Toutefois, poussée par des vents d'ouest, une perturbation peu active traversera le nord du pays.

Jeudi, de la Bretagne au Nord, à la Lorraine et à l'Alsace, au Centre et aux Pays de la Loire, la journée sera nuageuse avec toutefois des éclaircies plus fréquentes l'après-midi. Le matin, ces nuages seront accompagnés de faible pluie ou bruine près des côtes de la Manche et dans le Nord.

Sur les autres régions, le ciel sera bien ensoleillé après la dissipation des nuages bas et brouillards matinaux, qui seront plus fréquents dans le Sud-Ouest.

Les vents d'ouest seront modérés sur la moitié nord. Près du golfe du Lion, le mistral et la tramontane souffleront légèrement en matinée.

Les températures minimales seront comprises entre 11 et 14 degrés en général mais elles descendront localement jusqu'à 9 degrés du Centre-Est au Nord-Est. Près de la Méditerranée, il fera plus doux, entre 15 et 18 degrés. Les maximales iront de 18 à 21 degrés sur la moitié nord, de 23 à 26 degrés sur la moitié sud, mais elles attendront encore 28 degrés sur les régions méditerranéennes.



| TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé | | | |
|--|---------|----------|---------|
| Valeurs extrêmes relevées entre le 8-9 à 6 heures TU et le 9-10-1987 à 6 heures TU | | | |
| FRANCE | TOURS | TOULOUSE | LYON |
| AMCZ 27 16 D | 23 10 N | 25 15 C | 27 17 N |
| BARIÉTÉ 24 11 N | 24 11 N | 24 11 N | 24 11 N |
| BORDAUX 24 16 C | 24 16 C | 24 16 C | 24 16 C |
| BREIST 20 10 B | 20 10 B | 20 10 B | 20 10 B |
| CAEN 19 11 B | 19 11 B | 19 11 B | 19 11 B |
| CLERMONT-FERR. 22 13 C | 22 13 C | 22 13 C | 22 13 C |
| DJON 21 10 B | 21 10 B | 21 10 B | 21 10 B |
| GRANVILLE 21 10 B | 21 10 B | 21 10 B | 21 10 B |
| LAUNES 20 12 B | 20 12 B | 20 12 B | 20 12 B |
| LYON 23 12 C | 23 12 C | 23 12 C | 23 12 C |
| MARSEILLE-MAR. 28 15 N | 28 15 N | 28 15 N | 28 15 N |
| NANCY 19 10 C | 19 10 C | 19 10 C | 19 10 C |
| NANTES 26 20 N | 26 20 N | 26 20 N | 26 20 N |
| PARIS-MONT. 19 12 N | 19 12 N | 19 12 N | 19 12 N |
| PAU 24 16 C | 24 16 C | 24 16 C | 24 16 C |
| PERPIGNAN 30 19 C | 30 19 C | 30 19 C | 30 19 C |
| RENNES 22 11 B | 22 11 B | 22 11 B | 22 11 B |
| STRASBOURG 20 11 C | 20 11 C | 20 11 C | 20 11 C |

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

| PROBLÈME N° 4568 | | | | | | | | | |
|------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

1. Pour lui, nul besoin de lever l'ancre pour appareiller. Ce n'est certes pas ce qu'une fillette peut donner de mieux. — II. Méthode de reproduction. — III. Tira sa force de l'union. — IV. Où l'on peut aussi bien musser que s'amuser. Cela crevait les yeux qu'elle n'aimait pas son fils ! — V. A déclenché maintes recherches. Ce qu'on y relève ne manque déjà pas de sel ! On certains ont été amenés à ramasser une pelle. — VI. Avec elles, on ne travaille évidemment pas sans filet. Eclat de pierre. — VII. Forme en partie le jargon. — VIII. Faire le premier pas. Est en boue. — IX. Pas de quoi se réjouir. Atrapée lors d'une manœuvre. — X. Consigne de nombreux dossiers. Adverbe. — XI. Qui permet donc de ne pas appliquer la colle. Peut nous faire mal quand il est violent.

VERTICALEMENT

1. Sont à la disposition de ceux qui veulent connaître les moindres détails. — 2. Bien attachée. — 3. Elle a bien plus d'une âme. Rend impossible une évacuation. — 4. Enlève le morceau. Souhaité agir de sa propre autorité. Un peu de ketchup. — 5. Trous d'air. Parti pour quelques heures. — 6. Celui qui travaille de ses mains doit malgré tout y mettre le pied. Espèce de hérisson. — 7. Qui a donc pu obliger à la boucler. Existe sur deux continents. — 8. Passait son temps à se remplir la panse. Sans dessous dessus. N'a sans doute pas regretté d'être tombé sur un bec. — 9. Est nécessaire par une disparition.

Solution du problème n° 4567

Horizontalement
1. Histoire. — II. Avenir. CV. — III. G. Ignore. — IV. Ana. Naval. — V. Rance. Aso. — VI. Dru. Pieu. — VII. Louer. — VIII. Tapete. — IX. Ubs. Se. — X. Olaf. Do. — XI. Teuf-teuf.
Verticalement
1. Hagard. TUOT (tout). — 2. Incarnable. — 3. Se. A. nu. Peau. — 4. Tr. Café. FF. — 5. Oigne. Oie. — 6. Léa. Put. Ré. — 7. Ouvre. — 8. Ecrasée. EDF. — 9. Voleurs.
GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du mercredi 9 septembre 1987 :
UN DÉCRET :

● N° 87-738 du 3 septembre 1987 relatif aux modalités de paiement du prix des acquisitions immobilières, ou des indemnités d'expropriation à verser par l'Etat, les collectivités publiques et leurs établissements publics.

EN BREF

● Foire au troc. — Une foire au troc aura lieu esplanade du Général-de-Gaulle, place de la Défense, les samedi 12 et dimanche 13 septembre, de 10 heures à 20 heures. Une seule règle : tout s'échange, rien ne se vend.
* Renseignements à partir du 1^{er} septembre au 45-25-85-28.

● Stages de dessin. — Le Centre culturel de l'Ouest propose, du 26 septembre au 3 octobre, un stage de dessin-aquarelle sur le thème « Paysages et belles demeures du Val-de-Loire » et, du 25 septembre au 2 octobre, un stage de dessin animalier sur le thème « Chevaux et cavaliers du saumurois ».
* Renseignements et inscriptions : Centre culturel de l'Ouest, 45590 Fontevraud-l'Abbaye. Tél. : 41-51-73-52.

● Droits de l'homme. — A l'occasion de son trentième anniversaire, le mouvement ATD quart-monde organise le 17 octobre au Trocadéro, de 14 heures à 22 heures, un grand rassemblement international des Droits de l'homme, suivi d'un spectacle auquel participeront plusieurs milliers d'acteurs et de choristes, des groupes vocaux et musicaux internationaux, ainsi que des artistes français.
* ADT quart-monde, 107, avenue du Général-Leclerc, 95480 Pierrelaye. Tél. : 30-37-11-11.

Sports

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Revers de langage

Les mauvaises manières de John McEnroe se répandent-elles comme une épidémie ? Éliminée par l'Allemande de l'Ouest Claudia Kohde-Kilsch en huitièmes de finale des Internationaux de tennis, la Tchèque Hana Mandlíková a été sanctionnée — fait rarissime dans le tennis féminin — pour abus de langage et comportement inadmissible sur le court.

NEW-YORK
De notre envoyé spécial

L'air du Queens est-il mauvais pour les nerfs des joueurs de tennis ? Avant que la pluie inonde, mardi 8 septembre, les courts de Flushing-Meadow, deux joueurs ont fait sauter les verrous de la bienséance.

Le premier à exploser de la sorte a été John McEnroe. Ses fureurs sont légendaires. En l'occurrence le juge de ligne, l'arbitre et un preneur de son de la télévision ont été abreuvés d'injures à faire rougir un corps de garde. Un jeu de pénalité, 7 500 dollars d'amende et deux mois de suspension ont été nécessaires pour le ramener au calme. Il a refusé alors à battre le Yougoslave Zivojnovic.

En revanche, Hana Mandlíková a bécoté son match contre Claudia Kohde-Kilsch après avoir reçu un jeu de pénalité dans le troisième set. Avant d'en arriver là, elle avait insulté un juge de ligne qui avait annoncé une faute de pied ; puis elle s'en était prise à un autre qui avait vu un des coups sortir des limites. Enfin elle a frappé violemment le tableau d'affichage avec sa raquette quand Georgios Clark, le superviseur, est allé discuter avec l'arbitre. Finalement la sanction infligée à la Tchèque a été dix fois moins lourde financièrement que pour McEnroe. Une commission spéciale doit se réunir pour débattre d'une suspension. Elle est peu probable.

De telles sanctions sont extrêmement rares pour les femmes. Le superviseur qui est en fonctions depuis trois ans a pu citer deux cas seulement depuis le début de l'année, alors qu'on les compte par dizaines à chaque tournoi masculin. L'Association des jeunes professionnelles (WTA) est très attentive à l'image de marque du tennis féminin. « Quand une de nous se conduit mal, on ne la laisse pas faire, on lui fait la morale dans les vestiaires », reconnaît Chris Evert, qui préside la WTA depuis cinq ans.

Pourtant, elle s'est montrée indulgente avec la fautive : « Hana a un talent énorme mais parfois elle perd son calme. On ne peut pas la juger comme cela. L'environnement du tennis est de plus en plus difficile. Une joueuse est sollicitée par ses agents, ses commanditaires, sa famille. Il y a l'argent, la télévision... Cela fait une charge énorme. Tout le monde ne réagit pas comme Hana. Mais il commence à y en avoir de plus en plus. »

Crises de nerfs

Risque-t-on une épidémie de crises de nerfs dans le tennis féminin ? Généraliser à partir du cas de Mandlíková pourrait être hâtif. Quatre fois vainqueur dans un tournoi du grand chelem depuis 1981 elle paraissait être la plus douce et la mieux placée pour succéder à Navratilova et Evert en tête du classement mondial. Steffi Graf a ruiné ce projet en s'imposant au sommet à dix-huit ans.

Agée maintenant de vingt-six ans, la Tchèque ne constate-t-elle pas avec rage que le temps perdu ne se rattrape pas ? Championne d'Australie en janvier dernier, elle est battue à Roland-Garros, où elle s'est présentée blessée, elle a dû déclarer forfait ensuite à Wimbledon. Elle n'aura pas supporté qu'on lui mette des bâtons dans les roues à

Flushing-Meadow. Du dépit donc, plus que de la dépression.

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

SIMPLES DAMES
(Quart de finale)
H. Sakora (Tch.), b. C. Kohde-Kilsch (RFA), 6-1, 6-3.

● FOOTBALL : URSS-France. — Pour rencontrer l'URSS en match éliminatoire du Championnat d'Europe des nations, mercredi 9 septembre à Moscou, l'équipe de France aura la composition suivante : Bets, Ayache, Vogel, Boli, Amoroso, Bijotat ou Touré, Poullain, Fernandez, Passi, Fargeon, Stopyra.

L'équipe de France espoirs (moins de vingt et un ans) a battu son homologue soviétique par 1 but à 0, mardi 8 septembre à Moscou pour le championnat d'Europe espoirs.

CATASTROPHES

Spectacle de désolation au Venezuela après les inondations

Maracay (AFP). — Un coude qui émerge de la boue, une jambe entre les roues d'une jeep, au milieu d'un cimetière d'automobiles dans une rue longue de 4 kilomètres, ensevelies par une avalanche de rochers, de boue et d'arbres, c'est le spectacle offert par la ville de Maracay au Venezuela, à 60 kilomètres à l'ouest de Caracas, après les violentes pluies qui se sont abattues dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 septembre (le Monde du 9 septembre).

Plus de quatre cents personnes auraient trouvé la mort dans cette catastrophe tandis que des milliers d'autres ont été sinistrés, selon des informations non officielles qui concordent avec le témoignage fourni par un responsable de l'armée. Sur la route de la mort, comme on l'appelle maintenant des centaines de voitures sont enterrées sous la boue et bloquées par les arbres, après qu'un pan de montagne s'est effondré sur elles, alors qu'elles étaient immobilisées par la rupture d'un pont.

Le président Jaime Lusinchi a survolé la zone sinistrée en hélicoptère et a annoncé qu'une aide gouvernementale allait être débouquée pour venir en aide aux victimes.

« C'est comme si le destin avait tout planifié, commente un volontaire des secours, des pluies torrentielles, un pont qui s'écroule, un dimanche de vacances... tout était réuni pour le drame. »

Des équipes spécialisées tentent d'extraire les corps des victimes des carcasses des voitures figées dans la boue durcie.

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 SEPTEMBRE

« Portraits sous la III^e République », 14 h 10, musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (l'Art pour tous).

« Versailles : Quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Monuments historiques).

« Les neuf plus jolies demeures du Marais et leurs jardins secrets », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (1. Haubert).

« Au musée Nissim de Camondo », 14 h 30, 63, rue de Monceau (Pygmal).

« Soies de Chine, soies d'Inde... », 14 h 30, Halle Saint-Pierre, 2, rue Rosmarin (Sainte-Anne et d'aujourd'hui).

« Hôtel de Die Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Louis (Réaumur de la Paix).

« Jardins et églises des Epinettes Batignolles », 14 h 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Loubau (Aux Conférences).

« Les grands hôtels du Marais », 14 h 30, église Saint-Paul-Saint-Louis (Académie).

« Hôtels prestigieux du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filles-du-Caval).

« Le Palais de Justice en activité », 14 h 30, devant les grilles du Palais (M. C. Lamière).

Naissances

— Philippe PETIT, Anne-Marie RUSCHMAN-PETIT, ont la joie d'annoncer la naissance de

Saskia.

Haarlem, le 23 juillet 1987.

Ambassade de France, Ile Maurice.

Décès

— Renée Brau, Eliane Brau, Alain, Jean-Louis, Ruthélie Brau, sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Louis BRAU, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise (entrée avenue Gambetta). Réunion au columbarium le vendredi 11 septembre 1987, à 10 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

90, boulevard Ney, 75018 Paris.

— Alain DOUARINOU

nous a quitté le 3 septembre 1987, à l'hôpital de Palmpol, dans sa soixante-dixième année.

Jacqueline Douarinou, sa femme, Jean-Claude Lecomte, son beau-fils, Marie-Jeanne Douarinou, sa fille, Orphée Douarinou, son fils, Yvonne Sadoul, sa belle-mère, Albert et Mousia Elissait, ses beaux-frères et belles-sœurs, Eric, Ana, Marie, Gata, Bazil et Zoé, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Douarinou, Elissait, Patou.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue Taine, 75012 Paris.

— Véronique de Gayardon de Fenoyl, née Mager, son épouse, Aliette et Louis-Félix, ses enfants, La vicomtesse Gérard de Gayardon de Fenoyl, sa mère, M. et M^{me} Pierre Mager, ses beaux-parents, Ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

vicomte Pierre de GAYARDON DE FENOYL, chevalier des arts et lettres,

survenu subitement le 4 septembre 1987, dans sa quarante-deuxième année.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a eu lieu dans l'intimité familiale.

Cordiales, 81140 Castelnaud-de-Montmiral.

(Le Monde du 8 septembre.)

— Jacques et Françoise Laurens,

Martine et Roger Bosc, Marie-Pierre et Olivier Godard, Véronique et Michel Marot, Agnès et Jean-Claude de Maison, Antoine Laurens, Olivier et Catherine Laurens, ses enfants, et ses vingt-neuf petits-enfants, font part du décès de

M^{me} Jean-Claude LAURENS,

née Gisèle de Fournes, le 7 septembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris, le vendredi 11 septembre, à 14 heures, suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale.

— M^{me} J. Vidal-Mégret, sa grand-mère, Philippe et Marie-Hélène Lavallard, ses parents, Simon Lavallard, son frère, Jean-Louis et Françoise Lavallard et leurs enfants, Christian et Françoise Borgard et leurs enfants, Christine Vidal, François et Michèle Vidal et leurs enfants, ses oncles, tantes, cousins et cousines, ont la douleur de faire part du décès de

Sophie LAVALLARD,

survenue en sa vingt-quatrième année, le 3 septembre 1987, à Toulouse.

Les obsèques ont eu lieu le 8 septembre 1987, à Soaux (Hauts-de-Seine).

28, avenue Lullu, 92330 Soaux.

— Le président, Le conseil d'administration Et le directeur général de la S.A. d'HLM-France habitation ont le regret de faire part du décès de

M. Jean LEMOINE,

administrateur de la société, croix de guerre 1939-1945, de l'Ordre national du Mérite, officier de la Légion d'honneur, président d'honneur de l'association régionale des organismes d'HLM.

Ses obsèques seront célébrées le jeudi 10 septembre 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chennay-sur-Marne (Val-de-Marne).

— M^{me} Galina Nekrasov, M^{lle} Victor et Vadim Koudyrev, ont la douleur de faire part du décès de

Victor NEKRASSOV,

Un service religieux sera célébré le jeudi 10 septembre 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Alexandre-Nevalski, rue Daru, Paris-8^e.

L'enterrement aura lieu le même jour au cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois.

(Le Monde du 5 septembre.)

— Ses amis se réunissent dans le souvenir de

Pierre PEYRE,

ancien chef de service à l'Electricité de France, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier du Mérite agricole,

inhumé le 8 septembre 1987, à Carquefou (Loire-Atlantique).

— Le président, Le conseil d'administration de l'université de Lille-III (sciences humaines, lettres et arts), ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean RUER,

premier vice-président de l'université, directeur du département des étudiants étrangers, professeur de littérature et civilisation britanniques des 19^e et 20^e siècles,

survenu le 24 août, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques ont été célébrées le 27 août 1987, dans la plus stricte intimité.

Université de Lille-III, 59653 Villeneuve-d'Ascq.

PRODIGES DE BEAUTÉ À PRIX DE GROS
Le laboratoire FLANTADORE, qui dirige une centrale pharmaceutique pour les plus grandes marques, vend sous son nom une gamme complète de produits de soins.

VENTE DIRECTE AUX PARTICULIERS
SUR PLACE OU PAR CORRESPONDANCE
88, rue de Valenciennes, 75009 Paris. Tél. : 47-49-42-43
Quartier 12 à 18 • 100 ans de tradition

— La Fédération FO des syndicats

des spectacles, de la presse et de l'audio-visuel.
Le Syndicat général des journalistes FO, ont la tristesse de faire part du décès de

Charles SCHECHTER,

militant syndicaliste.

Ils invitent ses amis à s'unir dans une pensée commune lors de ses obsèques, qui seront célébrées civilement le jeudi 10 septembre 1987, à 11 h 30, à Saint-Jeannet (Alpes-Maritimes).

— Le mouvement syndical rend hommage à

Paul VIGNAUX.

La confédération CFDT Et le SGEN convient tous ses amis au siège de la CFDT, 4, boulevard de La Villette, Paris-19^e, le jeudi 10 septembre 1987, de 11 heures à 13 heures, où un registre de signatures sera ouvert.

(Le Monde du 5 septembre.)

— M^{me} René Wild, Isabelle et Francis Bagnol, Geneviève, Xavier et Philippe, Danièle et Jacques Delatre, Vincent, Dominique, Emmanuel et Bernard, Marie-Dominique et Paul Régnier, Raphaëlle, Marie et Bernard Coissac-Régnier, Alexis, Françoise et François Sibille, Anne et Benoît Ménard, Isabelle et Stéphane, Nicole et Jean-Luc Lambert, Guillaume et Jean, Henry et Catherine Wild, Sébastien, Arnaud et Clément, Les familles Wild, Freyex, Estrat, Sautter, Mead, Howell, Flores et Smith, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. René WILD,

commandeur des Palmes académiques, médaille d'or de l'enseignement technique, survenu le 4 septembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le 7 septembre, en l'église de Marciilly-d'Azergues (Rhône).

— Mala Zanger, Félise Wyplosz, Sylvie Gérard, Eric, Alice et Léo, Pierre Zanger, Brigitte Sube, Julien Wyplosz, Paul, Benjamin, Nicolas et Jonathan, Charles Wyplosz, Claire-Lise, Perrine, Noémie, Adèle et Clément, ont la douleur de faire part du décès de

Simone ZANGER,

survenue le 7 septembre 1987, à l'âge de soixante-neuf ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 11 septembre 1987, à 14 h 15, au cimetière intercommunal de la fontaine Saint-Martin, à Valenton (Val-de-Marne).

On se réunira à la porte du cimetière. Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, résidence du Parc, 72, rue du 11-Novembre, 94700 Maisons-Alfort.

Remerciements

— M^{me} Jeanne Saint Jean, ses enfants, Christine et Michel, remercient tous ceux qui leur ont témoigné des marques de sympathie à l'occasion du décès de leur époux et père.

Roger SAINT JEAN,

survenu le 2 septembre 1987.

58, rue Labryère, 75009 Paris.

Services religieux

— Tous ceux qui ont connu, estimé et aimé

Dolly SCIALOM,

décédée le 23 octobre 1986, sont invités à assister ou à s'unir par la pensée, pour les prières de l'année, à la synagogue, 28, rue Buffault, Paris-9^e (métro Cadet), le samedi 12 septembre 1987, à partir de 19 heures.

ENVIRONNEMENT

Qui va à la chasse...

Depuis des années, invariablement, les responsables de la chasse en France annonçaient un effectif stable : 1 850 000 détenteurs du permis de chasser. Le chiffre annoncé aujourd'hui est révisé à la baisse : 1 750 000. Bien que le nombre de chasseurs réels soit difficile à évaluer avec précision — il faut tenir compte de ceux qui valident leur permis dans plusieurs départements, de ceux qui n'utilisent pas leur fusil... et de ceux, peu nombreux, qui chassent sans permis — cette « perte » de 100 000 chasseurs représente un notable phénomène de société.

Selon les responsables du Comité national d'information chasse-nature, qui ont révélé le chiffre mardi 8 septembre, ce tassement des effectifs s'explique essentiellement par quatre raisons :

1. L'urbanisation, qui éloigne les chasseurs potentiels des terrains de chasse. Activité essentiellement rurale en France, la chasse recule en même temps que s'accroît l'exode rural. La vie en ville rompt les liens avec les villages d'origine, où l'on ne revient qu'à la belle saison, lorsque la chasse est fermée.

2. La concurrence d'autres sports/loisirs, qui détournent les jeunes des activités traditionnelles de leurs pères. Les sports d'hiver, notamment, accaparent les jeunes dans les régions de montagne à une période où, naguère, seule la chasse pouvait encore se pratiquer.

3. La diminution du gibier. Qu'elle soit due elle aussi à l'urbanisation, à la myxomatose, aux nouvelles pratiques agricoles... ou à une trop forte pression de chasse, la disparition des lapins et des perdrix — gibier traditionnel en France — décourage nombre d'amateurs. Les débutants, surtout, abandonnent vite s'ils ne rentrent les premières fois bredouilles. Ce n'est pas la prolifération du gros gibier (chevreuil et sanglier surtout) qui peut compenser

l'absence du petit, car il s'agit d'un tout autre mode de chasse.

4) Le permis de chasser, de plus en plus cher, exige aujourd'hui un examen. Nombre de chasseurs virtuels sont rebutés par les difficultés d'un examen qui sanctionne un minimum de connaissances de la faune et des armes à feu. Mais, surtout, son prix devient dissuasif auprès de jeunes qui ne sont que des chasseurs occasionnels. Etant donné le financement de la chasse en France — ce sont les chasseurs eux-mêmes qui paient leur garde, les agents du gibier, etc. — ce coût ne peut qu'augmenter avec la diminution du nombre d'adhérents. Cet engrenage est redouté par les organisateurs de chasse, qui ont déjà à lutter pour améliorer l'image du chasseur auprès de l'opinion.

L'Union nationale des fédérations départementales de chasseurs vient d'éditer, dans ce but, un diptyque petit livre vert intitulé « passeport du chasseur », qui se veut un code de bonne conduite du porteur de fusil. L'opuscule, tiré à deux millions et demi d'exemplaires (on a vu large !), sera distribué gratuitement par les fédérations. Des éditions étrangères sont même en cours d'impression.

Les responsables de la chasse en France souhaitent en effet apparaître irréprochables avant la grande échéance européenne de 1992, qui devrait normalement déboucher sur un permis européen unique. Les Anglais, qui chassent sans permis n'en veulent pas. D'autres font remarquer à la France que, par le maintien officiel des chasses traditionnelles (palombe au filet, tourterelle au printemps, piégeages divers), celle-ci se met en contrevention de la réglementation européenne et doit donc d'abord s'aligner sur ce plan. Le procès de ces chasses sera intenté à la France le 1^{er} décembre prochain.

ROGER CANS.

● Pyralène suspect en Seine-et-Marne. — Un piquet de gardes-maires et les sapeurs-pompiers de Seine-et-Marne surveillent depuis un semaine un dépôt de ferraille proche de Roissy au fond duquel on a découvert un fût contenant 200 litres de pyralène. Cette substance devient hautement toxique en cas d'incendie. Or le fût suspect se trouve au milieu

de 272 autres bidons exactement semblables qu'on soupçonne de contenir du pyralène. Ce dépôt clandestin devait être évacué mercredi 8 septembre vers une déchèterie contrôlée. La totalité du pyralène éventuellement contenu dans les fûts sera détruite par une entreprise spécialisée de la région lyonnaise.

Médecine populaire d'hier et d'aujourd'hui

Marcelle BOUTELLER

Avec une préface du Professeur H.V. VALLOIS
13,5 x 21, 376 pages 162 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

d'hier et d'aujourd'hui

Marcelle BOUTELLER

Avec une préface du Professeur H.V. VALLOIS

13,5 x 21, 376 pages 162 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

d'hier et d'aujourd'hui

Marcelle BOUTELLER

Avec une préface du Professeur H.V. VALLOIS

13,5 x 21, 376 pages 162 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

d'hier et d'aujourd'hui

Marcelle BOUTELLER

Avec une préface du Professeur H.V. VALLOIS

13,5 x 21, 376 pages 162 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

d'hier et d'aujourd'hui

Marcelle BOUTELLER

Avec une préface du Professeur H.V. VALLOIS

13,5 x 21, 376 pages 162 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

d'hier et d'aujourd'hui

Marcelle BOUTELLER

Avec une préface du Professeur H.V. VALLOIS

13,5 x 21, 376 pages 162 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

d'hier et d'aujourd'hui

Marcelle BOUTELLER

Avec une préface du Professeur H.V. VALLOIS

13,5 x 21, 376 pages 162 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

d'hier et d'aujourd'hui

Marcelle BOUTELLER

Avec une préface du Professeur H.V. VALLOIS

13,5 x 21, 376 pages 162 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

d'hier et d'aujourd'hui

Marcelle BOUTELLER

Avec une préface du Professeur H.V. VALLOIS

13,5 x 21, 376 pages 162 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

Le Monde EMPLOI

Que sont devenues, un an après, les entreprises qui embauchent ?

LES évaluations annuelles des effectifs salariés, en stock, dissimulent d'importants mouvements de flux, encore plus complexes si on les observe sur deux ou trois ans. Les emplois gagnés ou perdus, un moment, ne sont pas acquis dans le temps, loin s'en faut. Tous les secteurs d'activité, en déclin ou en croissance, embauchent ou licencient. Les petites entreprises recrutent beaucoup mais réduisent énormément, aussi, leurs effectifs. Le solde net, globalement négatif, s'explique par les suppressions d'emplois dans les grosses unités.

Plus que les entreprises existantes, ce sont les entreprises nouvelles qui créent l'emploi et qui, proportionnellement, le maintiennent le mieux. La démographie des entreprises — naissances et décès — apparaît comme le facteur essentiel de l'évolution de l'emploi.

En conclusion d'une étude qu'il a réalisée sur le sujet (1), M. Hubert Madinier aboutit à des observations précises. Seulement 40 % de l'ensemble des entreprises françaises ont connu une évolution continue sur deux années et il doit à des causes structurelles.

Sont en croissance les PME du secteur tertiaire employant 30 personnes en moyenne.

Régressent les entreprises qui ont une taille plus importante (60 salariés) et qui exercent leur activité dans l'industrie, le bâtiment ou les travaux publics. Sont stables les toutes petites entreprises « qui n'ont pas a priori vocation à s'agrandir », comme les petits commerces ou les hôtels, cafés, restaurants.

En outre, « il semble que les créations nettes d'emplois soient plus le fait de créations d'établissements que de l'extension d'établissements existants ». A la fin de 1983, 81 % des emplois créés en 1982 étaient maintenus dans les nouvelles entreprises. Ce qui n'était le cas que pour

50 % des emplois créés par les établissements qui avaient augmenté leurs effectifs.

Les performantes et les autres

En observant ces mouvements dans le détail, il est possible de dégager des caractéristiques. Ainsi, quatre grands groupes apparaissent parmi les entreprises qui ont augmenté leurs effectifs en 1982, à la lumière de leur comportement en 1983.

● Les « dynamiques », soit 59 000 entreprises qui emploient 1,8 million de personnes, ont poursuivi leur croissance. Elles avaient embauché 270 000 personnes en 1982, en ont recruté 258 000 de plus en 1983, et ont

Embauches, licenciements. Ces deux termes reviennent comme un leitmotiv quand on parle d'emploi. On le sait, le solde net est globalement négatif. Mais la réalité est beaucoup plus complexe : une étude révèle une véritable typologie des entreprises sur ce sujet essentiel.

donc créé 9 emplois en moyenne sur deux ans. Peu sensibles à la conjoncture, ces entreprises emploient en moyenne 31 personnes. On les trouve principalement dans le tertiaire (65 % des emplois créés) avec le commerce de gros non alimentaire, les services marchands aux entreprises, aux particuliers, et les services non marchands. D'une façon générale, elles sont spécialisées dans des secteurs d'activité très dynamiques.

● Les « attentistes », soit 76 400 entreprises qui emploient 518 000 personnes, ont maintenu en 1983 les emplois créés en 1982 et rien de plus. En majorité de petite taille (moins de 7 salariés en moyenne), elles exercent les mêmes activités que les « dynamiques », mais ont connu une plus forte croissance en 1982. Ayant embauché 127 000 personnes au total, elles doivent digérer leur expansion rapide et ont sans doute atteint une taille critique.

● Les « hésitantes », soit 91 000 entreprises qui emploient 2,2 millions de personnes, ont perdu en 1983 tous les emplois créés en 1982, soit 358 000. Avec en moyenne 25 salariés, ces entreprises ont souvent anticipé leurs recrutements en prévision de départs prochains. Présentes dans l'ensemble des secteurs d'activités, elles sont toutefois nombreuses dans le BTP (bâtiment, travaux publics), dans les industries de biens intermédiaires et de biens d'équipement.

● Les « perdantes », soit 15 000 entreprises qui employaient 158 000 salariés à la fin de 1981, ont non seulement perdu les emplois créés en 1982 (45 000) mais supprimé en 1983

tous les autres postes de travail. On les trouve dans tous les secteurs d'activités, et leur taille (13 salariés) est proche de la moyenne.

Disparitions et dynamisme

Une typologie voisine peut s'appliquer aux entreprises qui avaient diminué leurs effectifs en 1982 et qui, globalement, en ont encore perdu en 1983.

● Les « hésitantes », soit 65 000 entreprises qui emploient 1,6 million de personnes, ont créé pratiquement autant d'emplois en 1983 qu'elles en avaient supprimé en 1982 (204 000 contre 235 000). Selon M. Madinier, ce groupe ressemble en tous points à celui des « hésitantes » précédentes, qui avaient perdu en 1983 tous les emplois en 1982. La taille est la même, avec 25 salariés en moyenne.

● Les « attentistes », soit 76 000 entreprises qui emploient 642 000 personnes, ont maintenu en 1983 le niveau des effectifs atteint après la chute de 1982. S'étant débarrassées de ses sur-effectifs en nombre important, en comparaison de la taille (131 000 suppressions), ce groupe, essentiellement composé d'entreprises de moins de 10 salariés, s'apparente beaucoup à celui des « attentistes » précédentes qui avaient maintenu en 1983 les emplois créés en 1982.

● Les entreprises « en régression », soit 50 000 qui emploient 2,8 millions de personnes, ont perdu en 1983 autant d'emplois qu'en 1982, soit 300 000 à chaque fois. De bonne dimension, avec 57 salariés en moyenne, elles ont diminué leur personnel de 20 % en deux ans. Ces entreprises proviennent massivement du textile, de la construction automobile, des industries de biens d'équipement et du BTP.

● Les entreprises « disparues », soit 22 000 qui employaient 332 000 personnes, ont licencié tout leur personnel en 1983 après avoir dégraissé en 1982. Avec la suppression d'un tiers des effectifs, l'amputation, plus forte que dans n'importe quel groupe, n'a pas empêché le naufrage final. Deux secteurs d'activités, le BTP et les services marchands aux entreprises, regroupent 30 % des pertes de ce groupe, mais sont aussi ceux qui obtiennent par ailleurs les gains nets d'emploi les plus élevés par création de nouvelles entreprises. « Un fort taux de disparition d'établissements n'implique donc pas systématiquement une fragilité du secteur, mais une forte

dynamique de celui-ci », note M. Hubert Madinier.

Quant aux entreprises qui sont nées en 1982, elles avaient créé 5,4 emplois en moyenne et ont connu des sorts divers en 1983. Ayant embauché 8,2 personnes en moyenne en 1982, et donc de taille supérieure, les établissements les plus performants ont poursuivi leur croissance l'année suivante (+37 %). En deux ans, ils ont créé 351 000 emplois. Les établissements qui n'ont pas augmenté leurs effectifs en 1983 en sont restés à leur très petite taille d'origine (2,6 salariés). Ils ont tout de même créé 185 000 emplois. Les établissements qui ont perdu des emplois en 1983 ne sont que 17 000. Ils avaient beaucoup embauché (278 000 personnes) à leur création et ont ensuite révisé leurs effectifs (58 000 emplois perdus). Les établissements nés en 1982 qui ont disparu en 1983 avaient créé 89 000 emplois, soit 3 en moyenne par entreprise.

Stables et petites

Reste, enfin, le groupe le plus important des 533 000 entreprises existantes stables qui n'avaient ni embauché ni licencié en 1982. Employant au total 2 millions de personnes, ces entreprises sont de très petite taille (3,9 salariés) et se divisent entre celles qui connaissent des mouvements fréquents de main-d'œuvre et celles qui ont stabilisé leurs effectifs sur deux ans, à 35 % des petites entreprises.

Quatre sur cinq des 334 000 entreprises qui n'ont pas évolué au cours des deux années appartiennent au secteur tertiaire, principalement au commerce et aux services marchands. Leur taille est trop faible pour que les fluctuations d'activité se traduisent à court terme par des variations d'effectifs. Mais les entreprises stables de l'année 1982 peuvent aussi augmenter légèrement leurs recrutements en 1983 (+125 000) ou licencier un peu (-11 200). Dans ce groupe, également, 59 000 entreprises ont disparu en 1983, entraînant une perte d'emploi pour 147 000 personnes.

Décidément, ces chiffres en disent plus sur l'évolution du corps vivant des entreprises que le décompte global des effectifs salariés sur lesquels l'attention se focalise habituellement. Mais il est vrai aussi que cette réalité-là, mouvante, est moins facile à saisir. Sa connaissance est pourtant indispensable pour qui cherche un emploi.

ALAIN LEBEAUX.

(1) Données statistiques du travail et de l'emploi, n° 18.

Nombre d'établissements

| ÉTABLISSEMENTS | ANNÉES | | |
|--------------------------------|---------|---------|---------|
| | 1982 | 1983 | 1984 |
| En création | 149 000 | 125 000 | 129 000 |
| En disparition | 141 000 | 125 000 | 128 000 |
| Ayant augmenté leurs effectifs | 242 000 | 230 000 | 221 000 |
| Ayant diminué leurs effectifs | 213 000 | 226 000 | 228 000 |
| Stables | 533 000 | 562 000 | 576 000 |

Evolution d'une année sur l'autre.

Sur les 800 000 emplois créés par 242 000 entreprises existantes en 1982, il en restait 496 000 à la fin de 1983. Aux 800 000 emplois perdus par les 213 000 entreprises qui ont diminué leurs effectifs en 1982 se sont ajoutés 332 000 autres emplois supprimés en 1983.

Les 149 000 entreprises qui sont nées en 1982 avaient créé 808 000 emplois. Un an plus tard, elles en avaient conservé 660 000 et avaient embauché 95 000 personnes supplémentaires. Parallèlement, 141 000 entreprises ont définitivement disparu en 1982, entraînant la suppression de 808 000 emplois.

Enfin, les 533 000 entreprises restées stables en 1982, ne réalisant aucune embauche mais ne licenciant personne, ont ensemble perdu 134 000 emplois en 1983.

CRÉATIONS ET DISPARITIONS D'EMPLOIS

| Année | Nombre d'emplois créés dans les établissements | | | Nombre d'emplois perdus dans les établissements | | |
|-------|--|-------------|-------------|---|----------------|-------------|
| | En augmentation | En création | Total | En diminution | En disparition | Total |
| 1982 | + 800 000 | + 807 000 | + 1 607 000 | - 798 000 | - 808 000 | - 1 606 000 |
| 1983 | + 684 000 | + 604 000 | + 1 288 000 | - 834 000 | - 671 000 | - 1 505 000 |
| 1984 | + 669 000 | + 631 000 | + 1 300 000 | - 843 000 | - 692 000 | - 1 535 000 |

Les Télécoms auront besoin de commerciaux

LES employés du secteur des télécommunications sont-ils vraiment confrontés à un avenir morose ? La publication d'un rapport interne de la direction générale des télécommunications prévoyant la suppression de 32 655 emplois à la DGT d'ici à l'an 2000 (Le Monde du 2 septembre) pourrait le laisser croire. Car la DGT est évidemment le plus fort employeur avec près de 40 % des effectifs en 1985.

Il semble pourtant que, si l'on considère l'évolution de l'emploi globalement dans l'ensemble de cette branche (et non limitée à la seule DGT), le bilan conduise à des conclusions beaucoup moins pessimistes. Tel est, en tout cas, l'opinion d'Alain Le Diberder, directeur des études « communication » au BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques), l'auteur d'une étude récente sur « L'emploi dans le domaine des télécommunications ». Il estime, en effet, que globalement l'emploi se maintiendra d'ici à 1990 aux alentours de 430 000 personnes. Les créations de postes dans les entreprises privées utilisatrices de télécommunications compenseront les pertes enregistrées dans l'administration et dans l'industrie. Certes, sous le poids de la numérisation du réseau, de la concurrence internationale et des gains de productivité encore à venir, l'emploi industriel continuera de décroître. En revanche, l'internationalisation des marchés imposera un usage de plus en plus intensif des télécommunications. La multiplication des services offerts et la croissance globale de la demande permettront donc de développer l'emploi dans le domaine de l'exploitation et des services en particulier, à l'extérieur, mais

aussi à l'intérieur de la DGT. « 10 000 à 15 000 emplois pourront être créés dans les services commerciaux de la DGT, pour

développer la prospection, en améliorant la distribution des services et produits, la facturation, ou en remettant au goût du

jour des services aujourd'hui disparus comme le PCV », affirme Alain Le Diberder.

Quant aux entreprises utilisatrices, elles devront embaucher des cadres de haut niveau pour définir leur stratégie en matière d'équipement et d'architecture de réseau.

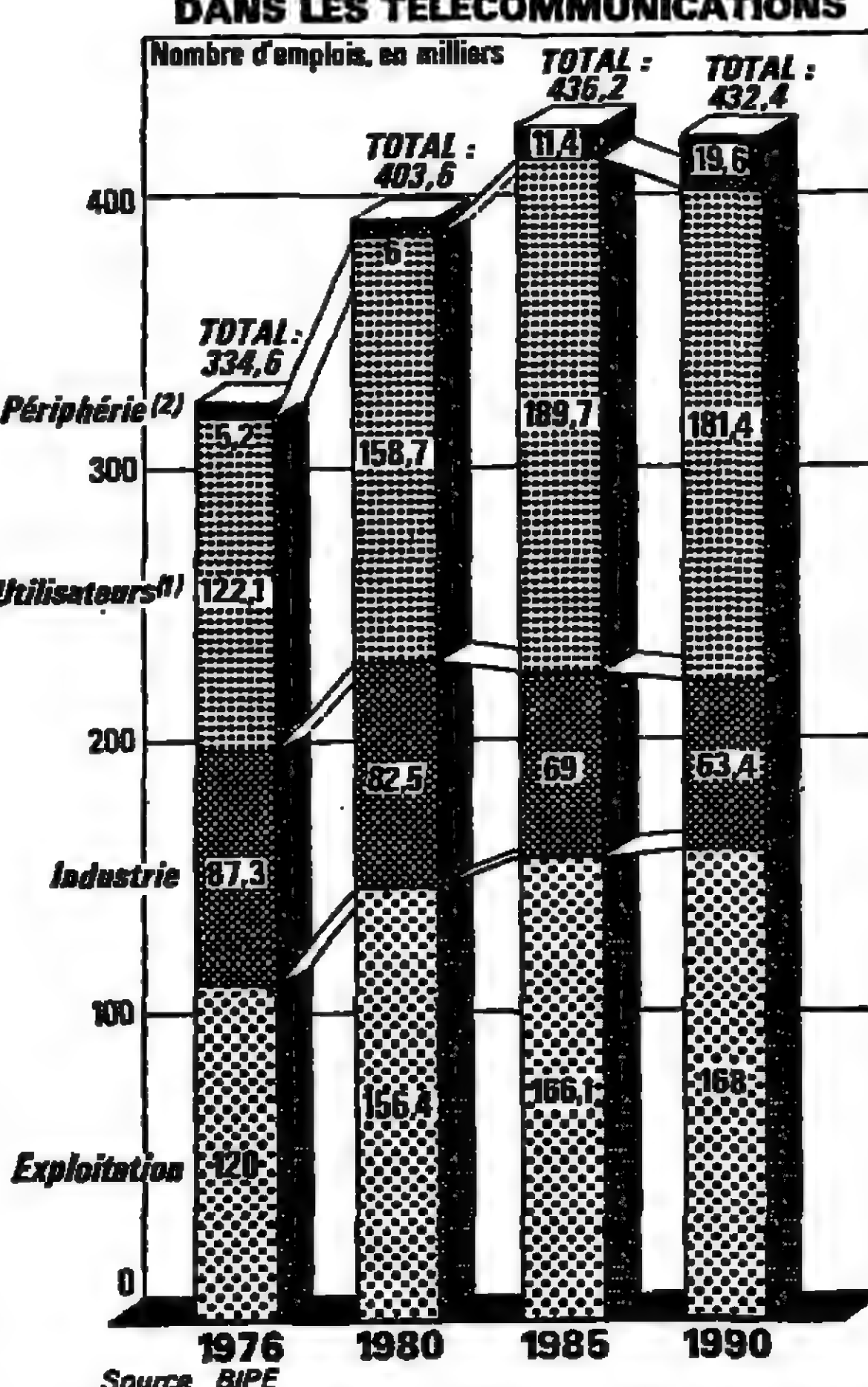
Certes, ces développements seront partiellement contrebalancés par les gains de productivité et l'accroissement de la numérisation. Mais apparemment moins en France qu'ailleurs (Grande-Bretagne et Allemagne en particulier). « Le réseau français est le plus numérisé du monde ; la France a mangé une bonne partie de son pain noir », précise Alain Le Diberder. En second lieu, les niveaux de productivité français sont dans le peloton de tête mondial. « Si l'on choisit le nombre de lignes principales installées par agent comme critère de productivité, les productivités allemande et anglaise n'atteignent respectivement que 91,1 et 66,6 % de la productivité française, qui n'est que de 3 points inférieure à la productivité japonaise.

Mais ce maintien global de l'emploi implique aussi une plus grande mobilité des personnes concernées : mobilité géographique, passage du public au privé, de l'industrie au service, de la technique au commercial. Du pain sur la planche pour les experts en « redéploiement » et les formateurs.

A.K.

Le Monde publie deux fois par mois une page consacrée aux problèmes de l'emploi. Coordination : Annie Kahn

L'EMPLOI DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS



(1) Emplois dans les entreprises utilisatrices (cadres de haut niveau, techniciens de maintenance, standardistes...)
(2) Emplois compris liés au développement des télécommunications (services techniques et chercheurs)

SEPTEMBRE

OS/2 : TOUT SUR LE SYSTEME D'EXPLOITATION DES NOUVEAUX IBM

Déjà la micro des années 90.

Le Monde

sur minitel

MINI JOURNAL

Le Tour du Monde en 10 écrans

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Directeur général

Equipements industriels. Ingénierie internationale

Paris

Dotée d'une forte notoriété dans son domaine, cette société française est reliée à un groupe international et jouit d'un développement soutenu. Elle recherche le Directeur Général d'une société filiale (150 personnes) associant des activités de production industrielle à des activités d'études et d'ingénierie.

Il s'attachera tout d'abord à concevoir et mettre en place des structures et des outils de gestion favorisant la synergie entre les unités opérationnelles et les différentes équipes de la société et du groupe. Son rôle essentiel sera, par la suite, d'élaborer la stratégie de développement, de la mettre en œuvre et de définir, avec l'appui d'une équipe commerciale, les produits nouveaux en fonction des besoins évolutifs du marché tant national qu'international.

Ce poste s'adresse à un candidat de fort potentiel, Ingénieur Grande Ecole, âgé d'au moins 35 ans. Après une première expérience en milieu industriel d'ingénierie et/ou de production, le candidat souhaité a assumé des responsabilités de gestion, budgétaires et commerciales. Il est apte à l'établissement de contacts et de relations dans le monde de l'ingénierie et des biens d'équipement notamment pour l'exportation. Il a une pratique de la réflexion stratégique et est motivé par la recherche permanente d'une adéquation des produits aux besoins du marché. Possibilités réelles d'élargissement des responsabilités pour un candidat de valeur. Maîtrise de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite, sous référence L088/MD à Henri BOUET.



SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

Marchés financiers nationaux et internationaux 1.000.000 F

Un groupe financier international très important, aux activités diversifiées (industrie, immobilier, distribution, hôtellerie, ...) possède d'importants actifs notamment en Europe, États-Unis et Moyen-Orient, recherche le collaborateur direct de son président. Il devra créer le département chargé de la gestion du patrimoine de ce groupe et en optimiser les investissements. Spécialiste de la finance internationale de haut niveau, il sera familiarisé avec toutes les techniques d'opérations de bourse, de gestion de fortune... Sa dimension internationale lui permettra d'accéder aux différents marchés financiers étrangers et à leurs nouveaux produits. Il aura acquis son expérience à la direction de la trésorerie d'un grand groupe international, dans une grande banque, ou dans la gestion de patrimoine. Il aura une parfaite maîtrise de l'anglais. La rémunération, essentiellement fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 1 million de francs par an. Le poste est situé à Paris, et suppose une disponibilité pour des déplacements à l'étranger. Écrire en précisant la référence S8213/MD (PA Minitel 36.14 code PA).

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Un groupe français international et l'un des leaders dans le secteur des produits de luxe recherche pour son siège son

Directeur Adm. et Financier

Province Sud-Est FF 450-550.000 + voiture

Chargé d'une équipe d'environ 80 personnes, il dirigera l'ensemble des services administratifs, comptables et financiers en France et à l'étranger et supervisera le reporting, les plans et budgets, la trésorerie, l'informatique, le juridique et la fiscalité pour tout le groupe.

Agé de 30 à 35 ans et diplômé d'une grande école de commerce, les candidats seront titulaires du DECS ou de l'expertise comptable et, après une première expérience en cabinet d'audit, auront atteint un poste financier de responsabilité, de préférence dans une société industrielle. Un bon niveau d'anglais est essentiel.

Contactez Ivor Alex au 40.79.00.36 ou envoyez CV + Tél. + rémunération actuelle à Michael Page Executive, 19 avenue George V, 75008 Paris sous réf. INA/1326.



Michael Page Executive

Paris - Londres - Bruxelles - Amsterdam - New-York - Sydney
Spécialiste en recrutement financier

Société (chiffre d'affaires : 150 millions de francs, 300 personnes) dont l'activité principale se situe dans l'injection plastique recherche son :

Directeur général

Possédant un tempérament de manager, une âme de chef d'entreprise, vous aurez la responsabilité réelle d'un centre de profits.

Votre première mission sera à la fois de coordonner et diriger l'équipe en place et également de concevoir et mettre en œuvre une stratégie de développement (recentrage des activités, recherche de nouveaux débouchés...) en s'appuyant sur une réelle notoriété basée sur la qualité des

produits, un marché porteur en évolution ainsi qu'un outil de production fiable.

De formation supérieure (Ingénieur...), vous avez déjà une expérience réussie en management de P.M.L.

Il existe de réelles possibilités d'évolution pour un homme de valeur au sein d'un Groupe en développement permanent. Poste basé en Rhône-Alpes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, salaire actuel et photo, sous réf. 119, à Diaconseils, 24 rue du Cdt Faurax, 69006 Lyon. Confidentialité assurée.

DIACONSEILS

Directeur de Marketing

Leader français du cerclage, notre position nous oblige à nous adapter à l'évolution des besoins du marché dans une optique très marketing où l'emballage devient concept voire process. Notre métier est celui d'installateur de lignes complètes d'emballage avec tout ce que cela comporte de réflexion avec nos clients, de conception d'installations, de réalisation, et de maintenance... La multiplicité des produits permet de découvrir chaque jour de nouveaux débouchés dans tous les secteurs d'activité.

Directeur de Marketing, théoricien et praticien, vous définirez avec le Président la stratégie Marketing présente et à venir de la Société. Vous engloberez la totalité de la fonction : des études de marché, à la recherche et à la création de nouveaux produits en passant bien sûr par l'évaluation de la tendance que prendra l'emballage...

La quarantaine, diplômé d'une école supérieure de commerce, vous parlez anglais ; rôdez aux différentes techniques du Marketing, vous les avez testées au niveau de la distribution des biens d'équipement, dans une société qui commercialise des matériels, mais aussi des consommables.

Votre tempérament se définit comme celui d'un meneur d'hommes à la fois rigoureux, souple, capable d'une forte puissance de travail. Votre esprit de décision et d'initiative vous a déjà permis de mettre en place des stratégies marketing.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous référence 4191 MD (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79/83, rue Baudin - 92300 Levallois-Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Promotion Immobilière
Paris

Un des premiers groupes immobiliers français, aux activités diversifiées (promotion, aménagement, réhabilitation, lotissement...), recherche LE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER de sa filiale de promotion immobilière (effectif 60 p. - CA 1 Milliard de Francs), implantée en région parisienne et en province. Il sera chargé de la gestion administrative, financière, juridique et comptable de la société et de ses filiales. Afin de mener à bien ses missions, il s'appuiera sur les directions fonctionnelles du Groupe (Informatique, Comptabilité, D.R.H...). Ce poste conviendrait à un candidat (H ou F) âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure type HEC, ESSEC, ESCP, Sciences-Po... et possédant une expérience professionnelle de plusieurs années acquise dans une fonction semblable dans le secteur de la promotion immobilière.

Écrire sous référence 942/M à

GRH Conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS
Discretion assurée

Cette Société de distribution, filiale d'un Groupe français à vocation internationale, spécialisée dans la transformation et l'usinage de produits métallurgiques destinés au secteur du transport et du poids lourd, est implantée sur toute la France (10 succursales). Son activité génère une progression de plus de 30 % par an. Ses projets de développement et d'augmentation du nombre d'implantations sont importants. Pour les conduire, elle recherche son

Directeur commercial développement

Rattaché à la Direction Générale du Groupe, il sera responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques : produit, hommes, expansion (recherche et mise en place de nouveaux centres de profits), des stratégies marketing et commerciale, de la communication externe et interne. La fonction sera confiée à une personne trempée par l'exercice de responsabilités commerciales/développement dans un contexte en forte croissance, rodée à la construction et à la mise en place d'outils d'étude et d'analyse de marché, éprouvée à l'animation d'un réseau.

Formation supérieure (+ anglais et allemand courant), tempérament opérationnel, sens du terrain, instinct de croissance, grande disponibilité sont nécessaires.

Poste basé à LILLE.

Merci d'envoyer votre candidature, sous la réf. 7019/M, à Bruno BORTOLOTTI



CREED
LILLE PARIS

5, RUE QUENTIN-BAUCHART - 75008 PARIS

DIRECTEUR COMMERCIAL

Produits de grande consommation
CENTRE OUEST

Une Société industrielle du secteur viande (35.000 T - Effectif 400 personnes - chiffre d'affaires 700 millions de francs), implantée sur l'Ouest de la France, et dont le taux de progression est de 20% par an, recherche UN DIRECTEUR COMMERCIAL. Membre du Comité de Direction, il sera chargé de définir et mettre en œuvre la politique commerciale de la Société afin de promouvoir et développer les ventes de l'ensemble des lignes de produits (carcasse, muscle sous vide, steak haché...), tant en France qu'à l'exportation. Il définira une politique tarifaire dans le souci du maintien des marges et du développement de la rentabilité. Il animera les équipes commerciales dont il orientera constamment les actions en fonction des exigences de la distribution. Il mènera les négociations avec les principales centrales d'achat. Il se tiendra au courant de l'évolution du marché et de la concurrence. Ce poste conviendrait à un homme âgé d'au moins 33 ans, de formation supérieure et connaissant la grande distribution et la vente de produits de grande consommation à rotation rapide (produits frais, etc.).

Écrire sous référence 940/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS -
Discretion assurée.

Directeur des systèmes d'information

Réf. DS 797

Rattaché à la Direction Générale, vous aurez à construire un ensemble informatique cohérent, évolutif et performant. Vous devrez encadrer une équipe et vous impliquer depuis les phases de conception jusqu'à l'intégration des applications.

De formation supérieure indispensable, vous avez une expérience réussie d'au moins 5 ans de la Direction d'un service informatique, traitant non seulement des applications de gestion mais aussi des applications industrielles, dans un environnement gros système IBM.

Vos qualités d'animateur et de gestionnaire vous permettront de vous affirmer rapidement à ce poste clé de notre organisation.



Merci d'adresser votre candidature à
notre Conseil DATAID SELECTION
48, avenue Raymond Poincaré
75116 PARIS

هذه من الأصل

سكنا من انا

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 10 septembre 1987 • 29

INTERNATIONAL

ROMA, 8 Septembre 1987

Società a responsabilità limitata, in fase di costituzione ed organizzazione, a struttura decisionale particolarmente accentratrice, interessata per il periodo '88-'91 ad operare in tre distinti comparti, mediante unità societarie ad hoc, con filosofie innovative,

ricerca Segretaria:

- elemento femminile di una certa allure
- carattere duro, irremovibile; linguaggio secco
- riservatezza, capacità di relazioni
- francese dattiloscritto letterario perfetto

offre:

- rapporto d'ufficio, subordinato, ma di respiro
- remunerazione trimestrale, di tutta tranquillità
- possibilità d'accesso a posizioni superiori
- assistenza nella sistemazione in Roma

Il presente viene pubblicato su "Il Giornale" e su "Le Monde": è garantita una risposta scritta; è prioritaria la candidatura di Persona portatrice di deficit fisici; sono ammesse candidature in sigla ed in F.P.

L'unico colloquio di selezione avrà luogo, a scelta, a Roma, ad Ancona o a Parigi.

Urgentemente a:
PASS. n° H 503763 - F.P. P.le Asia - Eur 00144 ROMA

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
cherche un (m/f)

CADRE

à titre temporaire dans le domaine de l'HARMONISATION TECHNIQUE (sécurité des machines)
Jusqu'au 31.12.1992.

Pour tout renseignement, écrire à la C.C.E.,
Division Recrutement, rue de la Loi 200,
B-1049 Bruxelles (Belgique). Date limite pour
l'envoi du curriculum vitae: le 25.09.1987, le
cachet de la poste faisant foi.
Référence à citer: 6T/87.

UNIVERSITÉ DE BRUXELLES
L'ÉCOLE DE COMMERCE SOLVAY
annonce la vacance d'un poste de professeur de

MARKETING

Charge complète de cours et de séminaires;
direction de recherches.

Le titre exigé est celui de docteur (thèse d'état) à
moins que le candidat ne puisse faire la preuve
d'une notoriété exceptionnelle.

Entrée en fonctions: Janvier 1988.

Des renseignements complémentaires peuvent être
obtenus auprès de M^{me} le Professeur M.-C. Adam
(tél.: 32-2-462-38-25).

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. complet,
doivent parvenir à Monsieur le Recteur de
l'Université de Bruxelles, 50, av. Franklin-Roosevelt,
1050 Bruxelles, pour le 15 OCTOBRE 1987.

Australian Investment Bank
seeks individuals fluent in French
and English with economics
background for institutional
equity team. Please send resume
in English ATTN: Mr. Coleman,
Bank and Co., 115, Houndstitch,
London EC2A, 7BL.

École Intern. d'Ingénieurs
de l'équipement rural recherche
pour septembre 1987
UN INGENIEUR QUALIFIÉ

HYDRAULICIEN génie rural.
Réponse manuscrite urgente
avec C.V., publication récente à
bureau formations rurales
ministère coopération Paris et
IER B.P. 7023 Ouaga Burkina-
Faso. Possibilité entrevue sur
convocation 10 ou 11 sept.

capitaux
propositions
commerciales

Editeur d'ouvrages sur les
richesses artistiques de la
France offre FICHIER
CLIENTS: 6 000 souscrip-
teurs. A.D.F. (1) 42-61-83-83.

THE EUROPEAN FOUNDATION FOR THE
IMPROVEMENT OF LIVING
AND WORKING CONDITIONS
RESEARCH MANAGER

The post involves the conception, development and
management of European-wide research programmes on
living and working conditions. It also involves liaison at
senior level with officials and member of the European
Community institutions and the communication of the
results of the research to a variety of audiences.

A university education, with a degree or diploma relevant
to the Foundation's activities is required and candi-
dates should have a minimum of five years' experience,
after graduation, relevant to the post.

The Foundation, established in 1976 within the frame-
work of the European Communities, is located in
Dublin. Some European travel is involved and know-
ledge of at least two Community languages is required.

Salaries and conditions of service are commensurate
with those of European Commission staff. The post is
open to nationals of the Member States of the European
Communities.

Further details and applications forms from:
HEAD OF ADMINISTRATION - EUROPEAN
FOUNDATION - LOUGHLINTOWN HOUSE
SHANKILL - CO DUBLIN - IRELAND

Closing date for completed applications
is 8 October 1987.

Envelopes should be marked R.M.

MORGAN
GRENELL

SECURITIES

recherche un trader d'obligations françaises
et produits dérivés (futures, options).

QUALITÉS REQUISES:

- Formation supérieure: école d'ingénieur ou de commerce
(Centrale, Mines, HEC, ESSEC, DESS Dauphine...);
- Ouverture d'esprit: intérêt pour l'actualité économique et
politique;
- Goût du risque et des responsabilités;
- Aptitude à travailler en équipe.

Opportunité rare pour un jeune diplômé qui cherche à débiter
à l'étranger, dans un secteur de pointe.

Pour plus de détails contacter Anne ARZEL, Yves HASTERT.

Tél.: (44) (1) 920-0230, (44) (1) 254-6278.

VILLE
DE CORBEIL
ESSONNES

VILLE DE CORBEIL-ESSONNES
(91100)
recherche

ATTACHE ou D.S.A.

- pour assurer, sous l'autorité
du Directeur général des
Services techniques la
Direction administrative et
financière des Services
techniques municipaux.

- Nécessité d'une expérience
confirmée en matière de
marchés publics et de ges-
tion financière.

- Statut et rémunération de la
fonction publique territo-
riale.

Les candidatures sont à
adresser à:

M. le Maire
Hôtel de ville
Place Gallieni,
91100 CORBEIL-ESSONNES.

URGENT
RECH. INSTITUTEUR

Logé - nourri
France et étranger
Tél.: (1) 55-76-17-67.

Eco Net, Sup. Ind. Alimentaires
Recrute sur concours, oct. 87

MAINTENANT ASSISSEMENT

Conditionnement des produits
ENISA - 91305 MASSY
Téléphone: 55-20-05-23.

LYCEE COLLEGE s/contrat

Section scientifique
RECHERCHE

PROFESSEURS

Expérimentés, plein temps, mi-
temps ou en heures supplém.
(certifié et possible) mathématiques,
science naturel, env. C.V. urgent.

ASSOCIATION MERLAC HATORAH
87, bd du Midi
92340 LE RAINCY.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE
INTERNATIONAL

metteurs primaires, Neully-sur-
Seine, recherche

COLLABORATEUR
TECHNIQUE-
COMMERCIAL

Diplômé école commerciale.
IUT ou BTS, débutant
ou courte expérience.

Anglais nécessaire.

Adresser C.V. détaillé, photo et
préc. a/réf. 28 875 à Contesse
20, avenue de l'Opéra, 75040
Paris cedex 01 qui trans.

Fédération de tourisme
familial et social

RECHERCHE

Pour son siège à PARIS, un

RESP. DE SERVICE
COMMERCIAL

dynamique et expérimenté.

REMUN.: 140 000 F. brut.

Envoyer sous le n° 9 784
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue Montessuy, PARIS-7^e.

URGENT

Le ville de NIORT (Deux-
Sèvres) 80 000 hab.

RECRUTE

un « chargé de la
presse écrite »

- Niveau de formation: Bac
+ 4 + exp. professionnelle.

- Form. journaliste appréciée.

Adr. cand. et C.V. détaillé à
M. le Maire, Service du Per-
sonnel 79022 NIORT CEDEX.

Importateur articles
d'habillement
EXTRÊME-ORIENT

clients centraux d'achat
recherche libre de suite

UNE COLLABORATEUR

H.F., débutant, niveau
école commerce international.

Très bonnes connaissances
anglais. Travail divers. Etude
de collection. Prix de revient.

Possib. d'évolution par candidature
motivée et très disponible.

Envoyer candidature avec CV
et références à:

Entrer ou se présenter
mardi 1^{er} sept. M. REINHARD,
516 CAREL, 26-28, rue
d'Abouloir, Paris-2^e.

LE CENTRE DE FORMATION
ET DE PERFECTIONNEMENT
DES JOURNALISTES

recherche pour son antenne
de Montpellier

1 SECRÉTAIRE AVEC
FONCTION COMMERCIALE
ET PROMOTIONNELLE

Exp. souhaitée, connaissances
dictée et sténo demandées.

Envoyer candidature avec CV
et références à:

CFPJ - Route de Mougins
34000 MONTPELLIER.

Le Monde
CADRES

Le Monde
DIRIGEANTS

à partir du mercredi 9 daté 10 septembre...

Retrouvez chaque semaine
dans le Monde du mercredi daté jeudi
la rubrique d'offres d'emploi
consacrée aux cadres de haut niveau.

Le Monde: point de rencontre des grandes ambitions.

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE
AUX POSTES DE HAUT NIVEAU:
REMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F.

Marchés financiers
nationaux et internationaux
1.000 000

PA

général

DIRECTEUR COMMERCIAL

GRH Conseils

Directeur des systèmes
d'information

AFFAIRES

Quarante ans après la légalisation de leur statut

Les grandes coopératives ont-elles encore besoin de coopérateurs ?

Aujourd'hui encore, les principes énoncés pour la première fois par les « équitables pionniers » de Rochdale servent de base à l'entreprise coopérative : adhésion libre, pouvoir démocratique (un homme, une voix), répartition des bénéfices au prorata de l'activité, intérêt limité versé au capital. Les premières coopératives sont nées de la misère des grandes cités industrielles du dix-neuvième siècle, et leur évolution a accompagné celle du syndicalisme balbutiant. Ce n'est donc pas un hasard si vingt-huit tisserands de Rochdale, une des plus grandes cités industrielles du Lancashire, en Angleterre, mirent en vente au soir d'hiver de 1844, après le travail, dans une arrière-chambre, quelques pauvres marchandises de première nécessité : de l'huile, des lentilles, des pois secs, des bougies. D'autres, en France, en Allemagne, inventaient, à peu près à la même époque (1), cette nouvelle façon de faire du commerce, qui n'avait pas le profit pour but.

Il semble que l'expression de la consommation de masse ait été fatale aux coopératives de consommateurs : les néerlandaises ont disparu il y a vingt ans, les belges se sont repliés sur la pharmacie, les britanniques et les canadiens ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes, les françaises, secouées en 1985 par une cascade de décrets de bilan, se survivent dans quatre sociétés régionales : seules les suisses, après de grosses difficultés, ont retrouvé le chemin de la croissance.

Les immigrés aussi

Nées de la misère, les coopératives de consommateurs ont été contraintes de s'adapter à l'expression économique, dans un milieu de concurrence effrénée. La rationalisation et la compétitivité sont devenues les maîtres mots. Quelques coopératives sauvages voient encore le jour dans les pays développés. Par exemple, dans un groupe d'immenses îles du Pacifique, les habitants ont une réponse collective à leurs difficultés budgétaires : le pouvoir d'achat ayant cessé de croître et le chômage s'installant. On envoie pour se procurer à meilleur compte des produits alimentaires artisanaux de haut de gamme. Mais ces coopératives ne vivent que du courage et du dévouement de leurs membres.

On observe enfin, chez les immigrés, la création de coopératives spécifiques : les Portugais de France s'occupent ainsi du rapatriement de leurs morts au pays et versent des indemnités de décès à leurs adhérents. Les Capverdiens (originaires du Cap Vert) et certains Africains ont également créé des coopératives. Ce ne sont encore que des balbutiements.

Aujourd'hui, la force coopérative est essentiellement professionnelle.

Dans l'agriculture, d'abord, mais aussi dans la petite industrie, dans l'artisanat, la pêche, les transports, le commerce de détail, les services et, coiffant le tout, la banque et le crédit. Les origines ouvrières du mouvement sont actuellement bien oubliées : tout ce qui pourrait les rappeler semble gommé et tout a fait passé de mode. Même les SCOP, qui à l'origine étaient des

que les plus communes, sont des coopératives de commerçants. De la même façon, dans des métiers de haute technologie comme l'informatique, il n'est pas rare que plusieurs professionnels donnent à leur entreprise commune la forme coopérative. En 1985, deux cent quatre-vingts SCOP ont ainsi vu le jour. Dans les professions libérales (médecins, avocats), où l'on se groupe de plus en plus, le recours à

Le mouvement coopératif célèbre le 10 septembre le quarantième anniversaire de la loi « portant statut de la coopération », adoptée le 10 septembre 1947. Les coopérateurs avaient attendu plus d'un siècle ce fondement légal.

« sociétés » coopératives ouvrières de production », se sont transformées en catimini en « sociétés coopératives de production », même si certaines d'entre elles, de mouvement CGT essentiellement (dans le bâtiment et l'imprimerie), refusent ce reniement.

Très schématiquement, on observe deux tendances dans l'univers de la coopération.

La formule séduit nombre de professionnels soucieux de se regrouper pour créer une entreprise, notamment des petits commerçants peu tentés par la franchise, mais qui trouvent là le moyen de bénéficier des services communs, d'une aide financière et d'une force d'approvisionnement. Des chaînes comme Codel-Una, Unico, la Hutte, la Guilde des Orfèvres, pour ne citer

la formule coopérative existe, mais il est plus rare.

A l'autre bout de l'échelle, de très grandes entités se sont installées, et la loi en tient compte qui s'est modifiée pour favoriser les unions de coopératives, les ouvrant à des tiers non associés, et créant les certificats coopératifs d'investissement.

Solidarité ?

Dans le crédit et la banque, bien sûr, mais aussi dans l'agriculture, des unions de coopératives comme la SODIMA (Yoplaît et Candia) ont des tailles et un développement comparables à ce que l'on trouve dans l'industrie capitaliste. Qu'il s'agisse d'agriculture ou de banque, on est là en face de structures où le coopérateur disparaît derrière les entités spécialisées mises en place. Il

s'agit bien là de « coopératives sans coopérateurs » dont Charles Gide, comme d'autres théoriciens du mouvement, craignait l'émergence. La démocratie interne et le contrôle démocratique prennent à l'aspect rituel et formel, avec une participation aux assemblées et aux décisions qui tourne autour de 10 % des sociétaires.

Quant à la solidarité, elle reste réelle à l'intérieur d'une même coopérative, et son intensité est inversement proportionnelle à sa taille, d'autant plus agissante que l'entité est plus petite. Au sein d'une même fédération, elle existe encore grâce à des organes spécifiques d'aide en cas de difficultés.

Entre les différentes composantes du mouvement, elle est surtout un thème de discours et l'occasion de contacts formels. Les coopératives de consommateurs l'ont vécu doucement, trouvant là la juste réponse à leur repliement jaloux sur elles-mêmes. Cependant, le Groupe national de la coopération, que dirige M. Jacques Moreau, président du Crédit coopératif, tente de cimenter les composantes si dispersées autour d'un projet commun. Ambition généreuse en forme de gageure si l'on veut éviter de se contenter du plus petit commun multiple.

Composantes essentielles de l'économie sociale, à côté des toutes-puissantes mutuelles et des associations, les coopératives ont un poids économique certain, à l'efficacité variable selon les branches. Elles sont loin cependant de constituer ce secteur témoin, rentable sans profit inutile, qui devrait concurrencer efficacement le capitalisme triomphant.

JOSÉE DOYÈRE

(1) En France, à Lyon, en 1835, une boutique était née à l'enseigne de « Commerce véritable et social ».

Chambres de commerce et d'industrie : liberté des ressources fiscales. — Le gouvernement prépare un arrêté accordant aux chambres de commerce et d'industrie la liberté de fixer leurs ressources fiscales. Jusqu'ici le montant de ces ressources, qui sont tirées de l'impôt additionnel sur la taxe professionnelle, était soumis à l'approbation des ministères de tutelle. Désormais, cette liberté sera subordonnée à l'effort de modération de chaque chambre consultative et soumise à un contrôle a posteriori.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Fusion des deux commissariats du Massif Central

Le délégué à l'aménagement du territoire, M. Jean-François Carrez, a décidé, dans un souci de simplification et d'efficacité, de fusionner en une équipe unique le commissariat à l'aménagement et au développement du Massif Central et le commissariat à l'industrialisation pour cette région.

Désormais, M. Philippe Moisset, quarante-six ans, polytechnicien, dirigera à partir de Clermont-Ferrand l'ensemble de la politique d'aménagement du territoire pour cette vaste zone qui couvre les régions d'Auvergne et Limousin en totalité et plusieurs départements périphériques.

La DATAR (délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), qui est un service du premier ministre mis à la disposition du ministre de l'Équipement, M. Pierre Méhaignerie, a ceci de particulier que, depuis vingt-cinq ans, elle a tissé à travers le territoire et aussi à l'étranger un réseau spécifique de délégations, de bureaux, de commissariats, de missions qui en font en quelque sorte une « administration parallèle » et pas toujours homogène avec les autres administrations de l'Etat. En particulier, beaucoup de préfets se plaignent de cette situation, alors que l'esprit de la décentralisation et de la déconcentration implique que, dans les départements et des régions, les préfets, commissaires de la République, soient réellement les « patrons » de toutes les administrations de l'Etat.

D'autres simplifications des structures régionales de la DATAR devraient logiquement intervenir dans l'Ouest, les massifs montagneux des Alpes ou des Pyrénées, dans le Nord et en Lorraine.

F. Gr.

Selon son PDG, M. Raymond Lévy

Renault sera l'une des dix entreprises françaises les plus bénéficiaires en 1987

FRANCFORT de notre envoyée spéciale

Renault devance le rendez-vous. Georges Besse, son président PDG, assassiné en 1986, avait fixé à trois ans le temps nécessaire pour mener à bien le plan de redressement qui devait conduire la Régie à l'équilibre, voire à un léger profit. M. Raymond Lévy, son successeur depuis moins d'un an, a choisi le Salon automobile de Francfort pour confirmer l'aboutissement de ce plan avec une longueur d'avance. « En 1987, nous dépasserons le milliard de francs et nous serons parmi les plus gros bénéficiaires de France », a affirmé M. Lévy, qui voit Renault prendre place aux côtés d'Elf, d'IBM ou de Peugeot SA parmi les dix entreprises industrielles françaises les plus bénéficiaires.

La bonne tenue de son marché national (croissance supérieure à 8 % et prévision de deux millions de voitures vendues en 1987) n'est pas étrangère aux performances de Renault. « Quatre-vingt mille ventes en plus, c'est un milliard de bénéfices supplémentaires pour Renault », reconnaît M. Lévy, qui souligne toutefois que, même avec une conjoncture plus maussade, les résultats de Renault auraient été bons en raison des gains de productivité réalisés. « Il faut que la Régie s'habitue à ne pas aller mieux seulement quand le marché est bon. Le plus important, c'est le prix de revient. Quand nous serons au niveau des meilleurs, nous n'aurons plus rien à craindre ».

Si le PDG de Renault constate aujourd'hui avec quelque étonnement le chemin parcouru en si peu de temps, depuis les déficits enregistrés en 1984 (- 11 milliards de francs), en 1985 (- 12 milliards) et en 1986 (- 5,5 milliards), il n'en confirme pas moins que beaucoup reste à faire. « Les traces du malheur ne sont pas effacées. Les efforts entrepris depuis janvier 1985 doivent être poursuivis pendant longtemps ». Ces déclarations prennent plus de poids en Allemagne fédérale, pays producteur de grosses voitures, où Renault, malgré ses R 25 et ses R 21 n'occupe que 3,3 %

du marché. « Nous n'avons pas l'image d'un constructeur de grosses voitures sérieuses », déclare M. Lévy qui compte, certes, sur les efforts engagés en termes de qualité, mais aussi sur le changement de statuts de la Régie pour améliorer la cote du groupe.

« Le statut de régie permet à l'entreprise d'être un gouffre financier sans que les comptes soient contrôlables », constate M. Lévy, qui considère cependant sur ce sujet n'avoir pas voix — sauf consultative — au chapitre, l'initiative revenant à ses autorités de tutelle, MM. Balladur et Madelin.

Une dette à réduire

Même réserve au sujet de la dotation en capital qui accompagnerait ce changement juridique. Pour remettre Renault à niveau, Georges Besse avait jugé nécessaire de recevoir 16 milliards de francs. M. Lévy estime qu'un apport de l'ordre de 10 % du chiffre d'affaires (soit quelque 14 milliards de francs) serait justifié. « Je trouve normal que l'actionnaire ait attendu de voir si Renault était capable de gagner de l'argent avant de lui en donner », déclare M. Lévy, mais je trouve également normal qu'un actionnaire, public ou privé, fasse son devoir. Renault vient de mettre 4 milliards de francs dans Renault véhicules industriels, sa filiale poids lourds. Personne ne lui a dit qu'il n'avait pas le droit de le faire. » M. Lévy réplique ainsi à son concurrent privé, Peugeot SA, qui dénonce l'aide apportée à Renault par l'Etat qui fausserait le jeu de la libre concurrence.

Dotée de fonds propres et d'un statut de société anonyme, Renault ne pourrait plus alors compter que sur ses propres forces pour dégager des ressources suffisantes au financement de ses investissements, mais aussi au remboursement des dettes qui lui restent. Grâce aux profits de 1987 et à l'apport de l'Etat, celles-ci devraient se réduire de 56 milliards à la fin de 1986 à une quarantaine de milliards.

CLAIRE BLANDIN.

La Synthèse Financière va faire fructifier votre capital-temps

Investissez 3 minutes tout de suite pour gagner du temps chaque semaine.

Depuis quelques semaines, les décideurs financiers disposent d'un outil de très haute technicité conçu et rédigé par des professionnels de la finance et de la Bourse.

Des professionnels s'adressent aux professionnels.

Les rédacteurs sont des responsables opérationnels appartenant à des entreprises ou des institutions renommées pour leurs compétences techniques : banques de marché, banques de trésorerie, charges d'agents de change, autres établissements financiers.

Chaque information est analysée avec le recul apporté par des historiques et le souci d'aboutir à des prévisions à court et moyen termes.

La Synthèse Financière couvre tous les thèmes financiers et boursiers. C'est le premier journal qui se consacre exclusivement aux quatre thèmes principaux que sont, pour tout décideur financier, les cours de change, les taux d'intérêt, les obligations et les actions.

Une large place est consacrée aux produits sous-jacents et aux nouveaux instruments financiers : Matif, options Matif, options de change, gestion du risque de taux (Frt, Cap, Floor, Swap, etc.), options sur actions.

La Synthèse Financière est diffusée exclusivement par abonnement.

Je souhaite recevoir La Synthèse Financière chaque lundi et je m'abonne pour :
☐ 1 mois (890 FF) ☐ 6 mois (3.744 FF) ☐ 1 an (6.032 FF) TTC
 Je joins un chèque libéré à l'ordre de La Synthèse Financière, 91 rue du Faubourg Saint-Hippolyte, 75006 Paris.

Nom _____ Prénom _____
 Fonction _____ Tit _____
 Entreprise _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Ville _____

HayGroup

The world's largest consulting company in the management and development of Human Resources

Hay Management Consultants
 Lucien Giraud, Managing Director
 13, rue Alphonse-de-Neuville
 75017 PARIS
 42.67.00.16/42.67.44.64

HayGroup

Aberdeen
 Athens
 Atlanta
 Auckland
 Barcelona
 Birmingham
 Boston
 Bristol
 Bruxelles

Buenos Aires
 Calgary
 Caracas
 Charlotte
 Chicago
 Cincinnati
 Columbus
 Dallas
 Dublin

Frankfurt
 Geneva
 Glasgow
 Halifax
 Helsinki
 Hong Kong
 Houston
 Irvine

Johannesburg
 Kansas City
 Kuala Lumpur
 Lisbon
 London
 Lyon
 Madrid
 Manchester

Melbourne
 Mexico City
 Minneapolis
 Montreal
 New York
 Paris
 Orlando
 Oslo

Phoenix
 Pittsburgh
 Recife
 St. Louis
 San Francisco
 San Jose
 Seattle
 Singapore
 Stamford

Sydney
 Tokyo
 Toronto
 Utrecht
 Vancouver
 Walnut Creek
 Wellington
 Zurich

Economie

REPÈRES

Masse monétaire

Dérapage français en juillet, mais...

La progression de la masse monétaire M3 (moyens de paiement, placements à vue, comptes à terme, bons, titres à court terme négociables émis par les établissements de crédit bancaire) a été de 0,9 % en juillet 1987. L'objectif fixé par les autorités monétaires est une progression annuelle comprise entre 3 % et 5 %. Le dérapage actuel pourrait s'expliquer par un report très important des placements à long terme (obligataires) sur des placements courts, pris en compte dans M3.

Cette tendance n'est pas très favorable puisqu'elle implique une certaine défiance des épargnants vis-à-vis d'engagements longs. Elle ne signifie pas pour autant que la masse monétaire dérape fortement avec les conséquences que cela pourrait avoir sur l'inflation. Seul actuellement le crédit à la consommation, par sa forte croissance, apparaît excessif.

Emprunt Giscard

Remboursement en numéraire

Le ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, a confirmé, le 8 septembre, que l'emprunt 7 % 1973 - dit « emprunt Giscard » - sera remboursé en numéraire le 16 janvier 1988. « Il ne sera pas nécessaire pour cela de recourir à une opération d'emprunt exceptionnel. L'assainissement des finances publiques et une politique active de gestion de la dette publique permettront de faire face à cette échéance sans difficultés », a précisé M. Balladur. Au cours actuel du lingot, l'Etat devrait déboursé environ 55 milliards de francs. Pour alléger le fardeau de cet emprunt, dont le capital et les intérêts sont indexés sur l'or, le Trésor a ouvert, en février dernier, d'acquisition des titres de sociétés privées ou des obligations assimilables du Trésor, en les payant avec des titres de l'emprunt 1973. Son encours a seulement été réduit de 8 %.

Paiements courants

Excédent de 4,9 milliards de deutschemarks de la balance allemande

La balance des opérations courantes ouest-allemande a enregistré un excédent de 4,977 milliards de deutschemarks (16,35 milliards de francs) en juillet, indique la Bundesbank. Ce solde positif est en retrait de 500 millions de deutschemarks sur le mois précédent et de 1,1 milliard sur celui de juillet 1986. La balance des opérations courantes de ce tasselment, son excédent s'est même accru pour représenter 9,9 milliards de deutschemarks (33 milliards de francs) contre 8,3 milliards en juin. Mais le déficit de la balance des « invisibles » (assurance, fret, tourisme...) s'est creusé pour s'élever à 1,95 milliard de deutschemarks, 560 millions de plus qu'en juin, et le déficit des mouvements de capitaux est passé de 2 milliards en juin à 3,5 milliards en juillet.

Consommateurs

Confiance renforcée aux Etats-Unis

La confiance des consommateurs américains dans l'économie s'est encore renforcée en août, si l'on en croit le baromètre du Conference Board, institut patronal d'études économiques. L'indice de confiance a progressé de plus de quatre points durant ce mois pour atteindre 110,1, reflétant, selon les experts de l'institut, un optimisme grandissant des consommateurs à l'égard de l'avenir économique du pays. Les résultats de l'enquête du Conference Board indiquent également que 7,1 % des personnes interrogées avaient, en août, l'intention d'acheter une automobile dans les six prochains mois, contre 7,7 % en juillet. D'autre part, 4 % prévoient l'achat d'un logement contre 3,6 % seulement en juillet.

ÉTRANGER

En augmentant son capital de 20 milliards de francs belges

La Société générale de Belgique se met à l'abri d'un rachat « inamical »

BRUXELLES de notre correspondant

L'« acheteur masqué », le « raider inconnu », ne s'est pas présenté, mardi 8 septembre, à l'assemblée générale extraordinaire de la Société générale de Belgique. Celle-ci a donc pu en toute tranquillité procéder à une gigantesque augmentation de capital de 30 à 50 milliards de francs belges (de 4,5 à 7,5 milliards de francs français), qui pourrait la mettre pendant au moins cinq ans à l'abri de tout danger. S'achève ainsi le feuilleton qui avait constitué un des sujets bourgeois d'un été pourtant agité en la matière. En deux mois, en effet, près de 3 millions d'actions de la Générale, soit près de 13 % du capital, avaient été achetées à la Bourse de Bruxelles par deux agents de change belges au profit d'un ou plusieurs investisseurs.

Qui étaient-ils ? De Sir James Goldsmith à M. Carlo De Benedetti en passant par MM. Hanson Trust ou Claude Bebear, les noms des plus célèbres raiders avaient été avancés. On attendait donc l'assemblée générale pour que celui-ci se découvre en s'opposant à une augmentation de capital qui submergerait ses propres participations. Ce scénario ne s'est pas déroulé comme prévu car, mardi, aucun actionnaire nouveau

ne s'est fait connaître. Les dirigeants de la Générale - premier holding belge, car il contrôle près d'un tiers de l'économie du Royaume - avaient d'ailleurs préparé une riposte, dès la fin de l'été, en élargissant le cercle de leurs amis.

Tout à l'heure, la CGE, le groupe japonais Sumitomo, la banque d'affaires française Dumesnil-Labé, le groupe Lazard, Artois, Geacert, prenaient des participations plus ou moins importantes. De quoi permettre au « noyau dur » de la société d'en contrôler au moins 20 % des parts, le reste étant éparpillé entre les mains de petits actionnaires, car les parts de la Société générale constituent en quelque sorte le fonds du « bas de laine » des Belges, gros épargnants au demeurant. Tous les amis, anciens et nouveaux, étaient donc présents le 8 septembre à Bruxelles.

M. René Lamy, gouverneur de la Société générale, en a profité pour confirmer la volonté d'internationalisation du groupe et sa détermination à investir de nouveaux créneaux. Interrogé sur les événements de l'été, il a émis l'hypothèse que le raider inconnu n'existerait peut-être pas et que la spéculation sur le titre a peut-être été tout simplement le fait... de quelques agitateurs. La réunion de mardi aura aussi permis à un certain nombre d'actionnaires, petits

compte tenu de l'importance du groupe, de faire entendre leurs critiques vis-à-vis d'une direction qu'ils estiment trop frileuse.

Quelle stratégie ?

Il reste à savoir maintenant quelle va être la stratégie du groupe compte tenu des nouveaux actionnaires. Quelle cohérence introduire entre CGE, Dumesnil, Lazard et la Générale elle-même ? Les nouveaux « amis » vont-ils tôt ou tard demander des responsabilités plus importantes ? Le caractère belge du groupe va-t-il être édulcoré ? La Générale, rappelle-t-on, est plus ancienne que le pays. Elle avait même permis, en 1830, à la toute jeune Belgique de subsister grâce à l'ouverture d'une ligne de crédit.

Autres questions : les vœux des dirigeants étant d'encore élargir le cercle de leurs amis qui devraient posséder, selon M. René Lamy, environ 35 % des parts, vers quels groupes vont-ils se tourner ? Reste à savoir enfin l'usage que les propriétaires des 13 % de parts achetées cet été - simples spéculateurs ou acheteurs potentiels - fera de ses actions. Beaucoup de bruit pour une société dont le mutisme était légendaire et qui aimait si peu faire parler d'elle.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Change : les gouverneurs des banques centrales unanimes et prudents

Les gouverneurs des banques centrales des douze pays de la Communauté se sont mis d'accord, le mardi 8 septembre à Bâle, sur une série de mesures destinées à renforcer le fonctionnement du système monétaire européen (SME), a indiqué le président du comité des gouverneurs, M. Carlo Ciampi, également gouverneur de la Banque d'Italie.

M. Ciampi a expliqué devant la presse que ces mesures, dont il n'a pas révélé la teneur, seraient présentées aux ministres des finances des pays de la Communauté qui doivent se réunir à Nyborg (Danemark) en fin de semaine.

Il semble que les gouverneurs n'aient pas pu se mettre d'accord sur le vaste plan de renforcement du SME proposé par la France, qui prévoyait d'importantes interventions des banques centrales lorsqu'une devise européenne est en difficulté.

Paris demandait que les interventions des banques centrales se fassent avant qu'une devise ne frôle son cours plancher comme cela se pratique actuellement, dans le but d'éviter qu'une monnaie européenne ne connaisse une évolution similaire à celle du franc en janvier dernier, lorsqu'il s'était lentement et durablement dégradé face au mark.

La visite de M. Pereira à Washington

Petit pas en arrière du Brésil

Les réactions des banques et le 8 septembre, du secrétaire d'Etat américain James Baker allant du scepticisme à la franche opposition, le ministre brésilien des finances M. Luiz Carlos Bresser Pereira, a effectué une prudente - et très partielle - marche en arrière lors de sa visite à Washington.

La proposition de transformer en obligation à trois ans les dettes de la dette brésilienne est à négocier avec chacune des banques créditrices sur une base de volontariat, a-t-il précisé, après avoir reconnu que M. Baker n'avait guère aimé le projet qui lui était soumis et avait demandé que rien ne soit fait qui ne soit « sur une base de volontariat ». Un porte-parole du Département américain du trésor a été encore plus net en indiquant qu'on ne pouvait « même pas com-

mencer à discuter » à partir des propositions de M. Bresser Pereira.

Jusqu'à la réunion du comité de coordination des banques créditrices, d'ici une quinzaine de jours à New-York, on assistera sans nul doute à des mouvements de surenchère ou de retrait tactique de part et d'autre. Avec une dette extérieure de 112 milliards de dollars, le Brésil, géant de l'endettement du tiers monde, ne laisse personne indifférent.

Pour rappeler qu'il dispose également de quelques atouts politiques en la matière, le ministre des finances a confirmé qu'il rencontrerait prochainement ses homologues argentin et mexicain pour « examiner les préoccupations communes » aux trois principaux surendettés du continent.

CESTA BÖLKOW

PARIS

MUNICH

organisent

LE PREMIER FORUM

sur les

TRANSPORTS EUROPÉENS DU FUTUR

14-15-16 septembre 1987

MUNICH

Renseignements : Frau WASILEWSKI
(19) 49-89-609-70-31
Monique LAINE
(1) 46-34-32-77

Fondation Bölkow, MUNICH

Centre d'Etude des Systèmes et des Technologies Avancées, PARIS

PREPA H.E.C.

Bacheliers C et D.
Classe spéciale pour bacheliers B.
Taux confirmé de réussite depuis 11 ans.

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

PCS

48, rue de la Fédération
75015 Paris
Tél. : (1) 45 66 59 98

Le Monde
sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Les bourses du monde

3615 TAPÉZ LEMONDE

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

OBJET

Déviation d'Eu, Le Tréport, Mers-les-Bains et Etalondes.

2^e AVIS

M. le Préfet, Commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime, M. le Préfet, Commissaire de la République de la région de Picardie et du département de la Somme, informent le public que par arrêtés en date des 14 août 1987 et 17 août 1987, il a été prescrit l'ouverture :

- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en vue du projet de déviation d'Eu, Le Tréport, Mers-les-Bains et Etalondes ;
- d'une enquête publique relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- d'une enquête publique en vue du déclassement d'une partie des chemins départementaux n° 925 et 1015 et de leur classement dans la voirie communale.

Le dossier se rapportant à ces enquêtes qui se dérouleront pendant trente-trois jours consécutifs, du 7 septembre 1987 au 9 octobre 1987 inclus, sera mis à la disposition du public, à l'exception des dimanches et jours fériés, tous les jours de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h, les samedis de 8 h 30 à 12 h, à la mairie d'Eu.

Pendant le même délai, un dossier subsidiaire et un registre d'enquête seront déposés :

- à la mairie de Mers-les-Bains, tous les jours de 7 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h 30, samedis, dimanches et jours fériés exceptés,
- à la mairie du Tréport, tous les jours de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30, samedis, dimanches et jours fériés exceptés,
- à la mairie d'Etalondes, les mardis et jeudis de 18 h à 19 h 30, les samedis de 10 h à 12 h, à l'exception des lundis, mercredis, vendredis, dimanches et jours fériés.

Un des membres de la Commission d'enquête recevra en personne les observations du public :

- le 26 septembre 1987 à la mairie de Mers-les-Bains de 14 h à 17 h 30 ;
- le 29 septembre 1987 à la mairie du Tréport de 14 h à 17 h 30 ;
- le 1^{er} octobre 1987 à la mairie d'Etalondes de 14 h à 17 h 30 ;

Un dossier technique sera également mis à la disposition du public à l'Arrondissement territorial de Dieppe, 45, rue d'Escoffe à Dieppe, pendant la durée de l'enquête, tous les jours de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h, samedis, dimanches et jours fériés exceptés, afin de permettre d'en prendre connaissance.

La commission d'enquête est constituée comme suit :

- M. Pierre Henry, inspecteur général honoraire de la construction, demeurant 51, boulevard Auguste-Blanchet à Paris (13^e), président de la commission d'enquête ;
- M. Joseph Blaire, notaire honoraire, demeurant à Bernaville (Somme),
- M. Robert Laye, ingénieur de l'Institut électrotechnique de Toulouse en retraite, demeurant 2, rue du Panorama à Evreux (Eure) ;

Pendant les trois derniers jours, les 7, 8 et 9 octobre 1987, de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h, les membres de la commission d'enquête reçoivent en personne à la mairie d'Eu, les observations du public.

Une copie du rapport d'enquête dans lequel le commissaire-enquêteur aura énoncé ses conclusions motivées sera déposée aux mairies d'Eu, du Tréport, de Mers-les-Bains et d'Etalondes, à la sous-préfecture de Dieppe, à la préfecture de la région Picardie et du département de la Somme, ainsi qu'à la préfecture du département de la Seine-Maritime, Direction départementale de l'équipement, Cité administrative, rue Saint-Sever à Rouen, bureau 3 C 52.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le Préfet, Commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime.

LE PRÉFET,
Commissaire de la République.

هنا من الان

Economie

FINANCES

Ouverture du marché des options négociables

Le MONA, nouvelle étape de la modernisation de la Bourse de Paris

Avec la naissance officielle du marché des options négociables sur actions (MONA), le 10 septembre, la Bourse de Paris franchit une étape importante dans son processus de modernisation. Une évolution que les autorités boursières ne veulent absolument pas rater et qui leur permettra de rivaliser avec certains places anglo-saxonnes.

Créé en 1973 à Chicago, le premier marché des options négociables connaît, après quelques années d'hésitations, un succès considérable, et le volume des transactions est très élevé. La chambre syndicale des agents de change de Paris s'est vue, quant à elle, prudente. Elle a décidé, dans un premier temps, de ne prendre pour valeur support que trois titres : Lafarge, Paribas et Peugeot, au lieu de six initialement prévus. Elle Aquitaine, la Compagnie du Midi et Thomson CSF viendront s'y ajouter dans les semaines suivantes si tout va bien. Déjà, par précaution, l'ouverture prévue pour le 23 juin a été reportée au mois de septembre. Ce délai supplémentaire étant consacré au perfectionnement du système informatique, pour éviter les défaillances.

Si, au Palais Brongniart, les options sur actions existent depuis une vingtaine d'années, elles se traitaient jusqu'à présent « de gré à gré » en liant un vendeur à un acheteur par un contrat spécifique. Il s'agit maintenant d'organiser un marché autour des trois premières valeurs supports. Voilà la nouveauté et l'intérêt pour les investisseurs, car l'option pourra se négocier en permanence pendant toute la durée du contrat.

Une option sur action est, en effet, un contrat qui confère à son acheteur le droit d'acquiescer, s'il s'agit d'une option d'achat appelée « call », ou le droit de céder, s'il s'agit d'une option de vente appelée « put », un nombre déterminé d'actions (100 ou un multiple de 100). Autrement dit, le détenteur du contrat déclare vouloir acheter ou vendre un certain nombre d'actions des valeurs supports. La transaction se fait à tout moment jusqu'à la date d'échéance de l'option, à un cours fixé appelé « prix d'exercice ». L'acheteur peut exercer quand il le désire son droit d'acquiescer ou de vendre. Le vendeur est obligé, en contrepartie, de livrer ou de prendre les titres présentés. Mais le droit de l'acheteur a un prix : le prix de l'option ou « pre-

mium », qui se détermine en fonction de variables comme le cours de la valeur support, la volatilité du titre, le prix de l'exercice, le taux d'intérêt et la durée de vie de l'option.

Développer des stratégies variées

L'intérêt de ce nouveau marché est de pouvoir développer des stratégies très variées en profitant d'un faible coût d'investissement qui se limite au versement du « premium » en cas d'achat d'option. Ainsi, dans une optique spéculative, misant sur une hausse ou une baisse des cours d'une action, l'intervenant peut acheter un « call » ou un « put ». Il espère alors profiter de l'effet de levier inhérent au prix de l'option pour obtenir un taux de rentabilité bien supérieur à celui obtenu sur un simple achat d'actions.

Supposons que nous soyons en mars, l'action X vaut 490 F et le « call » (option d'achat) à l'échéance de juin, dont le prix d'exercice est de 500 F, a un « premium » qui cote 20 F. Si, à la fin du mois de juin, le cours de X reste inférieur à 500 F, la valeur de l'option est nulle et la perte se limite aux 20 F versés.

En revanche, si X cote 560 F, l'option vaudra 560 - 500 = 60 F. Le profit réalisé sera de 60 - 20 = 40 F (hors frais de commission). Le gain est de 200 % pour une variation de 14 % au titre support (1). De plus, l'acheteur connaît sa perte maximale, qui est le « premium » versé au vendeur, alors que la possibilité de gains est théoriquement illimitée.

« Les institutionnels et les entreprises devraient être tentés par des stratégies plus sophistiquées qui leur permettront de couvrir leurs investissements tout en augmentant leur rendement », estime M. Philippe Dapens, président de l'AFTO (Association française des traders options). L'objectif étant, somme toute, de se constituer une police d'assurances avec une échéance. Il s'agit, par exemple, de la « vente couverte ». Les investisseurs achètent des actions sur le marché à règlement mensuel et prennent une position de vente sur un « call ». Ils encaissent ainsi un « premium ». Cette politique sera judicieuse si le marché connaît une légère hausse, car ils toucheront alors les revenus de leur vente de titres, auxquels s'ajoute le « premium » reçu.

Pour assurer la liquidité de ces marchés et la continuité des transactions, les autorités boursières ont choisi vingt-deux charges d'agents de change. Elles afficheront en permanence, de 10 à 15 heures, un prix d'achat et de vente sur chaque type d'option et assureront la contrepartie dans la fourchette des prix indiqués.

Ce marché des options négociables, très séduisant pour les gestionnaires de portefeuilles et pour certains spéculateurs, n'est toutefois pas sans risques pour les particuliers. Car, selon les cas, les pertes peuvent être aussi illimitées que les gains. Si un investisseur doit vendre son option d'achat alors que les cours de la valeur support sont en forte hausse, son déficit, malgré le « premium » encaissé au départ, peut être considérable. Surtout s'il ne possède pas les titres demandés. Il doit alors les acheter pour les céder au prix d'exercice convenu, devenu inférieur à celui de la valeur. Sur ce jeune marché, la prudence est donc de mise, même si l'euphorie l'emporte dans un premier temps.

DOMINIQUE GALLOIS.

(1) Voir le Monde Affaires du 27 juin.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS CHARGEURS S.A.

Jérôme Seydoux, président de Chargeurs SA, a rencontré M. Christian Dervoy, président de Prouvost SA et de Vieux-Établissements Vieux, pour poursuivre les conversations déjà engagées à la suite de la prise de participation de Chargeurs SA dans Prouvost SA. L'objectif de Chargeurs SA est de parvenir à un accord.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CONFORAMA

Le pays où la vie est moins chère.

LE 10 SEPTEMBRE 1987, CONFORAMA S'INTRODUIT AU SECOND MARCHÉ DE LA BOURSE DE PARIS

Avec 130 magasins dont 56 franchisés, l'enseigne CONFORAMA se place au premier rang de la distribution de biens d'équipement de la maison.

Implantée sur tout le territoire national, présente en Suisse et au Luxembourg, elle dispose de 380 000 mètres carrés de surfaces de vente. CONFORAMA, qui emploie 4 200 collaborateurs dans ses 74 magasins, a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires consolidé HT de 4,8 milliards de francs. En trois ans, le chiffre d'affaires a augmenté de 43 %.

À la fin 1987, le chiffre d'affaires consolidé HT s'élève à 2,4 milliards de francs, soit une progression de 16,5 % par rapport au premier semestre 1986.

Son bénéfice net consolidé s'est établi en 1986 à 155 millions de francs. En trois ans, le résultat a été multiplié par 2,5. Compte tenu de l'activité soutenue du premier semestre, l'objectif de 180 millions de francs pour 1987 devrait être atteint.

CONFORAMA a trois ambitions :
- Accroître sa pénétration (ouverture de nouveaux magasins, agrandissement des magasins existants, développement des collections de produits, amélioration de la productivité), afin de renforcer son avance sur le marché des biens d'équipement de la maison.

- Se développer dans de nouvelles formes de distribution.
- S'implanter dans d'autres pays.

Vente par le groupe Financière Agache de 377 000 actions.
Procédure ordinaire.

Prix d'offre minimum : 550 F.
Une notice a été publiée au B.O. du 31 août 1987.

Introduit par : LAZARD Frères et Cie, Banque Demachy, charge de Lavedeyne.

Marchés financiers

PARIS, 9 septembre

Résistante

Dès les premières transactions de la matinée, la Bourse de Paris enregistrait un léger recul, et cette tendance se maintenait durant toute la séance officielle. Affichant - 0,31 %, l'indice cédait à - 0,28 %. Le sentiment d'attentisme qui régnait le lundi sur l'ensemble du palais Brongniart persistait encore mardi. Les investisseurs sont devenus également hésitants après la séance de Wall Street. La Bourse new-yorkaise, qui avait perdu 60 points au début des échanges, s'est reprise à la fin de la séance de mardi.

Sur le MATIF, la dégringolade continue, le contrat de décembre perdait - 0,41 %. Les intervenants demeurent inquiets maintenant que tout espoir d'une baisse des taux dans le court terme semble s'évanouir.

Dans ce contexte, les intervenants ont pris connaissance des différentes sanctions dont viennent de se doter les autorités du MATIF pour s'adapter à l'évolution de ce jeune marché. Ces sanctions sont graduées. Elles vont du simple avertissement à la radiation en passant par l'augmentation du dépôt.

Sur le marché des actions, trois sujets retiennent l'attention des investisseurs. Le démarrage prévu pour jeudi du marché des options négociables sur actions, les deux projets de mariage de charges d'agents de change annoncés par la chambre syndicale, et l'affaire Prouvost.

Après les familles Prouvost, les familles Lafarge seraient vendus les 5 % de parts qu'elles détiennent encore à M. Jérôme Seydoux, président des Chargeurs. Le capital du numéro un laurier français serait réparti de façon presque équitable entre M. Christian Dervoy, président de Prouvost (42,4 %), et les Chargeurs (41,4 %). Le reste serait encore dans le public. Le titre Prouvost figurait parmi les hausses notables de la séance.

NEW-YORK, 8 sept.

Repli

La perspective d'un nouveau relèvement du taux d'escompte a pesé sur Wall Street mardi, entraînant une vague de dégagements. Toutefois, une demande sélective de dernière heure a contenu les déclinés. En retrait initial de plus de 60 points, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a clôturé à 2 545,12, en baisse de 16,26 points.

Quelque 244 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des baisses a dépassé celui des hausses : 1 519 contre 244 ; 261 titres ont été inchangés. Les taux d'intérêt obligataires ont poursuivi leur progression, ce qui a fait anticiper un nouvel alignement du taux d'escompte, déjà porté vendredi de 5 1/2 % à 6 % par la Réserve fédérale.

Il faut s'attendre à un nouveau relèvement du taux d'escompte si les chiffres de la balance commerciale américaine, qui seront publiés vendredi, ne reflètent pas une amélioration du déficit, estimant certains investisseurs. Une demande sélective, d'autre part, s'est déchaînée lorsque l'indice a frôlé le seuil de résistance des 2 500 en milieu d'après-midi.

Parallèlement les plus actives figuraient Pacific Gas and Electric (42,8 millions de transactions), AT&T (4,37 millions), GAF (3,32 millions), General Electric (3 millions) et IBM (2,96 millions).

| VALEURS | Cours du 4 sept. | Cours du 8 sept. |
|------------------------|------------------|------------------|
| Alcatel | 55 3/4 | 57 3/8 |
| Alfred Uhl | 97 3/8 | 97 1/4 |
| A.T.T. | 32 7/8 | 32 1/8 |
| Blohm | 50 1/4 | 48 3/4 |
| Chem. de France | 38 5/8 | 38 3/4 |
| De la Poste de Nemours | 118 1/2 | 116 1/8 |
| Eastern Kodak | 95 1/2 | 98 7/8 |
| Enghien | 102 | 102 1/2 |
| Ford | 98 1/2 | 98 1/4 |
| General Electric | 57 1/8 | 58 3/8 |
| General Motors | 67 1/8 | 67 1/4 |
| Goodyear | 160 3/4 | 157 5/8 |
| I.B.M. | 22 3/8 | 21 3/8 |
| Ind. Nat. | 50 | 48 3/8 |
| Int. Nat. | 69 3/4 | 68 |
| Schneider | 45 5/8 | 43 5/8 |
| Tecumseh | 40 3/8 | 38 1/2 |
| United Carbide | 27 3/4 | 27 3/8 |
| U.S.X. | 35 | 33 3/4 |
| Westinghouse | 68 5/8 | 67 3/8 |
| Xerox Corp. | 78 3/4 | 76 1/4 |

CHANGES

Dollar : 5,99 F ↓

Les marchés étaient très calmes mercredi 9 septembre. Le dollar restait faible à 5,9995 F (contre 6,0050 F au fixing de la veille). Il s'est également légèrement replié sur le marché des changes de Tokyo en clôturant à 141,25 yens.

FRANCFORT 8 sept. 9 sept.
Dollar (en DM) .. 1,738 1,730

TOKYO 8 sept. 9 sept.
Dollar (en yen) .. 141,85 141,25

MARCHÉ MONÉTAIRE (officiels privés)
Paris (9 sept.) 71/4-73/8
New-York (8 sept.) 71/8

INDICES BOURSISERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

7 sept. 8 sept.
Valeurs françaises .. 107,2 107
Valeurs étrangères .. 132,9 133,2

C* des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général 431,78 438,78

NEW-YORK (indice Dow Jones)
4 sept. 8 sept.
Industrielles 2561,38 2545,12

LONDRES (indice Financial Times)
7 sept. 8 sept.
Industrielles 1 788,58 1 775,28
Mines d'or 458,58 454,28
Fonds d'Etat 85,82 85,96

TOKYO
8 sept. 9 sept.
Nikkei Dow Jones 2524,88 2493,93
Indice général 282,16 286,79

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 sept. 1987
Nombre de contrats : 87 301

| COURS | ÉCHÉANCES | | | |
|-----------------|-----------|---------|---------|---------|
| | Sept. 87 | Déc. 87 | Mars 88 | Juin 88 |
| Dernier | 98,25 | 97,65 | 97,55 | 97,65 |
| Précédent | 98,45 | 97,86 | 97,76 | 98,25 |

LA VIE DE LA COTE

SEAGRAM RENOUVELLE SON PROGRAMME DE RACHAT D'ACTION. - Le conseil d'administration de la compagnie canadienne Seagram (vins et spiritueux) a annoncé qu'il avait autorisé le rachat d'un nombre maximum de 4,79 millions d'actions, soit un peu moins de 5 % des actions ordinaires en circulation. Seagram peut racheter les actions libres par l'entremise des Bourses de Montréal, de Toronto et de New-York pendant les deux mois courant à partir du 24 septembre.

ASTORG AUGMENTE SON CAPITAL. - La compagnie d'investissements Astorg, filiale conjointe de la Compagnie financière de Suze et de l'Institut de développement industriel (IDI), spécialisée dans le capital développement, va procéder à une augmentation de capital qui lui portera près de 300 millions de francs. À l'issue de cette opération (émission de deux actions nouvelles pour cinq actions anciennes), Astorg capitalisera plus de 1,2 milliard de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| SE-U | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|------------|---------------|---------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | + base | + base | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. |
| SE-U | 6,9770 | 6 | + 10 | + 5 | + 25 | + 50 | + 130 | |
| Scm | 4,5370 | 4,5627 | - 70 | - | - 120 | - 361 | - 284 | |
| Yen (100) | 4,2367 | 4,2478 | + 125 | + 142 | + 247 | + 267 | + 791 | + 890 |
| DM | 3,3437 | 3,3473 | + 90 | + 108 | + 192 | + 219 | + 416 | + 482 |
| Flarin | 2,9710 | 2,9740 | + 53 | + 63 | + 112 | + 128 | + 377 | + 425 |
| F.S. (100) | 16,8885 | 16,1852 | + 81 | + 187 | + 216 | + 370 | + 852 | + 1264 |
| F.S. | 4,8411 | 4,8459 | + 136 | + 148 | + 263 | + 289 | + 817 | + 891 |
| L (1 000) | 4,6131 | 4,6225 | - 269 | - 234 | - 465 | - 418 | - 1135 | - 1040 |
| F. (100) | 9,9430 | 9,9440 | - 220 | - 178 | - 420 | - 395 | - 973 | - 709 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| SE-U | 6 7/8 | 7 1/8 | 7 1/16 | 7 1/16 | 7 1/2 | 7 5/8 | 8 | 8 1/8 |
|------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| DM | 3 3/4 | 4 | 4 1/8 | 4 1/8 | 4 1/8 | 4 3/8 | 4 1/2 | 4 1/2 |
| Flarin | 3 1/2 | 3 1/2 | 3 1/2 | 3 1/2 | 3 1/2 | 3 1/2 | 3 1/2 | 3 1/2 |
| F.S. (100) | 5 3/4 | 6 1/4 | 6 3/8 | 6 3/8 | 6 1/2 | 6 3/8 | 5 1/2 | 5 5/8 |
| F.S. | 9 1/4 | 1 1/4 | 3 1/2 | 3 1/2 | 3 5/8 | 3 3/4 | 4 1/8 | 4 1/4 |
| L (1 000) | 11 5/8 | 12 7/8 | 13 1/4 | 13 7/8 | 13 3/4 | 13 3/4 | 13 1/4 | 13 5/8 |
| F. (100) | 9 1/4 | 9 1/2 | 9 3/4 | 9 7/8 | 10 | 10 1/8 | 10 3/8 | 10 1/2 |
| F. (100) | 7 1/8 | 7 3/8 | 7 1/16 | 7 1/8 | 8 | 8 1/8 | 8 3/4 | 8 7/8 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Publicité : mariage Bélier et WCRS

Le groupe Bélier, filiale d'Eurocom, la branche publicité de l'agence Havas, vient d'annoncer son mariage avec le groupe britannique WCRS, grâce à deux holdings : l'un basé à Paris, dont le PDG est M. Claude Douce, PDG de Bélier, où l'agence française détiendrait 51 % du capital, qui aura la responsabilité des affaires en Europe continentale ; l'autre basé à Londres, et placé sous la présidence de M. Robin Wight, président de WCRS, qui contrôle 80 % du capital et sera responsable des affaires dans le Royaume-Uni et le reste du monde. Au total, avec une marge brute de 1,24 milliard de francs et une présence dans trois pays, le nouveau groupe se place au quin-

zième rang mondial et au sixième rang européen. Placé sous le signe de la créativité, le nouveau groupe marque une étape dans l'internationalisation d'Eurocom, après la création d'HDM (Havas Dentau Marsteller), qui rapprocherait le groupe français du premier japonais et de l'américain Young and Rubicam.

L'Etat se réserve une « action spécifique » dans le capital de Matra

Le ministre des finances a confirmé, mardi 8 septembre, qu'il avait décidé d'instituer une action spécifique dans le capital de Matra, qui sera bientôt privatisée, « en raison de son importance stratégique, dans le domaine militaire en particulier ». Cette décision attendue

Le Monde
dossiers et documents

LA FRANCOPHONIE
SPÉCIAL LYCÉES ET COLLÈGES

Commandes groupées par lots
par lot de dix : 85 F
(frais d'expédition inclus)

LA FRANCOPHONIE

Cent vingt millions d'hommes s'expriment aujourd'hui en français. La francophonie est devenue une réalité culturelle et politique.

- Les « Dossiers et Documents » du Monde dressent un bilan complet de la planète francophone.
- Le bilan politique : les institutions, les structures et les associations francophones ; les radios et les télévisions de langue française.
 - Le bilan culturel : le portrait d'un monde aux multiples visages ; le français tel qu'on le parle et tel qu'on l'enseigne ; les artistes francophones dans le monde.
 - Les repères : la carte de la francophonie ; les grandes dates et les conférences importantes.

NUMERO SPECIAL
HORS SERIE

En vente en France
uniquement
par correspondance
Un exemplaire : 13 F
(frais d'expédition inclus)

Le Monde
dossiers et documents

LA FRANCOPHONIE

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Nombre d'exemplaires : _____ x 13 F : _____ F

Lots de dix exemplaires : _____ x 85 F : _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement
Journal le Monde, service de la vente au numéro,
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09 (France)

لغة من اللغة

BOURSE DE PARIS

| Compagnie | VALEURS | Cours préfé. | Prémier cours | Dernier cours | % | Compagnie | VALEURS | Cours préfé. | Prémier cours | Dernier cours | % | Compagnie | VALEURS | Cours préfé. | Prémier cours | Dernier cours | % | 184 | Buffet | 138 | 136 | 136 | 50 | | | | | | |
|-----------|----------------------|-----------------|------------------|------------------|--------|-----------|----------------|-----------------|------------------|------------------|--------|-----------|------------------|-----------------|------------------|------------------|--------|-----------|---------|-----------------|------------------|------------------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|
| Compagnie | VALEURS | Cours préfé. | Prémier cours | Dernier cours | % | Compagnie | VALEURS | Cours préfé. | Prémier cours | Dernier cours | % | Compagnie | VALEURS | Cours préfé. | Prémier cours | Dernier cours | % | Compagnie | VALEURS | Cours préfé. | Prémier cours | Dernier cours | % | | | | | | |
| 1062 | A.B. 5% 1979 | 1085 | 1081 | 1070 | + 0.80 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1063 | C.N.E. 3% | 1025 | 1027 | 1070 | + 0.73 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1187 | B.N.P. T.P. | 1225 | 1245 | 1245 | + 0.78 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1248 | C.C.F. T.P. | 1128 | 1130 | 1134 | + 0.53 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1248 | C.C.F. T.P. | 1258 | 1250 | 1180 | + 0.13 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | | 780 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2010 | Renault T.P. | 1896 | 2008 | 2005 | + 0.70 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | Dreher Stahl | 1160 | 1174 | 1174 | + 1.21 |
| 2185 | Renault-Peugeot T.P. | 2040 | 2050 | 2050 | + 0.50 | 770 | Céd. Lyon. (C) | 765 | 765 | 765 | - 2.68 | 800 | Localnet Intech. | 741 | 750 | 743 | + 0.27 | 1940 | Salomon | 1810 | 1880 | 1880 | - 1.57 | 2330 | D | | | | |

Comptant (sélection)

| Obligations | | | VALEURS | | VALEURS | | | |
|--------------------|--------------|----------------|----------------------|----------------|------------------|---------------------|----------------|------------------|
| | % du nom. | % du coupon | | Cours préc. | Dernier cours | | Cours préc. | Dernier cours |
| Obligations | | | | | | | | |
| Emp. 7% 1977 | 86 45 | | Chrysler (N) | 158 | 180 | Marlboro Int. | 47 80 | 46 |
| Emp. 8,80 % 77 | 128 | 2 845 | C.I.C. Cit. de Phil. | 240 | 250 | Marlboro Reg. | | 250 |
| 8,80 % 78/97 | 100 | 1 807 | C.I. Meridia | 680 | 685 | Marlboro S.A. | 120 | |
| 10,00 % 79/94 | 102 82 | 0 177 | Coca-Cola | 510 | 538 | Marlboro Tur. | 408 | 388 |
| 10,00 % 80/87 | 105 65 | 9 584 | Comex B | 538 | | Medial Display | 423 | 422 |
| 13,00 % 80/87 | 108 10 | 12 439 | Columbia (N) | 1872 | 1940 | Mex. (Mex. Ind.) | 182 | 181 |
| 13,00 % 81/88 | 108 40 | 8 898 | Cough | 459 | 459 | Off. Public | 320 | 328 |
| 16,75 % 81/87 | 115 70 | 15 750 | Craft | 240 | 240 | Orson | 215 | 228 |
| 18,25 % 82/88 | 114 19 | 10 862 | Gas Industriale | 3831 | 3831 | OTL (L.C.) | 2500 | 2480 |
| 18,25 % 83/87 | 115 15 | 10 860 | Gen. Lycop-Alum. | 695 | 680 | Orion | 1240 | 1200 |
| 18,25 % 85/88 | 114 40 | 10 840 | Granville (N) | 1018 | 1000 | Palin Movement | 850 | 888 |
| 19,25 % 85/88 | 113 05 | 9 655 | Gulf Oil | 38 | 39 | Palmer Corp. | 423 | 425 50 |
| 12,20 % oct. 84 | 107 63 | 11 284 | Gulf Oil (N) | 68 | 65 | Parsons | 388 | 388 |
| 11,25 % 85/88 | 104 45 | 6 108 | Co. Universal (N) | 740 | 740 | Pat-O-Mat | 345 | 355 |
| 10,25 % 85/88 | 104 45 | 5 102 | Crédit | 142 | 141 80 | Permutec | 735 | 800 |
| OUT 12,25 % 88 | 1783 60 | 1 898 | Danbury S.A. | 558 | 558 | Permutec, Res. Div. | 1338 | 1335 |
| OUT 10,25 % 88 | 96 85 | 2 880 | Danubio S.A. | 1120 | 1100 | Path-Culture | 700 | 670 |
| OUT 9,50 % 1987 | 100 15 | 7 380 | Delmas-Viel (N) | 1450 | 1451 | Pathway (Int. Ind.) | 333 | 330 |
| OUT 9,50 % 1988 | 98 80 | 5 897 | Delta-Bone | 622 | 600 | Pine Wood | 855 | 880 |
| Ch. France 83 | 102 10 | | Em. Bone, Veley | 1308 | 1380 | Piper-Helberg | 880 | 880 |
| Ch. Japon 83 | 102 10 | | Em. Vitel | 2738 | 2710 | P.L.M. | 185 | 180 |
| Ch. Japon Japon 87 | 102 10 | | Economica | 620 | 640 | Pondor | 464 | 505 |
| Ch. Japon Japon 88 | 102 10 | | Economica-Renault | 370 | 385 | Praxair | 1438 | 1425 |
| Ch. Japon Japon 89 | 102 10 | | En-Auto | 688 | 688 | Providence S.A. | 2014 | 2000 |
| Ch. Japon Japon 90 | 102 10 | | E.L.M. Latham | 915 | 915 | Public | 3000 | 3000 |
| Ch. Japon Japon 91 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 600 | Re. Sud. R. | 147 | 147 |
| Ch. Japon Japon 92 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Red-Head (S. Ind.) | 455 | 440 |
| Ch. Japon Japon 93 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 94 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 95 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 96 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 97 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 98 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 99 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 00 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 01 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 02 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 03 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 04 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 05 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 06 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 07 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 08 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 09 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 10 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 11 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 12 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 13 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 14 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 15 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 16 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 17 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 18 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 19 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 20 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 21 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 22 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 23 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 24 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 25 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 26 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 27 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 28 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 29 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 30 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 31 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 32 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 33 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 34 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 35 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 36 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 37 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 38 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 39 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 40 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 41 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 42 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 43 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 44 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 45 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 46 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 47 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 48 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 49 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 50 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 51 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 52 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 53 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 54 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 55 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 56 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 57 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 58 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 59 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 60 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 61 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 62 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 63 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 64 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 65 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 66 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 67 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 68 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 69 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 70 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 71 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 72 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 73 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 74 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 75 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 76 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 77 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 78 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 79 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 80 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 81 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 82 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 83 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 84 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 85 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 86 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 87 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 88 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 89 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 90 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 91 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 92 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 93 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 94 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 95 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 96 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 97 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 98 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 99 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 00 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 01 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 02 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 03 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 04 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 05 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 06 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 07 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 08 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 09 | 102 10 | | Esso-Compagnie | 622 | 620 | Refrige-Zim | 256 | 300 |
| Ch. Japon Japon 10 | 102 10 | | Es | | | | | |

SICAV (reflection)

[illegible]

Second marché

[illegible]

Hors-cote

| | | |
|----------|--------|--------|
| | 4 90 | 1 20 c |
| Alpacas | 276 | 367 |
| E.M. | | |
| Alcatraz | 162 30 | 162 30 |
| Alcatraz | 77 | 70 90 |
| Alcatraz | | |
| Alcatraz | 187 | |
| Alcatraz | 440 | 440 |
| Alcatraz | 130 | |
| Alcatraz | 202 | 200 60 |
| Alcatraz | 320 | |
| Alcatraz | 350 | |
| Alcatraz | 78 10 | 77 10 |
| Alcatraz | 1165 | 1161 |
| Alcatraz | 3400 | |
| Alcatraz | 430 | |
| Alcatraz | 151 10 | 151 10 |
| Alcatraz | 95 70 | 0 10 c |
| Alcatraz | 567 | 560 |
| Alcatraz | 300 | |
| Alcatraz | 136 | ... |

Cote des changes

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS | | COURS DES BILLETS | | MONNAIES ET DEVISES | COURS prix. | COURS \$/g |
|---------------------|---------|---------|-------------------|---------|--------------------------------|----------------|---------------|
| | g | g/g | Actuel | Vente | | | |
| Etats-Unis (\$ 1) | 8 | 5 839 | 5 760 | 6 300 | Or fin (à la base) | 80505 | 89400 |
| ECU | 6 934 | 8 834 | | | Or fin (en lingots) | 89400 | 88850 |
| Canada (100 DM) | 354 300 | 354 800 | 324 800 | 343 500 | Pièces d'Indonésie (50 \$) | 534 | 530 |
| Belgique (100 F) | 16 097 | 16 100 | 16 460 | 16 380 | Pièces d'Indonésie (20 \$) | 340 | |
| Payes Bas (100 L) | 257 270 | 257 300 | 268 | 306 | Pièces japonaises (20 ¥) | 591 | 588 |
| Durum (100 bush) | 89 750 | 86 440 | 83 | | Pièces néo-zélandaises (20 \$) | 517 | 512 |
| Wheat (100 bush) | 81 020 | 86 440 | 87 | | Suède (100 couronnes) | 849 | 840 |
| Graines (100 bush) | 9 949 | 9 925 | 9 800 | 10 350 | Pièces de 10 dollars | 2320 | 2325 |
| Graines (100 bush) | 4 382 | 4 382 | 3 900 | 4 900 | Pièces de 10 dollars | 1490 | 1495 |
| Wheat (100 bush) | 4 619 | 4 619 | 4 360 | 4 850 | Pièces de 5 dollars | 905 | |
| Wheat (100 L) | 403 890 | 404 680 | 385 | 412 | Pièces de 50 pesetas | 3380 | 3370 |
| Suède (100 L) | 94 900 | 94 870 | 92 800 | 96 500 | Pièces de 10 pesetas | 535 | 535 |
| Autriche (100 sch) | 47 534 | 47 560 | 46 300 | 48 700 | Or Londres | | |
| Graines (100 bush) | 4 685 | 4 685 | 4 700 | 5 200 | Or Zurich | | |
| Perkakas (100 bush) | 4 243 | 4 242 | 3 700 | 4 800 | Or Hongkong | | |
| Canada (5 can 1) | 4 571 | 4 548 | 4 400 | 4 800 | Argent Londres | | |
| Japan (100 yen) | 4 228 | 4 254 | 4 090 | 4 290 | | | |

Marché libre de l'or

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS | | COURS DES BILLETS | | MONNAIES ET DEVISES | COURS prix. | COURS \$/g |
|--------------------------|---------|---------|-------------------|---------|----------------------------|----------------|---------------|
| | g | g/g | Actes | Vente | | | |
| Etats-Unis (\$ 1) | 8 | 5 839 | 5 760 | 6 300 | Or fin (à la base) | 80650 | 89400 |
| ECU | 6 934 | 8 834 | | | Or fin (en lingots) | 89400 | 88850 |
| Canada (100 DM) | 354 330 | 354 800 | 324 800 | 343 500 | Pièces d'Indonésie (20 \$) | 534 | 530 |
| Belgique (100 F) | 16 097 | 16 100 | 16 460 | 16 380 | Pièces d'Indonésie (50 \$) | 340 | |
| Payes (100 L) | 257 270 | 257 300 | 286 | 306 | Pièces japonaises (20 ¥) | 591 | 588 |
| Durum (100 bush) | 89 750 | 86 440 | 86 | | Pièces japonaises (10 ¥) | 517 | 512 |
| Norfolk (100 bush) | 81 020 | 86 440 | 87 | | Suède (100 couronnes) | 849 | 840 |
| Grande-Singapour (10 \$) | 9 949 | 9 925 | 9 800 | 10 350 | Pièces de 10 dollars | 2320 | 2325 |
| Gribo (100 grammes) | 4 382 | 4 382 | 3 900 | 4 900 | Pièces de 10 dollars | 1490 | 1495 |
| Malais (100 kg) | 4 619 | 4 619 | 4 360 | 4 850 | Pièces de 50 pesos | 905 | |
| Suède (100 L) | 403 890 | 404 680 | 385 | 412 | Pièces de 10 bahts | 3380 | 3370 |
| Suède (100 L) | 94 900 | 94 870 | 92 800 | 96 500 | Or Londres | 536 | 535 |
| Autriche (100 sch) | 47 534 | 47 560 | 46 300 | 48 700 | Or Zurich | | |
| France (100 pes) | 4 685 | 4 685 | 4 700 | 5 200 | Or Hongkong | | |
| Portugal (100 pes) | 4 243 | 4 242 | 3 700 | 4 800 | Argent Londres | | |
| Canada (\$ can 1) | 4 571 | 4 548 | 4 400 | 4 800 | | | |
| Japan (100 yen) | 4 228 | 4 254 | 4 090 | 4 290 | | | |

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|---|---|--|--|--|--|--|
| 3 Situation politique confuse au Danemark après les élections législatives. 4 Le bilan du raid tchadien sur la base libyenne de Maaten-es-Sara. 5 Sri-Lanka : les suites de l'accord de paix. 6 La campagne présidentielle américaine. | 10 La stratégie des présidentiables : M. Chirac, M. Laroche, M. Le Pen. 11 La préparation du référendum en Nouvelle-Calédonie. | 12 La fin tragique de Raymond Vaccarzi. — La révolte des détenus en Europe. 17 Anniversaire : Guillaume le Conquérant, homme d'Etat. 26 Sports : les Internationaux de tennis des Etats-Unis. | 19 Festival Berlioz 1987. 20-21 La rentrée des arts. 18 Communication : le Monde met sa documentation sur écran. | 31 Les bénéfices de Renault. 32 La Société générale de Belgique se met à l'abri d'un rachat. 33 Les chômeurs de longue durée pouront... travailler à mi-temps. 34 Ouverture du marché des options négociables. 34-35 Les marchés financiers. | Abonnements 2 Météorologie 25 Mots croisés 26 Carnet 26 Radio-télévision 25 Annonces classées .. 28 à 30 Spectacles 22-23-24 | ● Code de la nationalité : interview d'Harlem Désir, EXC ● La revue de presse du Monde, PPS ● Faites-vous une toile / CINE Actualité, Sports, International, Culture, Bourse, FNAM. 3615 Tapez LEMONDE |

Le voyage de M. Chirac aux Antilles

Réunifier la droite

M. Jacques Chirac quitte Paris, le mercredi 9 septembre, pour Pointe-à-Pitre, où il commencera un voyage de trois jours aux Antilles. Avec ce déplacement, prévu il y a un an, puis envisagé en avril dernier, le premier ministre aura visité tous les départements et territoires d'outre-mer depuis mars 1986. Pour la première fois, le programme officiel du voyage mentionne des rencontres avec les cadres et les militants du RPR, alors que ces réunions avaient, dans les précédents déplacements de M. Chirac, un caractère privé.

Accompagné par M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, et par M^{me} Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat à la francophonie, élu de la Guadeloupe, le premier ministre consacrera ses principaux discours au développement économique et aux problèmes de la jeunesse. M. Chirac a l'intention d'évoquer notamment les relations des Antilles avec la CEE ainsi qu'avec leur environnement caraïbe. Il a reçu, lundi 7 septembre à Paris, M^{me} Eugénie Charles, premier ministre de la Dominique, avec laquelle un accord a été conclu sur la pêche.

M. Chirac traitera principalement des problèmes économiques devant les corps constitués réunis à la préfecture de la Martinique, vendredi. Il inaugurera, le lendemain, un centre de formation et d'apprentissage à Rivière-Salée.

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Dans les milieux politiques guadeloupéens, la venue de M. Chirac est surtout interprétée comme une entreprise de réunification de la droite locale. Les discussions sont, en effet, très vives, depuis longtemps, à l'intérieur du RPR départemental, comme, d'ailleurs, en Martinique.

Cette crise interne avait pris un tour très spectaculaire pendant la campagne de 1986 pour les élections législatives, le président du conseil régional alors en exercice, M. José Moustache, ayant démissionné du mouvement chiraquien et s'étant allié au porte-drapeau de l'UDF, M. Marcel Esdras, alors député sortant appartenant à l'UDF, contre la liste conduite par M^{me} Lucette Michaux-Chevry. Cette dernière l'avait emporté très largement : sa liste avait recueilli 35,46 % des suffrages exprimés. Entrée au gouvernement, M^{me} Michaux-Chevry n'a pas reculé les morceaux. M. Chirac devra donc multiplier les prévenances à l'égard des uns et des autres dans l'espoir de

«faire le plein» lors du scrutin présidentiel, même si le nouveau secrétaire fédéral du RPR, M. Daniel Beaubrun, affirme que la visite du premier ministre ne saurait être assimilée à une quelconque «pêche aux voix». C'est ainsi qu'il est prévu que M. Chirac déjeune jeudi en compagnie de M. Moustache et qu'il honore de plusieurs décorations divers notables jaloux de l'ascendant pris par M^{me} Michaux-Chevry, à laquelle certains vieux militants gaullistes ne pardonnent par son passé socialiste.

La droite guadeloupéenne n'a pas toutefois le monopole des querelles intestines. Les socialistes locaux sont, eux aussi, en proie à des tiraillements, surtout depuis que la principale formation indépendantiste, l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), a fait savoir qu'elle était prête à s'allier avec les socialistes du département à condition que ceux-ci prennent leurs distances avec le PS métropolitain. Quelques jours après M. Chirac, c'est d'ailleurs M. Lionel Jospin qui viendra à la Guadeloupe.

ANDRÉ LÉGER.

Au conseil des ministres

Le sommet des pays francophones

Le conseil des ministres, réuni le mercredi 9 septembre, a entendu une communication de M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, et de M^{me} Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat à la francophonie, sur le sommet des pays francophones qui s'est tenu à Québec du 2 au 4 septembre.

M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement rendant compte de la réunion du conseil, a indiqué que la Conférence de Québec avait connu un «incontestable succès».

Le conseil des ministres a adopté, d'autre part, le décret relatif à l'accès de certains maîtres de l'enseignement privé à l'échelle de rémunération des instituteurs.

● La guerre du Golfe. — Selon Radio-Téhéran, un avion iranien du type Mirage a été abattu, le mercredi 9 septembre, par la DCA iranienne dans le centre de l'Iran. La radio fait état, par ailleurs, de plusieurs raids meurtriers de l'aviation de Bagdad sur des zones résidentielles en Iran.

● URSS. — Nouvelles autorisations d'émigrer. — Après l'annonce que des visas allaient être délivrés à Iossif Begun et à cinq autres «réhénants» (Le Monde du 9 septembre), six autres juifs soviétiques ont reçu l'autorisation d'émigrer, a annoncé, le mercredi 9 septembre à Moscou, le diastémiste Vladimir Slepak. Il s'agit de Sergueï Menechine, Valéri Lerner, Vladimir Prestin, Boris Lantsman, Boris Kun et Yevguénia Palankov. Tous attendaient depuis de longues années l'autorisation de quitter l'URSS. (Reuters).

Le numéro du « Monde » daté 9 septembre 1987 a été tiré à 485 783 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15 • LEMONDE

A B C D E F G

PHILIPPINES : les suites du putsch avorté

Le gouvernement de M^{me} Aquino démissionne sous la pression des militaires

Le gouvernement philippin a remis, mercredi 9 septembre, sa démission à la présidente Aquino. Dans un premier temps, neuf membres du cabinet avaient annoncé leur démission : il s'agissait de MM. Joker Arroyo et Teodoro Locsin, respectivement secrétaire exécutif et conseiller légal du chef de l'Etat, ainsi que des secrétaires au commerce, aux travaux publics, aux transports, à l'agriculture, aux ressources naturelles et au travail.

La veille, devant le Congrès, M. Arroyo, que certains considéraient comme le véritable numéro deux du régime, avait dû se défendre, pendant trois heures, d'accusations de «procommunisme» et d'«antimilitarisme» portées par la droite et certains dirigeants militaires. Cet avocat, qui passait pour le conseiller le plus écouté de la présidente, avait répondu : «Je ne pourrais jamais être communiste car je suis lié par la Constitution».

Depuis l'échec du coup d'Etat du 28 août, dont certains auteurs sont toujours en fuite, les chefs de l'armée font pression sur M^{me} Aquino pour qu'elle se sépare de ses collaborateurs accusés d'être

«trop mous» dans la lutte contre l'insurrection communiste. Sans doute pour répondre aux requêtes des militaires, qui souhaitent être associés plus étroitement à la direction de l'Etat, M^{me} Aquino avait déjà, mardi, annoncé la création d'un conseil d'Etat, qui doit se réunir dès jeudi. Ce conseil — l'équivalent du conseil national de sécurité américain — regroupera des membres du gouvernement, des officiers, les présidents des deux Chambres ainsi que des représentants du monde des affaires.

Les ministres démissionnaires ont annoncé que leur geste avait pour objet de donner «toute liberté» à la présidente de réorganiser le gouvernement. Mardi, devant les députés, M. Arroyo avait également lancé une vigoureuse attaque contre les grands groupes d'intérêts qui, à leur tour, réclamaient sa tête. M^{me} Aquino devait réunir son cabinet, jeudi en fin d'après-midi, et faire connaître sa décision. Cette crise souligne, entre-temps, le poids croissant des militaires dans les affaires de l'Etat.

J.-C. P.

BRÉSIL

Le ministre de la réforme agraire se tue dans un accident d'avion

Brasília (AFP). — M. Marcos Freire, ministre brésilien de la réforme agraire et de la colonisation, et huit autres personnes ont péri le mardi 8 septembre dans l'explosion d'un appareil militaire qui venait de décoller de la piste de Carajás, en Amazonie, au sud de Belém. M. Freire, âgé de cinquante-six ans, venait de visiter les projets gouvernementaux de la réforme agraire dans ce secteur de l'Amazonie. Carajás est le site d'exploitation de minerai de fer le plus important du monde. M. José Eduardo Raduan, président de l'Institut de la réforme agraire, figure parmi les victimes de la catastrophe.

M. Marcos Freire était un ministre clé du gouvernement de M. Sarney. Ce n'est que le 4 juin que cet ancien directeur de la Caisse économique fédérale (Cafépar) et éditeur jusqu'en 1982 de l'Etat (Nord-Est) avait pris ses fonctions. Il succédait à M. Dante de Oliveira, démissionnaire depuis le 22 mai pour désaccord politique, à la tête d'un ministère qui cristallise les drames de la société brésilienne.

En effet, le ministre de la réforme agraire a pour tâche de réaliser le programme du gouvernement qui a promis d'établir cent cinquante mille

familles de paysans sans terre sur des exploitations prises sur les grandes propriétés non exploitées.

Ce programme rencontre une forte opposition de la part des gros propriétaires terriens (fazendeiros) qui se sont regroupés au sein de l'Union démocratique rurale (UDR). Cultivant les frustrations des paysans moyens devant la forte baisse des cours agricoles, l'UDR a réussi le 21 juin une démonstration de force à Brasília, réunissant derrière son leader, M. Ronaldo Caiado, quelque quarante mille exploitants dans la capitale contre la réforme agraire.

De l'aveu même des autorités, seulement quelque quinze mille familles, soit 10 % du programme, ont pu être établies jusqu'à ce jour. La frustration des paysans pauvres se traduit par des occupations sauvages de terrains, auxquelles l'UDR riposte par des expulsions à l'aide de milices de pistoleros qu'elle recrute un peu partout. Le rôle militant de la Commission pastorale de la terre, dépendant de la Conférence épiscopale du Brésil, pour la défense des paysans pauvres a beaucoup fait pour rendre public un cycle de violence qui fait plusieurs centaines de morts, surtout chez les possesseurs (paysans pauvres) chaque année.



Dossier spécial
LE GUIDE DE LA MICRO-INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE
85 ordinateurs comparés.

AVIS AUX AMATEURS D'APPLE
LE MACINTOSH II EST DISPONIBLE CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER
INUTILE DE TOURNER AUTOUR DU

QUANTITÉ LIMITÉE!
INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
25, rue du Renard Paris 4 • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6 • 91.37.25.03

Sur le vif

Casse-tête

Hier, en fin de journée, coup de téléphone furibard et affolé. Ma belle-sœur. Je ne sais pas si vous savez, mais son mari est prof de lycée.

— T'es entendu sur Europe 1 ce débat débile : nos pauvres petits sont complètement stressés. Ils veulent plus aller à l'école. D'ailleurs voudrait mieux pas. C'est pas bon pour la santé, tout ça...

— C'est un peu vrai, non ? Regarde Thomas, tu me dis qu'il n'a pas arrêté de dégoûter depuis dimanche dernier.

— Oui, bon, peut-être, mais c'est pas une raison pour réduire les heures de cours et pour...

— Pourquoi ? Il y a que chez nous qu'ils triment sept heures par jour, les gamins, sans compter les heures sup à la maison. Ailleurs, chez nos voisins, aux Etats-Unis, partout, on les lâche en début d'après-midi.

— Et qu'est-ce qu'il ferait à ce moment-là, Thomas ? Il foutrait le bordel chez moi ou il viendrait jouer avec mon minitel au bureau, c'est ça ?

— Et en plus là-bas, ils ont congé le samedi. Seulement ça, ça n'arrangerait pas ton bonhomme.

— Forcément. Comment veux-tu qu'il se partage entre son bébé et sa boîte à bac, Jean-Jacques, s'il ne bosse pas

le week-end ? Et moi ? Tu crois que j'ai envie d'avoir Noémie et Thomas dans les pattes pendant que je me tape les courses au supermarché ? Non, mais il est raide dingue Mgr Lustiger, t'es vu...

— C'est plutôt une bonne idée, non, son truc ? T'es les partisans du mercredi et ceux du samedi. Ils se bouffent le nez depuis des générations. Tu leur donnes les deux, aux gosses, ça réconcilie tout le monde et ça te permet de leur fourguer un peu de catéchisme en prime.

— En écoutant les vacances ? Alors, merci bien ! Tête de Jean-Jacques si on rogne sur ses congés ! Il y a pas que les élèves qui ont le droit de se reposer, figure-toi. Les maîtres aussi. Et puis, y a pas que ça : en ouvrant les classes, tu fermes les hôtels. Tête de Tatie Dodette si on lui vide sa pension de famille dix jours en été et trois jours à Pâques ! Ils sont tombés de l'armoire ou quoi ?

— Allez, calme-toi. Avale un Temesta et file-z-en un à Thomas. Au fond t'as raison. Ils nous cassent les pieds, les enfants. Ils sont jamais contents. Plus tard ils auront pas de boulot. Et maintenant, ils en ont trop !

CLAUDE SARRAUTE.

fondation
saint-simon

SEMINAIRES 1987/1988

● Les mutations de l'économie financière

Animateurs généraux : Pierre Brionçon et Jean-Charles Naouri

● L'islam en France

Animateur général : Gilles Kepel

● Géopolitique du monde contemporain

Animateur général : Marisol Touraine

● Sciences sociales et sciences cognitives

Animateur général : Jean-Pierre Dupuy

● Politiques économiques comparées des pays industriels

Animateur général : Jacques Mistrail

● Démocratie et socialisme en Europe

Animateurs généraux : François Furet et Philippe Raynaud

● Religion et politique dans l'Israël contemporain

Animateur général : Maurice Kriegel

● L'économie des médias

Animateur général : Jean-Louis Missika

● Biologie et éthique

Animateur général : Anne Fagot-Largeault

● Accidents technologiques et catastrophes naturelles

Animateur général : Patrice Logade

● La nouvelle économie des réseaux d'information

Animateur général : Albert Bressand

Ces séminaires s'adressent à un public motivé par un enseignement pluridisciplinaire de haut niveau consacré aux problèmes du monde contemporain. Ils se déroulent soit sur un thème de séances hebdomadaires de deux heures, soit sous forme de journées complètes.

Pour tous renseignements, écrire ou tél. à :
fondation saint-simon
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.
Tél. : (1) 42.22.38.52 & (1) 42.22.29.95.